Arts et Spectacles : restaurer l'art contemporain

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15318 7 F

JEUDI 28 AVRIL 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Sortie de crise

LA crise économique s'éloigne en Europe, et la reprise générale de l'activité se consolide dans le monde en dépit de la *récente remontée* des taux d'intérêt à long terme. Que ce soit au sein du G7, le club des sept pays les plus riches de la planète, du Fonds monétaire international (FMI) ou de la Banque mondiale, les réunions monétaires de printemps, qui viennent de s'achever à Washington, ont été marqués par un regain d'optimisme que justifient les chiffres publiés ces dernières semaines par les différents instituts de conjoncture des pays de l'OCDE.

Tandis que les États-Unis continuent d'être portés par une croissance vigoureuse, l'Europe occidentale dans son ensemble commence à émerger de la crise. C'est surtout vrai de l'Allemagne, qui a enregistré l'an passé le plus fort recul de son produit intérieur brut depuis la guerre, et de la France. La Grande-Bretagne a renoué avec la croissance dès 1993. Autre grand malade, le Japon a sans doute touché le creux de la vague. Son économie donne aujourd'hui quelques timides signes de rétablissement.

CES bonnes nouvelles concernent aussi les pays en développement. Non pas tant les « dragons » du continent asiatique, qui, épargnés par la récession, ont poursuivi un développement à marche forcée, que les autres, en Afrique ou dans le monde arabe. Ces pays seront les premiers à bénéficier de la hausse des matières premières qui s'amorce. Mais c'est avec raison que la Banque mondiale a mis en garde cette semaine leurs dirigeants contre l'idée d'une prochaine envolée des cours. Ceux-ci ne retrouveront pas de sitôt leur niveau des années soixante-dix. C'est dire que les pays en développement devront, pour la plupart d'entre eux, poursuivre les politiques d'ajustement engagées.

Ce regain d'optimisme doit cependant être nuancé. Ainsi, en Europe, la reprise de l'activité ne signifie pas que le chômage va diminuer rapidement. L'exemple des États-Unis est là pour le prouver. *Outre-Atlantique, il a fallu* attendre près d'un an et demi pour voir les créations d'emplois reprendre à un rythme soutenu. Ce n'est donc pas avant 1995 que le chômage a des chances de régresser véritablement sur l'ensemble du continent, et en particulier en France.

UN autre constat s'impose : les décalages de conjoncture entre les pays industrialisés ont rarement été aussi marqués depuis la fin de la dernière guerre. C'est un premier élément négatif qui pourrait peser sur le rythme de la reprise. Un autre concerne l'endettement et les déficits publics en Europe. Leurs niveaux sont tels qu'un assainissement progressif des finances publiques va se traduire par un resserrement des dépenses budgétaires. A court terme, la vigueur de la reprise pourrait en être contrarié. Reste enfin le problème de la remontée des taux d'intérêt à long terme, qui, si elle se prolongeait, ferait peser une menace aussi bien en Europe qu'aux États-Unis.

Lire page 18

M 0147 - 0428 - 7,00 F

Deuxième jour des élections multiraciales

Les Sud-Africains ont voté en masse malgré la poursuite des attentats

Au moment où les bureaux de vote ouvraient, pour le deuxième jour d'un scrutin qui doit se terminer jeudi soir, une bombe a explosé, mercredi 27 avril, peu après 7 heures, devant l'aérogare internationale de Johannesburg, faisant une vingtaine de blessés. Vingt et une personnes ont, depuis dimanche, trouvé la mort dans quatre attentats à l'explosif, manifestement commis pour dissuader les gens d'aller aux urnes. Convoqués aux urnes mardi, les personnes âgées, les malades et les membres des forces de sécurité ont accompli leur devoir sans aucun incident majeur. Mercredi, de longues files d'attente s'étaient formées, notamment à Soweto, bien avant l'ouverture des bureaux de vote.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Malgré les attentats, des dizaines de milliers d'électeurs *ont voté dans le calme*, mardi 26 avril. De nombreuses difficultés d'ordre matériel ont retardé les opérations de vote, mais aucun incident particulier n'a marqué la première journée des élections qui se termineront *jeudi*.

Au deuxième jour, mercredi dès l'aube, dans un froid piquant, des milliers d'électeurs faisaient déja la queue devant les bureaux de vote des *townships* de la région de Johannesburg, bien avant l'ouverture à 7 heures du matin. Le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, et Mangosuthu Buthelezi, président de l'Inkatha, ont *voté tous deux au Natal*, dès l'ouverture des bureaux, tandis que le président De Klerk votait à Pretoria, un peu plus tard dans la matinée.

Mardi, une minute avant minuit, le drapeau orange-blanc-bleu de l'ancienne République sud-africaine a été amené dans les neuf capitales provinciales du pays et remplacé par un nouvel emblème bariolé. Sur le parvis de l'hôtel de ville de Johannesburg, figé dans un impeccable garde-à-vous, un officier au bord des larmes saluait les anciennes couleurs descendant du mât. En quelques minutes, un orchestre de jazz se transformait en fanfare militaire pour accompagner la cérémonie, jouant l'ancien hymne national, *Die Stem*. Puis il jouait le nouveau, *N'Kosi Sikelel i Afrika* (Dieu bénisse l'Afrique).

Quelques centaines de personnes à peine, dont une majorité de journalistes et de photographes, assistaient à cette cérémonie convoquée dans la discrétion, en présence de rares dignitaires locaux et de quelques futurs dirigeants du pays, dont Winnie Mandela. Lorsque l'ancien *drapeau descendit de son* mât, la petite foule, composée en majorité de Blancs à l'allure d'étudiants tardifs, trépigna, certains baissant le pouce comme César vouant les gladiateurs à la mort.

Puis ils levèrent le poing pour saluer la montée du nouveau drapeau, une minute après minuit. A cet instant, tout ce qui restait de l'organisation juridique et administrative issue de l'apartheid a formellement disparu, notamment les *homelands* qui en étaient l'expression la plus connue.

L'émotion était plus dense et, certainement, mieux partagée quelques heures plus tôt, dans les cités noires de Johannesburg.

GEORGES MARION

Lire la suite page 3

Les massacres au Rwanda

S.O.S. RWANDA, BONJOUR !

PANCHO

Lire page 3

A la recherche du consensus économique

Lire page 4

Succédant à Jacques Fournier

M. Bergougnoux devrait devenir président de la SNCF

Jean Bergougnoux, directeur général d'EDF, devrait succéder, à la tête de la SNCF, à Jacques Fournier, qui présidait, mercredi 27 avril, son dernier conseil d'administration. Pour l'heure, l'entourage du premier ministre se refusait à tout commentaire sur cette succession. Le nom du numéro deux d'EDF n'avait pas circulé jusqu'alors. La nomination du nouveau président de la SNCF devrait intervenir dès vendredi 29 avril en conseil des ministres.

Évoqué mardi 26 avril dans la soirée, le départ de Jean Bergougnoux, pour prendre la présidence de la SNCF, a fait à EDF l'effet d'*« un coup de tonnerre »*. Directeur général en titre, Jean Bergougnoux (cinquante-quatre ans) joue en effet un rôle considérable à la tête de l'entreprise nationale d'électricité, dont il définit et met en application la stratégie : le président en titre, Gilles Ménage, comme tous les présidents d'EDF, avait dû lui signer une délégation de pouvoir complète, lors de sa nomination en 1992. M. Ménage était en déplacement en Argentine quand l'annonce du départ de son directeur général a été annoncée dans l'entreprise. Le départ de Jean Bergougnoux rend désormais plus que vraisemblable le maintien de Gilles Ménage à la présidence d'EDF lors du renouvellement *de son mandat*, venant à échéance à la fin du mois de mai.

Depuis quelques semaines, on laissait d'ailleurs entendre, du côté du ministère de l'industrie, que celui-ci, dont on connaît les affinités avec le président de la République, était apprécié de tous les milieux, et que sa gestion d'EDF donnait tout à fait satisfaction.

ANNIE KAHN et MARTINE LARONCHE

Lire la suite page 16

Européennes : Mme Carrère d'Encausse en deuxième position derrière M. Baudis

L'historienne Hélène Carrère d'Encausse figurera en deuxième position sur la liste de la majorité aux élections européennes, qui sera présentée le 9 mai sur le site d'Eurotunnel. Le choix, par le RPR, de l'ancienne présidente du comité national pour le « oui » au traité de Maastricht met fin aux espoirs de ceux qui souhaitaient la désignation d'une personnalité « anti-Maastricht ».

Lire page 10

Bosnie : relance des négociations sur le partage territorial

L'OTAN a renoncé *« pour l'instant »* à des frappes aériennes *contre les forces serbes de Bosnie, qui auraient retiré leurs armes* lourdes à 20 kilomètres de Gorazde. Le « groupe de contact », formé entre Occidentaux, Russes et Nations unies, doit se rendre à Sarajevo pour relancer les négociations sur le partage territorial. De retour de Bosnie, où il fut membre de l'état-major de la FORPRONU, un officier supérieur français témoigne des contradictions de la mission confiée aux militaires par la communauté internationale.

Lire pages 2 et 6

Les banques allemandes en accusation

La faillite du promoteur immobilier Schneider porte atteinte à la crédibilité du système financier d'outre-Rhin

FRANCFORT

de notre correspondant

En termes médicaux, on parle d'infarctus. En termes économiques, on déclare une faillite, qui n'en finit pas de faire des dégâts parce qu'elle s'attaque au cœur du capitalisme allemand : ses banques.

Le chancelier Kohl ne décolère pas. Le Parti social-démocrate envisage un projet de loi pour limiter leur pouvoir. La presse dénonce, unanime, *« les milliards perdus »* dans une campagne qui n'a guère de précédents. L'homme de la rue s'interroge *sur la confiance* qu'il doit dorénavant porter à ce qu'il croyait être l'un des plus solides piliers du pays. La faillite du promoteur immobilier *francfortois* Jürgen Schneider provoque une avalanche de critiques contre les banques allemandes et contre la première d'entre elles, la Deutsche Bank. Les erreurs commises et la faiblesse des procédures de contrôle qu'elle révèle laissent pantois et semblent remettre en question la crédibilité générale du système financier. Les banques allemandes expliquaient encore il y a peu qu'elles avaient évité au pays cette *« bulle spéculative »* qui, explosant partout ailleurs, des Etats-Unis au Japon en passant par la Grande-Bretagne, avait plongé le monde dans une récession prolongée. Et de s'attribuer les mérites du sérieux, de la solidité, de l'investissement à long terme, du financement de l'industrie, etc.

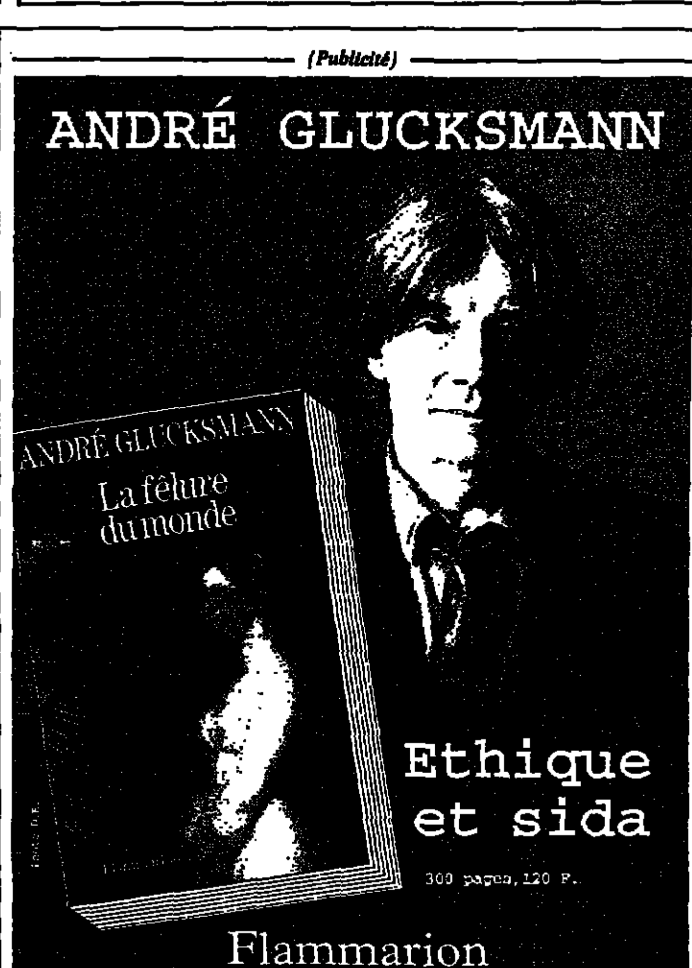
Etait-ce un mythe ? Jürgen Schneider, après la plus rapide « réussite » des années 80 dans l'immobilier, faite de réhabilitations de luxe et de galeries marchandes, écrit soudain une lettre, jeudi 7 avril, à ses directeurs avec copie à la Deutsche Bank. *« Malade »*, il doit prendre du champ, explique-t-il, avant de quitter son château de Königstein, *près de Francfort*, et de monter, avec son épouse Claudia, dans sa Mercedes 600. Direction inconnue. On a parlé de la Suisse, de l'Iran, puis, *hypothèse* plus vraisemblable, de la Floride. L'affaire explose le lendemain. L'Allemagne découvre que *« le lion du bâtiment »* aurait *détourné au moins 219 millions* de marks avant de s'enfuir, et qu'il laisserait un trou de... 9 milliards de marks (5 milliards de dettes bancaires et 4 milliards d'impayés auprès des fournisseurs et des sous-traitants). Plus de 30 milliards de francs ! Le Crédit lyonnais est enfoncé.

Comment est-ce possible ? Comment les banques si sérieuses, comment la Deutsche Bank qui a prêté 1,2 milliard, ont-elles pu ne rien voir ? Comment ne se sont-elles pas inquiétées ces dernières semaines, alors que les impayés de M. Schneider étaient de plus en plus connus dans les métiers de la construction ? Il y a un an, les dettes du groupe Schneider cumulées auprès de trente-huit banques atteignaient déjà 3 milliards de marks.

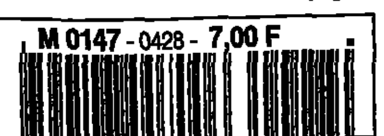
ERIC LE BOUCHER

Lire la suite page 17

(Publicité)



A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 580 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2 400 L ; Liban, 1,20 US$; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 550 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 $ (N.Y. 2 $).



EX-YOUGOSLAVIE

D'engrenages en désarrois

De retour récent de Bosnie, où il fut membre de l'état-major de la FORPRONU, un officier supérieur français témoigne de l'intérieur des contradictions et des ambiguïtés de la mission confiée aux militaires par la communauté internationale.

par Bertrand Ballarin

APRÈS l'incapacité de l'ONU à arrêter dans l'œuf l'offensive serbe à Gorazde, l'opinion publique s'émeut de tant de faiblesse, et la FORPRONU invoque une fois de plus ses maigres effectifs pour justifier son échec. Or, pour une force agissant avec un mandat de maintien de la paix renforcé, la FORPRONU dispose en Bosnie d'effectifs suffisants. Si les causes de l'actuelle faillite ne sont pas à rechercher dans les capacités militaires, c'est dans les enchaînements politiques que nous devrions les trouver.

Quoi qu'il en soit, aucune solution durable ne sera rapidement trouvée en dehors de tout réalisme politique. Au début de la crise bosniaque, il y a un fait inadmissible : l'intervention, au profit des Serbes de Bosnie, de l'armée serbe dans la déstabilisation de la nouvelle République de Bosnie-Herzégovine, avec des moyens inacceptables d'un point de vue moral. Comme lors de l'invasion du Koweït, l'article 7 de la charte de l'ONU aurait dû être invoqué.

Par faiblesse, et parce qu'aucun acteur, au sein de la communauté internationale, ne s'est alors senti à la fois suffisamment concerné et fort militairement, un mandat de soutien d'une action humanitaire a été préféré à un mandat de rétablissement de la paix, qui impliquait un affrontement avec la Serbie, ou au moins avec les Serbes de Bosnie. L'organisation pilote a donc été le HCR, et non la FORPRONU. A partir de là se sont enclenchés deux engrenages, en un processus dont la communauté internationale ne parvient plus à maîtriser les conséquences.

Un mandat insuffisant

Le commandement de Bosnie-Herzégovine a d'emblée estimé que sa mission de soutien d'une action humanitaire supposait une stabilisation de la situation militaire en Bosnie, de façon à minimiser l'insécurité autour des convois. Cette analyse était juste, mais créait des obligations qui ne figuraient pas explicitement dans le mandat de la force, et auraient nécessité d'autres règles d'engagement et d'autres modes de déploiement.

Il était également difficile à une force de l'ONU d'assister impassible à la fin d'un peuple. Le mandat d'assistance humanitaire était donc insuffisant. A partir du moment où l'ONU était présente sur le territoire, elle ne pouvait pas ne pas réagir au nettoyage ethnique. La résolution 824, créant les « zones de sécurité », tentait de répondre à ce souci de protection des populations en arrêtant l'avance serbe. On créait ainsi une nouvelle obligation à la FORPRONU qu'elle était incapable d'assumer. On faisait mine de croire que l'augmentation des effectifs pouvait transformer les rapports de forces, sans évolution notable des modes de déploiement et des règles d'engagement.

Néanmoins, la résolution 836 vint autoriser l'usage de la force pour garantir les « zones de sécurité », mais sans en modifier fondamentalement les conditions puisqu'elle y appliquait l'impératif de légitime défense. Il n'y avait cependant aucune volonté d'imposer le concept de « zone de sécurité » aux belligérants, et on renvoyait à des négociations locales le soin de délimiter les contours de ces zones sur le terrain, ce qui n'a été effectué qu'à Srebrenica et à Zepa. A plusieurs reprises, des bombardements ont affecté des « zones de sécurité », sans que cela provoque l'usage de la force. La FORPRONU avait adopté un tel déploiement qu'elle pouvait craindre des représailles.

Le jeu des Etats

Mais aussi, compte tenu de la prééminence de la mission de soutien à l'aide humanitaire, elle s'est longtemps abstenue de créer l'irréparable, c'est-à-dire un blocage complet du dialogue avec les Serbes, dont la coopération était nécessaire pour la délivrance de l'aide humanitaire. En effet, jusqu'au cessez-le-feu entre Croates et Musulmans, le HCR était largement tributaire des itinéraires traversant les territoires contrôlés par les Serbes, car les Croates coupaient le flux humanitaire en Herzégovine. Interrompre le dialogue, c'était donc s'exposer à ne plus délivrer d'aide humanitaire en Bosnie centrale.

Très vite, on s'est fait à l'idée que les « zones de sécurité » étaient un concept inapplicable, et on a reporté de mois en mois la définition des limites de celle de Gorazde, ce qui a permis aux Serbes d'en grignoter les contours. Nul ne pouvait dire où elles commençaient. Cet engrenage nous conduit au blocage d'une force « impartiale » et non combattante, chargée initialement d'assister le HCR dans la délivrance de l'aide humanitaire, qui a besoin de la coopération des Serbes pour remplir cette mission et n'a pas les moyens de leur imposer la volonté de la communauté internationale. Devant cette impasse, cette dernière se livre à un exercice ambigu, et dangereux pour la cohérence des actions de la FORPRONU.

Cet exercice repose sur le développement progressif d'une interaction entre plusieurs catégories d'acteurs. Au départ, l'ONU déploie sur le terrain un dispositif humanitaire, dominé par le HCR, et un dispositif militaire qui ne sera que progressivement intégré à part entière dans la FORPRONU. Dans le même temps, la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie cherche à faire accepter par les parties une solution négociée.

Apparaît ainsi une dichotomie légitime entre le dispositif sur le terrain, destiné à soulager les souffrances d'une population en guerre, et le dispositif politique, qui vise à trouver les termes d'une solution définitive au conflit. Dès le plan Vance-Owen, les médiateurs, prenant acte de l'impossibilité de faire cohabiter ces peuples, aboutissent à un découpage ethnique conduisant à des zones de peuplement homogènes, sanctionnant la logique des déplacements de populations. Cette conception sera renforcée par le plan Stoltenberg-Owen, qui simplifie la construction précédente.

Par ailleurs, certains Etats jouent un rôle particulier. Ainsi, la France et la Grande-Bretagne, contributeurs importants au sein de la FORPRONU, mélangent un discours diplomatique nécessairement orienté vers une solution qui ne peut être neutre, avec les impératifs de neutralité et d'impartialité de nations contributrices. Enfin l'OTAN, évidemment dominée par les Etats-Unis, joue un rôle propre, du fait qu'elle devient prestataire de services dès lors qu'il est question d'utiliser la force. Mais les Etats-Unis décident en fait de l'opportunité d'employer les avions de l'OTAN dans ce cadre, si bien que, pour utiliser l'arme aérienne, il faut réunir au moins deux conditions : une demande en bonne et due forme de l'ONU à l'OTAN, et l'accord informel des Etats-Unis. Les Etats-Unis sont donc censés être des prestataires impartiaux au profit de l'ONU à travers l'OTAN, mais ils conduisent en même temps une diplomatie active au profit des Musulmans de Bosnie, quitte à faire durer une guerre que d'autres s'attachent à terminer.

Arrêter cette guerre

Il y a donc un désordre qui profite aux belligérants, surtout quand la Russie sort de sa réserve pour soutenir les Serbes de Bosnie. Ce soutien limite la liberté de manœuvre des Occidentaux, qu'elle oblige à se montrer prudents dans les pressions qu'ils exercent sur les Serbes. Le sachant, ceux-ci poussent toujours plus loin les limites du risque, d'autant plus qu'ils détectent, derrière un recours abusif au mythe du pouvoir aérien, un véritable refus de toute confrontation sanglante, ce à quoi eux-mêmes sont prêts. De leur côté, les Musulmans se servent de la FORPRONU pour durer d'abord, puis pour faire pression sur les Serbes. Ils n'hésitent pas à provoquer, par des offensives discrètes, des ripostes brutales de la part de leurs ennemis, dont l'image se ternit chaque fois davantage. Ils parviennent à leurs fins à Gorazde, quand la FORPRONU, sous pression, et prise dans le piège de ses impasses, fait déclencher un raid aérien sans efficacité militaire, ce qui était prévu, et dont l'effet politique, moral et humain est désastreux.

La FORPRONU est le jouet des manœuvres de tous ces acteurs. Tout le monde s'en sert ; personne ne la sert. Il faut cesser de croire que son impuissance est le fruit de son incompétence. Elle est en réalité le résultat d'une accumulation de cynismes auxquels, par essence, elle ne saurait s'associer. Elle n'est pas en position d'imposer quoi que ce soit. Sa seule faute est d'avoir laissé croire qu'elle pourrait un jour stabiliser la situation en Bosnie. Mais elle partage cette faute avec ceux qui, à travers le monde, ont feint de le croire et l'ont prise au mot.

Tout ce qui a été réalisé sur la voie d'un retour à une certaine normalité l'a été sous la pression d'acteurs agissant en dehors de la FORPRONU. Celle-ci a seulement eu à concrétiser et à contrôler sur le terrain des situations créées par d'autres, ce qui était de bonne politique, et montre la voie pour l'avenir, à condition que la communauté internationale surmonte ses contradictions pour tenir un discours raisonnable et cohérent.

Aujourd'hui, Serbes et Croates veulent la paix. Pour des raisons compréhensibles, les Musulmans ne veulent pas de cette paix, d'autant plus qu'ils se sentent soutenus par de grandes nations. Mais de combien de sang ces nations sont-elles prêtes à payer leur soutien ? On connaît la réponse. Dans ces conditions, est-il sain de faire durer cette guerre ? Et peut-on l'arrêter autrement qu'en détruisant rapidement le potentiel de combat serbe, ce à quoi nul ne veut se résoudre ? Oui, en ramenant les Musulmans à la table des négociations. On sera, alors, sans doute surpris des concessions que l'on pourra obtenir des Serbes.

▶ Officier supérieur d'active, Bertrand Ballarin fut, jusqu'à récemment, membre de l'état-major de la FORPRONU en Bosnie.

Des morts et des mots

L'ancien chef de la délégation française au sein de la mission européenne de contrôle dans l'ex-Yougoslavie dénonce la faillite de l'Occident en Bosnie. Témoins de crimes que nous ne pouvons ou ne voulons empêcher – et, de ce fait, complices –, soyons au moins réalistes par décence : en retirant l'armée française de la situation humiliante où on l'a fourvoyée.

par Christian Lambert

NE tournons plus autour des mots. Cessons ces analyses, ces bavardages qui n'en finissent plus. Ne parlons plus de ces résolutions qui « *exigent* » et dont le résultat est dérisoire, de ces « *ultimatums* » que l'on a peur d'appliquer. Le procès est jugé. La faillite est totale. « *L'ONU est morte sur les hauteurs de Gorazde* », a déclaré publiquement l'un de nos officiers et, avec elle, depuis Sarajevo et ses milliers de morts, l'Union européenne, du moins politiquement. L'OTAN elle-même perd dans cette affaire une réputation jusqu'ici préservée. Ne parlons pas de l'UEO et autres CSOE, rassemblements de multiples puissances, je devrais dire de multiples impuissances.

Le général Michael Rose, commandant la FORPRONU en Bosnie, n'a pas caché la vérité. « *A Gorazde,* a-t-il dit, *c'est une catastrophe humanitaire.* » Disons plus complètement que, dans l'ex-Yougoslavie, c'est pour la France, l'Europe et la communauté internationale une catastrophe politique, diplomatique et même militaire. C'est aussi une catastrophe morale. N'a-t-on pas assez entendu parler de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité que le devoir exige de punir – que l'on se réfère aux rapports de M. Mazowiecki –, pour, en réalité, se satisfaire de les constater, de les déplorer et ainsi, d'une certaine façon, de s'en faire les complices.

De cette situation, deux conséquences sont à tirer. La première, c'est que l'ONU, l'Union européenne et maintenant l'OTAN s'étant discréditées, plus aucune force de dissuasion n'empêchera les nations de l'Europe et d'ailleurs de s'entre-déchirer. Les crises éclateront. Elles se multiplieront. Le chaos, qui déjà s'instaure, s'étendra de l'Atlantique à l'Oural. « *Mais non, mais non,* m'a-t-on dit, *nous allons rédiger, et de fort belle manière, de très énergiques communiqués. Nous allons nous mobiliser pour préparer des conférences internationales et au sommet, et leurs conclusions, à n'en point douter, seront remarquables.* » Allons donc ! Morts, blessés, torturés, enfants déchiquetés et femmes violées, voilà l'avenir. De ce côté-là, il est assuré. La seconde conséquence à tirer de ce formidable fiasco est une évidence. Les principaux dirigeants des pays qui « gèrent », comme on dit, la crise yougoslave sont des hommes politiques qui ont consacré des années, voire des décennies d'efforts pour accéder aux fonctions qui sont aujourd'hui les leurs. Ils rêvaient de s'inscrire dans l'Histoire. Eh bien, ils s'y inscrivent, mais de la plus mauvaise façon. Leurs noms iront rejoindre la liste de ceux que l'Histoire condamne. En comparaison, ce pauvre Neville Chamberlain fera presque bonne figure.

Retirons l'armée française

Les choses étant désormais ce qu'elles sont, une seule possibilité s'offre à nous. Elle n'est pas glorieuse, mais sans doute est-elle réaliste. Lorsqu'on est témoin d'un crime, que l'on ne veut pas ou que l'on ne peut pas empêcher qu'il se commette, que l'on a pris le parti de l'impuissance voulue ou subie, que l'on a accepté qu'un général français soit limogé pour avoir demandé les moyens de défendre ses hommes, alors, par décence, que l'on quitte les lieux. Retirons l'armée française de la situation lamentable et humiliante où on l'a fourvoyée. « *Et le devoir humanitaire ?* », gémira-t-on. Le devoir humanitaire, à ce que je vois, consiste pour l'essentiel à décompter chaque jour les morts et les blessés que font les canons et les fusils des Serbes. Alors, là aussi, parlons-en un peu moins, les uns et les autres, et nous aussi les Français, « *les plus nombreux et les plus forts* », bien sûr. Des mots !

▶ Ministre plénipotentiaire (e.r.), Christian Lambert fut ambassadeur, chef de la délégation française (1992-1993) au sein de la mission européenne de contrôle dans l'ex-Yougoslavie.



L'AVENTURE DU NOUVEAU ROMAN

Né à la fin des années 50, d'un manque d'étiquette plutôt que de la création d'une véritable école littéraire, le "nouveau roman" reste un phénomène important par les réactions passionnées qu'il a suscitées et qu'il suscite encore.

YOURCENAR, L'IRRÉGULIÈRE

Première femme élue à l'Académie française, Marguerite YOURCENAR a traversé le vingtième siècle comme à l'écart, en irrégulière.

La recherche obstinée d'une liberté individuelle gagnée donne à son oeuvre ce qu'elle désirait : l'universalité.

A travers des articles du *Monde*, son portrait et une analyse de ses écrits.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 13 F

POLITIQUE

La gauche a-t-elle besoin de Bernard Tapie ?

La popularité n'est pas la seule expression du populaire, et un antilepénisme médiatique ne suffit pas à définir une position idéologique. Bernard Tapie est un joueur qui poursuit une aventure personnelle sur le terrain politique. Plutôt que d'être fasciné par lui, la gauche doit redevenir elle-même en inventant l'alliance de l'éthique et du politique.

par Jean-Marie Le Guen

LES élections européennes ont toujours été un scrutin difficile pour les socialistes, même si après un an de gouvernement la droite, comme l'a dit Michel Rocard, a fini de manger son pain blanc. Les socialistes, afin de poursuivre leur reconquête de l'opinion, ont comme tâche principale de proposer des idées nouvelles, porteuses d'une autre vision de l'Europe, d'une identité rénovée de la gauche.

Il peut paraître dès lors surprenant que certains des nôtres choisissent ce moment pour tresser des couronnes à Bernard Tapie et nous presser d'en faire un allié. Cela rend nécessaire d'opérer des clarifications sur ce phénomène politique et sur ce qu'il représente et permettre aux Français de mieux identifier la volonté de redressement qui anime les socialistes.

Phénomène politique plus que force politique, car rien ne justifie aujourd'hui de doter la démarche de Bernard Tapie d'un statut, d'une consistance et d'une pérennité : un antilepénisme médiatique ne suffit pas à définir un positionnement idéologique. Ses déclarations visant à instituer une loi interdisant le chômage ne constituent pas un début de programme, ni de crédibilité. Il ne rassemble pas un réseau de militants et son action n'est pas le fruit d'une histoire ou d'un travail collectif. Une potentialité mesurée par des sondages, une surface médiatique, un passé de ministre intermittent comme premier engagement, une OPA pas tout à fait amicale sur un petit parti, ne suffisent pas à l'installer comme représentant d'une pensée politique, ni dans la pérennité d'un courant structuré.

Rien dans son action politique ne suffit à prémunir Bernard Tapie contre l'éphémère. Le rapprochement avec Silvio Berlusconi vient certes à l'esprit, mais pour faire prendre aussitôt la mesure inégale des personnalités, des forces et des situations politiques respectives. Bernard Tapie poursuit une aventure personnelle, qui l'a amené, en changeant de terrain, à devenir un joueur du champ politique. Quelle que soit la dérive médiatique du débat démocratique, il n'est pas pourtant possible d'évacuer le problème du contenu.

Sans doute le qualificatif qui convient le mieux à ce phénomène est-il le populisme, mais plus comme un style que comme une identité. Comme à chaque fois devant un phénomène populiste, y compris à gauche, certains confondent populaire et popularité, culot et courage, boniments et conviction, illusions et rêves. Il est, parmi d'autres, le produit d'une crise de la société politique et singulièrement de la gauche. Pour l'essentiel, le phénomène Tapie concentre et projette notre part d'ombre : le vide politique et la faiblesse de l'éthique. Ce qui a tant coûté à la gauche deviendrait chez lui de façon paradoxale un facteur de succès.

La gauche est autre chose que la couleur d'un maillot que l'on porte une saison. Les positions anti-Le Pen de Bernard Tapie sont respectables, elles ne suffisent pas à l'inscrire dans une gauche politique certes diverse mais qui a son histoire, ses valeurs, ses structures. Je note d'ailleurs que Bernard Tapie n'est pas présent aux Assises de la transformation sociale qui rassemblent socialistes, écologistes, communistes, responsables syndicaux et associatifs, et que les participants de ce processus ne semblent guère le souhaiter.

Faible teneur éthique

Reste alors le problème de savoir quelles relations la gauche doit entretenir avec lui. Est-il un atout pour lutter contre le national-populisme de Le Pen ? Disons tout de suite que toute prise de position sur ce sujet mérite d'être saluée. Mais je crois que nous aurions tort de penser que ce populisme peut chasser l'autre. Sur une plus longue distance, c'est le national-populisme, plus structuré et plus cohérent, qui aurait tout à gagner à ce que l'on ne lui oppose que des adversaires à faible teneur éthique.

Peut-il être utile à la gauche ? Pour certains, au nom de l'efficacité électorale, il faudrait nous en faire un allié. Mais nous n'avons que trop souffert de ces faiblesses qui parfois confinent au cynisme. Nous avons jadis inventé Génération Écologie. La gauche a suffisamment appris à apprécier respectivement la conquête et l'exercice du pouvoir pour se méfier des raccourcis tacticiens.

De plus, on peut s'interroger à cette occasion pour savoir si ceux qui, jusque dans les rangs du Parti socialiste, nous pressent d'intégrer Tapie le font pour nous aider à gagner… ou pour nous faire perdre. Chacun voit bien qu'en définitive le processus politique que Bernard Tapie mène ne peut en aucun cas renforcer la gauche. Tapie divise, il n'ajoute ni ne rassemble de force à la gauche. Il nous renvoie à nos insuffisances. Il s'en nourrit, non en les combattant, mais en nous les proposant à nouveau.

Dès lors, nous n'avons ni à l'utiliser ni à le combattre, mais à répondre en priorité au malaise dont il n'est qu'un symptôme. C'est en redevenant, elle-même, une force ouverte, imaginative et crédible que la gauche résorbera la distance qui existe aujourd'hui entre les citoyens et la politique. C'est par une stratégie démocratique qui allie l'éthique au politique, c'est-à-dire d'abord en rétablissant la cohérence entre le discours et l'action, en sachant retrouver les chemins du débat d'idées, que nous surmonterons ce phénomène.

▶ Jean-Marie Le Guen, conseiller de Paris, est premier secrétaire de la fédération de Paris du Parti socialiste.

Les premières élections multiraciales en Afrique du Sud

Au deuxième jour du premier scrutin multiracial en Afrique du Sud, un attentat à la bombe a fait une vingtaine de blessés dans la matinée de mercredi, devant l'aérogare internationale de Johannesburg. Depuis dimanche 24, vingt et une personnes ont trouvé la mort dans quatre attentats à l'explosif.

■ INKHATA. – L'Inkhata, la formation zouloue dirigée par Mangosuthu Buthelezi, a profité des nombreux problèmes de logistique constatés dans la province du Natal pour critiquer l'organisation du scrutin.

■ IMMIGRÉS. – Comme dans tous les pays de diaspora sud-africaine, les juifs immigrés en Israël depuis 1948 (17 000, dont 10 000 ont la double nationalité) étaient appelés à participer aux premières élections multiraciales.

L'Inkatha se prépare à la défaite

Le parti zoulou exploite les incidents du scrutin pour justifier a priori son échec électoral

DURBAN

de notre envoyée spéciale

Si les personnes âgées et les malades – seuls appelés aux urnes, mardi 26 avril – en ont pâti, l'Inkatha en a immédiatement tiré parti : les nombreux problèmes de logistique constatés dans la province du Natal ont obligé les premiers à attendre des heures avant de pouvoir voter; mais ils ont aussi permis à la formation zouloue de critiquer l'organisation du scrutin avant même la clôture des bureaux de vote. Le parti de Mangosuthu Buthelezi chercherait à expliquer par avance sa défaite dans la province – peuplée à 80 % de Zoulous – qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Franck Mdlalose, tête de liste de l'Inkatha dans la région du Natal, n'avait, lui, pas attendu l'ouverture des bureaux pour mettre en doute la validité du scrutin. *«Je ne pense pas que les élections seront justes, mais j'espère qu'elles seront libres»*, avait-il affirmé en se plaignant de voir sa formation *«désavantagée»*. Comme si le parti Inkatha, qui n'a annoncé sa participation qu'une semaine avant le scrutin, ne portait pas la responsabilité de son «désavantage», et n'était pour rien dans les failles de l'administration...

«Je suis très, très inquiet», déclarait M. Buthelezi mardi 26, en invoquant *«l'impossibilité de mettre la logistique en place dans les temps»* et en demandant une prolongation de la durée du scrutin – d'ores et déjà étalé sur trois jours! Requête immédiatement rejetée par Johann Kriegler, le président de la Commission électorale indépendante (IEC) – qui n'a pas pu préparer les élections dans le bantoustan du Kwazoulou, le fief des Zoulous, resté interdit d'accès aux «moniteurs» de l'IEC.

Atermoiements et frustrations

A Katlehong, cité noire de la banlieue de Johannesburg, 2 000 travailleurs zoulous ne disposent pas de la pièce d'identité à produire lors du scrutin. Pourquoi se la seraient-ils procurée puisque leur formation, jusqu'à la semaine dernière, appelait au boycottage – si ce n'est à la perturbation – du processus électoral ? A Tokoza, autre «township» de la capitale économique, ils sont un millier dans le même cas, selon un responsable de l'Inkatha. Combien de frustrations le parti zoulou aura-t-il ainsi suscité par ses atermoiements?

Le ralliement de dernière minute de M. Buthelezi est certes salutaire. *«Si le parti Inkatha n'avait pas participé, nous aurions été confrontés à un réel problème dans certaines zones: beaucoup de nos sympathisants auraient été empêchés de voter, ils auraient fait l'objet d'intimidations»*, estime Jacob Zuma, tête de liste du Congrès national africain (ANC) dans la province du Natal.

Reste néanmoins à savoir comment l'Inkatha réagira lors de sa probable défaite au Kwazoulou-Natal (future dénomination de la province), annoncée par les sondages, selon lesquels l'ANC part grand favori. La défense de la nation zouloue, thème fondateur du parti Inkatha, repose sur une réalité historique devenue légende : la communauté zouloue fut la seule communauté noire à avoir infligé des défaites aux colonisateurs britanniques, jusqu'à l'annexion de son territoire, en 1887. Mais aujourd'hui, divisée entre les «invincibles» de l'Inkatha (généralement ruraux) et les partisans de l'ANC (plus urbains, donc plus éduqués), elle compte ses morts : plus de 2 000 en 1993, plus de 300 depuis la proclamation de l'état d'urgence dans la province, le 31 mars dernier.

Etat d'urgence aux effets invisibles. Alors que les autorités avaient annoncé le déploiement de 100 000 policiers au niveau national, pour assurer la sécurité du scrutin, les forces de l'ordre n'étaient pas, mardi 26, aux abords des bureaux de vote des cités noires de Durban, la capitale économique du Natal. Au grand dam des «moniteurs» de la Commission électorale indépendante, des jeunes gens recrutés – par milliers à l'échelle régionale – pour veiller au bon déroulement du scrutin. Dans une grande salle désaffectée, devant laquelle patientaient des dizaines d'électeurs, un président de bureau, les bras croisés, indiquait qu'il n'ouvrirait pas le scrutin tant qu'il n'aurait *«ni sécurité»... «ni table»*.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Malgré les attentats...

Suite de la première page

Dès le matin, les électeurs ont convergé vers les bureaux de vote. Cette première journée fut celle des malades et des personnes âgées. Par milliers, elles attendirent longtemps avant de pouvoir voter, souvent accompagnées de familiers venus les aider à marcher.

La paix règnait à Katlehong et à Thokoza, cités noires habituellement déchirées par les affrontements entre partisans de l'ANC et de l'Inkatha, et dont les rues étaient parcourues par les véhicules blindés de l'armée et de la Force de paix. Un bureau de vote avait été installé dans un des *«hostels»* qui bordent la rue Khumalo – la «rue de la Mort», dans la topologie locale – où nombre de victimes des deux camps sont tombées. Ici, on est en territoire Inkatha et seuls quelques rares vieillards – les *«hostels»* sont le royaume de célibataires venus chercher un hypothétique travail à la ville – attendaient de passer devant l'urne.

Les mines étaient farouches, comme elles peuvent l'être chez les assiégés d'une enclave perdue en pays ennemi. Cependant, le vote a eu lieu calmement, rapidement, sous l'œil de quelques policiers blancs et sous le portrait de Mangosuthu Buthelezi. Quelques centaines de mètres plus loin, après avoir passé les vestiges calcinés d'un barrage, on atteint le Thokoza Youth Centre où, en pays ANC, était ouvert un autre bureau de vote. Les veillards y était plus nombreux, sagement assis sur des sièges serpentant à travers la rue.

«C'est pas chez nous»

Contrairement au bureau de vote voisin, il fallait ici attendre des heures pour atteindre l'urne, mais pas question d'alléger sa peine en allant voter ailleurs. *«C'est pas chez nous»*, murmurait un vieil homme courbé.

Pas question, non plus, de tourner les talons, de renoncer à ce droit si longtemps attendu. L'émotion mêlée de fierté était visible quand ce nouvel électeur de quelque soixante-dix ans, un peu perdu, déposa son bulletin dans l'urne. Il avait voté, sans le cacher, pour *«l'élégant jeune homme à la chevelure grise»*, ainsi que se décrivait récemment Nelson Mandela en appelant son public à voter pour l'ANC. Une femme drapée dans une couverture, la tête couverte d'un foulard, tendait une main hésitante vers le mystérieux détecteur à ultra-violet, aidée par deux infirmières qui la raccompagnèrent ensuite vers un taxi.

Le même cérémonial s'est déroulé à l'hôpital de Natalspruit, dont dépendent Thokoza et Katlehong. Mais ici, ce sont des milliers de personnes, et non plus des centaines, qui attendaient, toujours dans la discipline. *«Ils sont venus ici car ils pensent que l'endroit est plus calme»*, expliquait la directrice du bureau de vote, incapable de prévoir le nombre des électeurs qui viendraient chez elle, ni l'heure à laquelle elle fermerait son centre de vote.

De nombreuses difficultés ont été signalées un peu partout, qui ont sensiblement retardé les opérations électorales. L'absence de bulletins ou d'urnes ont souvent empêché les bureaux d'ouvrir avant l'après-midi, obligeant à voter tard dans la soirée. La foule qui, dès mercredi matin, se pressait devant tous les centres de vote, laisse deviner que les difficultés ne sont pas près de disparaître, malgré les fantastiques moyens mis en œuvre et le dévouement des milliers d'observateurs de la commission électorale.

GEORGES MARION

«Un bien beau jour» pour Arthur Goldreich, immigré en Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Arthur Goldreich est *«heureux»*. Trente ans après son arrestation en compagnie des principaux lieutenants de Nelson Mandela, à Rivonia, près de Johannesburg, puis son évasion et sa fuite vers la terre promise, cet ancien militant de l'ANC, *«ami et compagnon d'armes»* du futur président de la République sud-africaine, vient de retrouver la citoyenneté de son pays de naissance. *«Ils m'ont fait une petite cérémonie à l'ambassade, ce fut un bien beau jour.»*

Mardi, à l'instar de plusieurs milliers de juifs sud-africains immigrés en Israël – 17 000 depuis 1948, dont 10 000 ont conservé la double nationalité –, M. Goldreich est allé déposer son bulletin dans l'urne, sur le terrain des foires commerciales de Tel-Aviv. Comme dans tous les pays de diaspora sud-africaine, l'ANC, qui s'est offert plusieurs placards publicitaires dans la presse locale, a dépêché un observateur.

«Inutile, plaisante le vieux militant, *de me demander pour qui j'ai voté.»* Depuis ce 11 juin 1963, quand la police avait investi sa maison de Rivonia et arrêté ses amis, M. Goldreich ne pense plus qu'à ce *«jour béni où la démocratie ferait enfin son apparition dans* [son] *pays»*. Lui a eu de la chance. Il a pu s'échapper dans des circonstances restées mystérieuses et gagner Israël via le Swaziland et le Botswana, *«en passant par un monastère anglican»* où il s'est caché *«quelque temps»*. Il retournera *«bientôt»* à Johannesburg, *«mais pas pour y rester. Ma vie est ici maintenant»*.

A soixante-quatre ans, celui qui est devenu l'un des plus riches architectes d'Herzlya, près de Tel-Aviv, n'a cependant rien perdu de ses idéaux de jeunesse. Longtemps militant de l'association Israël contre l'apartheid, il fustige encore *«la complicité honteuse des précédents gouvernements»* de l'Etat juif avec l'ancien régime sud-africain.

Il trouve *«scandaleux, manipulateur et fielleux»* l'appel lancé, lundi 25, par l'Agence juive israélienne à tous les juifs d'Afrique du Sud (*110 000 dont 20 000 ont* déjà la double nationalité) de *«monter en Israël avant qu'il ne soit trop tard»*. M. Goldreich ne comprend pas : *«La chance de l'Afrique du Sud, n'est-ce pas la démocratie qui se met en place? Pour les juifs comme pour tous les autres citoyens?»*

PATRICE CLAUDE

RWANDA

«Kigali s'est vidée des trois quarts de sa population»

témoigne un délégué de la Croix-Rouge

Soumis à une règle de discrétion qu'il considère comme la garantie de sa neutralité et de son efficacité, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se fait rarement entendre et il est encore plus inhabituel que l'un de ses délégués soit autorisé à témoigner publiquement. Devant la *«catastrophe sans précédent»* qui se déroule au Rwanda, l'institution a libéré le chef de sa délégation à Kigali de son devoir de réserve. Le CICR a chiffré mardi 26 avril à plus de 100 000 morts le nombre de victimes des massacres et combats qui se déroulent au Rwanda depuis le 6 avril.

En poste au Rwanda depuis juillet 1993, Philippe Gaillard, trente-huit ans, n'a pas quitté le pays depuis le début des affrontements. Il dirige une délégation réduite désormais de cinquante à quinze membres, et présente seulement à Kigali depuis que les deux délégués à Butare, dans le sud du pays, ont assisté samedi dernier à un massacre à l'intérieur même de l'hôtel qui leur servait de sous-délégation – le même jour, au moins 170 malades étaient achevés à l'hôpital de la ville (*le Monde* du 26 avril) – et depuis que, dimanche, quatre femmes évacuées par ambulance par la Croix-Rouge rwandaise ont été tuées par des miliciens à un barrage à Kigali.

«Aller chercher les blessés pour qu'ils se fassent tuer, ça ne sert à rien.» Mardi soir, Philippe Gaillard, au téléphone, avait la voix un peu désabusée : *«Si je ne parle pas, je ne sais pas qui parlera pour les Rwandais.»*

Nettoyage avec des camions-bennes

«Aujourd'hui, j'étais très optimiste. Pour la première fois depuis le 6 avril, les canons se sont tus, et nous avons cru que le cessez-le-feu était respecté. Mais à 18 h 30 il y a eu un échange à l'arme lourde entre le FPR et les forces gouvernementales. Le FPR cherche à atteindre le ministère de la défense et l'état-major des forces gouvernementales. La délégation du CICR, et notre hôpital de campagne se trouvent sur la même colline et sont dans le champ de tir. A cinquante mètres au-dessus de la délégation, cela siffle de façon très désagréable, et une bombe est tombée pas bien loin de l'hôpital, où nous avons 180 blessés. Nous ne sommes la cible de personne. Ni des belligérants, avec qui nous entretenons de bons contacts ni des milices, avec lesquelles les contacts ont commencé. Au centre hospitalier, ils ont 800 blessés. Nous les assistons en médicaments, ils n'ont rien.

«Il y a quand même de bonnes nouvelles. Aujourd'hui, nous avons pu obtenir un engagement écrit de la part du président et du vice-président des milices progouvernementales Interhamwe, cela veut dire «tous unis». Ils disent qu'ils souhaitent que les massacres cessent le plus tôt possible, s'engagent à ce que les suspects qu'ils pourraient arrêter ne soient pas tués sur-le-champ, mais remis aux autorités compétentes, et reconnaissent que les blessés transportés par la Croix-Rouge doivent être respectés. Le communiqué est passé deux fois sur les radios. C'est fondamental, ici, les radios. Au Rwanda, la télé n'existe que depuis une année. Les gens vivent l'oreille collée au poste.

«Kigali s'est vidée des trois quarts de sa population. Les victimes ont été tuées principalement à coups de machette et de couteau, et non pas par balles. Il y a peut-être encore quelques personnes terrorisées terrées au fond de leurs maisons qui doivent commencer à mourir de faim. Dans les rues, il y a de moins en moins de cadavres. La préfecture a fait un nettoyage avec des camions-bennes. Il faut dire que les responsables mêmes des violences se sont retrouvés avec tous ces cadavres sur les bras, à côté d'eux. Il faut imaginer ce que cela peut donner.

» Il y a des milliers de gens réfugiés au stade national, à l'hôpital du Roi-Fayçal, sous la protection des «casques bleus». A l'hôtel des Mille Collines, ils sont au mois 500. L'église de la Sainte-Famille n'est pas gardée par l'ONU, et les gens ont peur. Il y a régulièrement des tués à l'intérieur. Nous avons essayé d'aller y distribuer de la nourriture. Il a fallu arrêter. Cela attire les gens des barrages, qui ont faim aussi. Les barrages sont tenus par des gamins de quinze ans armés de machettes et de grenades qui boivent de la bière dès le matin parce qu'ils ont le ventre vide.

» Demain, on aimerait faire deux exercices. A Cyangugu, à la frontière zaïroise, il y a 5 000 réfugiés, d'après deux délégués qui sont allés là-bas. Et il y a aussi 350 orphelins en danger de mort à Kisini. On veut proposer aux autorités rwandaises, les militaires, les préfectures, d'organiser leur évacuation sur le Zaïre.»

C. Ls.

Le retour de Médecins du Monde. – L'association humanitaire Médecins du Monde, qui avait quitté le Rwanda au début du mois, a annoncé mardi 26 avril avoir envoyé trois tonnes de matériel et une équipe chirurgicale à Gahini, à l'est de Kigali. Selon MDM, l'équipe arrivée sur place a constaté que *«d'importants déplacements de populations se produisent dans des conditions extrêmement précaires»* et que les réfugiés, désemparés, sont pour beaucoup des enfants dont certains sont gravement blessés.

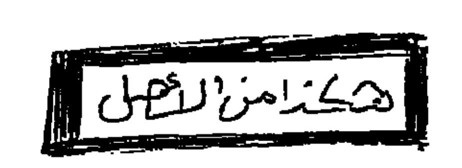
Prochaine visite de François Mitterrand. – Le président François Mitterrand a annoncé, mardi 26 avril, qu'il se rendrait *«prochainement»* en Afrique du Sud si les élections qui s'y déroulent débouchent sur une démocratie multiraciale. *«J'y suis invité depuis longtemps. MM. De Klerk et Mandela ont beaucoup insisté. Je crois que je finirai par céder»*, a-t-il dit au cours de sa visite à Tachkent (Ouzbékistan). – *(Reuter.)*

RECTIFICATIF. – Dans la série de portraits d'hommes politiques sud-africains que nous avons publiés dans notre édition du 27 avril en page 8, une interversion malencontreuse de clichés nous a fait placer un dessin représentant le Dr Motlana – médecin personnel de Nelson Mandela – sous le nom de Thabo Mbeki, président national de l'ANC. Nous prions nos lecteurs de nous excuser de cette erreur.

ALGÉRIE : un psychiatre grièvement blessé à Annaba. – Un psychiatre, Hacène Bentorki, a été grièvement blessé par balles, dimanche 24 avril, dans son cabinet, situé au centre d'Annaba. L'attentat a été commis par un groupe de quatre personnes, dont une femme. En mai 1992, une femme avait déposé un engin explosif dans un commissariat d'Alger. – *(AFP.)*

TUNISIE : libération d'un dirigeant d'un parti d'opposition. – Mᵉ Abderrahmane Al Hani, dirigeant du Mouvement des avant-gardes unionistes, parti d'opposition non reconnu, a été libéré, samedi 23 avril, après dix semaines de détention. Il avait été notamment poursuivi pour *«propagation de nouvelles fausses et diffamatoires»*. Il avait aussi exprimé l'*«intention»* de se présenter à l'élection présidentielle du 20 mars dernier. – *(AFP.)*





AFRIQUE

Afrique du Sud : de l'apartheid à la reconnaissance

III. – A la recherche du consensus économique

A l'occasion des premières élections multiraciales en Afrique du Sud du 26 au 28 avril, *le Monde* publie une série d'articles sur la situation du pays. Après avoir décrit le processus qui a mené à ces élections et le retour de l'Afrique du Sud au sein de la communauté internationale (*le Monde* des 26 et 27 avril), nous évoquons la situation économique d'un pays où la misère ne touche plus seulement la communauté noire.

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

A peine la Mercedes gris métallisé s'est-elle arrêtée au feu tricolore de Joubert Park que l'un des innombrables mendiants qui stationnent aux carrefours du centre-ville de Johannesburg se précipite vers la voiture et présente son éternel bout de carton au message devenu illisible. Le chauffeur baisse la vitre et tend quelques pièces.

Banal ! A cette différence près que celui qui fait la manche est blanc et que le chauffeur, un Noir, n'est autre que Eric Molobi, un ancien prisonnier de Robben Island (où fut détenu Nelson Mandela), devenu président du très officiel National Housing Forum chargé d'élaborer la politique du futur gouvernement en matière de logement.

Au même moment, dans la banlieue du Cap, Nelson Mandela s'adresse aux 25 000 fidèles qui se pressent sur la pelouse du stade Athlone pour l'écouter. Celui qui, dans quelques jours, sera sans doute le nouveau président de l'Afrique du Sud, fustige une fois de plus ses adversaires du Parti national (NP) qui ont créé le régime honni de l'apartheid. Succès assuré ! Mais M. Mandela passe rapidement à un autre discours que n'aurait pas désavoué un représentant du patronat blanc.

Invitant les dirigeants syndicaux à freiner leurs revendications, il va jusqu'à prendre la défense de la Banque centrale et du ministère des finances qui *« ont besoin d'un répit pour mener à bien leur action »*. Pour que les investisseurs étrangers apportent leur argent au pays et pour que cesse la fuite des capitaux, *« il faut qu'intervienne la paix sociale »*, affirme-t-il devant un auditoire un peu désemparé.

Pris à 1 500 kilomètres de distance, ces deux clichés illustrent le profond bouleversement politique, mais aussi social et économique, qui s'opère en Afrique du Sud et dont les élections ne sont qu'une étape supplémentaire. Des chauffeurs de taxis aux petits éleveurs, des employés administratifs au personnel d'entreprises privées plus ou moins déqualifié, ils sont maintenant des dizaines de milliers de Blancs à craindre la perte de leur emploi. A cause des effets de la crise économique, bien sûr, mais aussi en raison du *swartzgevaar*, ce « péril noir » dénoncé par certains Afrikaners qui voient dans les nouveaux textes destinés à permettre l'insertion sociale des Noirs, ou encore dans les projets de réforme agraire, une remise en cause de leur existence même.

Une barre de misère

En 1975, environ 3 % des Blancs sud-africains vivaient déjà au-dessous du seuil de pauvreté. En 1991, leur proportion était passée à 7 %, affirme le Human Sciences Research Council de l'université du Natal qui vient de dresser la « carte de la pauvreté » de l'Afrique du Sud. Actuellement, près de 10 % de la population blanche se trouve dans cette situation. Un pourcentage qui est loin d'égaler celui des Noirs : les revenus de 85 % des habitants des *homelands* se situant au-dessous d'un seuil de pauvreté fixé à 3500 rands par an (1), la situation est encore plus intenable.

Pour que tous ces pauvres, Blancs et Noirs confondus, franchissent cette barre de misère, il faudrait que l'Afrique du Sud – le deuxième « coffre fort » de l'Afrique après le Zaïre en raison de ses matières premières, – affiche un taux de croissance d'au moins 5 % par an. Et ce pendant vingt-quatre ans d'affilée ! Ou quarante ans si ce taux de croissance n'est que de 3 % par an, selon les calculs de ce département universitaire.

Un long parcours... Aujourd'hui, chez les Noirs, près de la moitié de la population active est officiellement au chômage et rares sont ceux susceptibles de trouver un emploi (47 % d'entre eux sont illettrés). Même en tenant compte d'un secteur « informel » qui va croissant, jusqu'à représenter environ 20 % du produit intérieur brut (PIB), et sans lequel les *townships* auraient déjà explosé, le taux des « inemployés » est beaucoup trop important pour qu'il puisse être comprimé par la seule dynamique des cycles économiques (2). Partant de ce constat, l'ANC de Nelson Mandela affirme que seul le recours à une « redistribution des richesses », appuyé par un programme massif de grands travaux susceptible de créer 2,5 millions d'emplois en dix ans, pourrait pallier ces disparités.

En ce sens, le futur gouvernement d'union nationale sera aidé dans sa tâche par l'amélioration de la situation économique. Depuis quelques mois, le pays est sorti du plus long cycle de récession qu'il ait connu depuis la période de l'après-guerre. *« La récession a commencé en avril 1989 et elle a duré jusqu'au second trimestre 1993,* confirme Ernie Van der Merwe, l'économiste en chef de la Banque centrale. *En 1993, nous aurons finalement connu un taux de croissance de 1,1 % qui devrait passer à 3 % environ cette année, tandis que le taux d'inflation devrait être ramené au-dessous de 7,5 %. »*

Fuite des capitaux

D'après ce responsable de la Reserve Bank of South Africa, cette amélioration provient essentiellement des bons résultats enregistrés dans le secteur agricole (après plusieurs années de sécheresse) et de la forte augmentation des exportations constatée en 1993 (plus 7 %). Mais M. Van der Merwe en convient : face à la pression démographique (la population augmente de 2,8 % par an), la croissance est encore insuffisante. *« Il faudrait atteindre un taux de 4,5 % pour que la richesse ainsi créée rejaillisse sur l'emploi »*, explique-t-il, déplorant le nombre croissant de jeunes cadres blancs qui ont choisi de quitter le pays.

Pour l'instant, le courant d'émigration vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou le Canada est encore limité. Un peu moins de 30 000 Blancs (sur 5,4 millions) sont partis en 1993, affirme-t-on à la banque centrale, 8 000 tout au plus, selon les statistiques des services spécialisés. Mais le véritable problème pour l'économie sud-africaine n'est pas tant cette évasion de bras et de matière grise que la fuite des capitaux.

Le mal est plus ancien que ne le laisse supposer le plongeon du rand financier et commercial (l'Afrique du Sud a un double marché des changes) intervenu à la mi-avril et lié à la menace des dirigeants du Kwazoulou de boycotter les élections. En quinze ans, la valeur de la monnaie sud-africaine aura été divisée par trois par rapport au « billet vert ». Dans le même temps, la fuite des capitaux s'est considérablement accentuée.

En 1993, l'évasion a atteint 14 milliards de rands, soit une augmentation de 70 % sur l'année précédente. Ces statistiques ne font pas seulement mauvais effet. Elles empêchent aussi le futur gouvernement, handicapé par des réserves de change insuffisantes (elles représentent à peine deux mois d'exportations), de procéder à la baisse des taux d'intérêt dont l'économie a besoin.

Autant dire que la marge de manœuvre de la nouvelle équipe qui succédera à l'actuel Comité exécutif de transition (TEC) est limitée. Même en comptant sur le « concours » des grands groupes industriels et financiers sud-africains qui génèrent plus de 60 milliards de rands par an de marge brute d'autofinancement.

Décidé à privilégier le mode consensuel qui semble avoir plutôt bien réussi au « tandem » Mandela-De Klerk dans le domaine politique, le nouveau gouvernement s'efforcera de procéder de même sur la scène économique. En essayant de concilier des exigences apparemment incompatibles. Il lui faudra donner des motifs de satisfaction aux habitants des bidonvilles et commencer à résorber une partie des inégalités tout en s'efforçant de freiner les revendications salariales susceptibles de mettre à mal les caisses de l'Etat. Les mineurs demandent déjà une augmentation de 20 % de leurs salaires et la création d'un salaire minimum national est régulièrement évoquée.

Ainsi le prochain gouvernement devra-t-il, comme les candidats s'y sont engagés, respecter les grands équilibres, notamment budgétaires, à un moment où l'importance du déficit (il atteint actuellement 6 % du PIB), sans être catastrophique, limite les dérapages autorisés. Qui plus est, ce nouveau gouvernement devra s'allier les bonnes grâces du patronat blanc qui, tout en promettant sa coopération (les chambres de commerce noire et blanche, jusqu'ici séparées, ont amorcé un rapprochement), n'a pour l'instant guère touché à un pouvoir économique parfaitement verrouillé. A cet égard, le vrai-faux démantèlement des cartels a surtout valeur d'alibi.

La nouvelle équipe pourra-t-elle profiter de son image redorée pour susciter au plan international l'intérêt des marchands et des bailleurs de fonds avec, pour atout, le faible niveau de la dette extérieure ? Oui, affirme Derek Keys, l'actuel ministre (libéral) des finances, qui pourrait conserver ce poste stratégique dans le futur gouvernement et qui compte sur l'accroissement des exportations pour tirer l'économie sud-africaine. Oui, déclare encore l'administration américaine, qui envisage d'accorder une première enveloppe de 600 millions de rands à Pretoria après que l'Union européenne eut proposé d'étendre à l'Afrique du Sud le Système de la préférence généralisée (SPG).

Pas sûr du tout, rétorque, au contraire, l'Overseas Development Institute de Londres, estimant que *« l'Afrique du Sud devra s'en sortir toute seule »*. Les bénéfices tirés de la levée des sanctions seront de courte durée, prévient cet institut. De plus, l'expérience de ces dernières années tend à montrer que la communauté internationale est davantage prête à encourager un succès lorsque celui-ci se produit que de le favoriser en lui fournissant, au préalable, l'assistance nécessaire.

De quoi conforter l'attitude de quelques personnages du Congrès national africain (ANC) restés hostiles à une trop grande influence de l'étranger. C'est le cas de Mandla Tshabalala, ce Sud-Africain noir, rentré d'exil en 1990 après plusieurs années passées dans l'ex-URSS, et qui fait partie du deuxième cercle d'économistes conseillant l'ANC. Ce responsable de la South African Foreign Trade Organisation estime que son pays doit d'abord favoriser *« l'autosuffisance »*. Il se dit cependant prêt à accepter une dose d'investissement étranger, pour peu qu'elle reste mesurée, contrôlée et orientée *« en priorité vers la création d'emplois, de préférence en liaison avec le business noir »*. Là aussi, le consensus sera difficile à réaliser.

SERGE MARTI

(1) 1 rand vaut environ 1,8 FF.

(2) *South Africa's Informal Economy.* Par Eleanor Preston-Whyte et Christian Rogerson. Editions Oxford University Press. Le Cap.

FIN

L'ANC plus pragmatique que révolutionnaire

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Ne pas désespérer les *townships*, ces banlieues noires créées par l'apartheid et qui constituent l'essentiel de son électorat ; rassurer les milieux d'affaires blancs ainsi que les partenaires extérieurs de l'Afrique du Sud dont le pays aura *nécessairement* besoin pour financer son développement interne et reprendre sa place dans le concert des nations. Tel est le délicat dosage auquel s'est livré le Congrès national africain (ANC) avant de publier la septième version de son *« Programme de reconstruction et de développement »* (PRD), une dernière fois actualisé.

Bien plus qu'un nouveau pamphlet électoral émanant d'un parti politique cantonné dans l'opposition, ce document de 150 pages, au contenu très détaillé, est destiné à servir de livre de chevet au futur gouvernement d'union nationale dont le parti de Nelson Mandela devrait être la principale composante à l'issue des élections. D'où un souci de crédibilité qui a contraint l'ANC à quelques renoncements majeurs par rapport à ses engagements historiques.

Répondre aux besoins les plus pressants

De son passé révolutionnaire faisant table rase, l'ANC a gommé dans son texte final la promesse de nationaliser, dès son accession au pouvoir, les mines. Par voie de conséquence, le parti de Nelson Mandela ne s'attaque plus à la demi-douzaine de conglomérats industriels et financiers détenus par le « pouvoir blanc » et qui, à eux seuls, contrôlent 80 % de la Bourse de Johannesbourg. Dans le nouvel engagement écrit de l'ANC, cette menace de nationalisation qui faisait l'effet d'un chiffon rouge agité sous le nez du *big business*, a été ramenée à un simple rappel (*« Les minéraux enfouis dans le sol appartiennent à tous les Sud-africains »*) et à la possibilité d'obliger ces groupes à se séparer de certaines activités, ce que certains ont commencé à faire en amorçant un éclatement contrôlé de certains secteurs.

L'ANC prévoit que la nationalisation ne devrait pouvoir être invoquée que pour *« remédier à des inégalités criantes »*. Pour le reste, le nouveau gouvernement pourra aussi bien *« accroître le secteur public »* dans des secteurs jugés *« stratégiques »* et *« sous des formes diverses »* (y compris au sein de sociétés mixtes créées avec le secteur privé), que *« réduire »* ce même secteur public s'il faut *« en accroître l'efficacité »* ou *« assurer une meilleure protection des consommateurs »*.

Sur un autre chapitre, lui aussi à forte résonance idéologique – la réforme agraire – les modérés l'ont aussi emporté. Prenant le pas sur le credo des plus radicaux selon lequel *« toutes les terres devaient être redistribuées »*, le « programme Mandela » se contente d'indiquer qu'une *« restitution »* pourra intervenir, mais uniquement au profit de ceux *« qui auront perdu leurs terres après avoir été exclus par l'apartheid »*. Pour les autres, une *« redistribution »* pourra certes s'effectuer, mais *« de différentes façons »*, à commencer par la vente des importantes superficies détenues par l'armée.

Appliquant une formule d'économie de marché qui a naturellement plu à la Banque mondiale, l'ANC admet que des parcelles pourront également être rachetées par le gouvernement et revendues ensuite à moindre prix. En cinq ans, environ 30 % des terres agricoles pourraient ainsi changer de mains.

Pour le reste, la plate-forme électorale de l'ANC s'efforce de répondre aux besoins les plus pressants. Les partisans de M. Mandela veulent construire un million de logements en cinq ans, fournir l'eau potable aux 12 millions de Noirs qui en sont privés, installer l'électricité dans les 75 % de foyers qui en sont toujours dépourvus et accomplir un gigantesque effort en matière d'éducation (un minimum de 10 ans de scolarité). A ces deux priorités – le logement et l'éducation – le Congrès national africain ajoute la lutte contre un chômage qui touche 49 % de la population active. Le PRD prévoit la création de 300 000 à 500 000 emplois non-agricoles par an grâce à une politique de grands travaux.

L'ANC veut également instaurer un véritable système national de santé, une politique des transports, une réforme fiscale (qui, en principe, ne passerait pas par une augmentation des impôts), une législation anti-trust et une refonte du système financier. Le Congrès national africain envisage de même une mise à plat de la politique commerciale du pays vis-à-vis de ses voisins d'Afrique australe.

C'est à Trevor Manuel, un métis de 38 ans placé en 1991 à la tête du département de planification économique de l'ANC, qu'est revenue la lourde tâche de chiffrer ce programme qui semble privilégier un modèle d'économie mixte encore hésitant. M. Manuel estime que son application devrait coûter environ 39 milliards de rands, étalés sur cinq ans.

Un nouveau découpage géographique

Ces quelque 8 milliards de rands par an devraient être financés pour moitié par la reprise de la croissance économique et pour le reste par des coupes dans deux secteurs : le budget de la défense (pour 2 à 3 milliards de rands), et l'administration des *homelands*, ces territoires créés de toutes pièces par Pretoria et qui vont disparaître au profit d'un nouveau découpage géographique de l'Afrique du sud.

Ce programme, axé sur *« la croissance par la redistribution de la richesse »* que nombre d'observateurs jugent *« plutôt pragmatique »* est-il économiquement viable ? *« Oui »*, assure Azar Jammine, le directeur d'Econometrix, un organisme économique indépendant. *« Face à un budget annuel qui, dans sa version 1994-1995, est annoncé pour 126 milliards de dollars, la dépense n'est pas exorbitante et les dirigeants de l'ANC ont bien compris les dangers d'un éventuel dérapage budgétaire ou fiscal »*, affirme-t-il.

Tel n'est naturellement pas l'avis du Parti national (NP) du président Frederik De Klerk pour lequel l'ANC va dépenser en un an ce qu'elle a promis d'investir en cinq. La critique est d'autant plus aisée que le NP s'est bien gardé de chiffrer le coût de ses propres promesses électorales.

S. M.



Prudent retour de l'investissement étranger

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Issac Sam a rendu la clef de sa chambre au Carlton Hotel. Paradoxalement, c'est plutôt une bonne nouvelle. Si l'envoyé spécial de la Banque mondiale à Johannesburg a quitté le centre-ville, ce n'est pas pour rejoindre dare-dare Washington mais, au contraire, pour ouvrir, plus loin, le futur bureau de la Banque en Afrique du Sud. Et confirmer ainsi la volonté de cette institution internationale d'épauler un pays en voie de normalisation financière et commerciale avec le reste du monde.

Depuis que l'ONU a donné le signal de la réhabilitation en votant d'abord la levée des sanctions économiques en octobre 1993 puis la suppression de l'embargo pétrolier deux mois plus tard, les fonctionnaires internationaux ont repris le chemin de Pretoria et de Johannesburg. Les investisseurs étrangers suivent, plus timidement.

En réalité, certains avaient simplement « oublié » de quitter le pays lorsque la communauté internationale sanctionna économiquement la politique d'apartheid. Dans cette catégorie figurent les investisseurs allemands. Deuxièmes, en termes de stock investi, derrière les Britanniques (qui possèdent un millier de filiales), ils disposent aujourd'hui d'un patrimoine évalué à 3,8 milliards de rands, et de 320 entreprises sur place (dont les seules usines Mercedes et BMW implantées hors du territoire allemand). La France étant longtemps restée reléguée au dixième rang mondial jusqu'à ce que les efforts accomplis en 1992-1993 (1 milliard de rands au total et 74 entreprises finalement présentes) lui fassent gagner quelques places.

Faute de statistiques officielles (le gouvernement de Pretoria pas plus que la Banque de réserve d'Afrique du Sud ne veulent révéler le montant des investissements étrangers dans le pays), il faut procéder à de délicats recoupements pour attribuer, d'après un économiste de Pretoria, une troisième place aux Etats-Unis (sans précision de montants), la France venant au quatrième rang.

En dépit des efforts déployés par le président du Congrès national africain (ANC) à l'occasion des tournées effectuées à l'étranger pour inciter les chefs d'entreprise et les financiers à redécouvrir les charmes de l'Afrique du Sud, tout le monde ne s'est pas précipité pour *« acheter du Mandela »* ! L'expérience des déboires qui ont suivi la chute du mur de Berlin a échaudé plus d'un investisseur.

Dans un premier temps, les firmes américaines qui s'étaient repliées sur les Etats-Unis durant la période des sanctions (tout en laissant fonctionner des implantations qui ont simplement changé de nom et sont devenues sud-africaines, telle Hewlett-Packard, transformée en High Performance), ont préféré opérer sous forme d'investissements indirects, par le biais de fonds de placements investis dans la Bourse de Johannesburg. La tendance est actuellement à la présence physique. Au cours des douze derniers mois, vingt-deux firmes américaines se sont implantées en Afrique du Sud. Toutes les grandes enseignes (Coca-Cola, Kodak, Procter & Gamble, Sara-Lee, IBM...) sont là ou en passe d'arriver (Motorola et Apple).

Un risque « raisonnable »

De leur côté, les investisseurs japonais ont rapidement monopolisé le marché automobile de gamme moyenne (Toyota, Honda, Nissan). Ils promettent d'accentuer leur percée en profitant du retard technologique accumulé par l'industrie locale dans d'autres secteurs d'activité au cours de sa période de mise au ban des nations.

Apparemment peu sensible aux événements de ces dernières semaines (la marche des militants de l'Inkhata dans Johannesburg qui s'est soldée par la mort de 53 personnes, les troubles qui continuent à endeuiller la province du Natal et les attentats à la bombe), le courant d'affaires en provenance de l'étranger devrait s'amplifier, affirment les spécialistes. Pour la firme américaine Salomon Brothers, l'Afrique du Sud, dont l'économie est sur la voie du redressement, constitue un risque *« raisonnable »* pour l'investisseur étranger, en dépit des incertitudes politiques actuelles.

Un sentiment que partagent d'autres établissements spécialisés dans la notation des « risques-pays » (tel Morgan Stanley), voire, en France, des organismes officiels comme la COFACE ou la direction des relations économiques extérieures (DREE). Dès son intronisation, le nouveau gouvernement sud-africain cherchera sans doute à encourager ce capital-confiance en sachant qu'un recours – modéré – au financement extérieur est indispensable pour permettre la restructuration de l'économie.

S. M.

(Publicité)

La maison des BIBLIOTHEQUES

EN MONTPARNASSE

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14e





VISITEZ NOS MAGASINS

A PARIS

61, RUE FROIDEVAUX
75014 PARIS - TEL. : (1) 43.20.13.00
(à 300 m de la gare Montparnasse).

Métros : Montparnasse-Bienvenüe - Denfert-Rochereau - Gaîté - Edgar-Quinet — Autobus : 28-38-48-58-68-91-92-94-95-96 — RER : Denfert-Rochereau — SNCF : Gare Montparnasse. Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et du mardi au samedi inclus de 9 h 30 à 19 h 30 sans interruption.

EN RÉGION PARISIENNE

ARPAJON 91290 : "Ambiances Plus". 13, Rte Nat. 20 (200 m avant la sortie Arpajon-centre). Tél. (1) 64.90.05.47. **ENGHIEN-LES-BAINS 95880 :** "Scènes d'intérieur". 10, rue de la Libération. Tél. (1) 39.64.45.71. **MELUN 77000 :** 6, quai Hippolyte-Rossignol (près Cité Administrative-Quai de Seine). Tél. (1) 64.37.02.52 (ouverture le 4/09/93). **VERSAILLES 78000 :** 64-70, rue des Chantiers. Tél. (1) 39.53.66.09.

ET DANS TOUTE LA FRANCE

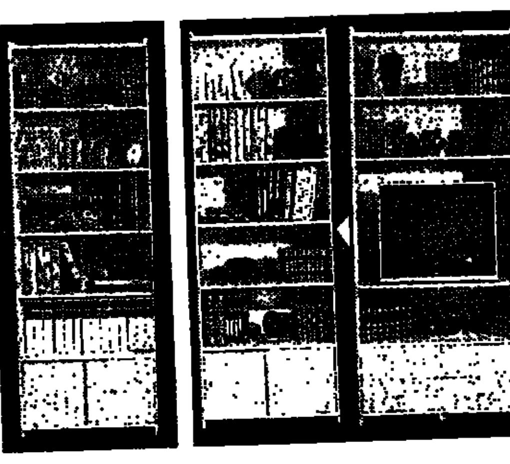
ALSACE : STRASBOURG 67000 : 11, rue des Bouchers. Tél. 88.36.73.78
AQUITAINE : BORDEAUX 33000 : 10, rue Bouffard. Tél. 56.44.39.42. **PAU 64320 - IDRON :** route de Tarbes, R.N. 117. Tél. 59.84.54.36 (ouverture le 28/08/93).
AUVERGNE : CLERMONT-FD 63000 : 22, rue G.-Clemenceau. Tél. 73.93.97.08
BOURGOGNE : DIJON 21000 : 100, rue Monge. Tél. 80.45.02.45
BRETAGNE : RENNES 35000 : 59, bd de la Tour-d'Auvergne. Tél. 99.30.56.07. **BREST 29200 :** 23, rue de la 2e D.B. Tél. 98.80.67.03. **QUIMPER 29000 :** "Idées Maison". 17, avenue de la Libération. Tél. 98.90.63.33
CENTRE : TOURS 37000 : 5, rue Henri-Barbusse (près des Halles). Tél. 47.38.63.66
FRANCHE-COMTÉ : BESANÇON 25000 : 38, rue d'Arènes. Tél. 81.82.82.40 (ouverture le 11/09/93).
LANGUEDOC-ROUSSILLON : MONTPELLIER 34000 : 8, rue Sérane (près gare). Tél. 67.58.19.32. **PERPIGNAN 66000 :** 17, cours Lazare-Escarguel. Tél. 68.35.61.54
LIMOUSIN : LIMOGES 87000 : 57, rue Jules-Noriac. Tél. 55.79.15.42. **BRIVE 19100 :** "Ambiances". 30, rue Louis-Latrade. Tél. 55.74.07.32
LORRAINE : NANCY 54000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 83.32.84.84
MIDI-PYRÉNÉES : TOULOUSE 31000 : 1, rue des Trois-Renards (près place St-Sernin). Tél. 61.22.92.40
NORD : LILLE 59000 : 88, rue Esquermoise. Tél. 20.55.69.39
NORMANDIE : ROUEN 76000 : 43, rue des Charrettes. Tél. 35.71.98.22
PAYS-DE-LOIRE : NANTES 44000 : 2 bis, rue du Château. Tél. 40.47.74.38. **ANGERS 49000 :** "Espace Samo". 87, av. du Gal-Patton. Tél. 41.48.44.99
POITOU-CHARENTES : POITIERS 86000 : 42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 49.41.68.46
PROVENCE-CÔTE-D'AZUR : MARSEILLE 13006 : 109, rue Paradis (métro Estrangin). Tél. 91.37.60.54. **NICE 06000 :** 2, rue Offenbach. Tél. 93.88.84.55. **TOULON 83000 :** 61, cours Lafayette. Tél. 94.93.55.98. **AVIGNON 84145 :** "Hemes". Rte de Marseille, Zone Commerciale "La Cristole". Tél. 90.87.72.48.
RHÔNE-ALPES : LYON 69001 : 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/Louis-Pradel). Tél. 78.28.38.51. **GRENOBLE 38000 :** 59, rue Saint-Laurent. Tél. 76.42.55.75. **SAINT-ÉTIENNE 42100 :** 40, rue de la Montat. Tél. 77.25.91.46
Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

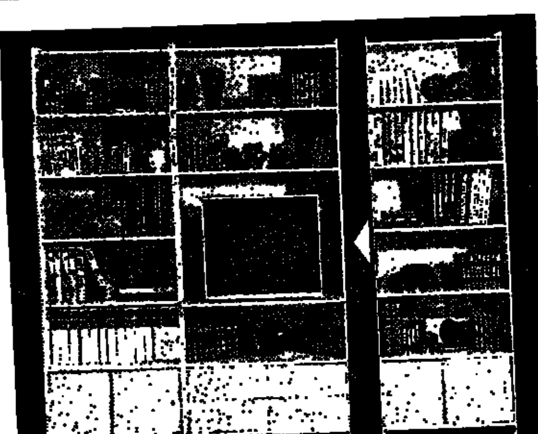
• CRÉDITS PERSONNALISÉS (après acceptation du dossier) • DEVIS GRATUITS • EXPÉDITIONS FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE • REPRISE EN CAS DE NON-CONVENANCE.

Les cartes de paiement (carte Bleue, Visa, Master-Card) et de crédit (Aurore, Pluriel) sont acceptées dans nos magasins, ainsi que pour les commandes par correspondance. Toutes formes de crédit possibles.

présente en permanence le plus grand choix de BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®

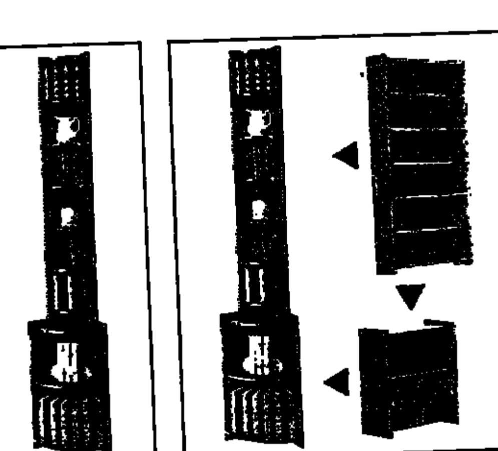
pouvant former des ensembles à la mesure de vos besoins, de votre espace, de votre budget

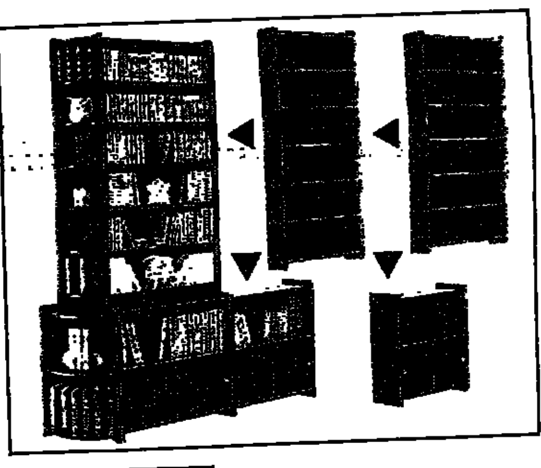




PAR SIMPLES **JUXTAPOSITION** ET **SUPERPOSITION**

SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMENAGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.

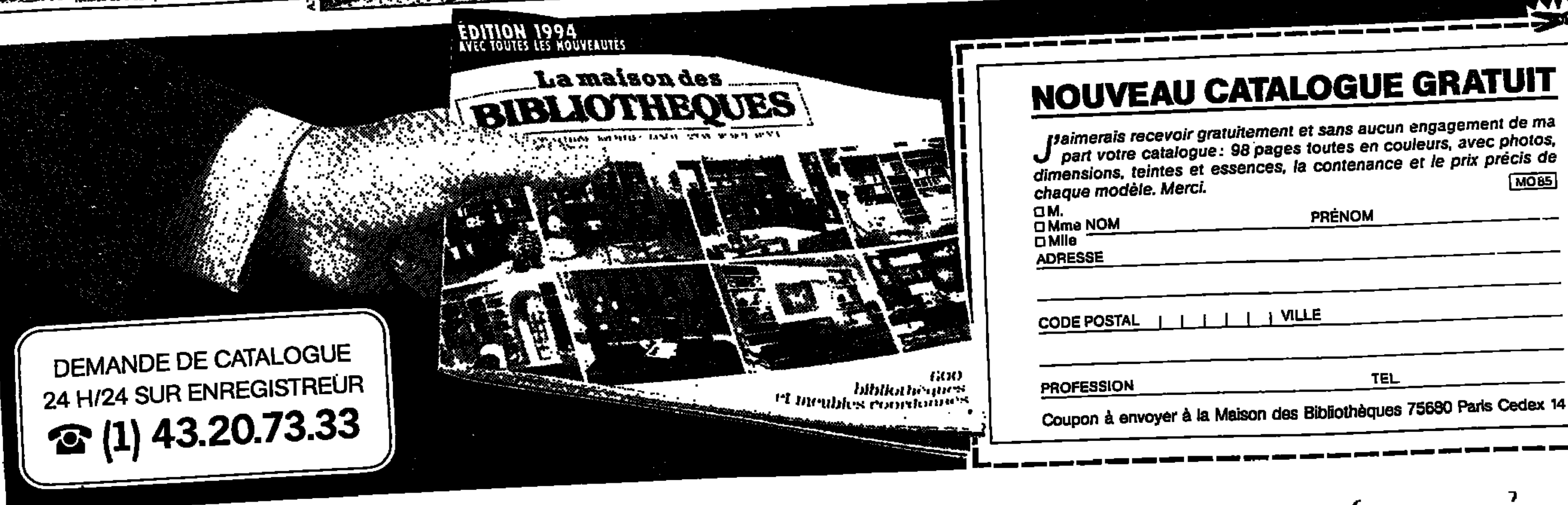






Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en acajou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne "STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis plus de 30 ans.

A.T.P. s.a. au capital de 2 060 400 F



DEMANDE DE CATALOGUE
24 H/24 SUR ENREGISTREUR
☎ (1) 43.20.73.33

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part votre catalogue : 98 pages toutes en couleurs, avec photos, dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de chaque modèle. Merci. MO85

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle NOM ________ PRÉNOM ________
ADRESSE ________
CODE POSTAL | | | | | | VILLE ________
PROFESSION ________ TEL ________

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

EUROPE

La poursuite du retrait serbe de Gorazde et les efforts diplomatiques pour la paix en Bosnie

L'OTAN juge que des raids aériens ne sont «pas nécessaires pour le moment»

«Tous les sites repérés par les avions de l'OTAN et visités ultérieurement par les observateurs de l'ONU déployés à Gorazde ont été évacués.» Mardi 26 avril, à quatre heures de l'expiration de la deuxième phase de l'ultimatum de l'OTAN enjoignant aux Serbes de retirer leurs armes lourdes de la zone d'exclusion de 20 kilomètres autour de Gorazde, le porte-parole de la FORPRONU, le commandant Eric Chaperon, n'a laissé planer aucun doute : l'OTAN n'allait pas déclencher de frappes aériennes, les Serbes ayant cédé aux exigences de la communauté internationale, écrit notre envoyée spéciale à Sarajevo, Florence Hartmann.

A Zagreb, M. Yasushi Akashi, le représentant du secrétaire général de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie a estimé, trois quarts d'heure avant l'expiration de l'ultimatum, *«que des frappes aériennes n'étaient pas nécessaires pour le moment»*. Au même moment, l'OTAN à Bruxelles annonçait qu'il y avait *«des preuves du respect de l'ultimatum»* et jugeait aussi que les frappes *«n'étaient pas nécessaires pour le moment»*.

Les Américains avaient maintenu la pression sur les Serbes toute la journée. Les Serbes *«n'ont pas encore fait assez»* pour éviter les raids de l'OTAN, jugeait, mardi matin, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher. En fin de journée, M. Christopher estimait que *«la tendance allait dans la bonne direction»*, que *«les Serbes procèdent au retrait des armes lourdes»*.

«Il n'est pas encore possible de dire s'ils se plieront. On le saura demain après des vols de reconnaissance et des photos aériennes», a cependant ajouté le chef de la diplomatie américaine, écartant des frappes dans l'immédiat. L'OTAN a promis de mener une *«robuste reconnaissance pour s'assurer que le respect* [de l'ultimatum] *est total»*.

Dans la journée, le commandant des «casques bleus» en Bosnie, le général britannique Michael Rose, avait déjà justifié l'absence d'intervention : *«Nous n'allons pas faire la guerre pour une carcasse de char»*, a-t-il déclaré avant l'expiration de l'ultimatum. Dans la journée pourtant, on craignait, dans les milieux de la FORPRONU, que l'OTAN ne cherche la moindre violation de son ultimatum pour intervenir. *«C'est la crédibilité de la communauté internationale qui est en jeu, après toutes les humiliations qui lui ont été infligées par les Serbes»*, commentait un haut gradé de la FORPRONU à Sarajevo.

Si la clause principale de la résolution de vendredi dernier de l'OTAN a, semble-t-il, été respectée par les Serbes bosniaques, il n'en va pas de même pour l'accord concernant la liberté de mouvement accordée à l'ensemble du personnel de l'ONU. Les «casques bleus», notamment, n'ont pas été en mesure d'évacuer une quarantaine de blessés bosniaques bloqués à Baric, un faubourg de Gorazde situé dans la zone de 3 kilomètres d'où les forces serbes étaient censées se retirer dès lundi.

Par ailleurs, le convoi en provenance de Belgrade et transportant des tentes et des couvertures pour Gorazde a été, un moment, bloqué en territoire sous contrôle serbe. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

L'amiral Lanxade privé de réunion d'Alliance atlantique

Le chef d'état-major français des armées, l'amiral Jacques Lanxade, était à Bruxelles, mardi 26 avril, où il a assisté, en marge du comité militaire de l'OTAN, à une séance de travail sur la Bosnie. L'amiral devait participer, pour la première fois, à une réunion de ce comité militaire, qui rassemble les chefs d'état-major des armées des pays membres de l'OTAN. Mais, au dernier moment, il n'a pas été autorisé par les autorités françaises à y être présent. Sa participation aurait du être la première d'un chef militaire français depuis 1966, lorsque le général de Gaulle a retiré les états-majors français des instances intégrées de décision militaire dans l'Alliance atlantique.

Dans la matinée de mardi, l'amiral Lanxade a entendu – en avant-première, en quelque sorte – le compte-rendu que le général (français) Bertrand de Lapresle, le «patron» de la FORPRONU, et le général (britannique) Michael Rose, le «patron» des «casques bleus» de Bosnie, devaient présenter, l'après-midi, aux membres du comité militaire de l'OTAN. Le chef d'état-major français est ensuite reparti de Bruxelles sans pouvoir participer à la réunion du comité militaire.

A la fin de l'an dernier, le chef de l'Etat et le premier ministre se sont accordés sur le principe que le chef d'état-major français des armées devait être autorisé au cas par cas à participer à des réunions militaires de l'OTAN dont l'ordre du jour serait la conduite des opérations de maintien de la paix en Europe. La France aligne quelque 9 000 hommes en ex-Yougoslavie et en mer Adriatique et, à ce titre, elle est un élément moteur des actions entreprises par la FORPRONU.

Les autorités françaises n'ont pas souhaité que, pour une «première» depuis 1966, le chef d'état-major des armées fasse sa «rentrée» au comité militaire de l'OTAN à la veille de l'application de l'ultimatum lancé par le commandement allié pour protéger l'enclave musulmane de Gorazde. Pour ces mêmes autorités, en effet, la décision relève d'une instance politico-militaire et elle n'est pas le fait d'une simple hiérarchie militaire. C'est la raison pour laquelle l'amiral Lanxade n'a finalement pas reçu le «feu vert» qu'il espérait.

J. I.

Les grandes puissances veulent faire accepter le partage du pays

Les menaces de frappes aériennes s'éloignent, les efforts diplomatiques pour trouver une solution politique, de partage de la Bosnie, s'accélèrent. Le «groupe de contact» entre Américains, Russes, Européens et Nations unies, qui s'est réuni pour la première fois mardi 26 avril, à Londres, doit se rendre jeudi et vendredi à Sarajevo pour relancer les négociations avec le gouvernement bosniaque et les Serbes de Bosnie.

Ce groupe, où trois diplomates européens (français, anglais et allemand) représentent l'Union européenne, doit demander aux responsables de Bosnie de confirmer leur accord sur les partages territoriaux auxquels ils étaient parvenus à l'automne à Genève : 33 % des terres pour les Bosniaques musulmans, 17 % pour les Croates et 50 % pour les Serbes (qui occupent actuellement près de 70 % du pays). Le groupe devrait donner un délai de quinze jours aux protagonistes pour présenter un tracé précis de ces territoires (ce que les Bosniaques ont, pour l'instant, refusé de faire), faute de quoi le groupe présentera ses propres cartes, selon des sources diplomatiques. Le groupe doit aussi discuter d'un cessez-le-feu général et d'un déploiement supplémentaire de «casques bleus».

A Genève, les ministres russe et américain des affaires étrangères se sont rencontrés mardi et se sont engagés à travailler ensemble pour trouver une issue à la guerre. *«Il est clair qu'il ne peut y avoir de solution militaire à ce conflit»*, a déclaré le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher à l'issue d'une heure et demie d'entretien avec son homologue russe, Andreï Kozyrev.

En visite en Ouzbékistan, François Mitterrand a souhaité que la conférence internationale sur la Bosnie ait lieu *«si possible tout de suite»*. *«Il est temps que les grandes puissances, en relation avec les parties combattantes, soient en mesure de définir un accord auquel il conviendra de se plier»*, a-t-il encore déclaré. Le président de la Commission européenne, Jacques Delors, a estimé mardi à Bruxelles que, *«si les Serbes ont enfin compris, il faudra réunir une conférence de paix qui sera malheureusement fondée sur le partage de territoires»*.

Jacques Delors, dans une émission consacrée à l'Europe, a eu la dent dure pour les gouvernements occidentaux *«divisés et ridicules»* dans la tragédie yougoslave. *«Si l'on n'arrête pas la maladie là, elle se répandra dans toute l'Europe»*, a-t-il ajouté en fustigeant *«l'idéologie de malheur des Serbes»*, en soulignant qu'il aurait *«honte jusqu'à la fin de* [sa] *vie»* à ce sujet. *«Si nous n'avons pas une Europe politique, nous aurons une Europe emportée par l'Histoire comme le galet l'est par l'eau»*, a-t-il expliqué. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Les Etats-Unis rappellent à l'ordre M. Akashi

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Proche amie du président Clinton, l'ambassadeur américaine à l'ONU ne parle pas comme un diplomate. Elle a pris pour cible de sa colère, mardi 26 avril à New-York un diplomate – un vrai –, le Japonais Yasushi Akashi, représentant du secrétaire général en ex-Yougoslavie.

Visiblement irritée, Madeleine Albright n'a pas mâché ses mots en exprimant le *«mécontentement»* de son gouvernement : *«M. Akashi est un fonctionnaire international et en tant que tel il ne doit pas oublier d'où vient son salaire. Son salaire est payé par les Etats membres. Il est totalement inacceptable qu'un fonctionnaire international critique les Etats-Unis (...) ou d'ailleurs tout autre gouvernement, sur où, quand ou comment ce gouvernement décide d'avoir recours à la force dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Le fonctionnaire international ne doit même pas commencer à songer à critiquer les politiques des Etats membres. (...). Il est tout à fait inacceptable qu'il se comporte de cette façon.»*

Mme Albright faisait allusion aux déclarations de M. Akashi au *New York Times* à Zagreb. Oubliant son habituelle prudence, le diplomate japonais aurait déclaré qu'*«après la Somalie, la position des Etats-Unis est devenue réticente, quelque peu peureuse, timide et hésitante»*. Il a ajouté qu'il comprenait que *«le président Clinton maintienne sa position de ne pas déployer des soldats en Bosnie avant un accord global de paix; mais le fait est que nous avons besoin des troupes maintenant, y compris des troupes américaines»*.

Mme Albright ne l'a pas dit, mais sans doute faut-il voir dans son coup de colère, l'expression, *a posteriori*, du mécontentement des Américains à l'encontre de M. Akashi qui a refusé, samedi, des frappes aériennes de l'OTAN alors que les Serbes continuaient, malgré l'ultimatum, leurs attaques contre Gorazde. Mme Albright a toujours été partisane des frappes aériennes en Bosnie.

A la suite de cette protestation officielle, M. Akashi a présenté ses excuses au gouvernement américain. Par la voix du porte-parole de l'ONU à New-York, il a exprimé son *«opinion positive»* sur le rôle des Etats-Unis dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies, *«en particulier en Macédoine»*, où sont déployés des «casques bleus» américains. Après une longue liste de *«clarifications»*, M. Akashi reconnaît *«le droit souverain»* des Etats membres à décider comment ils participent aux opérations de maintien de la paix.

AFSANÉ BASSIR POUR

Les organisations humanitaires s'interrogent sur le nombre réel des blessés

Sans vouloir minimiser l'ampleur des bombardements, les responsables du HCR trouvent les bilans exagérés

SARAJEVO

de notre correspondante

Sur l'herbe verte du stade de Kosevo, régulièrement brossé par le souffle des hélicoptères de l'ONU qui évacuent, pour la troisième journée consécutive, les blessés de Gorazde, les humanitaires ne cachent pas leur malaise. Dimanche 24 avril, lors de la mise en place du pont aérien, ils avaient attendu avec impatience l'arrivée des premiers blessés de cette ville de l'est de la Bosnie, meurtrie par l'artillerie serbe.

Mardi 26 avril, leurs visages se crispaient, envahis par le doute. Au fur et à mesure que les Puma français et les Seaking britanniques débarquaient sur le stade les rescapés de l'enfer de Gorazde, bien des questions se posaient. Beaucoup restaient sans réponse. Où sont les blessés des bombardements de ces derniers jours ? Le bilan des victimes n'aurait-il pas été « gonflé » pour forcer la compassion de l'opinion publique et la réaction de la communauté internationale ?

Loin de vouloir minimiser l'horreur des bombardements serbes, médecins et responsables du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ne pouvaient, mardi, s'empêcher de mettre en doute le bilan (715 morts et près de 2 000 blessés), auquel l'agence humanitaire de l'ONU ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) sur place, comme Médecins sans frontières, avaient souscrit.

«Ces chiffres sont à revoir à la baisse» indiquait, mardi à Sarajevo, le HCR après s'être rendu compte que le nombre des blessés à évacuer d'urgence était plus de deux fois inférieur aux 600 d'abord avancés. En effet, au terme de trois jours de rotations, le HCR, qui achevait de rapatrier 299 personnes sur les hôpitaux de Sarajevo, décidait d'interrompre l'évacuation médicale... faute de malades. *«Nous n'arrivons pas à trouver de blessés. Nous avons cherché dans toute la ville* (Gorazde), *nous n'avons plus que des amputés opérés il y a six mois»*, expliquait-on dans les milieux du HCR.

Ces derniers jours, les médecins du HCR s'étaient étonnés du nombre impressionnant d'éclopés et de personnes mutilées qui étaient évacués et dont les cicatrices trahissaient des blessures datant de plusieurs mois, voire même de plus d'un an. Seule une trentaine, dont vingt arrivés dimanche portaient des blessures fraîches. *«Nous attendions beaucoup de blessés graves et récents. Il n'y en a pas eu, hormis une vingtaine, le premier jour et quelques autres cas les deux jours suivants.»* A la recherche d'une explication, le Dr. Geneviève Begkoyian du HCR, se demande si *«les blessés sérieux sont tous morts, ce qui serait grave»*, ou si, au contraire, *«il n'y en a jamais eu»*.

«La seule arme des Bosniaques»

Ses confrères bosniaques chargés de répartir les malades entre les différents hôpitaux de Sarajevo partagent son étonnement. L'un d'entre eux a concédé : *«Si la ville a été bombardée pendant vingt jours il doit y avoir davantage de blessés, je ne comprends pas»*. Surpris lui aussi, le directeur de l'hôpital de Kosevo ajoutait : *«Nous avons vidé l'hôpital et préparé 500 lits pour accueillir les blessés de Gorazde. Le ministère de la santé nous avait avertis qu'il y avait 1 200 blessés et nous avions pris des mesures en conséquence»*. Le HCR reconnaît désormais avoir mis sur pied un dispositif d'évacuation *«fondé de toute évidence sur des informations erronées»*.

Gêné dans leur travail par l'intensification des bombardements contre le centre de la ville, les personnels humanitaires, à l'instar des observateurs de l'ONU déployés sur place, s'étaient terrés, au cours de la dernière semaine de l'offensive serbe, dans les sous-sols des bâtiments qu'ils occupaient à Gorazde. A partir de cette date, ils ne disposaient plus d'informations «directes» et ils ont repris à leur compte celles données par les autorités locales, sans aucun moyen de les vérifier. C'est du moins ce qu'a reconnu en substance, mardi, Peter Kessler, le porte-parole du HCR à Sarajevo.

«Il ne faut pas oublier que beaucoup de blessés sont morts faute de soins», a-t-il ajouté en précisant que près de 40 % des blessés succombaient à leurs blessures. *«Toutes les personnes atteintes de blessures au crâne, à l'abdomen ou au thorax n'avait aucune chance de survivre»*, confirmait un médecin de la FORPRONU venu assister au débarquement des blessés de Gorazde (1).

Mais les mystères de Gorazde sont nombreux et l'un d'entre eux porte sur le nombre de femmes et d'enfants blessés lors des bombardements. *«On aurait dû recevoir beaucoup plus de femmes et d'enfants»*, explique-t-on au HCR. 90 % des personnes évacuées étaient des hommes, de toute évidence des combattants, âgés pour la plupart de vingt à trente ans. Les humanitaires ne sont pas dupes : ils savent que les autorités de Gorazde ont donné, dans les opérations d'évacuation, la priorité aux hommes dans l'espoir de les voir revenir sur le front après avoir été soignés.

Ce «favoritisme» a d'ailleurs permis à plusieurs dirigeants locaux de sortir de la ville assiégée. L'un d'entre eux a notamment bénéficié, lundi 25 avril, de l'évacuation médicale faisant valoir qu'il souffrait d'une sinusite chronique. Un vieillard et deux femmes grièvement blessés par des éclats d'obus pendant les derniers jours des hostilités, selon le diagnostic d'un médecin occidental sur place, auront dû attendre, en dépit de l'urgence des soins, le mardi pour être évacués.

Le HCR a-t-il été manipulé, les chiffres ont-ils été surestimés ? *«Il faudra du temps pour savoir ce qui s'est vraiment passé et faire un décompte précis des morts»*, a conclu Peter Kesler. A la FORPRONU, des officiers constataient mardi que l'exagération des bilans était, le plus souvent *«la seule arme des Bosniaques»*.

FLORENCE HARTMANN

(1) Dans une conversation téléphonique avec le bureau de l'AFP à Sarajevo, M. Kessler a toutefois indiqué mardi qu'il maintenait son premier bilan de victimes (715 tués et 1970 blessés au cours des trois dernières semaines)

ITALIE

M. Berlusconi s'apprête à former le gouvernement

ROME

de notre correspondante

Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, a achevé ses consultations politiques, mardi 26 avril dans la soirée et rien ne s'oppose donc plus à ce qu'il demande au grand vainqueur des élections législatives du mois dernier, Silvio Berlusconi, de tenter de former le nouveau gouvernement italien. Simple formalité désormais qui devait normalement intervenir mercredi.

«Je préfère la qualité à la rapidité», avait déclaré M. Berlusconi, il y a quelques jours aux journalistes qui lui demandaient si la formation du cabinet prendrait beaucoup de temps. Dans le passé en Italie, il est vrai que cet exercice durait parfois plusieurs semaines. Cette fois cependant, les règles électorales ayant considérablement modifié le jeu politique, la tâche devrait être plus facile.

Outre la délicate répartition de l'essentiel des portefeuilles entre les trois composantes de la nouvelle majorité – la Ligue d'Umberto Bossi, l'Alliance nationale de Gianfranco Fini et Forza Italia, son propre parti –, Silvio Berlusconi cherchera, a-t-il fait savoir, à faire des *«ouvertures»* au centre. Le point le plus important restant l'attribution du ministère-clé – celui de l'intérieur – détenu pour ainsi dire sans interruption jusqu'ici par l'ancienne Démocratie chrétienne, aujourd'hui PPI (Parti populaire). Un ministère que le «Cavaliere» avait envisagé un moment de garder pour lui. Mais devant les protestations générales, il y a renoncé, cherchant tour à tour, ces dernières semaines, à courtiser pour le poste l'ex-président de la République, Francesco Cossiga, et avec plus d'insistance, le juge vedette de l'enquête «Mains propres», Antonio Di Pietro. De son côté, la Ligue, qui depuis la manifestation antifasciste du 25 avril, semble vouloir jouer les «garants» au sein du gouvernement, réclame le ministère pour l'un des siens. Poste qui pourrait même être «dédoublé» pour plus de sécurité

L'autre problème délicat, qui n'a toujours pas été réglé, est le «contrôle» souhaitable sur les futures activités de M. Berlusconi, afin d'empêcher qu'il ne confonde à l'occasion ses affaires personnelles avec celles de l'Etat.

Plusieurs solutions avaient été envisagées, dont celle de la nomination d'un «garant», choisi par M. Berlusconi. Solution hybride qui n'entrait de plus dans aucun cadre constitutionnel et à laquelle le «Cavaliere» a dû également renoncer. Mardi soir en revanche, dans une importante déclaration faite au terme de ses consultations, le président de la République s'est engagé à jouer personnellement le rôle du «garant» tandis que M. Berlusconi commentait : *«Tous mes actes à venir seront jugés par le Parlement, la presse et l'opinion publique.»*

MARIE-CLAUDE DECAMPS

La Macédoine exposée

Cocktail explosif de nationalités différentes, en butte à des voisins souvent hostiles l'ex-République yougoslave tente difficilement de prévenir la tempête

SKOPJE
de notre envoyé spécial

Une identité nationale commune est-elle en train de se forger en République de Macédoine, cocktail de nationalités qui a prouvé, dans le passé, son caractère explosif? Le gouvernement de Skopje réussira-t-il une intégration qui a, jusqu'à présent, toujours échoué? Ou le calme prévalant actuellement dans cette ex-République yougoslave, enclavée au centre d'un ensemble d'Etats aux appétits non négligeables, est-il celui qui annonce la tempête, une sorte d'armistice avant le règlement de comptes final?

Pour Muhamed Halili, l'un des principaux responsables du parti albanais dominant, le Parti de la prospérité démocratique, cette formation *«recherche l'intégration totale* (de la communauté albanaise), *car la Macédoine est un Etat commun, pour l'indépendance duquel les Albanais ont beaucoup fait»*.

Le langage tenu aujourd'hui par ce député albanais de souche tranche singulièrement avec celui qu'il tenait il y a à peine un an, lorsqu'il évoquait la menace d'une autonomie albanaise, qui aurait inévitablement fait éclater le pays, la communauté albanaise représentant entre 21 % (chiffre gouvernemental) et plus de 40 % (chiffre avancé dans certains milieux albanais) de la population de la République – aux côtés de Macédoniens slaves, de Turcs, de Tziganes, de Valaques, de Serbes.

«Notre slogan politique : égalité complète» entre les différentes composantes de la République de Macédoine, martèle Muhamed Halili, qui assure que *«l'autonomie n'est pas un but à atteindre»*, pour, toutefois, ajouter dans l'instant : *«pour le moment, car rien n'est éternel en politique»*. En tout cas, M. Halili affiche une certitude : *«Il n'y a pas de risque d'explosion ethnique»* en Macédoine. Une opinion que partage le ministre de l'intérieur, Ljubomir Frchovski, pour qui *«nous avons dépassé le moment le plus difficile et entrons dans des eaux plus calmes»*. *«Le consensus intérieur est plus solide qu'auparavant, malgré quelques tensions qui ne déboucheront pas sur un conflit»*, ajoute M. Frchovski, jeune professeur de droit dont l'épouse est Albanaise de souche.

«Deux sociétés parallèles»

Ces propos peuvent, cependant, paraître d'un trop bel optimisme, compte tenu de la situation réelle. En premier lieu, certaines réflexions entendues régulièrement à Skopje n'augurent pas forcément d'une stabilité durable, étant donné l'agitation ambiante dans les Balkans. Ainsi, Albanais et Macédoniens vivent-ils comme *«deux sociétés parallèles»*, *«dans une sorte d'indifférence»*, voire, pour certains d'entre eux, *«dans une crainte mutuelle»*.

Il y a très peu de mariages mixtes en République de Macédoine, témoigne-t-on, et, généralement, les Macédoniens (slaves) ne parlent pas l'albanais, tandis que les Albanais parlent à peu près tous macédonien. Pendant longtemps, les policiers – d'origine macédonienne dans leur écrasante majorité – ont eu tendance à traiter les Albanais en inférieurs, même si leur attitude à leur encontre était peut-être moins brutale que celle de leurs homologues serbes au Kosovo.

Mais, il y a plus grave. Il ne se passe pratiquement pas une semaine sans que l'on annonce la découverte d'un réseau de trafic d'armes. Cette activité, reconnaît le ministre de l'intérieur, est *«permanente»*. Certains trafiquants n'ont qu'un but lucratif; mais d'autres ont un objectif politique. Ainsi du groupe paramilitaire albanais appréhendé en octobre dernier. Une dizaine de personnes ont été impliquées, dont l'un des responsables du... ministère de la défense.

De tels groupes ont bien été formés au sein de la communauté albanaise, admet Muhamed Halili, mais dans un but d'*«autodéfense»*. De tels réseaux, indique le député albanais, ont été créés en 1991 pour répondre à *«une crainte collective»*, au début de l'éclatement de la Yougoslavie; ils étaient censés faire face *«au danger venant de l'armée yougoslave»*.

«Dans certains villages, explique encore M. Halili, *des groupes de protection se sont formés, mais sans armes; il est vrai, toutefois, que certains, au sein de ces groupes, ont essayé de s'armer.» «Ces groupes n'ont rien fait pour destabiliser la Macédoine»*, assure-t-il, ajoutant que l'on a assisté au même phénomène de réseaux paramilitaires du côté macédonien.

Or, relève M. Halili, les Macédoniens arrêtés dans le cadre d'enquêtes sur des trafics d'armes et de groupes paramilitaires ont été, comme par hasard, libérés beaucoup plus rapidement que les Albanais de souche. Pour le ministre de l'intérieur, la proportion de personnes impliquées dans les différents trafics d'armes en Macédoine est de deux Albanais pour un Macédonien. *«Les Serbes vendent aux Albanais, les Albanais vendent aux Serbes, les Macédoniens vendent aux deux»*, ironise M. Frchovski.

«Eviter de mettre le feu aux poudres»

Bien que cherchant à minimiser les risques dus à cette circulation d'armes, le ministre de l'intérieur ne cache pas que cette affaire est *«inquiétante»* en raison de la composition de la société macédonienne. De plus, *«l'ingérence de l'Albanie»* dans l'affaire du groupe paramilitaire d'octobre était *«évidente»*, aux yeux de M. Frchovski, qui en veut pour preuve que les armes découvertes *«appartenaient à l'armée albanaise»*. Expliquant que Skopje ne tient pas à *«insister, car cela se révélerait contre-productif»*, le ministre affecte, paradoxalement, de ne pas être trop *«ému»* et considère que, finalement, tout cela se retourne contre Tirana.

En revanche, ce qui est *«un scandale»*, souligne Ljubomir Frchovski, c'est *«le contrôle que Tirana tente d'exercer sur les structures politiques en Macédoine»*. Il fait allusion aux interférences de l'Albanie dans la vie du principal parti albanais, le Parti de la prospérité démocratique, qui vient d'éclater au terme d'une très grave crise interne. Une crise dans laquelle Tirana a manifestement joué un rôle de premier plan. Ainsi, l'ambassadeur d'Albanie à Skopje a-t-il lui-même participé à des réunions de la direction du Parti, au moment où celui-ci était soumis à une tentative d'OPA de la part de personnalités considérées à Skopje comme une émanation directe du pouvoir albanais.

L'enjeu de ces manœuvres? Le contrôle, par Tirana, de la communauté albanaise de Macédoine répond-on de façon quasi unanime dans la capitale macédonienne. *«La scission* (au sein du Parti de la prospérité démocratique) *s'est faite sous l'influence de forces politiques d'Albanie»*, accuse Muhamed Halili, s'interrogeant pudiquement sur l'implication directe du pouvoir albanais *«La question est de savoir si cela s'est fait au su du président Berisha.»* En tout cas, des sources dignes de foi à Skopje assurent que les tracts annonçant la scission du parti auraient été imprimés par l'ambassade d'Albanie.

Et la situation ne manque pas de piquant : les scissionnistes – apparemment très minoritaires – refusent de créer un parti sous un autre nom et se présentent toujours sous l'étiquette du Parti de la prospérité démocratique, qu'ils entendent conserver; et ce, malgré l'opposition totale de la direction «historique» du parti. Pour celle-ci, c'est volontairement que les «néos» cherchent à entretenir la confusion au sein de l'électorat albanais de souche. Le programme politique de ces derniers est, d'ailleurs, exactement identique à celui du Parti de la prospérité démocratique.

Toujours très optimiste, le ministre de l'intérieur consent à trouver le jeu de Tirana *«dangereux»*, mais pour estimer dans la foulée que *«l'Albanie est, finalement, perdante»*, que *«son ingérence s'est retournée contre elle»*, que *«son influence dans la société albanaise de Macédoine a diminué, ainsi que le prouve le fait que le courant suivant Tirana s'est affaibli par rapport à la ligne officielle du Parti de la prospérité qui a, elle, gagné du terrain»*. Il est vrai que des responsables politiques albanais de souche ont dénoncé publiquement cette tentative de mainmise sur le parti, au grand dam de Tirana, pour qui ces responsables sont devenus des «bêtes noires».

Si le pouvoir macédonien cherche tant à minimiser l'impact des manœuvres de l'Albanie – tout en protestant régulièrement auprès de Tirana –, c'est qu'il veut à tout prix *«éviter tout ce qui pourrait mettre le feu aux poudres»*, commente un journaliste macédonien. En outre, pour celui-ci, *«l'objectif du président Gligorov est d'impliquer au maximum les Albanais de souche dans la vie publique de façon à ce qu'ils ne regardent pas du côté de l'Albanie»*.

Reste que, pour le Parti de la prospérité démocratique, les autorités macédoniennes ont encore du chemin à parcourir avant que les Albanais de souche soient *«correctement représentés dans les institutions de l'Etat»*. C'est qu'un profond différend oppose les deux communautés sur cette représentation, les chiffres sur la composition de la société macédonienne donnant lieu à polémique en raison du boycottage du recensement de 1991 par la communauté albanaise. Un nouveau recensement est en principe prévu pour juin de manière à mettre fin à ce différend lourd de dangers. Mais les Albanais de souche cherchent ostensiblement à repousser l'échéance.

Pour Muhamed Halili, par exemple, le recensement ne pourra avoir lieu que dans un an et non dans un mois, si l'on veut que toutes les conditions soient réunies pour que l'opération soit *«sérieuse»*. Dans les milieux politiques macédoniens, on attribue cette attitude au fait que les responsables albanais ne tiennent pas particulièrement à ce que l'incertitude régnant sur l'importance de leur communauté soit dissipée et préférent continuer à jouer sur des chiffres «gonflés».

La Macédoine a réussi à se tenir, jusqu'à présent, à l'écart de la guerre qui ravage l'ex-Yougoslavie. Mais personne, à Skopje, ne se risquerait à crier victoire. Cocktail de nationalités et problèmes économiques à l'intérieur, pressions (embargo grec, ingérences albanaises) de la part de voisins réservés sur l'existence même d'une Macédoine de création récente – désignée à Belgrade sous le nom de *«Serbie du sud»*, reconnue par la Bulgarie voisine qui refuse, toutefois, de reconnaître le peuple macédonien : les risques de destabilisation ne manquent pas; sans parler des répercussions immédiates qu'aurait, ici, tout conflit ouvert au Kosovo. Mais chacun, à Skopje, a en tête l'expérience dramatique de la Bosnie-Herzégovine...

YVES HELLER

BOSNIE-HERZÉGOVINE
Belgrade
Bucarest
ROUMANIE
Sarajevo
SERBIE
MONTÉNÉGRO
KOSOVO
Sofia
BULGARIE
MER ADRIATIQUE
Tirana
Skopje
ALBANIE
MACÉDOINE
GRÈCE
MER IONIENNE
MER ÉGÉE
100 km

ÉQUIPEZ-VOUS D'UN RADIOTÉLÉPHONE GSM.

En 1994, SFR vous offre les communications*.

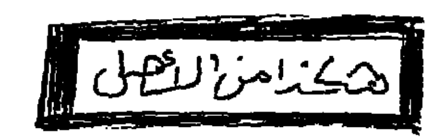
*Jusqu'à 2 heures par mois.

Oui, vous avez bien lu! En 1994, SFR, Société Française du Radiotéléphone, vous offre jusqu'à deux heures de communications GSM par mois*. Avec cette offre exceptionnelle, SFR vous permet dès aujourd'hui d'accéder à la qualité de transmission de la technologie numérique.
Pour en bénéficier, c'est simple, il suffit de souscrire un abonnement Résident Ligne SFR numérique qui ne coûte que 195 francs HT par mois.
Alors ne perdez pas une minute pour vous abonner : deux heures de communications GSM gratuites par mois*, c'est le moment ou jamais de vous équiper.

N° VERT 05 12 1994
APPEL GRATUIT

* Offre valable à compter du 31/03/94 jusqu'au 31/12/94 pour tout abonnement Résident Ligne SFR Numérique souscrit avant le 30/09/1994. Crédit de communications mensuelles nationales maximum de 360 F HT (427 F TTC). Abonnement mensuel 195 F HT (232 F TTC). Frais de mise en service 350 F HT (415 F TTC) en sus.





DIPLOMATIE

Une déclaration du ministre des affaires étrangères de Taïpeh

Le rapprochement français avec Pékin a été accueilli sereinement à Taïwan

TAÏPEH

de notre envoyé spécial

On aurait attendu de Taïwan l'expression d'un ressentiment plus amer envers la France à la suite des récents revirements de la politique de Paris à l'endroit du monde chinois et du voyage du premier ministre Edouard Balladur à Pékin. Après tout, lorsque, en 1964, le général de Gaulle avait transféré sur le continent l'ambassade de France en Chine, c'était Taïpeh qui avait achevé de rompre les ponts.

On n'en est plus là ! Bien que Taïpeh revendique encore, au même titre que Pékin, le rôle d'*« unique gouvernement légal »* de l'ensemble du territoire chinois, le pragmatisme règne dans la capitale de l'île non communiste, et c'est de ce gouvernement qu'émane un appel à la France à se montrer elle aussi *« réaliste »* : mettons fin, dit en substance le régime taïwanais, au manichéisme que s'imposent encore bien des Occidentaux dans leurs rapports avec la sphère chinoise, en cherchant à choisir entre une rive ou l'autre du détroit.

Tel est le message qui soustend des déclarations au *Monde* de Fredrick Chien, ministre des affaires étrangères de Taïpeh, étonnamment serein après les premières inquiétudes soulevées par la normalisation franco-chinoise. *« La visite du premier ministre* [français en République populaire] *n'avait pas pour but d'infliger des dommages aux relations entre la France et la République de Chine* [Taïwan]. *Je pense donc que notre relation demeurera la même qu'avant ce voyage »*, déclare-t-il d'emblée.

Deux points, pourtant, ont heurté les sentiments taïwanais dans l'évolution de la politique de Paris. D'une part, la France a, pour la première fois, adopté, dans le communiqué du 12 janvier avec Pékin, un texte de portée politique, les vues de la République populaire selon lesquelles l'île *« est partie intégrante de la Chine »*. Le communiqué conjoint de 1964 sur l'instauration de relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs entre Paris et Pékin n'était pas allé si loin, laissant les communistes faire eux-mêmes l'exégèse en ce sens, sans exprimer d'assentiment français. Seul un texte récent, à caractère purement technique puisqu'il portait sur les relations aériennes entre la France et les deux capitales rivales chinoises, intégrait la position de Pékin.

Interpénétration

« Bien que la Chine soit une, note M. Chien, *elle est malheureusement divisée en deux entités politiques. La République populaire exerce sa juridiction sur l'ensemble du continent, et la République de Chine sur Taïwan et* [les îles qui en dépendent] *Quemoy, les Pescadores et Matzu. La juridiction de l'une et de l'autre ne s'étend pas au-delà. Nous espérons sincèrement que la France sera assez réaliste pour faire face à cet état de fait : la revendication de souveraineté de la RPC* [sur Taïwan] *n'est pas conforme à la réalité. »* Et d'ailleurs, ajoute-t-il, cela fait quarante-cinq ans que cela dure : *« Si vous disposez d'un visa pour vous rendre en République populaire, il ne vous sera d'aucune utilité ici ! »*

Autre déconvenue pour les Taïwanais : le retour d'une idée – exprimée notamment par le ministre des affaires étrangères Alain Juppé avant le voyage de M. Balladur sur le continent – selon laquelle le marché taïwanais (20 millions d'habitants) est tout petit face au continent (1,15 milliard). *« Voyez le revenu annuel par tête : 350 dollars sur le continent, plus de 10 000 dollars ici. La Chine populaire n'est donc pas un marché aussi grand que le pense M. Juppé. »*

Le ministre n'ajoute pas ce que pressentent pourtant nombre d'hommes d'affaires français et d'observateurs de la situation économique : à terme, à moins d'un regain de la tension entre le continent et l'île plus grave que le malaise actuel (*le Monde* du 19 avril), les entrepreneurs et financiers taïwanais seront amenés à occuper une position-clé dans maints projets d'industrialisation sur le continent. Du moins est-ce là, selon eux, une tendance qu'on ne peut plus ignorer, tant l'interpénétration des deux économies rend anachroniques les raisonnements vieux de trente ans sur ce monde chinois bicéphale.

Ce fait devrait bien être pris en compte lors des deux visites chinoises que Gérard Longuet, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, doit faire prochainement : à Pékin, où sa venue à la tête d'une mission industrielle a été promise ; et à Taïpeh où il est en principe attendu pour inaugurer une *exposition industrielle française* de haute technologie en juillet. Après les « piqûres » infligées par la police chinoise lors de la visite de M. Balladur sur le continent, « l'enjeu chinois » prend sa véritable ampleur pour les exportations françaises des deux côtés du détroit.

FRANCIS DERON

ASIE

CHINE

Guerre de succession dans l'Eglise tibétaine

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'histoire commence comme une nouvelle version de *Little Bouddha*, mais il s'agit de la plus grave crise de succession au sein de l'Eglise tibétaine depuis l'invasion chinoise de 1950, une crise où Pékin pourrait avoir trempé, estiment bien des Tibétains.

Depuis 1981, quand mourut le 16e karmapa – « archevêque » des Kagyupa, l'une des quatre sectes du bouddhisme tibétain –, les lamas du monastère de Rumtek, dans le Sikkim indien, recherchaient la réincarnation de leur chef disparu. Or le choix du leader de cette secte est de première importance : le karmapa est en effet tenue pour la troisième personnalité religieuse tibétaine après le dalaï-lama et le panchen (1).

« La plus grave crise depuis l'invasion chinoise »

En 1990, un des régents de Rumtek, le Taisitupa, découvrit, cachée dans une amulette de feu le 16e Karmapa, une lettre indiquant la marche à suivre pour trouver un *tulku* – enfant qui serait sa réincarnation. En 1992, une mission envoyée de Rumtek découvrit enfin, au Tibet central, l'enfant, un nomade âgé de deux ans. Le dalaï-lama approuva le choix du monastère, et le garçon, Ugyen Thinlay, qui est resté au Tibet, sera confirmé comme 17e karmapa. Les autorités chinoises ont aussi reconnu Ungyen, qui, selon *Chine nouvelle*, est *« la première réincarnation du Bouddha vivant approuvé* [par Pékin] *depuis la réforme démocratique* [invasion] *de 1959 »*.

Un trouble-fête va alors semer la discorde, défiant le dalaï-lama : le sharmapa, un autre régent de Rumtek, annonce que le choix du 17e karmapa n'est pas valable : la lettre retrouvée était un faux ! Il va donc s'opposer au chef des Tibétains, affirmant avoir retrouvé la « vraie » réincarnation du karmapa, un enfant de dix ans de nationalité non précisée. Et, le mois dernier, dans un monastère de Delhi, le sharmapa couronnait son protégé devant la foule de ses sympathisants. Au même moment, une manifestation de ses rivaux avait lieu devant l'édifice. Des briques ont volé, il y a eu des blessés, moines, policiers, partisans européens du Sharmapa.

« C'est la plus grave crise dans la communauté tibétaine depuis l'invasion chinoise », reconnaît le taisitupa. Les deux parties s'accusent d'avoir été manipulées par les Chinois : les tenants de la réincarnation approuvée par le dalaï-lama suggèrent que le *tulku* déjà couronné pourrait venir du Tibet chinois, Pékin ayant payé ses frais ; leurs rivaux réunis autour du sharmapa soupçonnent, quant à eux, la Chine de pratiquer la politique du cheval de troie : en appuyant officiellement, tout comme le dalaï-lama, la « candidature » du premier enfant, Pékin essaierait de promouvoir un leader « sous *influence* » *qui pourrait* à l'avenir rivaliser avec le chef spirituel des Tibétains, en exil en Inde depuis trente-quatre ans.

BRUNO PHILIP

(1) Ce poste est vacant depuis la mort du dernier panchen lama il y a quatre ans.

REPÈRES

NICARAGUA

Un accord a été trouvé pour le départ du général Ortega

Le général Humberto Ortega, chef des armées du Nicaragua depuis 1979, a annoncé, lundi 25 avril, qu'un accord avait été trouvé avec la présidente Violeta Chamorro sur l'abandon de ses fonctions. Les conditions du départ de son poste sont précisées dans un projet de loi d'organisation militaire, qui sera envoyé dans les prochains jours devant le Parlement, a indiqué le général Ortega à la presse. Humberto Ortega avait refusé jusqu'ici de céder à la pression de la présidente Chamorro et de Washington, qui souhaitent le voir quitter la tête des armées... Humberto Ortega est le frère de l'ancien président Daniel Ortega.

PAKISTAN

Un musulman lapidé pour avoir brûlé le Coran

La police du Pendjab a annoncé lundi 25 avril qu'un homme a été lapidé, dans un village de cette province, par une foule de ses coreligionnaires qui l'accusaient d'avoir brûlé un coran. La victime, un musulman pratiquant (il est même fils d'un membre du Jamaat-i-Islami, principal parti intégriste), aurait, en fait, laissé tomber le livre sacré dans un fourneau lors d'une dispute avec sa femme, laquelle a alerté des voisins. Les mollahs des mosquées voisines ont alors annoncé par porte-voix qu'un chrétien avait profané le Coran. Une foule s'est rassemblée et a battu le mari puis l'a traîné vers un poste de police, avant de le lapider. Cinq des agresseurs ont été inculpés. Selon la loi pakistanaise, la profanation du Coran est passible de prison à vie, et le blasphème envers le prophète Mahomet vaut la peine de mort.

RUSSIE

Assassinat d'un député de la Douma

L'assassinat, mardi soir, d'un député de la Douma a totalement perturbé, mercredi 27 avril, l'ordre du jour de la chambre basse du Parlement russe, qui a ouvert sa session par un débat sur la criminalité alors que les députés devaient, en principe, discuter du Pacte de paix civile que le président Boris Eltsine entend faire signer par une majorité de mouvements politiques et sociaux, et étudier le budget 1994 qui n'est toujours pas adopté. Andreï Aïzderdzis, député, ex-président de la MDK-Banque et éditeur d'un journal qui a publié dans un de ses derniers numéros la liste des *« grands noms du monde criminel russe »* a été tué par balles mardi soir devant son domicile. Le leader ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski a demandé le report de la signature du Pacte de paix civile et l'adoption immédiate d'une loi qui donnerait le droit aux députés de porter une arme.

UNION EUROPÉENNE

Jacques Delors en réserve de l'Europe

Le président de la Commission européenne, Jacques Delors, a expliqué que son combat pour la cause européenne ne prendrait pas fin au 31 décembre 1994, date de son départ de Bruxelles. *« Je compte continuer à me battre pour l'Europe sous des formes nouvelles, à trouver »*, a-t-il dit sur la chaîne de télévision Arte, mardi 26 avril. *« On peut avoir un idéal aussi ambitieux que celui-là et ne pas avoir de poste important »*, a-t-il expliqué, en laissant entendre que sa candidature à l'élection présidentielle de l'année prochaine n'avait rien d'évident. *« Il est possible de ne pas se présenter »*, a-t-il ironisé. S'agissant de son successeur, M. Delors s'est gardé de désigner un dauphin parmi les candidats en lice. Il a souhaité que le futur « patron » de la Commission soit *« aussi dérangeant »* que lui vis-à-vis des gouvernements et qu'il continue à être le gardien vigilant de l'esprit communautaire.

Itzhak Rabin déclare à Moscou ses craintes devant le « nationalisme » et le « néofascisme »

Le premier ministre israélien a remercié, mardi 26 avril, à Moscou, le président Boris Eltsine d'avoir contribué à lever les restrictions à l'émigration juive et a déclaré *« comprendre »* le soutien apporté par la Russie aux Palestiniens. Itzhak Rabin qui vient d'achever une visite officielle de quatre jours en Russie, a aussi pris acte du souhait du Kremlin de jouer un plus grand rôle dans le processus de paix au Proche-Orient.

C'était la première visite officielle d'un chef de gouvernement israélien en Russie depuis la fondation de l'Etat hébreu en 1948. Jérusalem et Moscou avaient rétabli, en octobre 1991, leurs relations diplomatiques, rompues par l'ex-URSS, en 1967, après la guerre israélo-arabe.

M. Eltsine a affirmé que le temps était mûr pour que Moscou et Jérusalem *« développent de façon active des relations bilatérales »*. *« L'un des problèmes-clés qu'Israël voit dans ses relations avec la quasi-totalité des pays est le problème du nationalisme, du néofascisme et du néonazisme et nous ne devons pas l'oublier »*, a, pour sa part, souligné M. Rabin.

La semaine dernière, Yasser Arafat s'était rendu en Russie et, selon la presse russe, avait demandé à Moscou de faire *« pression »* sur M. Rabin afin que soit accélérée la mise en œuvre de l'accord sur l'autonomie palestinienne *« à Gaza et à Jéricho d'abord »*. – *(AFP.)*

EN BREF

ARABIE SAOUDITE : Le secrétaire d'Etat américain à Ryad. – Warren Christopher, secrétaire d'Etat américain, est arrivé, mercredi 27 avril, à Ryad, en Arabie saoudite, première étape d'une nouvelle tournée au Proche-Orient qui vise à relancer le processus de paix israélo-arabe. Il devait s'entretenir avec ses homologues des six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) avant de gagner Le Caire, puis Jérusalem et Damas. – *(AFP.)*

ÉTATS-UNIS : Aldrich Ames et son épouse plaideront coupables d'espionnage au profit de Moscou. – L'agent double Aldrich Ames et son épouse, tous deux accusés d'espionnage au profit de Moscou (*le Monde* du 26 février), ont accepté de plaider coupables dans le cadre d'un accord auquel ils sont parvenus avec les autorités judiciaires, ont indiqué, mardi 26 avril, des sources proches de l'enquête. Aldrich Ames, ancien responsable du contre-espionnage de la CIA, pourrait ainsi être condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Son épouse ne passerait que cinq ans en prison et pourrait ainsi s'occuper de leur fils unique âgé de cinq ans, a-t-on précisé de mêmes sources. – *(AFP.)*

IRAK : des progrès pour le contrôle des armements. – Le chef de la Commission spéciale de l'ONU pour le désarmement de l'Irak (UNSCOM), Rolf Ekeus, a achevé, mardi 26 avril, une mission à Bagdad, où il a obtenu des assurances sur la coopération de l'Irak à la mise en place par l'ONU du mécanisme de contrôle à long terme de son armement. *« Des progrès considérables ont été réalisés depuis mars dernier »*, a indiqué le porte-parole de l'UNSCOM. – *(AFP.)*

JORDANIE : décès de la mère du roi Hussein. – La reine Zein al-Sharaf, mère du roi Hussein de Jordanie, est décédée, dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 avril, dans un hôpital de Lausanne, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Elle était l'épouse du roi Talal, qui avait succédé au fondateur du royaume hachémite, le roi Abdallah, assassiné à Jérusalem en 1951. Atteint de schizophrénie, Talal ne régna que quelques mois et abdiqua en août 1952. Après une courte régence, son fils Hussein fut proclamé roi. La reine Zein eut quatre enfants, le roi Hussein, les princes Mohammad et Hassan et la princesse Basma. Elle a joué un rôle prédominant pour l'émancipation de la femme. Elle avait fondé en 1948 la section féminine du Croissant-Rouge jordanien et, en 1952, la Fédération féminine jordanienne. – *(AFP.)*

MEXIQUE : enlèvement du fils d'un homme d'affaires. – Angel Lozada Moreno, fils du propriétaire de la chaîne de supermarchés Gigante, considérée comme la sixième entreprise privée du Mexique, a été enlevé, lundi 25 avril à Mexico. La famille Lozada « pèse » 1,5 milliard de dollars en bourse. Cet enlèvement, qui accroît la nervosité des marchés, intervient quarante jours après celui du banquier Alfredo Harp, président et copropriétaire de Banamex-Accival, l'un des plus importants conglomérats financiers d'Amérique latine. – *(AFP.)*

MONGOLIE : fin d'une manifestation devant le Parlement. – Des militants de l'Union démocratique (UDM, opposition) ont mis fin, mardi 26 avril, à leur occupation de la place du Parlement, à Oulan- Bator, commencée deux semaines plus tôt. L'UDM exigeait la démission du premier ministre Punsagiyn Jasray et de plusieurs membres de son équipe, accusés de *« corruption, abus de pouvoir et mauvaise gestion »*. Les protestataires n'ont pas obtenu satisfaction. – *(AFP.)*

PAKISTAN : peine de mort pour les trafiquants de drogue. – L'Assemblée nationale du Pakistan a adopté, lundi 25 avril, une loi punissant de mort les trafiquants de drogue. Un autre texte prévoit la saisie des biens des personnes condamnées à deux ans de prison au moins dans une affaire de drogue.

POLOGNE : Solidarité appelle à une grève nationale. – Le syndicat Solidarité a appelé, mardi soir 26 avril, à une action nationale le 28 avril pour protester contre une récente loi sur le contrôle des salaires dans les entreprises d'Etat. D'autre part, les travailleurs des mines des bassins de Belchatow, Konin et de Turoszow ont entamé, mercredi, leur septième jour de grève. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

Le conseiller du Département d'Etat américain chargé du dossier haïtien a démissionné

Lawrence Pezzullo, conseiller pour les questions haïtiennes au département d'Etat, a présenté, *mardi 26 avril, sa démission*, qui prendra effet vendredi. Aucune raison officielle n'a été avancée. Selon le *Washington Post*, le secrétaire d'Etat Warren Christopher n'a pas tenté de persuader M. Pezzullo de revenir sur sa décision, considérant que son conseiller avait contribué à élaborer vis-à-vis d'Haïti une politique *« qui n'avait pas été couronnée de succès »*.

M. Pezullo était le principal architecte du dernier plan américain destiné à sortir de l'impasse haïtienne. Présenté en mars, ce plan prévoyait la nomination, par le président haïtien exilé Jean-Bertrand Aristide, d'un nouveau premier ministre et, le même jour, le départ du général Raoul Cédras, chef des armées, ainsi que l'adoption par le parlement haïtien d'une loi d'amnistie pour les principaux auteurs du coup d'Etat de septembre 1991. Les militaires s'étaient montrés peu enthousiastes et le président Aristide avait exigé le départ des militaires en guise de préalable. Tirant les leçons de cet échec, les Etats-Unis ont annoncé mardi qu'une proposition de résolution pour renforcer les sanctions contre Haïti sera soumise au Conseil de sécurité de l'ONU d'ici la fin de la semaine, afin de contraindre les militaires à céder le pouvoir. – *(AFP, Reuter.)*

LA BOURSE EN DIRECT

En direct, 24 heures sur 24
tous les cours de la Bourse

3615 LEMONDE
Tapez BOURSE

Le Monde ÉDITIONS
Bruno Frappat
Si les mots ont un sens...
Chroniques 1987-1993
Préface de Claude Roy
En vente en librairie

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO
Le Monde
DES LIVRES

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Participation : les députés RPR prônent le retour au « gaullisme social »

L'Assemblée nationale a entamé, mardi 26 avril, l'examen du projet de loi sur l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise, présenté par Michel Giraud, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Les députés RPR ont appelé de leurs vœux un retour aux sources du gaullisme social.

A en juger par leur maigre présence dans l'hémicycle, les députés UDF ne semblaient guère inspirés par le projet sur l'amélioration de la participation. Leurs collègues du RPR, en revanche, s'étaient donné rendez-vous pour cette célébration – un brin lyrique – de la mémoire du gaullisme social. Saisi par l'ambiance, Michel Giraud lui-même s'est laissé aller à tenir des propos qui ont dû sonner étrangement aux oreilles des libéraux orthodoxes en renvoyant dos à dos *« le collectivisme qui sacrifie la productivité »* et *« le capitalisme qui sacrifie la solidarité »*.

C'est qu'il avait en face de lui le « noyau dur » des députés « gaullistes sociaux », qui trouvaient son texte plutôt timoré. Auteur d'un rapport commandé par le premier ministre – dont le projet de loi s'est partiellement inspiré –, Jacques Godfrain (RPR, Aveyron) fait partie de ces gardiens de la flamme. Il s'est étendu sur une idée qui lui est chère, celle de conserver *« le capital de militantisme économique et social »* engrangé dans les entreprises publiques en voie de privatisation. On l'a même entendu *« rendre hommage »* à la loi sur la démocratisation du secteur public qu'il avait pourtant *« combattue »* lorsqu'elle fut adoptée en 1983 sous la première législature socialiste.

Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) est un autre de ces adeptes du retour aux sources du gaullisme historique. Sceptique face à un *« patronat toujours à l'affût de grignotages »*, il a mis en garde contre le risque de voir la participation et l'intéressement *« détournés de leur objet »* en étant *« mis au service d'une grande flexibilité de la rémunération »*. Christian Vanneste (RPR, Nord) a exprimé une inquiétude identique.

Cette « troisième voie » gaulliste entre socialisme et capitalisme a laissé la gauche pour le moins perplexe. *« Nous ne pensons pas que le capital et le travail puissent être associés dans l'entreprise à égalité de droit et de devoirs*, a expliqué Michel Berson (PS, Essonne). Reprenant un grief formulé par les syndicats, le député socialiste a critiqué la création d'une représentation spécifique des salariés actionnaires au sein des conseils d'administration, estimant que celle-ci *« ne peut avoir pour objet que la défense d'intérêts individuels, et en aucun cas celle des intérêts collectifs de l'ensemble des salariés »*. Cette opinion est partagée par Maxime Gremetz (PC, Somme) qui a assuré que *« le salarié actionnaire n'a aucun pouvoir sur les choix stratégiques de l'entreprise et notamment sur la garantie de son emploi »*. Curieusement, le même scepticisme s'est exprimé sur des bancs... de droite. S'il n'a pas invoqué l'antagonisme irréductible du capital et du travail, Georges Chavanes (UDF, Charente), qui n'a pas manqué de rappeler qu'il fut le premier patron français à signer un contrat d'intéressement à la suite de l'ordonnance de 1959, s'est plutôt étendu sur le manque de motivation des salariés. *« La base* [des salariés] *reste peu sensible aux activités de participation »*, a-t-il affirmé en racontant son expérience. C'était à se demander si l'Assemblée nationale avait vraiment eu une bonne idée de délibérer sur un tel texte.

FRÉDÉRIC BOBIN

M. Pasqua s'efforce de calmer les inquiétudes sur l'aménagement du territoire

Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, s'est employé, mardi 26 avril, lors de la communication hebdomadaire du gouvernement devant l'Assemblée nationale, à apaiser les inquiétudes suscitées par la préparation du projet de loi sur l'aménagement du territoire (*le Monde* du 27 avril).

Œcuménique en diable, il a réaffirmé la volonté du gouvernement de *« réduire les inégalités de développement afin d'empêcher l'émergence d'une société de communautés antagonistes »*. Mais, s'est-il empressé d'ajouter, *« il ne s'agit nullement, pour cela, de remettre en cause la décentralisation »* et *« l'aménagement du territoire ne saurait être un enjeu de pouvoir que se disputeraient l'Etat, la région et le département. C'est une ambition collective »*.

Patelin, il ajoutait : *« Je voudrais rassurer ceux qui, ici ou là, s'inquiéteraient des intentions du gouvernement, de celles du premier ministre et des miennes en particulier. Le projet de loi qui va vous être soumis aura toute l'ambition nécessaire. En manquerait-il, d'ailleurs, sur tel ou tel point, je fais toute confiance à cette assemblée pour hisser ce projet au niveau où l'attendent nos concitoyens. »* Ambitieux, mais également pragmatique, M. Pasqua a précisé que *« le projet ne sera pas un plan sur la comète, il comportera beaucoup de mesures pratiques »*.

Ce prélude au débat parlementaire de l'été prochain a été complété par la conférence des présidents de l'Assemblée. Celle-ci a décidé, mardi 26 avril, de créer une mission d'information inter-commissions sur l'aménagement du territoire, qui regroupera des représentants de chacune des six commissions permanentes de l'Assemblée. Cette mission devrait, à l'approche du débat parlementaire, se transformer en une commission spéciale chargée du dossier.

G. C.

Lire également « Dans la presse » page 15

Les sénateurs adoucissent le texte sur les nominations dans la fonction publique

Le Sénat a adopté, en première lecture, mardi 26 avril, le projet de loi destiné à assurer l'impartialité des nominations au tour extérieur dans la fonction publique et à contrôler les modalités d'accès des fonctionnaires à des fonctions privées. Toutefois les sénateurs ont assoupli plusieurs dispositions adoptées par l'Assemblée nationale. La majorité a approuvé le texte ainsi amendé, tandis que socialistes et communistes votaient contre.

Décidément, en ce début de session parlementaire, le Sénat semble abonné aux débats passionnés. On l'a vu récemment avec le projet de loi sur la langue française, on l'a revu, mardi 26 avril, lors de l'examen du projet tendant à moraliser les relations entre l'administration et le secteur privé, qu'il s'agisse des nominations au tour extérieur ou du « pantouflage » de hauts fonctionnaires dans le secteur privé.

La discussion de ce texte, adopté à l'Assemblée nationale en décembre 1993 (*le Monde* du 13 décembre), a pourtant commencé sobrement, chacun s'efforçant de s'en tenir à de pieuses généralités ou à de discrètes allusions, à l'image de François Blaizot (Union centriste, Charente-Maritime), rapporteur de la commission des lois. Mais, lorsque vint son tour, Yves Guéna (RPR, Dordogne) n'y alla pas par quatre chemins. *« Il y a l'usage »* des recrutements extérieurs, *« souhaitable pour éviter que les grands corps ne se replient sur eux-mêmes »*. Mais il y a aussi les *« abus »*, conduisant à *« la politisation de l'administration. Nous avons certes péché, nous aussi, mais depuis une dizaine d'années, elle a pris une autre ampleur. Il ne s'agit pas de transformer l'administration en sinécure pour éclopés de la politique »*, lançait-il. Et pour étayer son propos, M. Guéna citait des noms d'anciens ministres socialistes, comme Georges Fillioud, André Henry, Pierre Joxe, Henri Nallet ou René Souchon, qui ont rejoint la haute fonction publique et ses corps d'inspection depuis quelques années. Il évoquait même *« des promotions aussi fracassantes qu'injustifiées comme celle du gendre du propriétaire du Vieux Morvan »*, cet hôtel de Chateau-Chinon (Nièvre) où le président de la République eut longtemps ses habitudes.

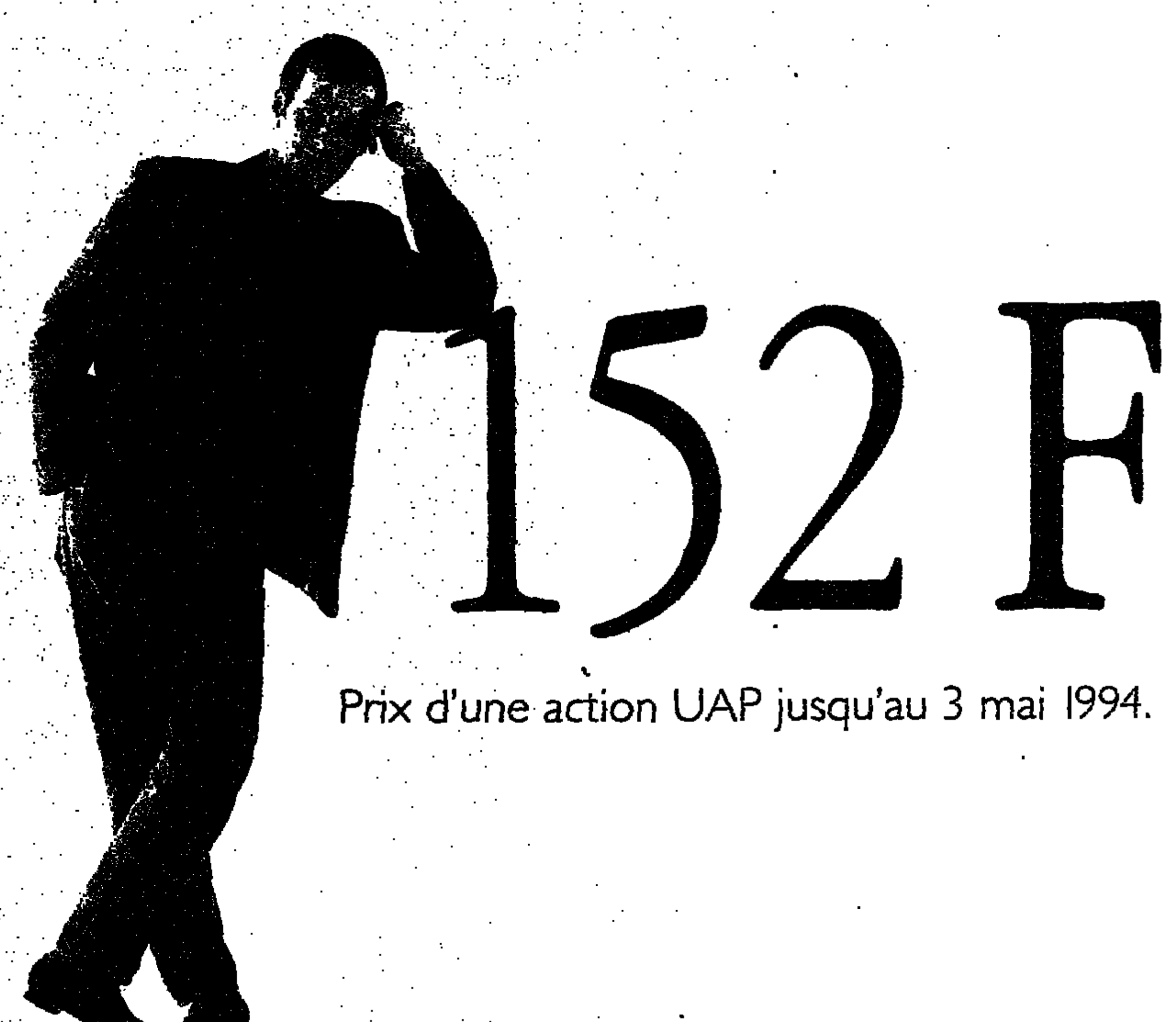
La réplique du groupe socialiste, par la voix de Guy Allouche (PS, Nord), ne se faisait pas attendre. *« Neutralité, impartialité, transparence, retour à l'éthique républicaine, qui ne souscrirait à ces principes ? Mais depuis un an, les actes du gouvernement infirment sérieusement ses intentions louables et les vieux démons ont vite repris le dessus »*, lançait-il, avant de souligner que depuis la mise en place du gouvernement de M. Balladur, *« il y a eu 248 nominations à* caractère politiqu*e »*.

Cette passe d'armes achevée, les sénateurs pouvaient passer aux choses sérieuses et introduire des *« aménagements »* au texte adopté par les députés afin de l'assouplir. Ainsi, en ce qui concerne le « pantouflage », les sénateurs ont supprimé l'obligation faite à l'administration de se conformer à l'avis de la commission mise en place depuis 1991 pour apprécier l'incompatibilité éventuelle des fonctions envisagées dans le privé avec les fonctions exercées auparavant dans l'administration par l'intéressé. De même, les sénateurs ont écarté les militaires du champ d'application de la future loi.

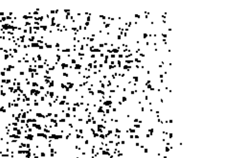
Quant à la procédure de nomination au tour extérieur, les sénateurs ont supprimé quelques dispositions qui prévoyaient la publicité des décisions de la commission sur les nominations.

GÉRARD COURTOIS

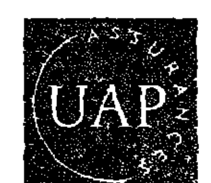
PRIVATISATION DE L'UAP

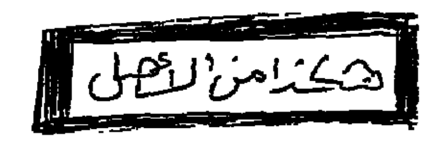


Un document de référence enregistré par la COB (R94-001) et une note d'opération définitive visée par la COB (94-221) sont disponibles auprès de votre banque, de votre société de bourse, du Trésor Public, des Caisses d'Epargne et de la Poste. 10 % des actions mises en vente sur le marché seront réservées aux salariés et anciens salariés de l'UAP à des conditions préférentielles. Pour toute information sur l'UAP, adressez-vous à votre interlocuteur privilégié, votre agent général ou votre conseiller UAP ou appelez le 05 11 1994 (appel gratuit) ou composez le 36 14 UAP. Anciens salariés : contactez votre établissement d'origine ou le 05 10 1000 (appel gratuit).









La préparation des élections européennes

La « dauphine » de Dominique Baudis, sur la liste européenne de la majorité, sera Hélène Carrère d'Encausse (*le Monde* du 22 avril). Membre de l'Académie française, spécialiste de l'ex-bloc soviétique et ancienne présidente du comité national pour le « oui » à la ratification du traité de Maastricht au référendum de septembre 1992, Mme Carrère d'Encausse a accepté l'offre qui lui était faite par le RPR dont elle devient adhérente.

■ PARTI COMMUNISTE. La liste du PCF, conduite par Francis Wurtz, ne fait qu'une faible part aux candidats d'« ouverture ». Les « refondateurs », qui demeurent membres du parti, ont eux-mêmes refusé d'y participer. Pourtant, Robert Hue s'efforce de faire accepter par les militants communistes sa proposition de débats avec toutes les forces de gauche.

Mme Carrère d'Encausse représentera le RPR derrière M. Baudis

L'arrivée de l'académicienne Hélène Carrère d'Encausse, en seconde position, sur la liste de la majorité conduite par Dominique Baudis (UDF-CDS), député de Haute-Garonne et maire de Toulouse, ne va pas faire que des heureux au RPR.

Ainsi que *le Monde* l'avait annoncé dans son édition du 22 avril, le parti néogaulliste a trouvé « la femme idéale » qu'il cherchait, en la personne de *Mme Carrère d'Encausse*. Un nom qui ne peut que susciter l'enthousiasme de l'UDF où il avait été également évoqué, surtout chez les gsicardiens.

Après avoir demandé un délai de réflexion de quarante-huit heures, cette spécialiste de l'ex-URSS et ancienne présidente du comité national pour le « oui » à la ratification du traité de Maastricht, a donné, mardi 26 avril, une réponse positive aux dirigeants du RPR qui l'avaient sollicitée.

En échange de cette offre, elle a dû se plier à une petite condition politique : prendre sa carte du RPR. Elle, qui se situait en août 1992 dans la *« mouvance libérale »* qui caractérise plus l'UDF que le RPR, se retrouve aujourd'hui membre d'un parti qui a majoritairement répondu « non » à l'occasion du référendum de septembre 1992 sur la ratification du traité de l'Union européenne. *La constitution de* cette liste commune du RPR et de l'UDF n'en est plus, il est vrai, à un paradoxe près.

Alors que tous les pronostics indiquaient que Jean-François Deniau (UDF-PR), député et président du conseil général du Cher, serait désigné, le 5 avril par le bureau politique de la confédération libérale comme chef de file de cette liste de la majorité, c'est finalement M. Baudis qui, avec le soutien de Valéry Giscard d'Estaing et des petites composantes de l'UDF, était sorti du chapeau.

La grogne de MM. Séguin et Pasqua

Cette surprise avait suscité la mauvaise humeur dans les rangs du Parti républicain de Gérard Longuet, ministre de l'industrie. Le choix de M. Baudis par l'UDF avait provoqué également, au RPR, des remous que Jacques Chirac avait vite calmés en manifestant, devant le bureau politique, le peu d'intérêt qu'il attachait à cette consultation. Les vrais choix s'effectuant, selon lui, à l'occasion de l'élection présidentielle.

Dans le mouvement, les poids lourds du « non » à Maastricht, Charles Pasqua et Philippe Séguin, avait donné un signe de leur désapprobation en ne participant pas à la réunion de l'instance chargée de « ratifier » la candidature du maire de Toulouse – qui en avait *« pris acte »*, sans autre commentaire public superflu.

Face à cette situation, certains dirigeants néogaullistes nourrissaient l'espoir de choisir un « anti-Maastricht » comme second de M. Baudis pour compenser l'image par trop *« européiste »* et *« bêlante »* que celui-ci, selon eux, donne à la liste majoritaire. Le nom de Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR et opposant avéré au traité européen, avait même été avancé. M. Debré avait décliné l'offre pressante qui lui était faite.

Député de l'Eure, il serait tombé sous le coup d'une règle édictée par les deux secrétaires généraux du RPR et de l'UDF, Alain Juppé et François Bayrou : l'obligation de se démettre de son siège national pour se consacrer à la mission européenne. Une injonction à laquelle M. Baudis avait accepté par avance de se plier en annonçant, au soir de sa désignation, sa décison de donner sa démission de son mandat de député de Haute-Garonne.

Privée de ministres par la volonté du chef du gouvernement, la liste majoritaire était, dès lors, privée aussi de députés par la volonté des partis. Une réponse du berger à la bergère. Dans ces conditions, l'idée de proposer Mme Carrère d'Encausse pour la seconde place réservée aux néogaullistes a été soumise par Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Elle a tout de suite reçu un soutien chaleureux du ministre des affaires étrangères et du maire de Paris. M. Pasqua, en revanche, y a vu une confirmation de la ligne imprimée par M. Baudis, ce qui ne peut recevoir son assentiment.

Le conseil national de l'UDF devait lancer officiellement, jeudi 28 avril, sa campagne européenne tandis que le RPR réunira, le 4 mai, sa commission d'investitures – il reste, à force de sélections, une trentaine de noms pour les vingt premières places « éligibles » réservées aux néogaullistes – et, le 6 mai, son conseil national pour ratification.

Le dernier sondage connu, réalisé par l'IFOP pour *l'Express* les 14 et 15 avril auprès d'un échantillon de 960 personnes, indique que la liste de M. Baudis recueillerait 37 % des intentions de vote tandis que celle des socialistes pilotée par Michel Rocard obtiendrait 18 %. Derrière elles, la liste du Front national est créditée de 10 %, celle de Bernard Tapie de 9 %, alors que les listes du PCF, celle de *« l'autre politique »* de Jean-Pierre Chevènement et celle de *« l'autre Europe »* de Philippe de Villiers auraient chacune 5 % des intentions de vote.

OLIVIER BIFFAUD

M. Le Pen espère franchir « le cap des 15 % »

La veille encore, Martine Lehideux *avait l'assurance de figurer en* deuxième place sur la liste européenne conduite par Jean-Marie Le Pen, liste que le président du Front national a présentée, mardi 26 avril, à Oignies (Pas-de-Calais), sur fond de friches industrielles, de puits de mines désaffectées et de cimetières militaires (*le Monde* du 27 avril). Le jour de la présentation, la vice-présidente du groupe technique des droites européennes à l'Assemblée de Strasbourg s'est retrouvée en douzième position.

Elle n'a pas beaucoup apprécié cette rétrogradation. L'explication officielle est qu'elle a déjà accompli deux mandats européens. Comme le chef de file du parti d'extrême droite ou comme Jean-Marie Le Chevallier, qui passe de la quatrième place en 1989 à la neuvième place aujourd'hui. Son recul est, en fait, le résultat d'une intense campagne, auprès de M. Le Pen, de Marie-France Stirbois et de ses amis pour obtenir une meilleure place que la dixième qui lui avait, initialement, été attribuée. N'étant pas un adepte de *« l'arithmétique sexuelle »*, M. Le Pen n'a donc *retenu qu'une femme parmi* les dix premiers candidats (elles sont, au total, vingt-trois sur la liste). Au final, Mme Stirbois, nouveau conseiller général d'Eure-et-Loir, a décroché la sixième position, juste derrière Carl Lang, secrétaire général du parti d'extrême droite, qui fait son entrée dans le Gotha européen frontiste.

Afin de s'épargner des choix douloureux, M. Le Pen a eu recours, à partir de la vingt-neuvième place – une position sans conséquence –, à une technique très peu politique : attribuer à trente-cinq candidats un numéro de place correspondant au numéro de leur département d'origine.

La liste fait la part belle au *bureau politique, dont les seize pre*miers candidats sont membres, et aux régions Ile-de-France (quinze représentants) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (neuf représentants). M. Le Pen a indiqué qu'il ne serait *« pas vaniteux »* en espérant franchir *« le cap des 15 % »* le 12 juin prochain.

O. B.

Les candidats du Front national

1. **Jean-Marie Le Pen**, président du Front national (FN), c. r. Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), d.e.s.; **Bruno Mégret**, délégué général du FN, c. r. PACA, d.e.s.; **Bruno Gollnisch**, vice-président du FN, c. r. Rhône-Alpes, d.e.s.; **Jean-Claude Martinez**, c. r. Languedoc-Roussillon, d.e.s.; **Carl Lang**, secrétaire général du FN, c. r. Nord-Pas-de-Calais; **Marie-France Stirbois**, c. g. Eure-et-Loir, c. r. Centre; **Bernard Antony**, c. r. Midi-Pyrénées, d.e.s.; **Yvan Blot**, c. r. Alsace, d.e.s.; **Jean-Marie Le Chevallier**, c. r. PACA, d.e.s.; 10. **Fernand Le Rachinel**, c. g. Manche, c. r. Basse-Normandie; **Jean-Yves Le Gallou**, c. r. Ile-de-France; **Martine Lehideux**, c. r. Ile-de-France, d.e.s.; **Dominique Chaboche**, vice-président du FN, c. r. Haute-Normandie; **Pierre Durand**, c. r . Ile-de-France; **Jacques Tauran**, d.e.s.; **Sid Hamed Yahiaoui**, c. r. Ile-de-France; **Huguette Fatna**; **Roger Holeindre**, c. r. Ile-de-France; **Lydia Schénardi**; 20. **Jean-Pierre Reveau**, c. r. Ile-de-France; **Sophie Brissaud**, c. r. Ile-de-France; **Jean-Baptiste Biaggi**; **Myriam Baeckeroot**, c. r. Ile-de-France; **Franck Timmermans**, secrétaire général adjoint du FN, c. r. Ile-de-France; **Marie-Claude Roussel**, c. r. PACA; **Jean-Claude Bardet**, c. r. Lorraine; **Josiane Pastorel**, c. r. PACA; **Charles Cavin**, c. r. Bourgogne; **Olivier Morize**, c. r. Bretagne; 30. **Lorrain de Saint-Affrique**, c. r. Languedoc-Roussillon; **Charles de Chambrun**, c. r. Languedoc-Roussillon; **Martial Bild**, c. r. Ile-de-France; **Valérie Colombier**; **Alain Jamet**, c. r. Languedoc-Roussillon; **Yann Cadoret**; **Sophie Lespagnon**, c. r. Ile-de-France; **Agnès Belbeoch**, c. r. Centre; **Mireille d'Ornano**, c. r. PACA; **Jean-François Galvaire**, c. r. Poitou-Charentes; 40. **France Prenat**; **Anne-Marie Chalvet**, c. r. Centre; **Robert Hemmerdinger**, c. r. Ile-de-France; **Hubert Fayard**, c. r. Auvergne; **Arnaud de Périer**, c. r. Pays de la Loire; **Maurice Etienne**, c. r. Centre; **Claudine Dupont-Tingault**; **Jean d'Ogny**, c. r. Centre; **Louis Le Guillet**; **Samuel Maréchal**, directeur du FNJ; 50. **Jean Luciani**, c. r . Ile-de-France; **Bruno Subtil**, c. r. Champagne-Ardennes; **Jean-Michel Dubois**, c. r. Ile-de-France; **Wallerand de Saint-Just**, c. r. Picardie; **Maurice Gros**, c. r. PACA; **Albert Peyron**, c. r. PACA; **René Bouin**, c. r. Pays de la Loire; **Nicole Dorlin**, c. r. Lorraine; **Régis de la Croix Vaubois**, c. r. Bourgogne; **Robert Moreau**, c. r. Nord-Pas-de-Calais; 60. **Pierre Descaves**, c. r. Picardie; **Yves Dupont**, c. r. Haute-Normandie; **François Porteu de La Morandière**, c. r. Nord-Pas-de-Calais; **Claude Jaffrès**, c. r. Auvergne; **Georges Masselot**; **Jean-Pierre Gost**, c. r. PACA; **Michel de Cacqueray**, c. r. Languedoc-Roussillon; **Alma Ullmann-Jousselin**, c. r. Alsace; **Gérard Freulet**, c. r. Alsace; **Denis de Bouteiller**, c. r. Rhône-Alpes; 70. **Jacques Robichez**; **Vanessa Bickers-Garcia**; **Valérie Barlemont**; **Georges Ract**, c. r. Rhône-Alpes; **Michel Landrivon**, c. r. Rhône-Alpes; **Serge Martinez**; **Gilles Pennelle**, c. r. Haute-Normandie; **Jean-François Jalkh**, c. r. Ile-de-France; **Jean-Claude Varanne**; **Jean-Romée Charbonneau**, c. r. Poitou-Charentes; 80. **Catherine Payet-Génie**; **Marie-Christine Boutonnet**, c. r. Midi-Pyrénées; **André Jacquot**; **Eliane Guillet de la Brosse**, c. g. Var; **Marie-Claude Bompard**; **Carmel Groisard**; **Antoine Orabona**, c. r. Limousin; **Georges-Paul Wagner**.

Abréviations : m. : maire ; adj. m. : adjoint au maire ; c. g. : conseiller général ; c. r. : conseiller régional ; d. : député ; s. : sénateur ; d.e.s. : député européen sortant.

L'Académie au service de l'Europe de Maastricht

« Le traité de Maastricht, c'est le portillon que l'on doit franchir pour aller plus loin », déclarait, le 25 août 1992, Hélène Carrère d'Encausse, présidente du comité national pour le « oui » dont Jack Lang avait souhaité la création une semaine auparavant. Prudente, la présidente ajoutait cependant que *« ceux qui sont pour le « non » ont raison d'avoir peur »* de la technocratie bruxelloise. Les néogaullistes hostiles à l'Union européenne devront se contenter de cette petite réserve.

Cet engagement dans la campagne référendaire, n'est pourtant pas le premier coup d'essai de Mme Carrère d'Encausse en dehors de son domaine universitaire de compétence. En juin 1987, elle participe déjà à la « commission des sages » mise en place par Jacques Chirac, alors premier ministre, pour réfléchir à une éventuelle réforme du code de la nationalité.

Avant d'appartenir au cercle des personnalités indiscutables dont les gouvernants, parfois, recherchent la caution, Mme Carrère d'Encausse s'est fait un nom à l'université. Née le 6 juillet 1929 à Paris, issue d'une famille originaire de Géorgie, elle reçoit en héritage l'anticommunisme de ses parents et se tourne très tôt vers la soviétologie. Après une thèse consacrée aux musulmans de l'empire russe, un livre au titre prémonitoire *l'Empire éclaté* la consacre en 1978.

Suivent alors une série d'ouvrages qui lui permettent de concilier sa rigueur scientifique et ses talents médiatiques : *le Pouvoir confisqué*, en 1982, *le Grand Frère*, en 1983, puis *La déstalinisation commence*, en 1984, et *le Malheur russe*, en 1988. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, responsable de la section URSS-Europe de l'Est au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, la *« soviète suprême »*, comme la surnomme *Libération* en 1986, est, en outre, *visiting professor* dans de nombreuses universités américaines.

La réalisation, au fil des années 80, de sa prédiction sur la fin du bloc soviétique lui permet de triompher et d'écrire *la Gloire des nations ou la Fin de l'empire soviétique*, en 1990. Elle commente alors régulièrement dans *le Figaro* les déboires de Mikhaïl Gorbatchev, *puis ceux de Boris Eltsine*, en attendant la suite. Le pédagogue, en même temps que l'écrivain, accède à l'Académie française, le 13 décembre 1990.

GILLES PARIS

Le PCF présente une liste en décalage avec sa nouvelle stratégie d'ouverture

Le conseil national du Parti communiste s'est achevé, mardi 26 avril, par la ratification de la liste que conduira Francis Wurtz aux élections européennes. Le Parti communiste compte mener sa campagne, qui commencera le 5 mai par un grand rassemblement au Palais des sports de Paris, dans le prolongement du *« non de gauche »* au référendum sur le traité de Maastricht. *« Les gens, instruits par l'expérience, font mieux qu'hier le lien entre leur vécu quotidien, la responsabilité du gouvernement et les orientations européennes »*, a expliqué M. Wurtz.

La liste communiste comporte davantage de femmes (45 sur 87) que d'hommes. En revanche, la volonté d'ouverture est des plus réduites. L'écrivain Jean Vautrin, annoncé en huitième position (*le Monde* du 9 avril), a renoncé à se porter candidat *« pour des raisons personnelles et des vicissitudes de santé »*, explique-t-il dans une lettre rendue publique. La première candidate d'« ouverture », la journaliste Aline Pailler, avait réalisé un livre d'entretien, *Un monde à changer*, en 1993 avec M. Wurtz. Le second est Georges Erichot, secrétaire général du Parti communiste martiniquais, à la douzième place.

Par la voix de Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, qui redoute que *« la dimension protestataire l'emporte finalement sur la perspective d'une autre construction européenne »*, les « refondateurs » ont confirmé leur refus de participer à la liste. *« D'un côté, on soutient que la proposition de pacte unitaire traduit la volonté du PCF de ne pas concevoir le rassemblement autour du parti, et, de l'autre, on va aux européennes avec une liste classique »*, a expliqué M. Hermier. Quant à Philippe Herzog, autre constataire, candidat en troisième place, il a choisi de faire entendre sa différence lors d'une conférence de presse organisée au lendemain du conseil national.

Calendrier retardé

La réunion de ce conseil a, du reste, été occupée, pour l'essentiel, par un large débat sur la proposition de pacte unitaire pour le progrès. Le secrétaire national, Robert Hue, s'est de nouveau livré à un vigoureux plaidoyer pour défendre son initiative. *« A très franchement parler, comment imaginer que le Parti communiste pourra être en mesure de se renforcer sensiblement s'il ne prend pas des initiatives politiques ? »*, a-t-il lancé à ceux qui redoutent *« le caractère prématuré et donc dangereux »* des futures rencontres prévues avec les autres partis de gauche. *« Nous n'allons pas engager la campagne électorale pour les européennes comme si cette initiative du pacte n'avait pas eu lieu »*, a-t-il ajouté à l'adresse de ceux qui cherchent à gagner du temps.

Lors d'une rencontre avec la presse, il a reçu le soutien de Jean-Claude Gayssot, secrétaire chargé des fédérations, pour lequel le PCF est *« farouchement pour une entente des forces démocratiques, mais sur d'autres bases que par le passé »*. Le calendrier de la mise en œuvre du pacte paraît cependant retardé : les *« espaces de rencontre et de dialogue »* ne seront *« déployés en grand »* qu'au lendemain du scrutin du 12 juin pour aboutir à un premier bilan à l'automne prochain.

J.-L. S.

Les candidats communistes

1. – **Francis Wurtz**, d.e.s.; **Sylviane Ainardi**, d.e.s., c. r. Midi-Pyrénées; **Philippe Herzog**, d.e.s.; **Gisèle Moreau**, cons. de Paris; **René Piquet**, d.e.s.; **Mireille Elmalan**, d.e.s., adj. m. Pierre-Bénite; **Aline Pailler**; **Jean Querbes**, d.e.s., c . r. Aquitaine; **Alain Bocquet**,d. du Nord, c. r.; 10. – **Sylvie Vassallo**; **Sylvie Mayer**, d.e.s.; **Georges Erichot**; **Alain Clary**, c. g. du Gard, c. r. du Languedoc-Roussillon; **Rémy Auchedé**, c. g.,d. du Pas-de-Calais; **Danielle Demarch**, c. r. de Provence-Alpes-Côte-d'Azur; **Félix Leyzour**, m. de Callac, s. des Côtes-d'Armor; **Laetitia Meignan**; **Maryvonne Rioual**, adj. m. du Havre, c. g. de Seine-Maritime; **Bernard Lacombe**, c. r. d'Ile-de-France; 20. – **Marie-France Beaufils**, c. g . d'Indre-et-Loire, m. de Saint-Pierre-des-Corps; **Daniel Creoff**, m. de Berrien, c. g. du Finistère; **Guy Chapouillie**; **François Liberti**, c. g. de l'Hérault, c. r. du Languedoc-Roussillon; **Joëlle Daeschler**, adj. m. d'Hagondange; **Robert Bret**; **Dalila Allali**; **Jean-Louis Bargero**, m. de Champigny, c. g. du Val-de-Marne; **Dominique Grador**, c. r. du Limousin; **Marina Olles**; 30. – **Brigitte Meunier**; **Jeanine Porte**, c. g. des Bouches-du-Rhône; **Claude Constant**, adj. m. de Nantes; **Monique Gallois**; **Paul Fromonteil**, c. r. de Poitou-Charentes; **Pierre Fontenas**, m. de Tarnos, c. g. des Landes; **Maxime Camuzat**, m. de Saint-Germain-du-Puy, c. g. du Cher; **Rose Katz**; **Michel Ginès**, m. de Damparis, c. g. du Jura; **Annick Mattighello**, c. m. de Lille, c. r. du Nord-Pas-de-Calais; 40. – **Jean Reyssier**, m. de Châlons-sur-Marne; **Viviane Theophilides**; **Michel Stefani**; **Charles Caressa**; **Max Nublat**, m. de Montargis; **Michèle Girard**, m. de Garchizy, c. r. de Bourgogne; **Robert Clément**, m. de Romainville, prés. du cons. gén. de Seine-Saint-Denis; **Alix Suchecki**, adj. m. de Saint-Quentin; **Laurent Muth**; **René Vautier**; 50. – **Marie-Claude Beaudeau**, s. du Val-d'Oise; **Bernard Moncla**; **Chantal Leblanc**, adj. m. d'Abbeville, c. r. de Picardie; **Jean-Pierre Bosino**, m. de Montataire; **Marie-Jeanne Gobert**; **Raymond Erracarret**, m. de Tarbes, c. r. de Midi-Pyrénées; **Cathy Apourceau**; **Catherine Margate**, adj. m. de Malakoff, c. g. des Hauts-de-Seine; **Michel Germa**, prés. du cons. gén. du Val-de-Marne; **Monique Gallay**, adj. m. d'Echirolles; 60. – **Jean Vila**, m. de Cabestany, c. g. des Pyrénées-Orientales, c. r. du Languedoc-Roussillon; **Hélène Luc**, c. g., s. du Val-de-Marne; **Guillaume Laybros**, c. r. d'Auvergne; **Muguette Jacquaint**,d. de Seine-Saint-Denis; **René Visse**, c. g. des Ardennes, c. r. de Champagne-Ardenne; **Huguette Herin**; **Juliette Liebert**, adj. m. de La Rochelle; **Joseph Sanguedolce**; **Marie-Jeanne Rivera**, adj. m. de Limoux; **André Gerin**, m. de Vénissieux,d. du Rhône; 70. – **Nicole Picandet**, adj. m. de Montluçon, c. g. de l'Allier; **Christian Audouin**, c. g. de Haute-Vienne; **Monique Biron**; **Ivan Renar**, s. du Nord, c. r. du Nord-Pas-de-Calais; **Yasmine Boudjenah**; **Daniel Brunel**, c. r. d'Ile-de-France; **Françoise Gamper**; **Brigitte Berland**; **Alain Bouvier**, m. de Saint-Georges-des-Hurtières, c. g. de Savoie; **Régine Poux-Rouxel**; 80. – **Serge Morin**, adj. m. de Lorient, c. r. de Bretagne; **Marcelle Fontaine**, *c. g. de Haute-*Marne; **Annick Legoff**; **Alain Casoni**, m. de Villerupt, c. g. de Meurthe-et-Moselle; **Nicette Aubert**, c. r. de Provence-Alpes-Côte-d'Azur; **Andrée Oger**, m. de Croth, c. g. de l'Eure; **Nadine Garcia**; **Charles Lederman**, s. du Val-de-Marne.

Noël Mamère devrait figurer sur la liste radicale. – L'ancien vice-président de Génération Ecologie, Noël Mamère, maire de Bègles (Gironde), devrait figurer en position éligible sur la liste conduite par Bernard Tapie aux élections européennes. La composition de cette liste, que le président du Mouvement des radicaux de gauche, Jean-François Hory, souhaitait voir s'ouvrir à des écologistes, sera présentée le 30 avril lors d'une convention du MRG.

Une étude du ministère de la santé, de l'INSEE et du CREDES

Psychotropes : la boulimie des Français

Selon une étude de l'INSEE, du CREDES et du ministère de la santé, rendue publique mercredi 27 avril, plus de 11 % des adultes consomment en France, de manière régulière et souvent sur de longues périodes, un ou plusieurs médicaments psychotropes.

■ SOUS-ÉVALUATION. Ce chiffre est probablement sous-évalué, car l'enquête ne prend pas en compte les personnes âgées vivant en institution, les malades hospitalisés en psychiatrie, ni les prisonniers. Cette surconsommation de médicaments psychotropes touche de manière plus générale, tous ceux qui ont des difficultés d'insertion familiale ou sociale.

Pour répondre aux questions sur la consommation en France de médicaments psychotropes, des chercheurs publient une étude qui porte sur 21 600 personnes. Cet «échantillon» de la population concerne 8 200 ménages *«ordinaires»*, ce qui exclut les personnes âgées vivant en maison de retraite ou dans des services hospitaliers de long séjour, ainsi que les personnes hospitalisées en psychiatrie ou incarcérées dans des établissements pénitentiaires. De même, sont exclues de cette étude les personnes sans domicile fixe ou celles qui habitent dans des logements précaires. A cet égard, les chiffres fournis ne peuvent que constituer une sous-évaluation de la consommation médicamenteuse nationale.

«A l'analyse, il nous a semblé intéressant de publier les données originales dont nous disposions sur un sujet dont on débat beaucoup, mais pour lequel il nous semblait que certains chiffres antérieurs pouvaient être critiqués», explique au *Monde* Pierre Mormiche, de l'INSEE.

Ainsi, 11,3 % des adultes français déclarent consommer régulièrement un médicament psychotrope depuis plus de six mois, ce médicament ne pouvant être obtenu que sur prescription médicale. Les médicaments psychotropes sont définis comme des substances ayant la propriété d'agir sur différentes facettes de l'activité cérébrale. On en distingue plusieurs familles (tranquillisants, hypnotiques, antidépresseurs, neuroleptiques, sédatifs et psychostimulants).

Les trois groupes médicamenteux les plus souvent cités par les «consommateurs» de psychotropes sont les tranquillisants ou anxiolytiques, au premier rang desquels les benzodiazepines (7,3 %), devant les hypnotiques ou somnifères (3,6 %) et les antidépresseurs (2 %). *«Près du quart des consommateurs réguliers de psychotropes (soit 2,3 % de la population) consomment deux types ou plus de médicaments»*, notent les auteurs de cette étude qui, en outre, soulignent que *«plus de la moitié des consommateurs (57 %) avaient démarré leur traitement depuis au moins cinq ans au moment de l'enquête et un tiers d'entre eux depuis dix ans ou plus»*.

Les chercheurs notent que le relevé détaillé des achats de médicaments de toute nature effectués au cours de l'enquête confirme l'intensité et l'importance de ces consommations régulières. Les consommateurs réguliers achètent en moyenne 20 boîtes par an.

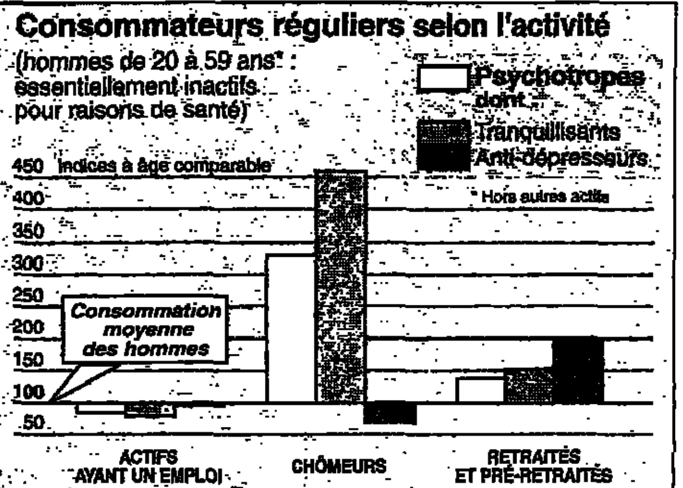
«Il s'agit bien, pour eux, de consommation quotidienne, écrivent les auteurs. *Les principaux motifs des traitements réguliers et prolongés annoncés par les enquêtés* (...) *sont la dépression ou l'état dépressif (44 % des cas), les troubles du sommeil (25 %), l'angoisse ou l'anxiété (16 %). On évoque aussi conjointement le sentiment d'isolement ou le manque d'espoir dans l'avenir (36 % pour chacun de ces deux symptômes)»*.

Cette étude confirme que les psychotropes sont consommés davantage par les femmes que par les hommes. La proportion croît aussi nettement avec l'âge. Après 50 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes, plus de 17 % de la population ont recours à ces médicaments, ainsi que près de 30 % des femmes sexagénaires. Deux situations apparaissent particulièrement inquiétantes : il s'agit d'abord du veuvage, qui favorise le recours régulier à de telles substances. Entre 40 et 49 ans, la proportion de consommateurs veufs ou veuves, vivant seuls, est de deux fois supérieure à celle de l'ensemble des quadragénaires. En revanche, les divorcés vivant seuls ne manifestent pas de penchant particulier pour ces produits.

La deuxième situation critique touche les victimes du chômage, les hommes en premier lieu *(voir tableau)*. Chez les femmes, les écarts par rapport à la consommation moyenne sont notables, mais moins nets que chez les hommes. *«La proportion de consommatrices régulières parmi les femmes au foyer est légèrement plus élevée que parmi les femmes chômeuses*, notent les auteurs. *Celles-ci consomment surtout plus souvent des antidépresseurs et des hypnotiques. En revanche, pour les autres produits, notamment les tranquillisants, ce sont bien les ménagères, c'est-à-dire les femmes au foyer non retraitées, qui en consomment le plus fréquemment.» «Plus l'insertion sociale paraît bonne*, conclut cette étude, *plus les recours aux psychotropes sont faibles»*. Les chercheurs ont exploité certaines des données établies à partir de l'enquête générale sur la santé et les soins médicaux qui a été menée, du 1er avril 1991 au 31 mars 1992.

J.-Y. N.

► «La consommation régulière de psychotropes», est une étude rédigée par Nicole Guignon (SESI, ministère de la santé), Pierre Mormiche (INSEE) et Catherine Sermet (CREDES, Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé).



Ce sont les chômeurs qui consomment le plus souvent des psychotropes, correction faite des effets dus à l'âge. L'écart avec les hommes qui occupent un emploi est considérable : la consommation en psychotropes des chômeurs est trois fois plus élevée. Curieusement, ce sont les tranquillisants qui expliquent cet écart, alors que les traitements aux antidépresseurs sont relativement rares.

COMMENTAIRE

Les défavorisés sous tranquillisants

LA souffrance mentale ne peut pas être réduite à une fatalité biologique, aux seuls dysfonctionnements moléculaires cérébraux ou aux résultantes pathologiques des histoires individuelles. La perception de cette souffrance, ses modes d'expression et sa médicalisation sont éminemment variables. Dans le monde industrialisé, le niveau et le type de consommation des médicaments psychotropes devraient, en toute rigueur, figurer parmi les principaux critères permettant d'évaluer l'état de santé des populations.

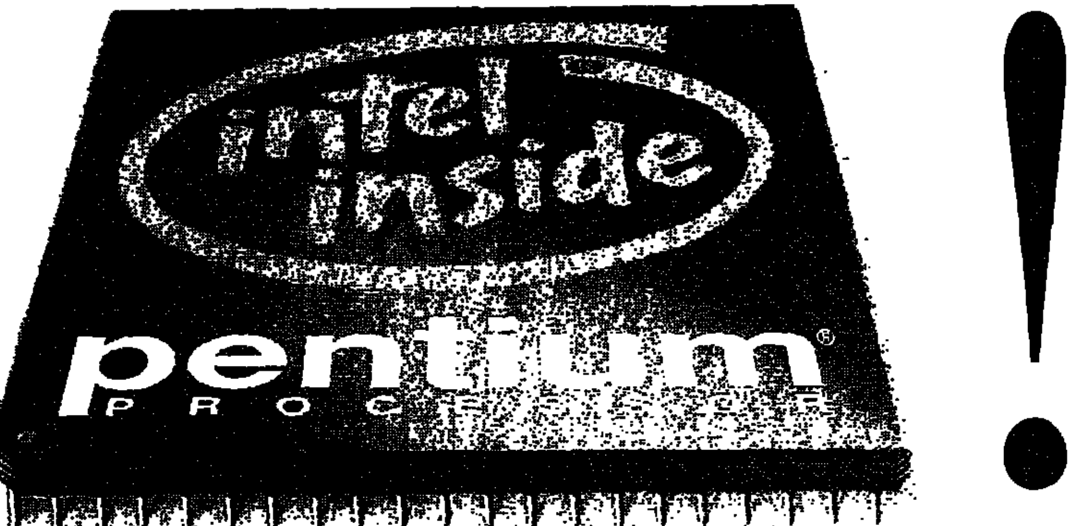
L'épidémiologie psychiatrique étant une discipline encore en gestation, on ne dispose malheureusement pas en France d'instruments de mesure qui permettraient de définir, avec précision, les différentes composantes médicales d'une telle consommation. On ne possède pas non plus les outils qui autoriseraient de fructueuses comparaisons à l'échelon international.

Pour autant, le bilan chiffré qui vient d'être publié témoigne de l'inquiétante situation de la France. Une première alerte avait été lancée, en 1989, par un groupe de cinq «sages». Un autre constat était ensuite établi, à la fin de 1990, par un groupe de réflexion sur *«l'utilisation des hypnotiques et tranquillisants en France»* placé sous la présidence du professeur Legrain. Ce groupe formulait une série de propositions concrètes concernant l'information des patients, la formation des médecins et des pharmaciens, la prescription et le remboursement de ces substances médicamenteuses. Mais les pouvoirs publics et les autorités sanitaires ne devaient en tirer aucune mesure efficace et les ministres actuellement en charge de la santé ne semblent pas non plus soucieux de réforme. Cette nouvelle étude démontre pourtant que, dans un contexte de surconsommation nationale, ce sont en priorité les plus défavorisés, notamment les chômeurs, qui sont concernés par ce phénomène au long cours. Plus encore que la *«psychiatrisation de l'existentiel»*, dénoncée par le professeur Edouard Zarifian dans un ouvrage dérangeant et salutaire (*Des paradis plein la tête*, Ed. Odile Jacob), on est bien en face d'un phénomène d'utilisation collective d'un arsenal médicamenteux à des fins sociales.

Acceptera-t-on longtemps encore de se satisfaire d'une situation où l'angoisse de ceux que la société industrielle rejette ne trouve, en écho, que des médecins et des médicaments modificateurs du fonctionnement cérébral?

JEAN-YVES NAU

Puissamment



!

Profitez-en dès maintenant.



pentium PROCESSOR

Si votre prochain PC est équipé du processeur Pentium® accrochez-vous, car il va déborder de puissance.

La puissance qu'il vous faut pour les applications modernes les plus sophistiquées, comme la PAO ou les logiciels de présentation, ou encore les jeux.

La puissance qui permet à votre PC de travailler au rythme effréné de 166 millions d'instructions par seconde.* De quoi réveiller vos tableurs et logiciels intégrés.

La puissance du processeur Pentium est compatible avec plus de 50 000 applications existantes. Et elle est disponible chez plus de 150 constructeurs qui proposent déjà des PC équipés du processeur Pentium.

Le processeur Pentium est une excellente raison de plus pour exiger que votre nouveau PC porte le symbole "Intel Inside®" Alors, essayez sans tarder un PC équipé du processeur Pentium.

Ou appelez le 05 90 72 96 (l'appel est gratuit) et demandez la documentation nº PE35. C'est puissamment convaincant.

intel®

© 1994 Intel Corporation. *Performance du processeur Pentium cadencé à 100 MHz

Après la polémique entre MM. Pasqua et Méhaignerie

M. Balladur estime clos le débat sur le comportement des magistrats

Le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, était prêt à s'expliquer, mercredi 27 avril, au cours de la séance des questions d'actualité, à l'Assemblée nationale, sur la polémique qui l'a opposé à Charles Pasqua, ministre de l'intérieur. Toutefois, il n'est pas certain qu'une question soit posée au gouvernement qui n'a pas suggéré à la majorité de le faire. En effet, Edouard Balladur, souhaitant calmer le jeu, après avoir reçu, mardi matin, les deux ministres, estime clos le débat sur l'attitude des magistrats dans l'application des lois sur l'immigration.

« Attendu que seul le patronyme de l'intéressé est identique à celui figurant dans la procédure (...). Attendu, en conséquence qu'il n'y a pas lieu d'ordonner un maintien en rétention... » « Attendu que l'intéressé est présenté aux fins de maintien en rétention sans que la date, l'heure et la destination de son départ ne soient précisées de façon certaine (...). Disons n'y avoir lieu à statuer... » Telles sont deux des *« décisions aberrantes »* qui ont fait sortir de ses gonds Charles Pasqua, relançant la polémique sur l'application de la loi sur les étrangers. Ces affaires sont *« abracadabrantes »*, selon le ministre de l'intérieur, parce qu'elles aboutissent à remettre en liberté des étrangers interpellés par la police et placés en rétention en attendant leur éloignement forcé.

M. Pasqua s'était déjà montré scandalisé par les décisions convergentes des tribunaux judiciaires et administratifs de Lyon ordonnant le retour des deux jeunes Algériens expulsés après les manifestation anti-CIP, au point de rechigner à les exécuter. Les préfets n'ont fait depuis qu'alimenter sa colère en lui transmettant plusieurs décisions du même type. *« J'en ai quinze, vingt sous les yeux »*, avait-il déclaré, dimanche à « 7 sur 7 ». Une goutte d'eau au regard des 46 982 arrêtés de reconduite à la frontière mis à exécution en 1993, et des 722 expulsions prononcées. Des exceptions aussi, qui confirment la nouvelle règle posée par la loi Pasqua : la prolongation par les juges de la rétention jusqu'à six jours.

Dans l'entourage du ministre, on stigmatise deux *« rafales »* distinctes de décisions où l'on croit discerner la patte de membres du Syndicat de la magistrature. La première série d'ordonnances – une dizaine – a été rendue par le tribunal de grande instance de Lyon au début d'avril. Elles tendent à élargir des étrangers en situation irrégulière parce qu'ils disposent de garanties de représentation (domicile fixe, lien familiaux) suffisants, et en raison de leur interpellation irrégulière. Ainsi, ce jeune Maghrébin relâché du centre de rétention de Sainte-Foy-lès-Lyon parce qu'il disposait d'un *« domicile à Boulogne-Billancourt »* et que les conditions de son interpellation *« par des policiers pénétrant à son domicile en l'absence de tout signe extérieur de flagrant délit posent problème »*.

Interpellations irrégulières

La seconde série d'ordonnances brandie par le ministre concerne six travailleurs immigrés clandestins, cinq Maliens et un Turc interpellés, mardi 19 avril à Etréchy (Essonne), dans une fabrique de palettes de bois où ils travaillaient, comme l'a indiqué *le Parisien*, mardi 26 avril. Le juge délégué du tribunal d'Evry les a remis *de facto* en liberté, vendredi 22 avril, en estimant *« n'y avoir lieu à statuer »*, leur rappelant seulement leur obligation de quitter le territoire par leurs propres moyens.

Pour justifier sa décision, le magistrat a constaté, dans deux cas, que l'interpellation avait eu lieu dans un « lieu privé » et que les gendarmes avaient agi sans réquisition judiciaire. Pour trois autres, la décision fait état d'identités *« douteuses »* mentionnées sur l'arrêté préfectoral. Pour le dernier, le juge a estimé que l'absence de précisions concernant la date de l'avion du retour l'empêchait d'apprécier si la rétention avait été ordonnée, comme le veut la loi, *« pendant le temps strictement nécessaire »* au départ.

Ces décisions récentes, même si leur teneur « audacieuse » n'est pas nouvelle, semblent bien illustrer le vif agacement de certains magistrats face aux pressions de l'administration et à la réduction de leur marge de manœuvre en la matière. Tandis que le ministère de l'intérieur s'alarme de décisions qui *« désespèrent »* les services de police chargés des reconduites à la frontière et mettent en cause l'efficacité de cette procédure, des juges affirment que les nécessités de la lutte contre l'immigration irrégulière ne peuvent aboutir à malmener des principes fondamentaux du droit.

La fronde des magistrats

Cette réaction s'observe jusque dans les niveaux élevés de la hiérarchie judiciaire. Ainsi, la cour d'appel de Paris a-t-elle annulé, le 17 mars, des ordonnances de maintien en rétention au motif que les débats n'avaient pas été publics, des gendarmes refusant l'accès du bureau où s'était tenus les débats. De même, le tribunal de grande instance de Paris a remis récemment en liberté un jeune Camerounais qui s'est révélé être un mineur abandonné de ses parents. *« On ne peut pas castrer le juge judiciaire*, lance Philippe Texier, président de chambre à la cour d'appel de Paris. *La seule marge de manœuvre qui lui reste en matière d'étrangers est de priver ou non de liberté. Si on lui retire aussi ce pouvoir, mettons des ordinateurs ou laissons le champ libre à l'administration. »*

Le vent de fronde souffle même sur les tribunaux administratifs. Dans l'affaire de Lyon, les juges administratifs ont contrarié M. Pasqua, ceux de Besançon sont à l'origine du cas, cité par le ministre, de ce Marocain condamné pour viol et expulsé après cinq ans d'incarcération, mais dont l'expulsion vient de faire l'objet d'un sursis à exécution *a posteriori* motivé par une *« erreur de droit »*. Les juges peuvent-ils faire libérer des étrangers en rétention alors que la loi Pasqua ne le prévoit pas explicitement ? Ce conflit d'interprétation pourrait être tranché, à l'avenir, par le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation. Le Conseil constitutionnel semble avoir indiqué la voie en avalisant partiellement les nouvelles règles de la rétention des étrangers, estimant, le 13 août 1993, qu'elles ne privaient pas les juges *« de la possibilité d'interrompre la prolongation du maintien en rétention »*.

PHILIPPE BERNARD

CATASTROPHES

262 morts, 9 survivants

Un Airbus de la compagnie taïwanaise China Airlines s'écrase au Japon

Deux cent soixante-deux personnes ont péri dans l'accident de l'Airbus A-300-600 de la compagnie taïwanaise *China Airlines* qui s'est écrasé, mardi 26 avril, à *Nagoya, au Japon. Mercredi* 27 avril au matin, le nombre des survivants soignés dans les hôpitaux était de neuf. L'avion avait à son bord 271 personnes : 257 passagers et 14 membres d'équipage. Cet accident est le deuxième en moins de six mois pour la China Airlines, la compagnie d'Etat de Taïwan.

Selon un compte rendu de la conversation avec la tour de contrôle, diffusé par le ministère japonais des transports, le commandant de bord, un pilote expérimenté qui totalisait plus de 8 000 heures de vol, avait relaté une approche finale apparemment sans problème pour son avion, moins de quatre minutes avant le choc. Les conditions météorologiques étaient bonnes, le vent faible et la visibilité de l'ordre de 10 kilomètres. Cependant, une minute et demie plus tard, le pilote déclarait, d'une voix semble-t-il calme, son intention d'interrompre son approche de l'aéroport et de refaire un tour de piste pour un nouvel essai.

Aucune explication n'a été donnée par le pilote sur son initiative, mais ce fut le dernier message avant l'accident. Le choc s'est produit à quelque 200 mètres de l'endroit où les appareils se posent généralement en début de piste. Les enquêteurs s'interrogent sur l'éventualité de l'arrêt brusque d'un des deux réacteurs, au moment où le pilote a effectué une « remise des gaz ».

Selon le constructeur Airbus Industrie, qui a envoyé des enquêteurs à Nagoya, c'est la première fois qu'un Airbus A-300-600 est impliqué dans un accident. Ce gros porteur avait été livré en janvier 1991 à la compagnie de Taïwan et était équipé de deux réacteurs américains Pratt and Whitney. Il avait 8 550 heures de vol. Mis en service en 1984, l'A 300-600 constitue la deuxième génération de la famille des A-300. Depuis cette date le consortium européen a livré 164 appareils de cette catégorie. China Airlines a, actuellement, douze Airbus en service ou en commande.

DÉFENSE

Selon « le Télégramme de Brest »

Une voie d'eau serait à l'origine de l'accident du sous-marin « Emeraude »

Une manœuvre de remontée urgente à la surface, amorcée après la découverte d'une voie d'eau, serait à l'origine de l'accident qui a coûté la vie à dix membres de l'équipage – dont le commandant – du sous-marin nucléaire d'attaque *Emeraude*, le 30 mars en Méditerranée. C'est ce qu'indique le rapport officiel de la commission d'enquête cité, mercredi 27 avril, par *le Télégramme de Brest*. Dans les milieux maritimes, on confirme cette explication.

Selon ce rapport, qui a été remis mardi 26 avril au ministre de la défense et qui devrait être rendu public avant la fin de la semaine par le chef d'état-major de la marine nationale, la voie d'eau a été signalée au moment même où le commandant de l'*Emeraude* et dix de ses hommes effectuaient une visite de routine dans le compartiment qui abrite les deux alternateurs assurant la production d'électricité du bâtiment. Le sous-marin se trouvant en plongée à 190 mètres de profondeur, l'officier de quart a alors appliqué la procédure d'urgence habituelle en pareil cas : remonter immédiatement à la surface en fermant toutes les vannes.

A cette immersion, en effet, il est nécessaire de réagir très vite pour éviter un alourdissement du sous-marin qui l'entraînerait au fond. Selon le rapport de la commission d'enquête, c'est la fermeture de ces vannes et la montée en puissance des turbines, nécessaire à la manœuvre, qui auraient alors fait céder des tapes (bouchons fermant les écubiers) et fait jaillir un jet de vapeur surchauffée dans le compartiment, tuant dix marins. Ces tapes permettent, en temps normal, une inspection des condensateurs, mais elles constituent aussi le point faible du dispositif dans les circuits du sous-marin.



JUSTICE

L'enquête sur le patrimoine immobilier du ministre de l'industrie

M. Longuet affiche sa « sérénité » face aux investigations du juge Van Ruymbeke

Gérard Longuet, président du Parti républicain et ministre de l'industrie, a réagi, mardi 26 avril, aux révélations concernant l'enquête du juge Renaud Van Ruymbeke sur son patrimoine, en affirmant qu'il avait *« la sérénité de quelqu'un qui est en règle avec le fisc, avec la loi, et qui aura ainsi l'occasion de le prouver »*.

Le ministre, qui s'exprimait à l'issue du déjeuner des dirigeants de la majorité à l'Hôtel Matignon, s'est étonné de la décision du magistrat rennais de recourir à deux commissions rogatoires pour vérifier les modalités de financement de certains biens immobiliers lui appartenant ou lui ayant appartenu jusqu'à ces derniers mois (un appartement dans le seizième arrondissement de Paris et une villa à Saint-Tropez) ainsi que d'une agence de conseil en communication, Avenir 55, qu'il avait créée en 1987, dans la Meuse (*le Monde* du 27 avril).

« Je suis un petit peu déconcerté, mais enfin, c'est la vie aujourd'hui et c'est comme cela », a poursuivi M. Longuet qui s'est déclaré *« tout à fait extérieur à tout cela »*. Il n'a, par conséquent, *« aucun commentaire à faire concernant l'affaire Trager »*, qui lui est *« parfaitement étrangère »*.

Ces propos mesurés, tenus en public, contrastent avec les commentaires officieux, mais néanmoins autorisés, recueillis dans l'entourage du ministre où l'on estimait, mardi, que la démarche du magistrat était non seulement *« scandaleuse »*, mais qu'elle s'inscrivait également dans une véritable *« campagne de diffamation »*. Les proches de Gérard Longuet estimaient encore que les commissions rogatoires avaient été établies *« n'importe comment »* et qu'elles représentent *« un amalgame invraisemblable »*. On s'élevait, enfin, contre cette *« nouvelle violation »* du secret de l'instruction.

Par ailleurs, l'entrepreneur meusois René Céréda, dont l'entreprise a effectué de gros travaux dans la villa de M. Longuet, a démenti les informations selon lesquelles une partie de la facture aurait été payée par l'obtention de marchés dans la Meuse. Dans un entretien au *Figaro* du mercredi 27 avril, M. Céréda indique notamment que *« les paiements ont été étalés dans le temps »*, que *« le solde a été établi en mars 1991 »* et que tous les règlements ont été effectués par chèques sur sa banque de Bar-le-Duc (Meuse).

L'entrepreneur précise qu'il avait fait l'objet d'un contrôle fiscal en 1992. *« Le dossier de Saint-Tropez a été passé au crible. Le contrôleur n'a rien trouvé »*, affirme-t-il. Dans l'entourage de M. Longuet, on insiste sur ce point : la régularité des paiements effectués dans cette affaire a été vérifiée non pas une mais plusieurs fois, notamment lors de contrôles fiscaux en 1991 et 1992, sous l'autorité de deux ministres socialistes du budget, Michel Charasse et Martin Malvy. Une autre vérification des finances de Gérard Longuet a eu lieu, comme le veut l'usage, lors de son entrée au gouvernement, en 1993. Dans aucun de ces cas, il n'aurait été constaté d'irrégularité, affirme-t-on encore.

R.-P. P.

Le procès en appel de l'affaire Pechiney-Triangle

Escarmouches préliminaires

La neuvième chambre de la cour d'appel de Paris examine, depuis le mardi 26 avril, les recours formés contre le jugement rendu le 29 septembre 1993 par la onzième chambre correctionnelle dans le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle.

Savoir peut être un délit. Quand, en novembre 1988, Pechiney achète l'American National Can, l'action de cette filiale du groupe Triangle monte brusquement jusqu'à 50 dollars. Et parmi ceux qui feront d'importantes plus-values sur des actions achetées entre 7 et 10 dollars, il apparaît rapidement que certains d'entre eux semblaient disposer de ce savoir interdit qui permet de tricher au jeu de la Bourse. Dans le jargon juridico-financier cela s'appelle un *« délit d'initié »*.

Sur un ton las, Jacqueline Chevalier, présidente de la cour, sacrifie au rituel des juridictions d'appel en marmonnant dans l'indifférence générale un résumé obscur de l'affaire. Pour ce procès où l'affairisme et la politique paraissent avoir marché de concert, la cour siège dans une salle minuscule, au fin fond du palais de justice. Une salle vite bondée, incompatible avec l'état de santé de Max Théret auquel le médecin a formellement déconseillé *« les atmosphères surchauffées »*. Aussi, Mᵉ Henri Leclerc souhaite que son client ne soit présent que lorsque ce sera nécessaire.

Tassés sur des chaises, les prévenus se lèvent pour murmurer avec réticence une évaluation de leurs revenus. *« Cela peut varier de zéro à beaucoup...* soupire l'homme d'affaires Samir Traboulsi. *Et, depuis l'affaire Pechiney, c'est surtout zéro. »* Mais en insistant un peu, Mᵐᵉ Chevalier apprend que celui qui fut le représentant du groupe Triangle en Europe a gagné environ 3 millions de francs en 1993. M. Théret, homme d'affaires à la retraite, parle de 1 million de francs de dividendes venant de quelques sociétés. Et parmi les autres revenus bien plus faibles figurent ceux d'Alain Boublil, devenu conseil en société à 50 000 francs par mois.

Au rituel de la cour, les avocats répondent avec leurs propres coutumes. Chaque procès se doit de commencer par l'évocation des nullités de procédure dans un débat proportionnel à la longueur de l'audience. Les escarmouches préliminaires risquent de se prolonger ; d'autant que les arguments concernant l'inculpation trop tardive de plusieurs prévenus que l'intruction a longtemps considérés comme des témoins ne sont pas dénués de bon sens. Afin que les choses soient claires, la présidente demande benoîtement si les appels formés correspondent à une demande d'indulgence de la cour. *« Je suis innocent ! »*, déclare Alain Boublil dans une protestation que tous reprennent avec d'autres mots pour bien préciser que ce qu'ils sont venus demander, ce n'est pas la clémence.

M. P.

27 Avril 1994
UNITED COLORS
OF BENETTON.

Avec des peines allant jusqu'à quatre ans de prison

Le gouvernement danois veut pénaliser la transmission du virus du sida

Le gouvernement danois (centre-gauche) a décidé, mardi 26 avril, lors du conseil des ministres, de présenter prochainement un projet de loi visant à infliger des peines allant jusqu'à quatre ans de prison aux personnes contaminées par le virus du sida qui auraient des rapports sexuels sans prévenir leurs partenaires de leur maladie.

COPENHAGUE

de notre correspondant

Mi-avril, la Cour suprême danoise a acquitté un Haïtien séropositif, Diego Joanis, condamné auparavant par le tribunal de première instance et la cour d'appel à dix-huit mois de prison pour avoir eu des rapports sexuels avec vingt-trois femmes, dont deux mineures de treize ans, sans prendre les précautions d'usage et sans leur révéler son état. Aucune d'entre elles n'a été contaminées par le virus du sida. Rappelant qu'en 1988 le Parlement avait décidé de ne pas criminaliser la transmission du virus du sida, les juges de la Haute Cour ont estimé que le flou du code pénal au sujet de cette maladie ne permettait pas de condamner Diego Joanis.

Dans quelques semaines, ce flou ne devrait plus exister. Réagissement vigoureusement à cet acquittement, le ministre de la justice, Erling Olsen, a en effet déclaré qu'il allait *« colmater* [ce] *vide dans un article de loi qui concerne la condamnation de tous ceux qui, sans scrupules, risquent d'en contaminer d'autres par l'intermédiaire d'un agent transmissible mortel comme le virus du sida. La société ne doit pas accepter une attitude aussi irresponsable que celle d'un Diego Joanis »*.

Si elle satisfait les conservateurs, cette pénalisation du sida préoccupe en revanche grandement le corps médical. Le docteur Peter Skinhoej, un spécialiste du sida, se déclare perplexe : *« Si beaucoup de personnes contaminées par le VIH se sentent menacées par cette nouvelle loi, ils auront peur et hésiteront à se faire tester, car seuls ceux qui sont déclarés positifs ou atteints par cette maladie risquent d'être inculpés en cas de plainte de leur compagnon ou compagne. »*

A l'Association nationale des homosexuels et des lesbiennes, Bent Nielsen pense que *« cette loi freinera le travail de prévention du sida et empêchera de connaître l'ampleur de cette maladie tout en jetant un discrédit sur tous les séropositifs ! »*. Le professeur Ole Nielsen, membre du comité éthique, affirme pour sa part qu'*« on ne peut pas combattre le sida par le droit. La loi, si justifiée soit-elle aux yeux de l'opinion, ne doit pas être utilisée pour pénaliser un groupe de personnes qui est déjà durement touché »*.

ALEXANDRE SARIN

(1) Officiellement, depuis le début de l'épidémie, 1 053 personnes sont mortes, au Danemark, des suites du sida.

SPORTS

Les résultats du championnat de France de football

Les résultats de la trente-cinquième journée du championnat de France de première division, disputée le 26 avril, sont les suivants :

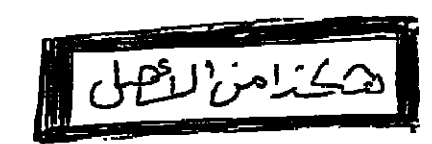
*Monaco b. Cannes	2-0
Paris SG b. *Le Havre	2-0
*Marseille b. Lyon	3-0
*Bordeaux b. Auxerre	2-0
*Nantes b. Lens	2-1
*Montpellier et Caen	0-0
*Saint-Etienne et Martigues	1-1
*Strasbourg et Angers	2-2
Metz b. *Lille	4-0
*Toulouse b. Sochaux	3-2

Classement. – 1. Paris SG, 53 pts ; 2. Marseille, 47 ; 3. Bordeaux et Nantes, 43 ; 5. Auxerre, 42 ; 6. Montpellier et Cannes, 39 ; 8. Monaco, 38 ; 9. Lens et Lyon, 37 ; 11. Saint-Etienne, 36 ; 12. Strasbourg, 34 ; 13. Metz, 32 ; 14. Sochaux et Caen, 30 ; 16. Lille, 29 ; 17. Le Havre, 26 ; 18. Martigues, 24 ; 19. Toulouse, 22 ; 20. Angers, 19.

EN BREF

GARDE A VUE : un homme se suicide dans les locaux de la gendarmerie. – Placé en garde à vue dans les locaux de la gendarmerie de Dardilly (Rhône) après avoir pris en otage son ex-compagne, lundi 25 avril, Aziz M'Bata s'est donné la mort à la suite d'une série de négligences commises par les gendarmes qui l'interrogeaient. Après qu'un médecin eut jugé son état physique et psychique compatible avec une garde à vue, Aziz M'Bata s'est tiré une balle dans la bouche. Il avait été laissé seul, non menotté, dans une pièce où se trouvait son fusil à pompe ainsi qu'une cartouche, qui n'avaient pas été placés sous scellés.

CHELLES : un lycéen avoue le meurtre de l'adolescent de Chelles. – Un lycéen cambodgien âgé de dix-huit ans, Bory Long, a reconnu avoir tué à coups de couteau de cuisine Benetia Hattab, seize ans, qui habitait comme lui la cité Chappe de la commune de Chelles (Seine-et-Marne). Il a été écroué, mardi 26 avril, après avoir été mis en examen pour meurtre.



Profession président

A la tête des universités, une nouvelle génération de « gestionnaires » accède au pouvoir. Elle revendique davantage d'autonomie

MICHEL WORONOFF, le président de l'université de Besançon, dissimule mal sa colère. Voilà quelques semaines, il a été séquestré une nuit durant dans la salle du conseil, par une cinquantaine d'étudiants des facultés de sciences, de droit et de lettres en grève. Cet agrégé de lettres de 59 ans, à la tête d'un établissement de 22 000 étudiants, n'est pourtant pas loin de partager les raisons du mouvement de grogne à l'origine de l'incident. *« Si la continuité de l'Etat avait encore un sens, le ministre devrait respecter les engagements de son prédécesseur en matière d'emplois et de crédits »*, proclame-t-il en dénonçant l'état *« catastrophique »* des finances et du sous-encadrement de son université. A deux reprises, son budget a été refusé par le conseil d'administration. Conséquence de ce rejet, il a été dessaisi de son pouvoir d'exécution par le recteur et le préfet chargés, en pareil cas, de suppléer une autorité défaillante. Maigre consolation, l'université de Franche-Comté n'est pas la seule à crier misère pour obtenir des postes d'enseignants et surtout de personnels administratifs et techniques en vue d'une rentrée qui s'annonce difficile *(le Monde* du 31 mars).

Vingt-cinq ans après le vote de la loi Edgar Faure, qui a érigé l'autonomie en principe et créé la fonction de président d'université, dix ans après l'adoption de la loi Savary qui en a défini le contenu, les relations entre l'Etat et les universités entrent, à nouveau, dans une phase de turbulence. Succédant à une période plutôt euphorique, entre 1989 et 1993, commence une période plus froide, conséquence des restrictions budgétaires opérées par l'actuel gouvernement et des modifications des règles de la politique contractuelle instaurée auparavant. Sur ce terrain, ce sont, cette fois, les présidents qui se retrouvent en première ligne.

La vague de protestations enregistrée depuis deux mois coïncide avec un renouvellement en profondeur des instances universitaires. Près du quart de l'exécutif des 79 universités françaises, élus pour cinq ans sur un mandat qui ne peut être prolongé, doit changer au cours de l'année 1994. La conférence des présidents (CPU), présidée ès qualités par le ministre, a également élu, le 7 avril dernier, de nouveaux dirigeants pour une période de deux ans. A Georges Haddad, remplacé à la tête de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I), succède un «jeune» premier vice-président, Bernard Dizambourg, 44 ans, entouré de deux adjoints chevronnés, Adrien Schmitt, 55 ans, président de l'université Strasbourg-I et Bernard Alluin, 53 ans, président de Lille-III. L'accession à la tête de la CPU du président de l'université de Créteil (Paris-XII), par ailleurs ancien directeur d'IUT et – *« seulement »* – maître de conférence en gestion, est, en soi, un événement qui est loin d'avoir recueilli l'unanimité. Elle traduit l'évolution possible d'une instance assez informelle, que son nouveau responsable entend étoffer et transformer en force de réflexion et de propositions.

A priori, rien ne distingue des précédentes la cinquième génération de présidents qui vient d'être élue. Bien malin qui pourrait percevoir un clivage gauche-droite nettement affirmé ou la résurgence d'un contre-pouvoir syndical désormais bien affaibli. Il y a bien un léger rajeunissement – même si la moyenne d'âge reste majoritairement située entre 50 et 60 ans –, mais la nouvelle équipe s'inscrit dans la « continuité » avec l'accession de plusieurs vice-présidents déjà rodés à la tâche. Exemples de ces adjoints ainsi promus : Pierre Villard, juriste, 54 ans, de l'université René-Descartes (Paris-V), Yves Escoufier, mathématicien, 54 ans, de l'université du Languedoc (Montpellier-II), ancien directeur d'IUT, Pierre Barras, lui aussi mathématicien, 39 ans, benjamin de l'université de Savoie et de la CPU, ou encore Anne-Marie Cocula, historienne, 56 ans, qui a exercé deux mandats à l'université Michel-de-Montaigne (Bordeaux-II).

AVOIR QUELQU'UN QUI M'AIDERAIT À OBTENIR DU PERSONNEL, ÇA SERAIT PAS DU LUXE!

PESSIN

La prédominence des scientifiques

Ces élections marquent aussi une nette préférence accordée aux disciplines scientifiques. Parmi les 86 présidents – si l'on y ajoute les sept universités nouvelles au statut particulier –, on en compte en effet désormais 43 qui sont issus des sciences fondamentales, parmi lesquels des physiciens, chimistes (21) ou mathématiciens (10), tandis que les lettres et sciences humaines (25) et les disciplines juridiques (10) sont moins représentées qu'autrefois. Ce glissement s'explique-t-il, comme le suggère Jean Yves Mérindol, vice-président de Strasbourg-I, par l'expérience reconnue des scientifiques à gérer des équipes et des structures de recherche ? Ou faut-il y voir une mise à l'écart « naturelle » des universitaires des facs de lettres et de droit, plus conservatrices, donc moins en phase avec le nouveau profil de la fonction de président ? En tout cas, il est intéressant de noter que ce mouvement est exactement inverse de celui que l'on constate dans l'entourage du ministre François Fillon, où les juristes sont majoritaires.

Certaines universités, il est vrai, se comportent en véritables PME. Avec plus de 1,5 milliard de francs – salaires compris – dont près de 600 millions de francs de contrats extérieurs en ressources propres, l'université Louis Pasteur de Strasbourg dispose d'un budget global dépassant celui du conseil régional d'Alsace !

« Président est désormais un métier qui s'apprend, remarque M. Dizambourg. *Il doit être capable de dégager des axes de stratégie politique, de gérer des équipes et des conflits, de construire et de bâtir l'image des établissements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. »* Moyennant quoi, *« ce n'est pas le profil des présidents qui a changé. Ce sont les missions de l'université qui ont considérablement évolué »*. Pour M. Lespagnol, président de la commission des moyens à la CPU, *« l'institution est devenue complexe. Elle doit concevoir de véritables stratégies pédagogiques pour faire face à l'afflux des étudiants, surtout des premiers cycles, des moyens d'organisation des personnels, etc. »*.

S'y ajoutent les « relations extérieures », avec l'Etat bien sûr, mais aussi les collectivités locales, les entreprises et même les institutions européennes pour l'ouverture internationale. *« Cette vocation administrative n'est pas naturelle pour un enseignant. Elle s'acquiert sur le terrain »*, note Anne-Marie Cocula qui, comme la plupart de ses collègues, a abandonné pratiquement toute activité d'enseignement et de recherche.

Il n'est donc pas étonnant que certaines universités s'en remettent à des personnalités ayant exercé des responsabilités nationales ou régionales. Daniel Bloch, transfuge d'un établissement voisin qui s'est fait élire président de l'université Joseph-Fourier (Grenoble-I) trois semaines après y avoir été nommé professeur, a occupé les fonctions de recteur puis de directeur des enseignements supérieurs au ministère de 1991 à 1993. A l'université de Picardie, Paul Personne a exercé comme délégué régional de la recherche et de la technologie, tandis que Yves Jegouzo (Paris-I) est président du comité de recherche juridique du ministère de l'environnement. Même s'il en reste quelques spécimens, *« le modèle du président autocrate en quête d'un bâton de maréchal pour une fin de carrière honorable tend à disparaître »*, remarque André Lespagnol, président de l'université de Rennes-II.

L'évolution de la fonction s'est accélérée subitement. Malgré quelques tâtonnements, l'apprentissage de l'autonomie a ouvert des brèches dans lesquelles les équipes dirigeantes se sont engouffrées. *« La loi Savary n'a pas empêché la création de filières, d'instituts, ni les initiatives régionales »*, note Pierre Barras, à la tête d'un établissement « de proximité » éclaté sur deux sites, qui a doublé ses effectifs en moins de dix ans. *« Certes le système mérite d'être amélioré*, note Anne-Marie Cocula. *Mais tout pas en arrière serait malencontreux, vécu comme un retour dans un système clos et monastérien. »* Pourtant partisan de la révision de la composition des conseils, M. Woronoff avoue : *« Qu'on nous laisse le temps d'aller au bout de l'expérimentation d'une réforme avant d'en changer. »* Pourtant, le renforcement de l'autonomie, notamment dans le recrutement et la gestion des personnels, encore centralisés au ministère, figure parmi les principales revendications de la CPU. De même, les élus souhaiteraient pouvoir étoffer leurs équipes d'encadrement, actuellement submergées par la multiplicité des tâches.

Une coquille vide

L'avenir de la politique contractuelle leur paraît en revanche plus préoccupant depuis que François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a décidé de ne plus s'engager sur les créations de postes. *« Une politique contractuelle qui ne porte pas sur les moyens ne peut pas être prise au sérieux pour bâtir des projets »*, note Daniel Bloch. Cette procédure élaborée en 1989 a joué un rôle fondamental dans l'unification du puzzle des universités pluridisciplinaires, tout en renforçant le rôle de l'exécutif chargé de bâtir des projets d'établissement. *« Avec une progression des effectifs de 600 à 1200 étudiants par an, chaque rentrée est un nouveau défi. Si le contrat n'est plus qu'une coquille vide, sans les postes correspondants, on va à la catastrophe »*, s'inquiète Anne-Marie Cocula. Faute d'engagements à moyen terme, les présidents craignent surtout le retour de la *« pratique du guichet »* qui, trop longtemps, les a transformés en *« obligés du ministère »* allant quémander les uns après les autres des augmentations de postes toujours frappées du sceau de l'arbitraire.

Enfin, l'élaboration du schéma Université 2000 de construction et d'extension des sites a redonné aux universités et à leur président toute leur place dans la cité et la région. Avec la *« passion des pionniers »*, André Lottin, administrateur provisoire de l'université d'Artois, s'enthousiasme encore du jeu subtil de *« la diplomatie et de la négociation »* pour faire découvrir l'enseignement supérieur à des élus locaux plutôt novices. En Savoie, Pierre Barras, veille au *« respect des équilibres »* entre les missions fondamentales – l'accueil des premiers cycles généraux – et les formations professionnalisantes ou la recherche que les élus sont plutôt enclins à promouvoir. Face aux pressions, André Lespagnol revendique le *« droit de dire non »* à l'éclatement de *« succursales »* qui ne seraient pas intégrées dans une politique d'ensemble, comme le recommande Jean-Claude Martin, président de l'université Paul-Sabatier de Toulouse pour ses antennes d'Albi, Montauban ou Tarbes.

Pour Jean-Claude Mela, président de l'université de Seine-Saint-Denis (Paris-VIII), ce retour dans la cité est une chance, une sorte de *« défi lancé à l'intelligentsia face à la misère urbaine et à l'exclusion »*. Jouant pleinement la carte de l'accueil de masse, avec un nombre de boursiers bien supérieur à la moyenne, il se préoccupe avant tout de l'insertion économique, sociale et culturelle de cette université bâtie à l'ombre des HLM. *« Un universitaire doit accepter de consacrer cinq ans à la gestion pour découvrir l'université réelle »*, explique-t-il simplement. Lui, il est vrai, ne s'est pas taillé un costume de PDG. Il se verrait plutôt ceint d'une écharpe de maire. Maire d'université : cela sonne moins bien que président. Mais sa vision de la fonction n'en est pas très éloignée.

MICHEL DELBERGHE

Les navigateurs abordent les rivages scolaires

Les marins et leurs sponsors sont de plus en plus nombreux à conjuguer projet pédagogique et visibilité médiatique

PARRAINAGE désintéressé ou alibi pédagogique ? Depuis quelque temps, les navigateurs entraînent dans leur sillage des milliers d'enfants qui suivent leurs exploits sous le contrôle d'enseignants trop heureux de pouvoir introduire en douceur certains éléments du programme. Carnets de bord, mappemondes ou messages envoyés par satellite, tout est bon. Les sponsors de ces aventures maritimes fort coûteuses ont trouvé là un moyen de se singulariser et de toucher un public aussi captif que captivé.

« L'océan, c'est un support magique », reconnaît Annick Dalbon, responsable de la communication de la Caisse d'épargne de Poitou-Charentes. A la veille de s'envoler vers la Californie, avec quatre enfants de la région pour y acclamer Isabelle Autissier, la nouvelle détentrice du record New-York-San-Francisco à la voile, elle tire un bilan très positif de l'opération de parrainage du bateau l'*Ecureuil* (*le Monde* daté 24-25 avril). Depuis décembre, 15 000 enfants de classes de CM1, CM2 et sixième ont suivi jour après jour les tribulations de la navigatrice. Budget de cette opération « pédagogique » : 250 000 francs, soit le quart de la somme allouée à la communication du « record ». *« On en voit tout de suite le résultat »*, souligne Annick Dalbon, qui se félicite d'avoir fait *« bouger l'image abstraite »* de la banque auprès des jeunes, et prévoit déjà d'autres collaborations avec les écoliers pour le prochain tour du monde en solitaire. Un « cahier pédagogique » d'une vingtaine de pages, richement illustré, réalisé par le centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de Poitou-Charentes, proposait aux enfants des informations et des questionnaires sur le continent américain, les courants, la faune des océans ou la marine à voile. Un concours, avec à la clef une visite du bateau à La Rochelle et un voyage à San-Francisco, a encore renforcé l'intérêt des élèves. Jean-Noël Paquier, professeur d'histoire-géographie au collège François-Rabelais de Niort (Deux-Sèvres), a constaté un effet d'entraînement non négligeable : *« La classe de sixième, assez moyenne, à laquelle j'avais proposé de suivre le record, a été très motivée, et les résultats, du moins dans ma matière, se sont sensiblement améliorés. »*

« Enthousiasme exceptionnel »

La Poste, engagée dans la course autour du monde en équipage, est elle aussi satisfaite de ce type d'opération : l'appel à candidatures lancé auprès de 5 500 instituteurs du Grand Ouest, a reçu 1 500 réponses positives, et 10 000 classes de CM2 ont suivi la course dans toute la France. *« Un tel taux de retour, c'est exceptionnel »*, commente Jean-Luc Ramond, l'un des responsables de la communication de La Poste. La réalisation du « cahier de bord » de *La Poste* avait été confiée à cinq étudiants de Sup de co de Rennes, qui effectuaient un stage dans l'entreprise publique.

Les initiatives de la Caisse d'épargne et de La Poste se sont développées en marge du ministère de l'éducation nationale, les sponsors se contentant d'interlocuteurs au niveau académique. Pour la mission Erébus en revanche, Jean-Louis Etienne et la fondation Elf ont étroitement collaboré avec le bureau des innovations pédagogiques dépendant de la direction des lycées et collèges du ministère.

Yves Richard, professeur de sciences naturelles au lycée Paul-Louis-Courrier d'Orléans (Loiret) a assuré la coordination pédagogique de l'expédition dans les cinquante-cinq établissements concernés. *« Nous avons cherché à tirer profit d'une aventure à but scientifique pour exploiter les données en temps quasi réel dans des classes de première S »*, explique-t-il. Grâce à un parc informatique et télématique impressionnant, et à des fiches d'information scientifique très complètes, certaines classes ont pu aller *« le plus loin possible »*, dit-il, dans le suivi de l'expédition.

Mais les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur des ambitions affichées, ni des moyens mis en œuvre. Au lycée Eugène-Delacroix de Drancy (Seine-Saint-Denis) par exemple, seuls quelques élèves du club de télédétection se sont passionnés pour les images-satellite en provenance de l'Antarctique. *« Il a été difficile de faire coïncider le déroulement de l'expédition et les exigences du programme scolaire*, déplore Marie-Claude Diamantis, professeur de sciences naturelles, pourtant motivée par l'expérience. *Dégager des heures de cours est toujours problématique, et la préparation représente un énorme travail, pour un résultat somme toute restreint. »*

Les vacances scolaires ont éclipsé la fin de la mission Erébus. Et les conditions climatiques difficiles ont quelque peu perturbé les relations avec la mission de Jean-Louis Etienne. Mais des images-satellite feront l'objet d'une exposition, et les données scientifiques ont été rassemblées pour nourrir des travaux pratiques l'an prochain. *« Cette opération était pour nous le moyen de stimuler l'intérêt des élèves en difficulté*, note un autre professeur du lycée Eugène-Delacroix. *Le résultat n'est pas vraiment probant. Mais peut-être les lycéens sont-ils trop vieux pour jouer à ce jeu. »* Si le mot alibi est sans doute trop fort – en atteste l'enthousiasme des plus jeunes et de leurs maîtres –, la réussite n'est vraiment totale que pour les baroudeurs des mers et leurs sponsors.

HERVÉ MORIN

La Lettre du
Monde de l'éducation
Quatre pages, tous les lundis, pour les professionnels de l'éducation
36 numéros par an* 375 F
Tarif spécial pour les abonnés du Monde de l'éducation 300 F
* Uniquement sur abonnement
BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner à : Le Monde - Service Abonnements - 1, place Hubert-Beuve-Méry 95852 Ivry sur Seine Cedex.
Nom : ....
Prénom : ....
Adresse : ....
Ville : ....
Code Postal : ....
Ci-joint mon règlement de
☐ 375 F ☐ 300 F Votre numéro d'abonné: 9 |_|_|_|_|_|_|_|
☐ Chèque bancaire ou postal
☐ Carte Bleue n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
☐ Carte Amex n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| 401 LE 03
Date et signature

MUSIQUES

La saison 1994-1995 du Châtelet

Indépendance et concertation

Stéphane Lissner, directeur général du Théâtre du Châtelet, a exposé ses projets pour la prochaine saison au cours d'une conférence de presse, mardi 26 avril.

La saison 1994-1995 du Châtelet commence exceptionnellement avant la rentrée de septembre. Dès juin prochain débute en effet une *Tétralogie* de Wagner dont les deux premiers épisodes, *l'Or du Rhin* et *la Walkyrie*, seront donnés trois fois en juin et juillet. Il faudra attendre le mois d'octobre pour voir la fin du cycle : *Siegfried* et *le Crépuscule des dieux*. C'est Pierre Strosser qui met en scène le monument wagnérien et Jeffrey Tate qui le dirige, au pupitre de l'Orchestre national de France dont ce sera la première *Tétralogie* depuis sa naissance en 1934. La location est ouverte depuis un an. 40 000 places ont déja été vendues (soit une rentrée de 10 millions de francs pour le théâtre); 10 000 places restent disponibles.

Pierre Strosser avait monté *le Couronnement de Poppée* de Monteverdi pour le Châtelet en janvier 1989. Jeffrey Tate reviendra dans la fosse pour le *Peter Grimes* de Britten, en mars et avril 1995. Stéphane Lissner aime relever ces alliances, ces trajectoires qu'il a réussi à établir au long des six saisons de son «règne», marqué par un réel esprit d'indépendance, quel que soit, dans le détail, le jugement que l'on puisse porter sur les résultats artistiques. Sans vouloir se couper des institutions nationales (Opéra de Paris, en particulier), ce directeur de théâtre subventionné par la Ville de Paris joue la carte de l'indépendance et ne craint pas de profiter des premières erreurs de Bastille. Ainsi s'est-il rallié par exemple la «trilogie sacrée» Boulez, Barenboïm et Chéreau. Il a beau jeu, dans ces conditions, de se dire prêt à toutes les concertations : il faut compter avec lui.

Au fil des années, le Châtelet s'est constitué une équipe de collaborateurs privilégiés haut de gamme. Cette stratégie de clan – ou d'affinités – se prolongera avec notamment le chef Esa Pekka Salonen : le jeune Finlandais dirigera la *Turangalila Symphonie* de Messiaen le 25 juin 1995, avant de figurer en septembre-octobre 1996, auprès du metteur en scène Peter Sellars au générique du *Rake's Progress* de Stravinsky (dans le cadre d'un vaste cycle consacré à ce compositeur). Même chose pour Christoph von Dohnanyi, qui vient de diriger *la Femme sans ombre* de Richard Strauss, et qui reviendra pour un *Oedipus Rex* (novembre 1996) mis en scène par Robert Wilson, toujours dans le cadre du cycle Stravinsky. Lissner prévoit enfin de programmer sur trois ans une intégrale Ligeti à laquelle collaboreront Salonen et l'Orchestre Philharmonia, et qui culminera avec une coproduction (avec le Festival de Salzbourg) du *Grand Macabre* en 1997. L'opéra du compositeur hongrois sera donné en Autriche comme à Paris dans une mise en scène de Peter Sellars. Lissner parle donc de *« collaboration raisonnable et sincère »* avec l'Opéra de Paris dont Hugues Gall prendra les rênes en août 1995. Il rappelle qu'il existe à Paris 6 500 spectateurs potentiels chaque soir pour l'opéra ou le grand répertoire symphonique : *côté concurrence, plaide-t-il,* pas de panique. Il qualifie la Bastille de *« théâtre de répertoire, doté d'une mission de service public »*. Le Châtelet, affirme-t-il en revanche, a une programmation *« essentiellement axée sur le XXe siècle : sur les vingt-cinq productions que nous avons fait représenter en cinq ans, treize étaient des œuvres du XXe siècle. La proportion croîtra au cours des prochaines saisons, avec nos cycles Schoenberg et Stravinsky »*. La Bastille n'en programmera pas moins *Moïse et Aaron* de Schoenberg. Mais une saison après le Châtelet.

A. Ry.

Le « Ring » et après

■ Les quatre épisodes de *la Tétralogie* seront présentés cinq fois au Châtelet entre le 25 juin et le 13 novembre. Suivront, pour les opéras, *la Ronde*, de Philippe Boesmans, livret et mise en scène de Luc Bondy, d'après Schnitzler, création à Paris, coproduction avec la Monnaie de Bruxelles (les 25, 26 et 27 novembre) ; la version originale de *King Arthur*, de Purcell, direction William Christie, mise en scène Graham Vick, orchestre et chœurs des Arts florissants *(8 représentations en février)* ; *Peter Grimes*, de Britten, direction Tate, mise en scène Dresen, avec Thomas Moser et l'Orchestre Philharmonia (25 mars-4 avril), *Fidelio*, de Beethoven, direction Barenboïm, mise en scène Braunschweig, dans la production du Staatsoper de Berlin (19-29 avril), *la Petite Renarde rusée*, de Janacek, direction Mackerras, chorégraphie Galotta (29 mai-30 juin).

■ Cycles symphoniques : intégrale des quatuors à cordes de Beethoven, par le Quatuor de Tokyo ; des *sonates pour piano*, par Abdel Rahman El Bacha ; des concertos pour piano, par Daniel Barenboïm et l'orchestre du Deutsche Staatsoper de Berlin.

■ Concerts et récitals : intégrale des symphonies de Brahms, par l'Orchestre Philharmonia, et cycle Janacek, par l'Ensemble Inter Contemporain. Matinées de l'Orchestre de Paris, *pour les jeunes* (quatre samedis à 11 heures). La série des «Dimanches à 11 h 30», les «Midis musicaux de 12 h 45»...

▶ **Renseignements audiphone : 42-33-00-00. Par téléphone : 40-28-28-40.**

THÉÂTRE

Les programmes de la Comédie-Française pour 1994-95

A la suite d'une défaillance du système informatique, l'article consacré aux programmes de la saison 1994-1995 de la Comédie-Française (notre première édition du 27 avril) a été amputé de l'essentiel de ses informations. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser et nous le publions donc aujourd'hui dans sa version intégrale.

Opéra-Comique

■ **Lucrèce Borgia**, de Victor Hugo, mise en scène de Jean-Luc Boutté. Du 15 octobre au 27 novembre (création).

Salle Richelieu

■ **Occupe-toi d'Amélie**, de Georges Feydeau, mise en scène de Roger Planchon. De mi-janvier à juillet 1995 (création).

■ **Intrigue et Amour**, de Schiller, mise en scène de Marcel Bluwal. De mi-février à mi-mai (création).

■ **La Thébaïde**, de Racine, mise en scène de Yannis Kokkos. De mi-mars à juillet (création).

■ **Mille Francs de récompense**, de Victor Hugo, mise en scène de Jean-Paul Roussillon. De mi-mai à juillet (création).

■ **Dom Juan**, de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle. Dates à préciser (reprise).

■ **Hamlet**, de Shakespeare, mise en scène de Georges Lavaudant. Dates à préciser (reprise).

Théâtre du Vieux-Colombier

■ **Naïves Hirondelles**, de Roland Dubillard, mise en scène de Pierre Vial. Du 20 septembre au 30 octobre (création).

■ **Maman revient, pauvre orphelin**, de Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Philippe Adrien. Du 15 novembre au 30 décembre (création).

■ **La Double Inconstance**, de Marivaux, mise en scène de Jean-Pierre Miquel. Du 17 janvier au 26 février (création).

■ **Le Square**, suivi du **Shaga**, de Marguerite Duras, mise en scène de Christian Rist. Du 14 mars au 23 avril (création).

■ **Bajazet**, de Racine, mise en scène d'Eric Vigner. Du 9 mai au 18 juin (création).

(Spectacles les mardi, mecredi, vendredi et samedi à 20 h 30. Jeudi à 19 heures et dimanche à 16 heures.)

Enregistrements publics du Vieux-Colombier

■ **L'Occasion**, de Prosper Mérimée, et **le Mari de la veuve**, d'Alexandre Dumas. Direction : Simon Eine. Samedi 29 octobre à 16 heures.

■ **Le Chien**, de Michel Guérin. Direction : Yves Gasc. Samedi 25 février à 16 heures.

■ **Le Château des cœurs**, de Flaubert. Direction : Jean Dautremay. Samedi 22 avril à 16 heures.

■ **Le Prétendant**, de Villiers de L'Isle-Adam. Direction : Michel Favory. Samedi 17 juin à 16 heures.

Les samedis du Vieux-Colombier

■ **Les Scènes de Voltaire.** Réalisation : Alain Pralon. Les 8, 15 et 22 octobre à 18 heures.

■ **L'Art théâtral de Samson.** Réalisation : Christian Rist. Les 3, 10 et 17 décembre à 18 heures.

■ **Paris-Cabaret II.** Réalisation : Véronique Vella. Les 28 janvier, 4, 11 et 18 février à 18 heures.

■ **Facéties Tabarin.** Réalisation : Jean-Louis Benoit. Les 1er, 8 et 15 avril à 18 heures.

■ **Victor Hugo, l'œil égaré...** Réalisation : Djamila Salah. Les 20 et 27 mai, le 3 juin à 18 heures.

Tournées

Pendant les travaux de la Salle Richelieu, d'octobre à décembre 1994, la troupe du Français présentera trois spectacles *(Hamlet, Naïves Hirondelles* et *les Précieuses ridicules* suivis de *l'Impromptu de Versailles)* dans quatre villes : Villeurbanne (TNP, du 29 septembre au 17 novembre), Narbonne (Centre d'art et de culture, du 26 au 28 octobre), Marseille, (Théâtre du Gymnase, du 2 novembre au 2 décembre) et Amiens (Maison de la culture, du 7 au 11 décembre).

Renseignements pratiques

Contrairement à l'année dernière, les abonnements à la Comédie-Française et au Vieux-Colombier seront souscrits séperément et à des dates différentes. Dès le 2 mai, on peut s'abonner au Vieux-Colombier. En raison des travaux Salle Richelieu, la campagne d'abonnements à la Salle Richelieu sera lancée le 1er octobre.

▶ **Théâtre du Vieux-Colombier. 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6e. Métro : Saint-Sulpice. Tél. : 42-22-79-22. « Carte Vieux-Colombier », 10 spectacles, 500 F (soit 50 % de réduction). « Carte Vieux-Colombier Jeunes » (moins de 25 ans, étudiants de moins de 27 ans), 300 F. Plein tarif : 130 F. Tarif préférentiel ouvert aux personnes accompagnant un abonné : 100 F. Paiement par Carte bleue pour les réservations téléphoniques. Par Minitel : 3615 code THEA.**

▶ **Salle Richelieu. Place Colette, Paris-1er. Métro : Palais-Royal. Tél. : 40-15-00-15. De 25 F à 170 F. Conditions de l'abonnement rendues publiques à l'automne.**

Bataille judiciaire dans le monde de la bande dessinée

Albert Uderzo et les éditions Dargaud en procès pour les droits d'« Astérix »

L'irréductible petit Gaulois Astérix est devenu l'enjeu d'une bataille judiciaire qui met aux prises son éditeur, les éditions Dargaud, et l'un de ses deux auteurs, Albert Uderzo. La cour d'appel de Paris devait examiner, dans l'après-midi du mercredi 27 avril, le recours en appel formulé par les éditions Dargaud, après le jugement du tribunal de grande instance de Paris. A l'issue d'un longue procédure qui avait déjà abouti en 1989 à une condamnation des éditions Dargaud, puis d'une expertise menée pendant deux ans, le tribunal avait décidé, le 15 décembre 1993, le retrait des droits d'exploitation pour Dargaud des vingt-quatre premiers albums des aventures d'Astérix et leur demandait de payer 5 millions de francs de dommages et intérêts à Albert Uderzo et à Gilberte et Anne Goscinny, l'épouse et la fille de René Goscinny, coauteur d'*Astérix*, décédé en 1977.

L'affaire assombrit le petit monde de la bande dessinée. *Astérix* est en effet l'une des vedettes du neuvième art, tant sur le plan national qu'international. Quelque deux cent cinquante millions d'exemplaires de ses albums ont été vendus depuis ses débuts en 1959, et ils sont traduits en quarante et une langues. Ce sont d'ailleurs les éditions internationales qui sont à l'origine du conflit entre les éditions Dargaud et Albert Uderzo. Juste après la mort de René Goscinny, celui-ci avait fondé sa propre maison d'édition, les éditions Albert-René, dont l'épouse et la fille du scénariste d'*Astérix* étaient d'ailleurs actionnaires. Grâce à l'exploitation des droits dérivés des diverses aventures du petit Gaulois et à l'édition de nouveaux albums, les éditions Albert-René sont en bonne santé : leur chiffre d'affaires est d'environ 50 millions de francs, dont 10 % de bénéfices, selon M. Uderzo. Quant aux éditions Dargaud – rachetées en 1988 par le groupe belge Média-Participations –, elles continuent à tirer de 40 % à 45 % de leur chiffre d'affaires de la réédition et de la distribution des vingt-quatre premiers albums d'Astérix.

Mais les éditions internationales posent un problème, et notamment les filiales créées à partir de 1975 au Bénélux, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Espagne par Georges Dargaud. Pour l'un des avocats d'Albert Uderzo, ces filiales auraient surtout servi de *« coffres-forts »* au fondateur des éditions Dargaud, décédé en 1990, et lui aurait *« servi à conserver de l'argent à l'étranger »*. Du coup, les sommes engrangées par ces filiales n'auraient jamais été clairement établies et les droits d'auteur n'auraient pas été versés comme ils l'auraient dû. Ces malversations, à l'actif de Georges Dargaud, mettraient en cause *« la transparence que doit un éditeur à ses auteurs »* et donneraient un coup de canif dans le contrat de confiance entre eux. C'est sur la rupture de ce contrat de transparence et de confiance que se fonde Albert Uderzo pour réclamer, *via* son avocat, la résiliation des droits d'exploitation d'*Astérix* pour les éditions Dargaud et 20 millions de francs de dommages et intérêts, pour lui-même et pour Anne Goscinny, dernière ayant droit de René Goscinny depuis la mort de Gilberte Goscinny, en février.

Pour les éditions Dargaud, soutenu par le Syndicat national de l'édition (SNE), si la Cour d'appel de Paris se rangeait aux côtés d'Albert Uderzo, cela signifierait *« la mort de la société d'éditions »*. Plusieurs auteurs des éditions Dargaud – d'Enki Bilal à Chantal Montellier – critiquent également le procès intenté par M. Uderzo, en mettant l'accent sur le fait qu'un jugement positif de la Cour d'appel mettrait fin à des contrats d'auteur et se traduirait par des difficultés accrues pour les professionnels de la BD. Les éditions Dargaud peuvent compter sur un atout : la position d'Anne Goscinny, qui demande le renvoi de l'arrêt *« pour se donner le temps de réfléchir mais aussi pour tenter une conciliation à l'amiable »* entre les deux parties. *« Dargaud ne peut pas tout perdre, ce serait trop injuste. J'ai beaucoup d'affection pour Dargaud, j'y ai de vrais amis et j'ai l'impression qu'on m'ampute de ma famille de cœur »*, a déclaré la jeune femme à l'AFP. Compte-tenu de la complexité du dossier et de ses conséquences, l'arrêt de la Cour d'appel de Paris devrait être rendu d'ici à deux mois.

YVES-MARIE LABÉ

Entendu par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale

M. Carignon est favorable à l'extension du cinquième réseau hertzien de télévision

Alain Carignon, ministre de la communication, a annoncé, mardi 26 avril, devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, un plan d'extension du cinquième réseau hertzien de télévision. De nouveaux émetteurs permettraient aux deux chaînes qui se partageront le réseau – ARTE et bientôt la nouvelle chaîne du savoir et de la formation – de couvrir 92 % du territoire national (contre 82 % actuellement). Le processus débuterait en 1995 et se déroulerait sur trois ans. Les 400 millions de francs de coût du réseau pourraient, selon le ministre, être supportées par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), les collectivités locales et les deux chaînes.

Alain Carignon a également annoncé que Gérard Théry, ancien directeur général de France Telecoms, à qui a été confiée une mission d'étude sur les «autoroutes électroniques», devrait faire un premier ensemble de recommandations au sujet du câble *« d'ici à une semaine »*. Ces recommandations, après leur examen par le premier ministre, pourraient donner lieu à des mesures législatives, a ajouté M. Carignon. Il s'agit notamment de prendre en compte le souhait des câblo-opérateurs d'une déduction fiscale de 1 000 francs pour tout nouvel abonné au câble. Le ministre de la communication a aussi parlé de la *« relance d'une politique satellitaire cohérente face à ASTRA »*.

D'ici à la fin du mois de mai, un deuxième train de mesures pourrait relancer la construction d'infrastructures (câble mais aussi réseaux téléphoniques à haut débit et réseaux en fibre optique).

Autre point abordé devant la commission, le décret sur la *« chronologie des médias »* (les délais de passage des films à la télévision après leur sortie en salle). La version actuelle du décret prévoit un seuil de onze mois pour les services de télévision «à la carte» *(pay per view)*. Les parlementaires souhaiteraient que ce délai soit ramené à neuf mois.

DANS LA PRESSE

Le projet de loi d'aménagement du territoire

Sud-Ouest (Jean-François Bege) : « Charles Pasqua a confirmé, hier, qu'il n'était pas question de toucher à la décentralisation. La question reste cependant de savoir s'il serait possible de le faire tant les élus locaux – de droite comme de gauche – sont aujourd'hui arc-boutés sur la défense des prérogatives par eux conquises à l'orée des années Mitterrand... Le ministre de l'intérieur nous a promis un projet *« révolutionnaire »* en matière d'aménagement du territoire. Exprimons, sans le moindre procès d'intention, notre léger scepticisme. Qu'on le déplore ou s'en réjouisse, la sage gestion d'ensemble du gouvernement Balladur ne nous a guère habitués jusqu'ici aux bouleversements ou aux surprises. »

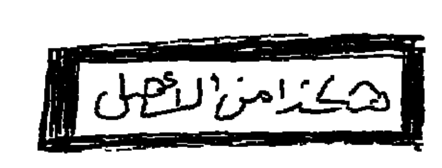
La Charente libre (André Mazières) : « Hier [M. Pasqua] a passé son temps à rassurer les députés et à leur donner toute sorte d'apaisement... *« Le rapport d'étape n'est qu'un projet, une esquisse. Il peut être modifié après concertation »*, a-t-il assuré. Ce n'est pas là le langage d'un ministre qui s'apprêterait à frapper du poing sur la table en menaçant de s'en aller si on ne lui donne pas satisfaction. Si bien que l'on se dit que M. Monory n'a peut-être pas tort de craindre que les députés, par peur de l'impopularité, ne fassent pas finalement grand-chose dans le sens de la véritable révolution qui semble s'imposer pour équilibrer harmonieusement les ressources et les moyens du pays. »

La Montagne : « Les enjeux du débat en cours paraissent en effet difficiles à concilier avec une année politique à venir durant laquelle le gouvernement devra faire la part belle au compromis. Or l'expérience prouve qu'en matière d'aménagement du territoire le compromis est souvent l'alibi de l'immobilisme. Peut-être Charles Pasqua a-t-il raison de considérer que son projet *« est excellent car, s'il ne satisfait personne, c'est qu'il est conforme à l'intérêt général »*. Mais une boutade ne fait pas une majorité. »

L'Indépendant de Perpignan (Henri Fabre) : « Jacques Blanc a fait part de ses préoccupations à Charles Pasqua ; une discussion d'abord fraîche qui s'est achevée dans le consensus. Oui, il faut que le gouvernement aille au bout de sa révolution en matière d'aménagement du territoire. Oui, il doit continuer à entendre les hommes et les femmes de terrain. Non, les technocrates ne doivent plus décider, plus ou moins sournoisement : ils doivent se contenter de mettre en harmonie, le plus simplement du monde si possible, les aspirations des Français et les possibilités de la France. Voilà donc déjà repérés les premiers futurs boucs émissaires d'un possible repli stratégique du projet Pasqua. On peut être assuré que la proximité des élections européennes en fournira d'autres, plus révulsifs encore : les fameux "eurotechnocrates". »

« NOUVEL ECONOMISTE » : licenciement du rédacteur en chef, Gilles Le Gendre. – Henri Nijdam, directeur de publication du *Nouvel Economiste*, a entamé une procédure de licenciement contre Gilles Le Gendre, rédacteur en chef. Il semble que le désir d'Henri Nijdam de piloter la rédaction « en direct » se soit régulièrement heurté à la personne du rédacteur en chef. Aucun successeur n'a été nommé pour l'instant au poste occupé par Gilles Le Gendre. Au cours d'une récente assemblée générale de la rédaction, Henri Nijdam avait déclaré qu'il *« n'avait pas besoin d'avoir le titre de rédacteur en chef pour diriger la rédaction »*.

« AGEFI » : démissions du directeur de la rédaction et du rédacteur en chef. – Le directeur de la rédaction du quotidien *AGEFI* (Agence économique et financière), Eric Dadier, et le rédacteur en chef, Marie-Jeanne Pasquette, ont présenté leur démission dans le cadre de la clause de cession introduite après la prise du contrôle du quotidien économique par LVMH (Louis-Vuitton-Moët-Hennessy), groupe dirigé par Bernard Arnault. Ces démissions ont été acceptées. Michel Cahier, jusque-là correspondant de l'*AGEFI* à Londres, devient directeur délégué de la rédaction. Eric Bousser, rédacteur en chef, verra ses fonctions précisées en fin de semaine. Quotidien destiné aux grands décideurs, l'*AGEFI* est tirée à quelques milliers d'exemplaires généralement portés à domicile ou dans les directions d'entreprise tôt le matin.



Le départ du président de la SNCF

L'ombre de Socrate sur le bilan de Jacques Fournier

Jacques Fournier, président de la SNCF, tiendra son dernier conseil d'administration mercredi 27 avril. Ayant atteint officiellement limite d'âge le 5 mai, il quittera l'entreprise au lendemain de l'inauguration du tunnel sous la Manche, le 6 mai. Son successeur, Jean Bergougnoux, actuellement directeur général d'EDF, devrait être nommé à l'occasion du conseil des ministres du vendredi 29 avril. Le bilan de M. Fournier, depuis son arrivée en août 1988, est plutôt sombre. Après quelques années bénéficiaires, les comptes de l'entreprise sont dans le rouge et le trafic en baisse. Le chantier de la modernisation de l'entreprise est en panne.

■ NOUVELLE DONNE. Le 27 avril, M. Fournier a plaidé pour *«une nouvelle donne pour le chemin de fer en France»*. Avec un endettement qui atteindra 155,5 milliards de francs à la fin de l'année et un déficit de 7,7 milliards de francs en 1993, la SNCF est cantonnée dans une stratégie de repli. Pour aller de l'avant, M. Fournier estime que l'entreprise doit obtenir une aide supplémentaire des pouvoirs publics dans la réalisation des futures lignes TGV et pour le financement des lignes déficitaires dont l'Etat juge le maintien nécessaire.

Socialiste convaincu, proche du président de la République, ancien secrétaire général de l'Elysée, Jacques Fournier arrive en août 1988 à la direction de la SNCF, des idées plein la tête en dépit du climat lourd qui règne dans l'entreprise. Quatrième président en quatre ans, il succède à Philippe Rouvillois, «démissionnaire» à la suite des accidents de la gare de Lyon et de l'Est. André Chadeau a subi le même sort après ceux de l'été 1985. L'entreprise publique a connu, fin 1986, l'un des plus longs conflits de son histoire sur la réforme de la grille de rémunérations, révélateur d'un malaise profond au sein du monde cheminot.

M. Fournier doit rétablir le dialogue dans une entreprise divisée, prendre des mesures sur la sécurité, après les catastrophes de 1985 (Flaujas et Argenton-sur-Creuse) et de l'été 1988, sans perdre de vue le redressement financier. Le contrat de plan entre l'Etat et la SNCF prévoit le retour à l'équilibre en 1989. Enarque dans le bastion des X, il doit transformer la citadelle polytechnicienne en véritable entreprise. L'ancien président de Gaz de France n'est pas dépourvu d'atouts.

Dans les premiers temps, les objectifs financiers sont tenus. En 1989, la SNCF dégage un léger excédent après plusieurs années de pertes. Inquiet de la montée de l'endettement, M. Fournier obtient grâce au contrat de Plan 1990-1994, un beau cadeau du gouvernement avec la suppression progressive de 38 milliards de francs de dettes. La direction ne lésine pas sur les crédits pour faire passer la *réforme* de la grille salariale en affectant 2,5 milliards de francs à ce reclassement. Les augmentations salariales aident à faire passer les mesures : le salaire brut moyen annuel progresse de 6 % en 1989, 5,69 % en 1990, 5,38 % en 1991 et 6,22 % en 1992.

Le climat commence à changer au moment de la guerre du Golfe. En 1991, la SNCF évite de justesse le déficit grâce à quelques cessions d'actifs mais la situation va se dégrader. La direction élabore un plan d'économies au printemps 1991. A la fin de l'année, le budget est placé sous le signe de la rigueur : la réduction des effectifs, la fermeture des gares de marchandises, la suppression des trains les moins fréquentés sont accentuées.

L'année de la rupture

En 1992, la crise éclate. La SNCF affiche un déficit de près de 3 milliards de francs. Les relations avec les élus locaux se gâtent. Les associations ne supportent pas qu'on porte atteinte aux transports régionaux. Ecartelée entre ses missions de service public et ses obligations de rentabilité, la SNCF a adopté une stratégie de repli qu'elle parvient difficilement à faire admettre aux collectivités territoriales, aux usagers mais aussi à son personnel. En 1993, le divorce est consommé. C'est l'année de la rupture. Le lancement d'un nouveau système de réservation baptisé SOCRATE, au printemps, s'opère dans des conditions catastrophiques.

Achetée à grands frais à American Airlines, l'innovation est un fiasco. A l'inverse de l'effet recherché, les files d'attente s'allongent aux guichets. Le système met en évidence les défauts de la politique commerciale de la SNCF. Technicienne, obsédée par la concurrence de l'avion, l'entreprise a oublié ses voyageurs. Au mépris du client, elle a imposé un produit nouveau sans pédagogie ni préparation. Le ratage fait émerger les frustrations du public mais aussi des cheminots, qui ne supportent pas le gel des salaires en 1993.

A l'heure des bilans, les effets conjugués de SOCRATE et de la récession sont ravageurs : 7,7 milliards de déficit, près de 8 % de voyageurs en moins en 1993. Il faut du temps pour effacer dans les esprits des voyageurs les désagréments informatiques. Le changement de tête à la direction grandes lignes et la concertation avec les associations donnent un nouveau départ aux relations entre la SNCF et ses clients. Mais le virage commercial, fondé sur des tarifs plus attractifs, ne produira pas son plein effet avant 1995.

En 1994, M. Fournier prévoit un déficit de 7,2 milliards de francs, imputable essentiellement aux infrastructures. La réalisation à marche forcée d'un réseau TGV a creusé l'endettement de l'entreprise publique, qui devrait atteindre 155,5 milliards de francs à la fin de 1994. Fleuron de l'entreprise, le train à grande vitesse s'est développé aux dépens du reste du réseau (grandes lignes, transport régional, marchandises).

La présidence de Jacques Fournier aura été marquée par l'inauguration du TGV-Atlantique, du TGV Nord-Europe et, pour son dernier jour, de l'Eurostar entre Paris et Londres. Depuis dix-huit mois, M. Fournier plaidait pour une plus grande contribution de l'Etat aux dépenses d'infrastructures, aux grandes lignes déficitaires ainsi qu'en faveur d'une concurrence plus équilibrée entre le transport de marchandises par route et par fer. Il a refusé en avril l'inscription au conseil d'administration de l'examen du projet de TGV Est, faute de bouclage des financements. Son successeur pourrait bénéficier d'une aide supplémentaire des pouvoirs publics pour ce projet et d'un coup de pouce dans le domaine du transport combiné.

Le chantier de la modernisation

Un grand chantier reste en plan : celui de la modernisation de l'entreprise. La réforme régionale, chère au président de la SNCF, s'est heurtée au malaise des cadres et à l'opposition du gouvernement, inquiet des risques de conflit après Air France. Elle vise à créer des régions SNCF plus grandes et plus autonomes, ce qui implique un remaniement des états-majors régionaux. Jugée *«pas mûre politiquement, ni socialement, ni techniquement»*, cette réforme végète au stade d'expériences-pilotes, en attendant d'être reprise ou abandonnée par le futur président de la SNCF.

L'introspection menée à travers le GARP (Groupe d'animation et de réflexion préalable) sur son deuxième plan d'entreprise aura surtout fait émerger les frustrations accumulées par les cheminots. Le malaise persiste dans l'entreprise, même si M. Fournier n'a pas une mauvaise image auprès des syndicats. *«Avec lui, on a le sentiment d'avoir un véritable patron. C'est quelqu'un qui n'a pas le petit doigt sur la couture du pantalon et qui a su faire valoir l'intérêt de l'entreprise»*, note un responsable syndical. Sa déposition, à sa demande, à la barre des témoins durant le procès de la gare de Lyon en octobre 1992, sera appréciée à l'intérieur de la maison.

Mais le président de la SNCF a voulu tout faire, trop faire. En se mettant sur le devant de la scène, il endosse un bilan sombre. *«Jacques Fournier a su s'imposer assez rapidement*, note un haut fonctionnaire. *Mais sa direction générale, qui a surtout fonctionné comme un cabinet, manquait de prise directe sur l'entreprise.»*

Lors de son dernier conseil d'administration, le président a prôné *«une nouvelle donne pour le chemin de fer en France»*. Sans respiration financière, la SNCF sera condamnée à gérer son déclin. M. Fournier peut faire valoir que l'environnement économique et les blocages internes à l'entreprise l'ont singulièrement desservi. Au total, le bilan de cet homme – qui aura, en plusieurs occasions, fait preuve de courage et d'indépendance – restera sans doute marqué par le symbole malheureux de SOCRATE.

M. L.

Résultat net, en millions de francs

1000 / 0 / -1000 / -2000 / -3000 / -4000 / -5000 / -6000 / -7000 / -8000

1988: -563 · 1989: +138 · 1990: +17 · 1991: +6 · 1992: -2956 · 1993: -7707 · 1994: -7208 *

* prévisions

La SNCF a terminé 1993 avec un déficit de 7,7 milliards de francs, après de légers bénéfices en 1990 et 1991. L'endettement qui atteindra 155,5 milliards de francs fin 1994 entraîne des frais financiers de 11 milliards de francs annuels.

Un entretien avec Jacques Graindorge, président de la mission qualité

«La SNCF n'a pas su faire évoluer sa pratique commerciale»

Jacques Graindorge, président de la mission qualité au ministère de l'économie, a réalisé, en 1993, à la demande de Jacques Fournier, un rapport sur l'entreprise publique, intitulé : «Pour une maîtrise globale de la qualité à la SNCF.»

– «Qu'est-ce qui ne va pas entre la SNCF et ses clients?

– La SNCF dispose d'une avance technique symbolisée par le TGV, mais n'a pas su faire évoluer sa pratique commerciale. Le nouvel organigramme mis en place en 1991, fondé sur des directions d'activités (fret, grandes lignes, Ile-de-France, Sernam) est finalement une régression par rapport aux directions commerciales lancées dans les années 70. En croyant bien faire, on a remplacé une démarche commerciale par une démarche de conception du produit. On se retrouve dans un système où la SNCF cherche à vendre sa production et non pas les produits qu'attendent les clients. Résultat, l'entreprise perd des clients et est incapable de les renouveler par des produits attractifs tant dans le domaine des marchandises que des voyageurs.

– L'image de l'entreprise souffre encore des déboires de Socrate...

– Socrate, c'est le contre-exemple de ce qu'il faudrait faire. Pour commencer, on n'a pas défini l'objectif en fonction du client. Ensuite, la SNCF a fait l'acquisition d'un système de réservation issu de l'aérien, celui d'American Airlines, qui n'est pas adapté au train. Les liaisons ferroviaires sont beaucoup plus complexes. Le sytème a été lancé alors qu'il n'était pas au point, avec un personnel insuffisamment formé et des clients insuffisamment informés.

» Voyant que cela ne marchait pas, les dirigeants de la SNCF auraient dû tout arrêter dès le début et se donner du temps, mais ils se sont obstinés à faire du bricolage. Il a fallu un peu moins de six mois pour que le système devienne acceptable et près d'un an pour qu'il marche correctement. En réalité, Socrate a fonctionné comme un système d'alarme qui a fait émerger les frustrations des voyageurs et du personnel. La SNCF en a tiré les conséquences en modifiant sa politique commerciale avec un nouveau directeur grandes lignes, Jacques Berducou, plus centré sur le client.

– Comment peut-elle résoudre la contradiction entre ses missions de service public et ses impératifs de rentabilité?

– On a tendance à opposer le service public et la rentabilité. Avec un tel raccourci, ce qui n'est pas rentable relève du service public. C'est une erreur car ces deux notions ne sont pas incompatibles. Le TGV entre Paris et Lyon, par exemple, est un service public. *Cette* notion est un grand mythe dont le contenu n'a jamais été défini. C'est à l'Etat de le faire et d'en tirer les conséquences financières. Ce pourrait être un point essentiel du prochain contrat de plan que les pouvoirs publics passeront avec la SNCF.»

Propos recueillis par
MARTINE LARONCHE

L'arrivée de Jean Bergougnoux

Suite de la première page

Ces considérations ne sont vraisemblablement pas étrangères à la décision de M. Bergougnoux. Directeur général d'EDF depuis sept ans, il souhaitait en devenir le président. Risquant de ne pas obtenir le poste tant désiré, il a donc préféré franchir le pas.

En sept ans, il a profondément modifié tant la stratégie que le mode de fonctionnement de son entreprise dans la lignée de son précédent président, Pierre Delaporte. Il en a opéré le redressement financier, allégeant considérablement son endettement et la transformant en une entreprise rentable. Pour y parvenir, il a dû transformer le mode de management de l'entreprise, supprimant des niveaux hiérarchiques et donnant beaucoup plus de pouvoir aux directeurs d'unité. Ferme et diplomate à la fois, il a cassé *«la forteresse assiégée»*, en guerre contre tous ceux qui n'étaient pas de son avis, la tranformant en une entreprise ouverte. Il a ainsi pacifié les relations avec les défenseurs de l'environnement, entraîné avec lui les autres grands électriciens européens dans les négociations avec Bruxelles pour une déréglementation en douceur.

M. Bergougnoux a ainsi su gagner la confiance du gouvernement et accru son automomie vis-à-vis de son actionnaire avec qui les divergences étaient peu fréquentes. La remise en cause récente par Gérard Longuet de la diversification d'EDF fait néanmoins exception à cette règle. Il a intensifié les activités d'EDF à l'*international, tout en étant* conscient de la nécessité d'améliorer le service à l'usager dans l'Hexagone. Une préoccupation qui ne sera pas inutile à la SNCF! La décision n'est pas encore arrêtée sur son successeur à EDF. Il pourrait s'agir de François Ailleret (X-Ponts), actuellement directeur général délégué.

Trois profils avaient été retenus pour succéder à M. Fournier. Celui d'un grand préfet ayant une expérience universitaire, en la personne de Raymond-François Le Bris, ancien préfet de Seine-Saint-Denis, et directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Le candidat semblait avoir la préférence de Bernard Bosson, ministre des transports. Autre profil, celui d'un dirigeant issu du secteur privé et actuellement dans le public, ce qui correspondait à la personnalité de Michel Bon, directeur général de l'ANPE. Mais celui-ci n'a pas marqué son intérêt pour le poste. C'est donc le troisième profil, celui d'un industriel du secteur public, en la personne de Jean Bergougnoux, qui a finalement été retenu. Son autorité personnelle, son sens du dialogue social, son expérience du monde de l'entreprise l'ont emporté. Cette nomination marque le retour d'un polytechnicien aux commandes de la SNCF. Un X-ENSAE chez les X-Ponts...

ANNIE KAHN
et MARTINE LARONCHE

SOCIAL

En réponse au malaise des personnels

Les hôpitaux obtiennent une rallonge de 825 millions de francs

Le malaise exprimé depuis plusieurs semaines par les personnels hospitaliers a commencé à être entendu, en dépit de la faible mobilisation de la journée nationale d'action, lancée séparément, mardi 26 avril, par la CFDT et la CGT. Le ministère de la santé a annoncé, mardi, qu'une rallonge budgétaire complémentaire de 825 millions de francs allait être dégagée pour permettre aux hôpitaux de financer le surcoût entraîné par les revalorisations salariales négociées dans le cadre des accords Durafour (*le Monde* daté 10-11 avril).

Devant les cinq syndicats signataires de ces accords (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FEN et FGAF), le ministère a précisé que cette rallonge couvrait la mise en œuvre de ces mesures sur 1993 et 1994 à hauteur, respectivement, de 135 millions et 690 millions de francs. Une circulaire précisant les modalités d'attribution devait être adressée aux préfets *«d'ici la fin de la semaine»*.

Parallèlement, le ministère a annoncé la réunion *«dans la première quinzaine de mai»* de la commission de suivi des accords signés en 1991, prévoyant notamment la réduction à 35 heures du temps de travail de nuit. Sur ce dernier point, la contestation persiste. Les syndicats réclament l'abrogation de la circulaire du 8 février, définissant une *«référence commune»* en matière de durée du travail, et l'ouverture d'une négociation nationale sur le temps de travail. Tandis que FO appelle à une *«journée nationale de protestation»* le 17 mai, les agents continuent à se mobiliser localement, comme en Bretagne ou à Orléans, contre *«cette remise en cause des avantages acquis»*.

Bien que le décret ne soit pas «enterré»

Les partenaires sociaux ont plus d'un an pour négocier sur la durée du travail

Adressé une première fois aux partenaires sociaux le 17 février (*le Monde* du 19 février), puis présenté dans une deuxième version le 29 mars, le projet de décret modifiant l'organisation du temps de travail avait été mal accueilli, *tant par les syndicats que par certaines* branches professionnelles qui avaient à l'origine un mois pour se prononcer.

Dans une *«mise au point»* publiée le mardi 26 avril, le ministère du travail assure que le projet de décret *«n'est pas enterré»*. Ce texte vise au remplacement des 75 décrets sur l'organisation du travail qui datent de 1936 et 1937 et régissent le temps de travail et les jours d'ouverture, comme dans les banques. Aussi, Michel Giraud, ministre du travail, *«invite les présidents de chacune des principales branches professionnelles à ouvrir des négociations avec les organisations syndicales»*. Ensuite, *«un bilan de ces négociations sera dressé lors de la réunion de la commission nationale de la négociation collective en juin 1995»*. En cas de nécessité, un décret *«résiduel»* permettrait la transposition de la directive européenne qui doit intervenir pour juin 1996, au plus tard.

AGRICULTURE : Christian Jacob va quitter la présidence du CNJA. – Le président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), Christian Jacob, a annoncé, mardi 26 avril, qu'il ne se représenterait pas au poste de président du syndicat lors du congrès de juin. Il devrait être candidat aux élections européennes, sur la liste RPR-UDF. *«J'avais décidé depuis quelque temps de quitter la présidence du CNJA»*, a-t-il précisé, en expliquant qu'il atteindra dans quelques mois la limite d'âge des membres du syndicat, qui est de trente-cinq ans.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIÈRE
Renseignements :
44-43-76-40

Les scandales dans l'immobilier en Europe

Les banques allemandes en accusation

Symbole de la réussite dans les années 80, Jürgen Schneider, l'une des grandes figures du monde de l'immobilier en Allemagne, a été acculé à la faillite, entraînant de lourdes pertes pour la Deutsche Bank, la banque qui l'avait soutenu tout au long de son étonnant – mais périlleux – parcours. Cette déconfiture suscite de vives critiques, non seulement à l'égard de la principale banque allemande qui a pour le moins manqué de clairvoyance, mais aussi sur le mode de fonctionnement de l'ensemble du système bancaire allemand qui, faute de s'appuyer sur un marché boursier développé, finance, quasiment seul, une économie qu'il finit par verrouiller.

Suite de la première page

Pourquoi, depuis cette date, douze établissements nouveaux lui ont-ils accordé des prêts supplémentaires? N'ont-ils rien vérifié?

La faillite Schneider n'aurait pas eu autant de retentissement si elle n'intervenait dans un climat dégradé. En janvier, la firme centenaire Metallgesellschaft, de haute réputation, est entraînée par son flamboyant patron dans une ruineuse spéculation sur le cours du pétrole à New-York. Qui présidait le conseil de surveillance? La Deutsche Bank. Le plan de sauvetage de 3,4 milliards de marks provoquera d'ailleurs du tumulte. La Norddeutsche Landesbank et les banques étrangères, notamment françaises, jugent *« arrogantes »* les méthodes de la Deutsche et de la Dresdner Bank, qui leur demandent de payer sans leur livrer d'explications suffisantes. Pour éviter les vagues, les « grandes » paieront au terme d'une difficile négociation dans un hôtel de Francfort. Traditionnelle diplomatie du chèque...

Mais qui paie au juste? Comment ces « provisions » énormes sont-elles possibles sinon en prélevant une dîme toujours alourdie sur les clients? Et les critiques de grogner contre la cherté des coûts des services (les chèques sont payants en Allemagne) ou contre la lenteur avec laquelle sont suivies les baisses de taux d'intérêt de la banque centrale. Ces reproches s'ajoutent à une liste déjà fournie. Les investissements des banques sont insuffisants dans les nouveaux Länder, ne cesse de déplorer publiquement la classe politique. Depuis deux ans, les Allemands se demandent comment les bénéfices des banques atteignent des records alors que l'économie traverse la crise la plus sévère depuis la guerre. En 1993, les gains de la Deutsche Bank progressent encore de 22 %, ceux de la Dresdner (numéro deux) de 10 %, ceux de la Bayerische Vereinsbank (numéro trois) de 22 %.

La faillite de Jürgen Schneider relance en outre un débat sensible. Alors que le promoteur a bénéficié de lignes de crédits considérables et incontrôlées, le client normal et le patron de PMI se voient imposer des garanties totales pour obtenir un prêt au logement ou un simple emprunt relais. Deux poids, deux mesures, ce que le chancelier Kohl a déploré lui-même, mercredi 20 avril, en demandant que la faillite du groupe Schneider soit évitée et que les banques aident les petits entrepreneurs entraînés dans la déconfiture. La demande du chef du gouvernement, en campagne électorale difficile et qui craint des pertes d'emplois en chaîne, en particulier dans les nouveaux Länder où M. Schneider était le plus gros investisseur privé, n'a été entendue qu'en partie. La faillite a été prononcée et le sauvetage va s'organiser au niveau de chacun des 75 immeubles ou groupes d'immeubles. Près de Leipzig 90 sous-traitants crient au secours.

« Les banques vivent sous un régime de cooptation et d'opacité. Elles font beaucoup de mal à l'économie allemande », commente, amer, un conseiller gouvernemental. Et la classe politique allonge sa propre liste de reproches, dont le dernier, et non le moindre, concerne les fonds du Luxembourg. Les banques allemandes, se plaint le ministère des finances, aident leurs clients à placer leur épargne dans leurs filiales luxembourgeoises pour qu'elle échappe à l'impôt sur le capital. Incivisme caractérisé. Les banques répondent que, si elles ne le faisaient pas, leurs concurrentes étrangères ne s'en priveraient pas... Le dialogue est rompu et les polyvalents ont fait une descente à la Dresdner Bank pour plonger dans les comptes, au grand dam de toute la communauté financière, qui dénonce le viol du secret bancaire.

Les effets destructeurs de la modernité

Dans ce procès global, les arguments sont de valeur inégale. Les banques n'ont pas tort de dire que les affaires comme Metallgesellschaft ou Schneider sont exceptionnelles et qu'à chaque fois elles *« font leur devoir »* en réglant les pots cassés. La Deutsche Bank a annoncé que les petits artisans qui travaillent sur les immeubles qu'elle a financé, n'auront pas à souffrir. Elles soulignent qu'en France ou aux Etats-Unis on se tourne dans ces cas-là vers l'Etat. Mais les critiques sont à la mesure de la déception des Allemands, à cause du rôle central des institutions financières dans la République fédérale.

Depuis toujours, l'Allemagne a appuyé son développement économique sur les banques plutôt que sur les marchés de capitaux. La place de Londres est deux fois plus grosse que celle de Francfort, alors que l'économie britannique est inférieure d'un bon tiers à l'allemande. La Bourse germanique ne découvre qu'aujourd'hui nombre de produits financiers qui ont été introduits il y a dix ans à Paris. Le système de Hausbank par lequel la banque allemande assume tous les besoins d'une entreprise cliente et parfois entre dans son capital est constitutif du modèle. Au niveau de l'entreprise, comme au niveau national, la banque est la principale machine à transformer l'épargne et à assurer son « bon » placement.

Au total, l'Allemagne n'a pas eu à se plaindre de ce choix qui a permis une solide irrigation financière à long terme de l'économie. Mais il a ses défauts. Les marchés imposent la transparence et sanctionnent rapidement. A l'inverse, les banques, tenues par le secret, sont toujours tentées de préférer les arrangements discrets. Et la tentation est renforcée en Allemagne par une culture historique de cooptation. Il faut donc que les banques allemandes soient irréprochables, infaillibles, sinon les critiques anglo-saxonnes font mouche. L'hebdomadaire *Wirschafiswoche* résume : *« La Deutsche Bank est un sanctuaire national, le tabernacle de notre économie, la substance de la vertu allemande. »*

Dans deux cas graves, ce système s'est montré cruellement défectueux. Pourquoi? La Deutsche Bank a engagé une enquête interne qui le dira et débouchera sur des sanctions. Les procédures de contrôle seront renforcées, surtout pour débusquer une escroquerie *« intentionnelle et systématique »*, comme celle commise par M. Schneider. Mais sera-ce suffisant? *« Le cas Schneider montre clairement combien l'image des banques est défavorable en Allemagne »*, admet Hilmar Kopper, président de la Deutsche Bank. Pour ce pays, c'est très nouveau.

La raison en est profonde. Ce pays, traditionnellement, s'est toujours ouvert aux influences extérieures en les transformant à sa manière. Il en a été ainsi des Lumières françaises. Il en est de même pour l'économie aujourd'hui. L'Allemagne est un pays parmi les plus ouverts en termes commerciaux (importations et exportations) et parmi les plus fermés par une série de mécanismes internes qui la défendent contre les effets destructeurs de la modernité. Les banques tiennent un rôle considérable dans cette démarche à côté du fédéralisme, des normes techniques, de la presse, etc. Cette dualité, nœud de la culture germanique, lui donne le sentiment que son système est supérieur aux autres (1). Parfois, il entretient des survivances et des archaïsmes qui se figent en réflexes identitaires nationaux et qui ont pu engager le pays dans le délire nazi. Mais, souvent, il le sauvegarde. L'Allemagne est ainsi le pays le moins soumis à la déréglementation financière venue des Etats-Unis et dont on découvre, jour après jour, les effets dévastateurs. L'Allemagne a évité de souffler avec les autres dans la *« bulle spéculative »*.

« Le cas Schneider ne doit pas être le prétexte pour remettre en cause le système bancaire allemand », écrit *Die Zeit*, donnant le sentiment général. L'Allemagne, à coup sûr, saura ne pas céder aux pressions anglo-saxonnes et préservera ses spécificités bancaires (« le Monde-L'économie » du 19 avril). Le ton déterminé de M. Kopper (*le Monde* du 27 avril) ôte le dernier doute. Mais il lui faudra quand même comprendre que, dans le monde moderne internationalisé et médiatisé, les Allemands eux-mêmes demandent plus de transparence et plus de sanctions. La germanité oui, l'opacité non.

Ce ne sera pas un jeu d'enfant car les deux étaient liées. Les banques doivent donc apprendre à inventer un système de communication (au sens large) qui fonctionne aussi bien que celui des marchés financiers. L'image mondiale, le temps réel, en même temps que les swaps et les marchés dérivés surgissent devant elle comme autant de nouvelles modernités qui lui sont totalement étrangères, mais qu'elle devra pourtant s'approprier « à sa manière ». Rude tâche : il faut germaniser la modernité financière et médiatique anglo-saxonne. L'affaire Schneider servira peut-être à cela....

ERIC LE BOUCHER

(1) *L'Idéologie allemande*, de Louis Dumont. « Bibliothèque des sciences humaines », Gallimard.

Le sauvetage de Canary Wharf

LONDRES

de notre correspondant

Tout a commencé, paraît-il, par un coup de téléphone anxieux, en mars 1992, entre deux banquiers. Très vite, on mesura l'ampleur du désastre : Canary Wharf, ce complexe immobilier ultra moderne situé sur l'île aux Chiens, dans une boucle de la Tamise, était menacé de faillite. L'ampleur des créances bancaires du groupe Olympia & York, propriété des hommes d'affaires canadiens Paul, Albert et Ralph Reichmann, avait atteint un niveau insupportable. Les premiers calculs montrent que le montant total de leurs dettes atteint 12 milliards de dollars (environ 67 milliards de francs). Une première tranche d'environ 3 milliards de francs est immédiatement nécessaire pour Canary Wharf, le fleuron du groupe Olympia, à la fois pour assurer le service de la dette, achever les travaux et attirer de nouveaux clients.

Car la tour pointue de Canary Wharf, qui domine de ses 244 mètres tout le paysage de l'Est de Londres, ainsi que les autres immeubles du complexe, sont vides à plus de 40 %. L'affaire est grave : Canary Wharf est le « navire amiral » de la gigantesque zone de régénération urbaine des Docklands, ce quartier de l'East End dont le développement est censé rééquilibrer la capitale britannique, notamment en prévision de la liaison entre Londres et le tunnel sous la Manche. S'il coule, c'est tout l'avenir des Docklands qui est menacé, et avec lui la réputation des banques de la City. L'ampleur de l'enjeu va sauver Canary Wharf : les institutions financières et le gouvernement, qui a lourdement investi – politiquement et financièrement –, dans les Docklands, ne peuvent assister sans rien faire à ce que certains appellent un peu vite la « plus grande faillite du siècle ».

Il faut donc agir. En mai 1992, Olympia & York est placé sous la protection de la loi sur les faillites par un tribunal de l'Ontario, et la même protection est accordée aux filiales américaines. Certaines des douze banques qui ont financé Canary Wharf (à hauteur d'environ 12 milliards de francs), exigent le paiement immédiat de leurs échéances, menaçant ainsi de placer Olympia & York dans un processus de liquidation d'actifs. Une négociation s'engage entre Olympia, le gouvernement, les banques et le cabinet Ernst & Young, qui assure désormais la gestion du plus grand projet immobilier d'Europe.

Une nouvelle chance

Le gouvernement menace de renoncer au projet de la Jubilee Line, cette ligne de métro qui doit relier les Docklands au centre de la capitale (et dont la réalisation est essentielle au désenclavement de l'East End), si les partenaires privés du projet ne s'engagent pas à honorer leur contribution, d'un montant de 4 milliards de francs. Au fil des négociations, pourtant, la sagesse a prévalu. La Jubilee Line a été confirmée. Les banques – qui, en créant la société Sylvester Investments, sont devenues propriétaires de Canary Wharf –, ont compris que la meilleure option était de donner une nouvelle chance au projet immobilier. Un plan associant un effacement d'une partie du passif, une restructuration des dettes et l'octroi de nouveaux prêts a été adopté, qui laisse un endettement à long terme qualifié de *« raisonnable »*.

Les comptes consolidés du groupe pour 1992 devraient faire apparaître des pertes nettes proches de 1,2 milliard de livres (environ 10 milliards de francs). Le nouveau président de Canary Wharf, Sir Peter Levene, a bon espoir de réaliser des bénéfices dans un délai de quatre ans. Une prévision basée sur un taux d'occupation des locaux de 80 % à 90 %.

L. Z.

France : une lente sortie de crise

Les banques françaises, qui avaient imprudemment nourri la spéculation immobilière de la fin des années 80, ont, à une ou deux exceptions spectaculaires près, évité le pire à l'heure du retournement du marché. « Plombées » pour plusieurs années, elles traversent pourtant une crise profonde mais qui n'a donné lieu qu'à un débat feutré au sein de l'establishment. Seuls la défaillance du Comptoir des entrepreneurs et les déboires du Crédit lyonnais ont été étalés sur la place publique.

Le choix auquel se sont trouvés confrontés les établissements prêteurs lorsque la crise de l'immobilier a éclaté était simple : soit une opération vérité brusque et radicale; soit un nettoyage lent, étalé dans le temps. En bradant les immeubles qui leur restaient sur les bras après les défaillances en chaîne des professionnels (marchands de biens, promoteurs...), les banques prenaient, dans le premier cas, le risque de plonger le pays dans une crise immobilière sans précédent. En acceptant un long et coûteux portage, elles s'exposaient, dans le second schéma, à un autre risque : obérer leur rentabilité et leur compétitivité pour de nombreuses années dans un contexte international de concurrence féroce.

Vu l'énormité de leurs engagements dans l'immobilier (de 350 à 500 milliards de francs), le scénario catastrophe a été écarté. Une fois l'ampleur du désastre évaluée (avec retard), une fois les premières provisions passées, les financiers n'ont eu de cesse de chercher des solutions pour limiter au minimum les effets négatifs du scénario choisi et étaler dans le temps les 100 à 150 milliards de provisions à réaliser.

Pour cela, ils ont retrouvé une vieille formule plus que centenaire : la foncière. En clair, il s'agit d'isoler dans une structure *adhoc* – la foncière – des biens détenus, créances douteuses, actifs financiers plus ou moins décotés. Cela permet d'éviter de passer immédiatement des provisions insupportables. Dans l'idéal, ces sociétés doivent rapporter de l'argent, grâce aux loyers que les actifs en question généreraient. Dans la réalité, le succès dépend de la composition du portefeuille de ces sociétés. S'il est essentiellement constitué de bureaux vides en Ile-de-France (4,5 millions de mètres carrés de stocks inoccupés), la rentabilité en question est quelque peu sujette à caution...

Ces sociétés parkings, immenses entrepôts frigorifiques de l'immobilier, ont ou vont fleurir au fil des mois à la suite notamment des fameuses *defeasance* : le Comptoir des entrepreneurs a ainsi sorti 9 milliards de son bilan pour les placer dans une foncière domiciliée dans un paradis fiscal. Le Lyonnais (plus de 50 milliards de francs d'engagements estimés dans l'immobilier) devrait recourir au même procédé, à sa mesure (plus de 40 milliards)....

Quel sera l'avenir de ces structures dans lesquelles on devrait retrouver au total une centaine de milliards d'actifs? S'avéreront-elles la formule géniale qui aura permis d'attendre des jours meilleurs ou s'agit-il de bombes à retardement? Nul doute que, dans quelques années, le bilan sera contrasté...

FRANÇOISE VAYSSE

La Fédération du bâtiment révise ses prévisions à la hausse

La Fédération nationale du bâtiment (FNB) a révisé ses prévisions à la hausse et, au vu de l'amélioration constatée au premier trimestre, table désormais sur 280 000 mises en chantier de logements neufs en 1994. En février, les professionnels se montraient un peu moins optimistes, avançant le chiffre de 265 000 logements mis en chantier cette année.

La hausse des prévisions est due à ce que Jean Domange, président de la FNB, a rappelé, mardi 26 avril, *« l'incontestable réussite du plan logement »* décidé à la mi-1993 par le gouvernement, qui fait désormais sentir ses effets.

Celui-ci a permis une résorption des stocks : au 1er janvier, ils représentaient treize mois de demande pour les logements collectifs (contre dix-neuf mois en juin 1993) et neuf mois pour les PAP (prêts aidés pour l'accession à la propriété). Ce déstockage est d'autant plus encourageant qu'il s'est opéré dans un contexte de croissance des mises en vente. Certes, le secteur aidé (HLM, accession sociale...) a tiré la reprise, mais la FNB note *« un arrêt de la dégradation dans le secteur libre »*.

La consommation de prêts conventionnés et libres a augmenté de 3,5 % de novembre 1993 à mars 1994 par rapport à la même période de l'année précédente.

S'il applaudit à ces signes d'amélioration, M. Domange n'en cache pas la fragilité.

Il a souligné qu'il fallait poursuivre le mouvement de retour à l'équité fiscale entre l'immobilier et les autres placements et maintenir, en 1995, les aides à la pierre au niveau actuel.

F. V.

CONJONCTURE

Selon l'institut Rexecode

La reprise en France est encore fragile

L'institut de conjoncture Rexecode, proche du patronat, jugeant *« la reprise naissante de l'économie française encore fragile »*, maintient sa prévision de croissance à 0,9 % cette année contre 1,3 % en moyenne pour les huit autres instituts de conjoncture. En 1995, la croissance atteindrait 2,4 % contre 2,8 % pour les autres instituts. Les prévisions gouvernementales sont respectivement de 1,4 % et 2,7 %.

« La reprise est désormais bien engagée, mais le rythme en reste faible, note Rexecode. *C'est principalement dans les domaines où un soutien budgétaire a été apporté que la tendance est clairement positive : automobile, logement, travaux publics. Ailleurs, la croissance ne semble pas encore acquise de façon certaine. »* Rexecode estime que le déstockage prendra fin progressivement cette année et que s'amorcera une modeste reprise des stocks en 1995. En ce qui concerne l'investissement, l'institut de conjoncture prévoit *« au mieux »* une stabilisation en 1994, avant un redémarrage en 1995.

La masse monétaire toujours en forte expansion

La croissance allemande atteindrait 1,5 % en 1994

FRANCFORT

de notre correspondant

Tirée par l'exportation, la reprise se consolide en Allemagne. Cinq instituts de conjoncture allemands portent sur l'économie germanique un diagnostic relativement optimiste, qui rejoint celui du gouvernement et de nombreuses banques (*le Monde* du 26 avril). Ils estiment que la croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre 1 % en 1994 (après un recul de 1,9 % en 1993) à l'ouest du pays, 7,5 % à l'est (+ 7,1 % l'an dernier) et 1,5 % au total (– 1,2 % en 1993).

Les moteurs internes de la croissance sont éteints à l'ouest. La consommation devrait reculer de 0,5 %, les dépenses de l'Etat devraient stagner et les investissements également (+ 0,5 %). C'est ce qui explique que le sixième institut, le DIW de Berlin, se distingue en prévoyant une stagnation du PIB à l'ouest (0 %) et une hausse de 0,5 % pour l'Allemagne unie. Le chômage continuera, quant à lui, d'augmenter.

Par ailleurs, la masse monétaire a crû en mars de 15,2 % après 17,5 % en février, bien au-dessus de la fourchette annuelle visée en 1994 de 4 à 6 %. Certains commencent à douter que cet objectif puisse désormais être réalisé. La Bundesbank explique cette hausse par des facteurs fiscaux particuliers apparus fin 1993 et qui prolongent leurs effets, et par le fait que les capitaux restent investis à court terme à cause des incertitudes sur les taux à long terme. L'évolution de la masse monétaire compte désormais beaucoup moins dans la détermination de la politique monétaire par la Bundesbank.

E. L. B.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La *Société togolaise du coton* lance un Appel d'Offres international pour la fourniture de matériels électriques et d'équipement général pour les usines d'égrenage de TALO, NOTSE et KARA, et répartie en deux *(2) lots :*

LOT nº 1 : MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

Ce sont : les moteurs électriques avec leur démarreur, les câbles et accessoires de raccordement.

LOT nº 2 : MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT GÉNÉRAL

Ce sont : les profilés métalliques, tuyauteries et vannes, les outillages

Tout fournisseur intéressé par le présent avis pourra acheter le cahier des charges en se présentant à la :

– Direction générale de la SOTOCO - BP 219 ATAKPAME (TOGO) - Télex : 5179 - Tél. (228) 40 0006 - Télécopie (228) 40 0033

ou à :

– C.F.D.T. - 13, rue de Monceau, 75008 PARIS - Telex : 644839 F - Télécopie (33) 142995387 (attention M. GUIMARD)

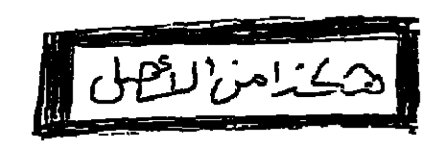
moyennant paiement d'un montant en espèces non remboursable de :

– 60 000 francs CFA, soit 600 FF pour le lot nº 1

– 20 000 francs CFA, soit 200 FF pour le lot nº 2

Les fournisseurs doivent provenir obligatoirement des pays membres de la Banque mondiale, de la Suisse et de Taïwan (Chine).

Date et heure limite de dépôt des offres le 8-06-1994 à 14 h 45 TU, à la Direction générale de la SOTOCO - BP 219 - ATAKPAME (TOGO).



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

L'ouverture du procès des Lloyd's

Trois mille « names » en quête de 629 millions de livres

Le procès « historique » des Lloyd's s'est ouvert, mardi 26 avril, à Londres. 3 062 « names », ces riches particuliers membres d'un ou de plusieurs « syndicats » d'investisseurs, vont tenter de récupérer une partie des fonds qu'ils ont perdus dans la déconfiture financière du plus grand marché d'assurance du monde.

LONDRES

de notre correspondant

« Un joueur à la roulette sait au moins combien il pose sur la table et combien il risque de perdre ! » Les *names*, eux, n'avaient pas la plus petite idée de l'étendue de leur responsabilité financière. Ou plutôt, ils savaient qu'elle était théoriquement *« illimitée »*, ce *qui ne voulait rien dire : il y a* dix ans, personne n'aurait parié 1 penny sur le risque de voir les Lloyd's de Londres, cette *city* dans la City, péricliter. Et pourtant, cette citadelle, fondée il y a trois siècles, numéro un mondial de l'assurance-réassurance, a fini par vaciller, avec des pertes estimées à 7,5 milliards de livres (1). Avec elle, ont été entraînés plusieurs dizaines de milliers de *names*, ces particuliers qui ont investi tout ou partie de leur fortune dans des « syndicats » d'assurances, dont les membres sont supposés riches et célèbres.

Cette comparaison avec la roulette a été faite mardi, lors de la première matinée des débats qui se sont ouverts devant la Haute cour de Londres, par Geoffrey Vos, avocat des 3 062 *names* » membres des quatre syndicats Gooda Walker. Leur espoir ? En poursuivant en justice les Llyod's et leurs agents, *ils espérent récupérer environ 629 millions de* livres, une somme qui est loin de représenter le total de leurs pertes. Le 14 février dernier, l'offre de David Rowland, président des Lloyd's, avait été rejetée : les *names* ont perdu quelque 3,15 milliards de livres, et ils n'entendaient pas se contenter de l'enveloppe globale de 900 millions de livres proposée par M. Rowlands à 21 000 *names*, pour solde de tout compte. Plus de 3 000 d'entre eux ont donc choisi la voie incertaine du contentieux. Leur espoir est *a priori* mince, mais on ne saura l'issue de cette action judiciaire que dans trois ou quatre mois. Le verdict faisant jurisprudence, on comprend l'intérêt que suscite ce procès. Si la justice se montre plus généreuse que la direction des Lloyd's, des milliers d'autres plaignants seront tentés de les imiter. *« Plusieurs* names, *se sont suicidés*, a ajouté Geoffrey Vos, *et beaucoup ont des dettes de plusieurs millions de livres. »* Ceux qui se pressaient mardi matin devant le palais de justice avaient la même histoire, souvent dramatique, à raconter : faillite personnelle, carrière interrompue, vente du domicile, mariage brisé, vie en lambeaux... En récitant ainsi la litanie de leurs malheurs, les *names* désignent toujours les mêmes coupables, puisque ces tragédies sont dues autant à la malchance qui a frappé les Lloyd's ces dernières années qu'à l'incompétence de la direction du *groupe*, *enfin* à la légèreté, *voire* à l'absence de probité, des soixante et onze agents des Lloyd's, souvent plus préoccupés par le souci de « faire du chiffre » que par la sécurité des placements financiers de leurs clients.

Une série de catastrophes a porté un rude coup au grand marché de l'assurance-réassurance : l'ouragan de 1987 au Royaume-Uni, puis, l'année suivante, l'explosion de la plateforme de forage Piper Alpha ; le naufrage du pétrolier *Exxon Valdez*, en 1989, en Alaska ; l'ouragan Hugo, en 1989, qui a dévasté la côte américaine ; enfin le tremblement de terre de San-Francisco. A ces causes naturelles, ou ces accidents, s'est ajouté un double phénomène : d'abord l'expansion rapide du marché, dont la taille a doublé, alors que les primes augmentaient de moins d'un cinquième. Résultat : le capital des Lloyd's est devenu insuffisant. Plus grave, les risques n'étaient pas suffisamment réassurés ou l'étaient à l'intérieur même des Lloyd's.

Durant ce boom, plusieurs centaines de nouveaux *names* ont été attirés par les méthodes peu scrupuleuses des agents-« recruteurs » des Lloyd's, souvent payés à la commission. Or, la plupart des *names* avaient une surface financière insuffisante par rapport aux risques que leur faisaient courir les assureurs de leurs syndicats. Mais le risque justement, était réputé inexistant : devenir investisseur aux *Lloyd's était un signe de réussite* sociale, le meilleur moyen de faire fructifier son patrimoine. En fait, s'est indigné Georges Vos, la direction du groupe et ses agents se sont mis à jouer à *« un jeu d'argent insouciant »*, ils ont fait preuve *« d'incompétence à une échelle spectaculaire »* et ont ignoré *« les principes de base, évidents et acceptés du marché de la réassurance »*. Les accusés ont tenté de construire une ligne de défense : les *names* ont accepté *« de grands risques, pour de grands profits »*, et les pertes des Lloyd's ont été si importantes, ont-ils affirmé, qu'elles étaient imprévisibles.

Faux, a répondu M. Vos, soutenu par Michael Deeny, représentant du groupe d'action des syndicats Gooda Walker, faux pour deux raisons : d'une part, les bénéfices obtenus durant les bonnes années n'ont jamais excédé 20 %, alors que les pertes des mauvaises années ont souvent dépassé 50 %, atteignant même dans certains cas 386 %. D'autre part, les catastrophes en question n'étaient pas d'une ampleur exceptionnelle. Enfin, tout professionnel de l'assurance se devait d'effectuer des calculs pour évaluer les risques de ses *clients au cas où une série de* sinistres se produirait. Au lieu de cela, les *names* ont été endormis par de belles paroles. La réforme d'octobre 1993 a mis fin au système de responsabilité financière illimitée des *names* (sur leurs biens propres). Ils seront désormais responsables à due concurrence des fonds qu'ils ont déposés aux Lloyd's. Le marché de l'assurance s'est, d'autre part, ouvert aux sociétés et aux trusts, dont les apports en capitaux sont les bienvenus pour tenter de restaurer une santé financière ébranlée. *Mais peut-être est-il déjà trop* tard : les comptes des Lloyd's, on le sait, sont effectués avec trois ans de retard. On commence seulement à avoir une idée de ceux de l'année 1991, qui, comme l'année précédente, pourraient se traduire par une perte de 3 milliards de livres. En attendant de lourdes pertes qui, cette fois, pourraient provenir du marché américain dans le cadre de procès liés à l'amiante.

LAURENT ZECCHINI

(1) 1 livre sterling = environ 8,70 francs.

La fin des réunions monétaires de printemps de Washington

Les pays en développement profitent inégalement de la reprise mondiale

Dernière phase des réunions monétaires de printemps de Washington, les travaux du Comité de développement, l'instance de direction de la Banque mondiale, se sont achevés, mardi 26 avril, sur une note optimiste. Les perspectives de croissance dans les pays en développement sont, globalement, favorables. Les grands argentiers du monde se sont inquiétés de constater qu'un groupe de pays, les plus pauvres, reste toujours en marge de cette marche en avant.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

L'optimisme des pays riches est contagieux. Comme la réunion du G7 dimanche et celle du Comité intérimaire du FMI lundi, la séance de travail, mardi 26 avril, du Comité de développement de la Banque mondiale s'est également terminée sur un constat plutôt positif. La Banque mondiale ne s'est pourtant pas limitée, elle, à un tableau figé.

Sous la pression des représentants des pays les plus pauvres, elle a reconnu que, derrière chaque évolution favorable, il y avait quelques ombres. Les pays en développement bénéficient, certes, d'un formidable afflux de capitaux indispensable au financement de leur croissance. Les flux de capitaux privés ont ainsi augmenté de 150 % depuis trois ans. Mais Lloyd Bentsen, secrétaire d'Etat américain au trésor, a avoué que beaucoup de ces capitaux étaient très volatils. Et Rudolf Hommes, ministre colombien des finances et président du Comité de développement, a rappelé qu'ils ne se dirigeaient pas vers les pays les plus pauvres, toujours dépendants des aides publiques qui, elles, ne progressent pas.

Le Comité de développement a aussi longuement débattu des questions de population, en relation avec la conférence internationale sur la population et le développement prévue au Caire en septembre. Inquiète de la progression très rapide de la population mondiale, la Banque a annoncé son intention d'accroître les financements qu'elle accorde aux projets liés, dans les secteurs sociaux, aux politiques démographiques. Au cours des cinq dernières années, elle a déjà accru l'importance des prêts de ce type : ils sont passés de 6 % à 16 % dans son portefeuille total.

Enfin, au moment où les institutions de Bretton Woods s'apprêtent à fêter leur cinquantenaire, la Banque mondiale veut, elle aussi, s'engager dans un effort d'introspection. La Comité a annoncé la création d'une « force de travail » qui va réfléchir à *« la contribution de la Banque mondiale et des quatre banques régionales de développement* (1) *dans le processus même de développement »*. Cette équipe, qui n'a pas encore été constituée, présentera ses conclusions lors de l'assemblée générale de la Banque en septembre à Madrid.

ERIK IZRAELEWICZ

(1) Les quatre banques régionales de développement sont : la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque asiatique de développement (BAD), la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

44-43-76-40

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE DES CARRIÈRES

Office de placement, cherche ouvriers tous corps de métiers, pour des chantiers en Europe et outre-mer.
Mr Robert Schnerl
Rathausgasse 1
A. 4021 LINZ

MJC Normandie
ÉQUIPEMENT CULTUREL IMPORTANT
RECHERCHE
DIRECTEUR
Envoyer lettre de motivations
Sous réf. : 8760
Le Monde Publicité
133, av. des Champs-Élysées
75409 PARIS CEDEX 08

ÉCOLE SUPÉRIEURE BAC + 4
(banlieue parisienne)
recrute pour rentrée 94
INTERVENANTS
en marketing, droit, compta, gestion, éco, logistique, CV + LM au Monde Publicité sous n 8759
133, av. des Champs-Élysées
75409 PARIS CEDEX 08

SIDA INFO SERVICE
recherche
COORDINATEUR REGIONAL
– Animer et gérer une équipe d'écoutants.
– Participer avec les autres coordinateurs au travail concernant l'ensemble du service.
– Participer activement à la recherche de nouveaux financements.
– Développer au niveau régional la communication, le travail en réseau, les relations publiques et des actions en partenariat ou seul.
Qualités requises :
Une forte motivation, des capacités d'écoute et d'analyse.
Une bonne connaissance de l'épidémie.
Déplacements fréquents à Paris - province et en région.
Lieu de travail : LILLE
Envoyer CV et lettre de motivation détaillée à :
SIDA INFO SERVICE
204-206, rue de Belleville
75020 PARIS

Après un succès sensationnel en Angleterre et en Allemagne,
Nous cherchons pour la vente directe (MLM) de bijoux fantaisie exclusifs
DES CONSEILLERS EN PROFESSION LIBRE
Une présentation exceptionnelle avant le début officiel en France aura lieu
LE SAMEDI 16 AVRIL 1994
au PALAIS DES CONGRÈS
PORTE MAILLOT
SALLE HAVANE
Profitez de cette possibilité. Venez nombreux !
CONTACT : M. SCHOL, M. BURHKOP, I. HEIN
Pour info. : fax en Allemagne
(19) 49-40-60-51-286

SOCIETE RECRUTE ETUDIANT (E)S
Inscrits en 2e cycle avec voiture pour poste corresp. C.D.D. dans toutes les villes universitaires en France. L'activité couvre l'année universitaire 94-95 (affichage protégé, distributions de prospectus).
Ad. CV + photo avant le 20 avril à M. SKHLUO
48, rue Montmartre - 75002 Paris

carrières internationales

NETWORKING PROJECT
Contract or permanent
On behalf of our client, a large international telecommunications company based in Germany, we are urgently seeking :
Network Supervisors/Controllers/Operators with TDM/Multiplexers experience to join a new advanced technology project.
Accommodation, free training and excellent financial conditions will be provided.
Fluency in English and one other European language is mandatory.
Contact :
Ms Lorna Elias at Kenda-Knight
PO Box 74700
1070 DJ Amsterdam
The Netherlands.
Telephone : (+ 31 20) 642 8118
Telefax : (+ 31 20) 646 2360.

DEMANDES D'EMPLOI

SECRÉTAIRE, 46 ANS
demeurant VIRY-CHATILLON (91) recherche dans commune proche, poste ADMINISTRATIF milieu scolaire, réelle attirance pour les enfants. Accepterait également EMPLOI dans CRÈCHE HALTE GARDERIE CENTRE LOISIRS MATERNELLE
TÉL. : 69-96-95-18 répondeur

INGÉNIEUR A ET M
parlant ttes les langues latines et anglais, russe, chinois et notions d'allemand ; exp. ind. auto, chimie et transports publics ch. emploi France ou étranger
étudie ttes propositions.
Tél. : 56-30-69-18 (rép.)

Secrétaire comptable
ch. emploi le matin
Tél. : 45-65-30-60

F 32 ans, DRH 7 ans exp. en PME, dess, gest. res. hum. et anglais courant ch. poste sur Paris/RP
Tél. : 47-09-90-02 (rép)

J. F. 25 ans, bac + 3 spécialisée dans la communication et la publicité. Expérience de 2 ans dans la communication : organisation de salons et de conférences, réalisation d'interviews et de communiqués de presse, chef de publicité. Recherche poste d'assistante en communication
Écrire nº 8 715, Monde Pub.
133, av. des Champs-Élysées
75008 Paris

ADMINISTRATION PERSONNEL
spécialisation RH à l'IGS
J.F., expérience, recherche poste responsable ou assistante RH (PME).
Tél. : 34-60-29-69 (REP)

H. 41 a. CFP Dessin indus. en MG
17 ans d'exp. en automatisme, depuis trois ans dans l'isolation acoustique avec contact commercial. Dynamique, Adaptation rapide à de nouvelles expériences.
Tél. : 60-79-02-19

H. 42 ans cherche poste service exploitation dans transport routier.
Dernier emploi occupé : responsable du trafic de 22 PL
14 ans d'expér. dans distribution sur Paris et région parisienne
Tél. : 60-83-42-46

Vous recherchez un responsable marketing communication ?
RÉUSSISSONS ENSEMBLE !
Tél. : 46-24-90-20.

SOCIOLOGUE
(H) D.E.A., 36 ans, offre exp. ingénierie soc. (jeunesse et actions d'insertion).
Poste motivant, Paris.
Écrire s/REF. 8757.
LE MONDE PUBLICITE
133, av. des Champs-Élysées
75409 PARIS CEDEX 08

J. F. 30 ans, docteur en histoire et civilisations anciennes, bilingue anglais-russe (connaissances italien, allemand, latin, grec), cherche emploi à temps complet ou à mi-temps.
Étudierait toutes propositions.
Tél. : 42-50-36-82 (répondeur)

TRADUCTRICE RÉDACTRICE
(français, anglais, espagnol), généraliste et technique (informatique), avec expérience en communication (presse d'entreprise, organisation d'événements) et en documentation, cherche poste à responsabilités Paris ou banlieue Ouest.
Etudierait également propositions pour travail en free-lance.
Tél. : 30-40-15-66

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGÉNIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CHEFS D'ENTREPRISES
L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
vous propose une sélection de Collaborateurs dans les catégories :
DIRECTEUR FINANCIER COMPTABLE ET CONTRÔLE DE GESTION – 44 ans – expert-comptable – maîtrise sciences économiques – 23 ans d'expérience en entreprises – forte notoriété dans secteur services.
PROPOSE : bras droit à direction générale en région parisienne (Secteur BCO/TL/2559).
SECRÉTAIRE D'ÉDITION, REWRITER, CONCEPTEUR – 39 ans – IUT information + maîtrise d'histoire + Sciences PO – maîtrisant TTX – 2 ans de pratique du journalisme et 11 ans d'expérience d'attaché parlementaire – spécialiste en sciences humaines – bonne connaissance des médias.
SOUHAITE : se reconvertir et évoluer dans l'édition, la presse, le milieu culturel ou assister un auteur – (Secteur BCO/TL/2560).
CONDUCTEUR DE TRAVAUX. PRINCIPAL – bâtiment et génie civil France/export – École St Lambert – (CAP/BEI béton armé – CAP maçonnerie ESTP – Anglais parlé – 20 ans d'expérience en bâtiment neuf ou rénovation tous corps d'état et génie civil– élaboration et gestion des objectifs.
PROPOSE : ses compétences à tous groupe/PME/PMI – France ou étranger – (Secteur BCO/TL/2561).
DIRECTEUR DE CENTRE DE PROFIT (PME et Groupes internationaux) – formation sup. commerciale + agro – anglais courant – 15 ans d'expérience de produits grande conso. – dominante marketing.
RECHERCHE : dir. gén. PME ou division pour dynamiser stratégie commerciale – France et étranger – (Secteur BCO/TL/2562).
CHIMISTE – 39 ans – thèse en chimie-physique – anglais courant – maîtrisant l'informatique – 4 ans d'expérience en laboratoire de recherche fluides et solide expérience en formulation et technique de mesure analytique et physico-chimique.
RECHERCHE : poste en recherche et développement ou en analyse – mobilité France entière – (Secteur BCO/TL/2563).
RESPONSABLE COMMUNICATION RELATIONS PUBLIQUES PRESSE – 38 ans – diplôme sciences politiques – anglais, espagnol courants – 10 ans d'expérience en grande distribution institutionnel et collectivités locales.
PROPOSE : ses compétences en communication ou marketing à entreprises ou à agences sur Paris et région parisienne – (Secteur BCO/TL/2564).
DIRECTEUR GÉNÉRAL – 44 ans – français, anglais, allemand, espagnol, courants – notions italien, portugais – IEP, IAE, MBA finances – 20 ans expérience informatique dont 9 ans étranger, USA, UK, Argentine – TECH. FIN. Anglo-Sax. – adaptabilité, négociateur, animateur, décideur, manager de crise, vivacité, esprit.
RECHERCHE : équivalent tous secteurs – mobilité géographique mondiale – (Secteur BCO/TL/2565).
ACHETEUSE : 30 ans d'expérience dans les domaines des matériaux de construction/produits annexes et de l'hôtellerie – habituée aux négociations de haut niveau avec l'Afrique, les DOM-TOM et le Maghreb – maîtrisant la totalité de l'aspect commercial (études, suivi...).
VOUS PROPOSE : ses compétences pour un poste similaire ou de commerciale – sédentaire sur Paris/région parisienne) – (Secteur BCO/TL/2566).
DIRECTEUR CENTRE DE PROFIT – 45 ans – maîtrise sciences économiques anglais courant + micro-informatique – 10 ans expérience France et Export, PME et grand groupe-habitué aux négociations de haut niveau, maîtrisant tous les aspects de l'action commerciale et du management.
PROPOSE : ses compétences pour des responsabilités similaires ou de direction commerciale et marketing – mobilité France/Etranger – (Secteur BCO/TL/2567).
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER
AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
5, rue Émile-Allez
TÉL. : 45-74-90-01
FAX : 45-74-90-02

ANPE
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27
FAX : 42-81-25-62

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix.
« Que des affaires exceptionnelles ». Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie.
ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX
PERRONO OPÉRA
Angle boulevard des Italiens
4, rue Chaussée-d'Antin
Magasin à l'ÉTOILE.
37, avenue Victor-Hugo.
Autre grand choix.

Traduction

LES TRADUCTEURS DE L'A.E.T.I.
Association des Elèves de Traduction Technique Mention Informatique, une équipe de traducteurs professionnels formés et diplômés à l'Université de Paris-8, vous offre ses services.
Tél. 40-47-87-58 - 30-40-15-66

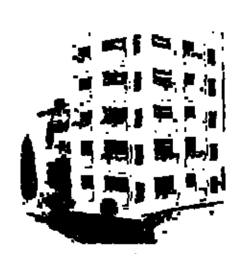
LE MARCHE ALLEMAND SE PREPARE – CONTACTS – VISITES – TRADUCTION DOSSIER Info : I. SCHWARZ. Fax : 47-37-16-29
Tél. : 47-37-43-65

Vacances,

VACANCES CORSE
Loue PORTICCIO
– 20 km Ajaccio –
Maison individuelle
+ terrasse-jardin – 4 personnes tout confort – vue impr. golfe
5 mn plages et commerces
Quinz./mois – juin-août-septembre
Pour tous rens. 34-72-38-76
après 19 h

JUIN - JUILLET - AOUT
Demeure de caractère dans village médiéval surplombant le Lot, tout confort, jardin terrasse, loisirs à proximité. 2 000 F/semaine en juin ; 2 500 F semaine juillet-août
Tél. : 40-44-45-43 (répondeur).

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.



Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



appartements ventes

1er arrdt

EXCEPTIONNEL
LOUVRE
PLACE des 2 ECUS
Apps à rénover
- 5e ét., 4 p., 130 m², 2 100 000
- 3e ét., 130 m², 2 200 000
- 2e ét., 230 m², 3 900 000
PARTENA - 42-66-36-53

2e arrdt

MONTORGUEIL, 2 p., 29 m², 2e, imm. ravalé, 580 000. VALETTE - 45-61-44-37

4e arrdt

MARAIS - HÔTEL-DE-VILLE, 2 p., 60 m², impec., 3e ss asc., soleil, calme, 1 450 000. VALETTE - 45-61-44-37

5e arrdt

PANTHÉON, 75 M², duplex de charme, 2 300 000 F. 45-67-80-91

St-Michel, r. Harpe, studio, 30 m², part. étar, soleil, charme, 650 000 F. 44-18-93-66

CL-BERNARD, 4e ét., asc., p. d. t., 75 m² + 16 m² bal. tr. clair, vue dég., dble séj., 2 chbres, (s. d. bns, w.c., cuis. tout équip.) - 150 m² MAUBERT, caractère, poutres, gd séjour, 5 p., 3 s. d. bains. 43-25-69-80

6e arrdt

ST-PLACIDE, réc. p. d. t., ét. élev., asc., 3 p., 70 m², balc. à rafr., calme, soleil, 43-35-18-36

7e arrdt

AV. DE TROUVILLE, grand séjour + chbre, sud, superbe imm., pierre de t., exclus. LARTIGUE - 47-05-61-91

PRÈS QUAI D'ORSAY, 8 p., bon état, services, park., poss. prof. libé. en partie, 7 350 000 F. GRENELLE - 45-55-06-84

RUE DE LILLE, 2 p. kitch., dches, w.c., 4e ét., refait neuf, 700 000 F. FONCIA - 45-44-55-50

8e arrdt

MIROMESNIL, pierre de t., 5 p., 165 m², bon état, clair, loggia, 4 000 000. VALETTE - 45-61-44-37

9e arrdt

Mº LIÈGE, 128 m², beau 5 p., pierre de t., 2e, asc., balcon, 2 850 000 F, service. VALETTE - 45-61-44-37

11e arrdt

BASTILLE, DUPLEX, 120 m², 2 chbres (poss. 3), 2 bains, charme, volume impecc., soleil, HK. 43-36-12-13

17, R. EMILE-LEPEU (11e), les avantages du neuf avec le charme, le caractère et les volumes du vieux, du studio au 4 p. en duplex avec loggia et terrasse, s/place, tous les mercredis, de 14 h à 17 h et tous les samedis et dimanches, de 11 h à 13 h et 14 h à 19 h, rens. au 46-34-52-12

12e arrdt

3 TERRASSES BASTILLE, 200 m², 5 chbres, 3 parkings, calme, soleil, 7 800 000 F, part. 43-44-48-10

NATION, beau 5 p., 120 m², 1979, 3 ch., dble séj., clair, calme, 1er ét. s/jardin, expo ouest, 2 150 000 F + box. Tél : 44-74-90-29 (urgt)

13e arrdt

TOLBIAC, idéal investis., studios sur plan. VALETTE - 45-61-44-37

PORT-ROYAL, 2 p., 4e ét., soleil, pierre de t., 970 000 F. 43-20-32-71

GLACIÈRE, standing séj. + ch., cuis., bains, parking, 1 300 000 F. 45-80-24-00

Arago, nf, jam. hab., dern. ét. 3-4 p., 96 m², 2 bns, terr., calme, soleil, fr. not. réd. 43-35-18-36

R. CLISSON, réc. stdg, studette tt cft, gd balc. s/jard., 380 000 F. FONCIA - 45-44-55-50

14e arrdt

Près DENFERT, bel imm., 3 p., 86 m², vue superbe s/Observatoire, 2 300 000 F. 46-44-98-07

ALÉSIA, récent stand., gd 2 p., terrasse s/jard., 1 300 000 F. FONCIA - 45-44-55-50

VAVIN, beau pierre de t., studette, kitch., bains, 395 000 F. FONCIA - 45-44-55-50

15e arrdt

PASTEUR, 2 p. en duplex, 6e, dernier étage, asc., 1 000 000 F. 43-20-32-71

BEAUGRENELLE, 1 790 000, 3 p., 73 m², parf. ét., vue, - park. VALETTE - 45-61-44-37

Mº LOURMEL, 3 p., 67 m², r.-d.-c. + sous-sol, bon aménagement, prix : 800 000 F. VALETTE - 45-61-44-37

2 P 710 000 F Mº CONVENTION, tt cft parfait état PARTENA - 45-77-98-41

STUDIO 580 000 F tt cft, 4e étg, asc, P-d-T Mº CHARLES-MICHELS PARTENA - 45-77-98-41

16e arrdt

AUTEUIL, 2 p., 4e, asc., imm. 1930, bon état, 1 365 000. VALETTE - 45-61-44-37

PTE MAILLOT, gd liv., 55 m², 2 chbres, gd stand., 115 m², 3 300 000 F. 42-65-41-03

17e arrdt

RUE FRAGONARD, 120 m² TBE, 55 m² living, 2 ou 3 chbres, part. Tél. bur. : 42-46-44-27, dom. : 42-29-48-56. Prix : 1 950 000 F

PLAINE-MONCEAU, ancien p. de taille, soleil, entrée, double réception + 4 chambres, 1 salle de bains, 2 salles d'eau, cuisine installée, + 1 chambre de service, état impeccable. 46-22-03-80 - 43-59-68-04

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT, vue parc, liv. dble, 3 chbres, gd stand., terrasse, 2 parkings. px : 3 250 000 F. 42-65-41-03

BUTTES-CHAUMONT Superbe 4 P duplex + terrasse Imm. 1991. Parking FONCIA - 43-67-07-65

20e arrdt

PLACE DES FÊTES, immeuble construit en 1981, rue de Pixérécourt, 2 p., 3 p. et 4 pièces, à partir de 15 000 F/m², entièrement rénovés, **PREBAIL** 43-80-35-04

91 Essonne

LES ULIS, 10 mn RER, 80 m², standing et lumineux, cave. park., prix : 700 000 F. Tél. : 69-07-85-30

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY, CHEZY, R + 2 Napoléon-III, 5 ch. jardin impeccable, 2 parkings H.K. 43-36-12-13

NEUILLY-JATTE, beau 4 p., gd balcon sur jard., dble box. 39-62-93-24

94 Val-de-Marne

CHAR.-LIBERTÉ Except. 5 p. + terrasse, imm. p. d. t., ss vis-à-vis, plein sud, box, 2 850 000 F. FONCIA - 43-67-07-65

SAINT-MANDÉ MAIRIE Bois, 7 p., 200 m², cuis. w.-c. Service. 3 200 000 F – 42-65-41-03.

appartements achats

CAB. VALETTE - 45-61-44-37, recherche appartements, Paris, Ouest, Centre

CABINET KESSLER 78, Champs-Élysées, 8e recherche de tte urgence beaux appts de standing, petites et grandes surfaces. Évaluation grat. sur demande. 46-22-03-80 43-59-68-04

locations non meublées offres

Bon XVe, proche Montparnasse et dernier étage paysager, 10e et dernier étage, avec ascenseur 100 m², sans vis-à-vis, grandes baies vitrées, balcons, double living, deux chambres, 1 salle de bains, 1 salle d'eau, toilettes indép., cuisine américaine, placards en nombre, système d'alarme dans l'appartement, gardien, cave et box fermés, avec accès direct à l'appartement. 12000 F TTC (chauf. et eau chaude compris). Tél. 45-66-56-65 En cas d'absence, laisser un message (répondeur).

Part. LOUVECIENNES (78) 5 mn gare, r.-d.-c., 5 P., 105 m², expos. sud-ouest, terrasse, jardin privatif. 350 m², parking, s/sol, cave. Loyer mensuel : 8 200 F + 900 F (provisions charges); Tél. : (H.B.)46-03-53-13

Mº Alésia, 3 P. 80 m², 7 500 C.C. Mº Denfert, 4 P. 100 m², 9 300 F C.C. chauff et eau compris. Alésia Conseil 42-18-01-01.

IÉNA GD STANDING 6e étage, imm. 1930, arts déco, beau studio tt cft; 3 200 F H.CH. 42-66-36-53

LA MUETTE 3-4 P, 110 m² Parfait état, cuisine équipée, imm. récent, stand 12 000 F H.CH. PARTENA 47-42-07-43.

AU CŒUR DE PARIS RUE DE RIVOLI Beau studio, tt cft, 7e étage asc. Belle vue, 2 900 F H.CH. PARTENA 42-66-36-53.

RASPAIL Mais. v. 170 m. styl. état imp. HSP liv. 65 m², S.M/ mez. c. 3 ch. 2 bns. P. ét. 20 000 + 500 ch. 43-35-18-36.

locations non meublées demandes

EMBASSY SERVICE RECH. APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES OU MEUBLÉS. GESTION POSSIBLE. (1) 47-20-30-05.

Collaboratrice au Monde cherche pour sa jeune fille, violoniste, studio ou petit deux-pièces, proche d'un métro, maximum 3 200 F charges comprises, urgent Tél 43-47-53-52 ou 40-19-07-10

maison de campagne

Part. vd maison plain-pied, 15 km du Mans, 1 salon, 2 chambres, 1 cuis. équip., 2 000 m² de terrain, 370 000 F. Tél. : 50-42-19-45.

pavillon

Région parisienne

NOISY-LE-GRAND Proche du centre en secteur calme et agréable, t. b. maison récente sur ss-sol total comp. : garage 2 voit., lingerie, cave. poss. aménager salle de jeux. En r.-de-j., vs entrez ds un superbe séj. de 50 m², accès sur le jardin av. 2 terrasses est-ouest, jolie cuis. contemp. équip., ch en r.-d.-c. av. s. d. b. En ét. : 3 ch., dressing, dégag., mezz., frais de notaire réduits, prix : 1 880 000 F Tél. : 43-04-83-97 après 19 h - 40-85-28-20 avant 18 h.

Collaboratrice journal vend à Marolles-en-Brie (94) pavillon s/900 m² terrain entouré d'une terrasse de 300 m², séj. triple avec chem., cuis. équip., 4 chbres, 2 s.-d.-b., cellier, garage 2 voitures. Prix : 1 400 000 F Tél. (après 18 h.) : 45-98-12-78.

propriétés

NEUILLY, CHÉZY, R + 2 Napoléon III, 5 ch., Jardin impeccable, 2 parking H.K. 43-36-12-13

CORSE Très belle ppté bord de plage gde villa dans parc 12 000 m² Amarrage bateau, vue exceptionnelle mer, montagne 5 500 000 F Part. 16 93-71-88-62

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS – ILE-DE-FRANCE

FNAIM

Ventes

BD SÉBASTOPOL Studio tout confort 480 000 F Immo. Marcadet. 42-51-51-51

Mº Jules Joffrin Studio tout confort 400 000 F récent, standing, terrasse

Mº Poissonnière, 2 PIÈCES, 40 m² 5e étage, 650 000 F, calme, clair Immo. Marcadet 42-51-51-51

Mº JASMIN, 106 m² living double, 2 chambres Tél. matin - 45-44-21-97

Mº DUPLEIX récent tout confort, grand living, 2 chbres bains, 7e, asc. Tél. : 48-73-57-80

3/4 PIÈCES, 18e, 1 250 000 F Imm. stand. apt impeccable A SAISIR - Tél. : 42-59-09-09

3/4 PIÈCES, 18e, 1 100 000 F Bel apt, habitable de suite A SAISIR - Tél. - 42-59-09-09

LUXEMBOURG, grand studio à moderniser s/cour, av. verdure, 650 000 F. Tél - 43-25-97-16

R. JEANNE D'ARC beau 2 P., entrée, cuis., s. d'eau, WC, 2e ét., rue calme, parfait état 590 000 F. Tél. . 43-25-97-16

Pr. Montsouris imm 76, s/r et jard., 3-4 p., 80 m², parf. état. park 1 650 000 F - 43-35-18-36

Plaisance ds anc petit HP, 3e & dern. ét., 45 m², faible ch 890 000 F. Tél. - 43-35-18-36

Mº Luxembourg idéal prof. ou p-à-t 3 P., 71 m², tt cft, calme, à rafr. 1 800 000 F Tél - 43-35-18-26

17e prox. CITÉ DES FLEURS **2 P. 690 000 F** 4e étg., asc., imm rec., entr., séj., 1 chbre, cuis., s.-de-bns, 1 cave Tél. 42-66-36-53

BUTTES CHAUMONT MAISON 200 m² 2 nivx + combles aménageables, gar. jard. 4 600 000 F - 47-42-07-43

Achats

L'Immobilière Marcadet recherche appartements Paris Rive Droite Tél. : 42-51-51-51 - Fax : 42-55-56-55

Recherche 2 à 4 P. PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e PAIE COMPTANT chez notaire Tel - 48-73-48-07 même le soir

Locations

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, caractère, dble liv + chbre, cuis., s. de bns 6 150 F ASM 42-47-12-10

Passy-Muette, p. de t., dble liv., chbre tt ch, 3e, asc. 5 500 F + charges ASM 42-47-12-10

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER

villas

78 GARANCIÈRES (près Montfort-l'Amaury), part. vd villa 1980, 285 m² habitables sur 12 500 m² paysagés, entrée 30 m², séjour avec cheminée 85 m², 3 chambres, 1 dressing, 2 mezzanines, cuisine équipée, bureau, 2 bns, WC, 1 chbre av. s. d'eau au s/sol Buanderie, garage, portail électrique interphone. Alarme. Prix 3 500 000 F à déb. Tél. 34-86-48-69.

FONTENAY/BOIS Propriétaire vend VASTE MAISON de caractère tt ch + combles + box Le tout : 300 m² envir. + cour jardin Exception. 1 850 000 F Tél. : 42-65-11-66

VENISE, part. vd splendide villa, Lido, 5 p tt cft, s/sol, gd jard., Paris. 47-34-82-97

bureaux

Locations

LOCATION BUREAUX 100 A 1 000 m²
Pl. Vendôme .... 160 à 225 m²
Opéra .... 113 à 670 m²
Elysées .... 170 à 615 m²
George V .... 380 à 810 m²

PLUS DE 1 000 m²
Palais-Royal .... 10 000 m² div
Madeleine .... 1 500 m² s/1 ét
Haussmann .... 900/3 000 m²
Neuilly .... 2 560 m² div.

KFR 42-96-88-88

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** et tous services. 43-55-17-50

Ventes

NEUILLY Ch. De Gaulle bureaux 87,5 m², calme, vue jardin, 3 bureaux, entrée, s. de bain, cuisine (équipée) tél. 4 lignes, alarme parking Prix pat vendeur 3 500 000 F Tél. Mr Hemon 40-76-04-00

locaux commerciaux

MARAIS - EXCEPTIONNEL dans Hôtel part., 180 m², r.d ch., s/cour d'honneur, 25 000 F/mois + cession. AG DU MUSÉE Tél. 42-78-08-02

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
1er ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 145 m², 6e étage	174, rue de Rivoli ESPACE G.T.F. - 48-00-89-89 Honoraire location	14 500 + 2 102 10 710
3e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 61 m², 4e ét.	7/9, rue des Arquebusiers SAGGEL VENDOME - 47-42-44-44 Commission	7 490 + 816,06 5 392,80
4e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 102 m², 3e ét.	21, rue Condorcet PHENIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	8 000 + 980 5 693
11e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 92 m², r.-d.-ch. parking	7, impasse Carrière-Mainguet AGIFRANCE - 43-71-48-17 Frais de commission	6 112 + 1 067 4 349,30
13e ARRONDISSEMENT		
6 PIÈCES 99 m², 4e étage parking	16, rue des Frères-d'Astier-de-la-Vigerie AGIFRANCE - 49-03-43-02 Frais de commission	7 143 + 1 183 5 082,95
14e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 72 m², 3e étage parking	96, avenue du Maine AGIFRANCE - 43-22-23-81 Frais de commission	6 848 + 786 4 873
15e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 76 m², 4e ét. parking	5, bd Garibaldi PHENIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	7 200 + 1 347 5 124
16e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 76 m², 6e étage	135, avenue de Versailles PHENIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	6 100 + 987 4 341
17e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 83 m², 5e ét.	9, rue des Dardanelles GENERALI IMMOBILIER - 40-16-28-71 Frais d'actes	7 600 + 1 146 358
19e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 56 m², 3e ét. cave + park.	46 bis, rue de Mouzaïa SAGGEL VENDOME - 47-42-44-44 Commission	4 506 + 725 3 244,32
20e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 92 m² + balcon 1er étage	52/56, rue des Haies ESPACE G.T.F. - 48-00-89-89 Honoraire location	6 000 + 1 300 4 590
5 PIÈCES Duplex, 107,15 m² 7/8e ét., park.	Avenue Gambetta PHENIX GESTION - 40-30-23-27 Frais de commission	8 360 + 1 182 5 948,97
78 – YVELINES		
4 PIÈCES 81 m², 7e ét. park.	POISSY 7, av. des Ursulines AGIFRANCE - 30-74-32-14 Frais de commission	4 128 + 1 102 3 231
3 PIÈCES 66 m², 1er ét. parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE Rue des Ursulines PHENIX-GESTION - 30-61-07-47 Frais de commission	4 600 + 882 3 273,36
91 – ESSONNE		
STUDETTE 15 m², r.-d.-ch. parking	GIF-SUR-YVETTE Rés. « Les Grandes Coudraies » GENERALI IMMOBILIER - 40-16-28-70 Frais d'actes	1 207 + 198 143
92 – HAUTS-DE-SEINE		
3/4 PIÈCES 63 m², 8e ét. parking	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GENERALI IMMOBILIER - 40-16-28-71 Frais d'actes	6 000 + 790 310
3 PIÈCES 87 m², r.-de-c.	COURBEVOIE 333, bd Saint-Denis ESPACE G.T.F. - 48-00-89-89 Honoraire location	5 700 + 592 4 374
4 PIÈCES 90 m², 3e ét.	MEUDON 72, rue de la République SAGGEL VENDOME - 47-42-44-44 Commission	6 520 + 1 406 4 694,40
STUDIO 29 m² + 6e ét. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 22, bd du Général-Leclerc GENERALI IMMOBILIER - 40-16-28-68 Frais d'actes	3 600 + 512 280
3 PIÈCES 104 m² + balcon 1er ét., poss. park.	NEUILLY-SUR-SEINE 26/28, rue Jacques-Dulud ESPACE G.T.F. - 48-00-89-89 Honoraire location	9 500 + 1 787 7 110
5 PIÈCES 113 m², 4e ét.	PUTEAUX 2, rue Amper SAGGEL VENDOME - 47-42-44-44 Commission	7 750 + 1 085,75 5 580
3 PIÈCES 76 m², 4e ét. parking	SURESNES 39, av. Georges-Pompidou PHENIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	5 200 + 1 153 3 700
93 – SEINE-SAINT-DENIS		
4 PIÈCES 88 m², 1er ét.	PIERREFITTE 52/64, av. du Gal-Gallieni PHENIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	3 750 + 1 340 2 668
94 – VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES 91,31 m², 3e ét. parking	VINCENNES Avenue du Petit-Parc PHENIX-GESTION - 43-65-58-53 Frais de commission	7 420 + 1 183 5 280

La rubrique « Locations des Institutionnels » a été réalisée avec la participation de



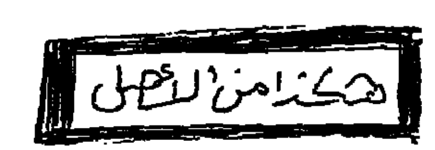




PHENIX GESTION







VIE DES ENTREPRISES

La bataille autour de la privatisation des télécommunications en Italie

La polémique se concentre sur la banque Mediobanca

La Banca commerciale Italiana – la Comit – s'est dotée, mardi 26 avril, d'un nouveau président lié à l'omniprésente banque milanaise Mediobanca. Cette désignation intervient alors que la polémique fait rage en Italie sur les ambitions « tentaculaires » de l'établissement de la via Filodrammatici.

La privatisation n'y a rien changé. La Banca Commerciale Italiana, la Comit, aura beaucoup de mal à échapper à la sphère d'influence de Mediobanca. Le week-end dernier, le conseil d'administration, tout juste renouvelé, débarquait Sergio Siglienti, l'ancien président de la banque. Mardi 26 avril, il portait à sa présidence Lionello Adler, le patron de Cartiere Burgo, groupe papetier dont Mediobanca détient 14,3 % du capital. De quoi alimenter encore les critiques de ceux qui, derrière Romano Prodi, le patron de l'IRI, l'institut pour la reconstruction industrielle, le holding qui gère les participations de l'Etat italien, dénoncent l'irrésistible montée en puissance de la banque d'affaires milanaise et de son très influent président d'honneur, l'énigmatique Enrico Cuccia.

Le bras de fer entre Romano Prodi et Enrico Cuccia s'est transformé en guerre ouverte. La bombe a explosé, samedi 23 avril, à quelques heures de l'assemblée générale qui, en désignant les administrateurs de la Comit, devait entériner la reprise en main de Mediobanca. Elle a pris la forme d'une tribune libre publiée par *La Stampa*, et intitulée *« Pourquoi je dis halte à Mediobanca »*.

Alcatel et Pirelli dans la tourmente

Dans son éditorial, le patron de l'IRI accuse la banque d'affaires de détourner les privatisations italiennes de leur objectif. En retenant la formule de l'actionnariat « diffus » et la procédure d'offre publique de vente, explique-t-il, le gouvernement Ciampi a voulu user des privatisations comme d'un levier pour *« rééquilibrer le pouvoir économique »*.

Il a exclu les « noyaux durs » et a limité à 3 % le seuil maximum de titres pouvant être acquis lors des offres publiques de vente, assure-t-il. Mais dans les faits, rien n'interdit à un groupe d'investisseurs alliés de ramasser, pour chacun d'entre eux, la part maximale de titres à laquelle il a droit et de s'entendre sur les répartitions des sièges aux conseils d'administration, voire les nominations de dirigeants. C'est ce qui s'est passé dans le cas du Credito Italiano. C'est également ce qui se met en place autour de la Comit. *« Nous sommes en train d'assister – sans que quiconque ait à en rendre compte – au renforcement d'un centre de pouvoir économique, sans équivalent dans aucun autre pays »*. Un centre de pouvoir qui fédère la fameuse « galaxie du Nord » (Mediobanca est la banque des grandes familles du capitalisme italien, les Agnelli et les Pirelli, entre autres) et qui s'étend aujourd'hui aux entreprises anciennement publiques mises sur le marché.

Si la puissance de Mediobanca devait se renforcer encore – à la faveur de la privatisation de la STET, le holding appelé à contrôler la totalité des télécommunications italiennes – les conditions *« d'un inévitable retour de l'Etat dans l'économie »* seraient réunies, avertit encore M. Prodi. Un retour qui s'avérerait nécessaire pour contrebalancer une puissance privée *« dont la logique propre ne coïncide pas forcément avec l'intérêt national »*.

Enorme opération financière, lourde d'enjeux industriels, la privatisation de la STET est devenue une affaire politique. Le français Alcatel et son partenaire Pirelli, qui sont précisément les candidats de Mediobanca à une entrée dans le capital de la future société unique de télécommunications italiennes, essuient depuis quelques jours un véritable tir de barrage de la part du patron de l'IRI. Sans broncher. Estimant que les jours de M. Prodi sont comptés, ils préfèrent jouer la montre. *« Attendons d'y voir plus clair. Le gouvernement n'est pas encore formé... »*, se contentent-ils de répliquer.

Selon certains financiers, Romano Prodi tenterait d'arrimer la STET à une alliance américaine pour éviter précisément un contrôle de la banque milanaise. La signature, mardi 26 avril, d'un accord de coopération entre la STET et la société de téléphone Bell Atlantic dans le domaine du multimedia irait dans ce sens.

CAROLINE MONNOT

Pour 1 milliard de dollars

Le britannique BAT Industries rachète American Tobacco

Pour se renforcer sur le marché américain de la cigarette, le géant britannique BAT Industries a annoncé, mardi 26 avril, l'acquisition de la division tabac d'American Brands. Ce groupe lui cède sa filiale American Tobacco pour 1 milliard de dollars (5,8 milliards de francs) qui devrait être largement payée comptant. Toutefois, cette transaction reste soumise à l'agrément des autorités américaines et devrait prendre plusieurs mois.

Les campagnes antitabac et la guerre des prix qu'ont lancées les fabricants l'an dernier pour rivaliser avec les cigarettes sans marque aux Etats-Unis ont rendu ce marché plus difficile, conduisant à de nécessaires restructurations dont ce regroupement est l'illustration. En reprenant American Tobacco, BAT Industries voit sa part de marché progresser de 11 à 18 %. Le conglomérat britannique, présent avec Kent, Kool et Barclay, ajoute à son portefeuille des marques comme Carlton, Lucky Strike, Pall Mall ou Misty, et conforte ainsi sa position de troisième outre-Atlantique derrière les géants Philip Morris (Marlboro) et RJR Nabisco (Camel). BAT va également acquérir les droits de la marque Silk Cut en dehors de l'Europe et a conclu un accord de fabrication à long terme avec la filiale britannique d'American Brands, Gallaher. Un premier rapprochement entre les deux groupes avait déjà été amorcé l'été dernier sous la forme d'un échange de marques de cigarettes en Europe (*le Monde* du 7 juillet 1993). Aujourd'hui, une étape supplémentaire a été franchie, accueillie avec satisfaction par les milieux boursiers.

Le conglomérat britannique, qui exerce ses activités dans deux métiers différents, les services financiers et le tabac, souligne ainsi sa volonté de garder ses deux pôles d'activités. Récemment, il se déclarait intéressé par une privatisation de la SEITA et, parallèlement, il n'excluait pas de se renforcer dans la finance.

American Brands, de son côté, préfère se concentrer sur ses activités dans les spiritueux, l'assurance et le matériel de bureau, qui représentaient jusqu'alors la moitié de l'activité du groupe, l'autre provenant du tabac. Sans doute sa taille trop petite pour le marché américain, où il était cinquième, ne lui permettait pas d'entrevoir un rapide redressement de ses profits dans cette branche.

D. G.

En vue de créer une unité de fabrication de fromage

Bongrain s'implante en Russie

Après s'être implanté en Pologne et en République tchèque en 1993, puis avoir repris au début de l'année une usine en Hongrie, le groupe Bongrain (Caprice des Dieux, Tartare, Saint-Agur...) négocie un contrat pour créer une unité pilote de fabrication de fromage à Moscou. *« Dans sa première phase, il s'agit d'un projet de taille modeste, destiné à promouvoir la production laitière dans cette région »*, a révélé, mardi 26 avril, Claude Boutineau, directeur général du groupe, reconnaissant cependant que *« des extensions sont prévues ensuite, avec une implantation à Saint-Pétersbourg »*.

« L'Europe reste l'un de nos chantiers importants, avec une ouverture sur les pays de l'Est, mais nous avons d'autres chantiers en Amérique du Sud, tant au Brésil qu'en Argentine, et nous prospectons en Uruguay et au Chili », a tenu à ajouter Jean-Noël Bongrain pour relativiser cette annonce. *« Et les Etats-Unis restent notre premier marché hors de France »*, a rappelé le président fondateur de ce groupe familial qui porte son nom. Ce développement hors de l'Hexagone, qui représente 54 % du chiffre d'affaires, permet de compenser les effets de la récession sur les marchés de marques alimentaires qui ont été plus prononcés en France qu'à l'étranger. Depuis le début de l'année, les dirigeants de Bongrain notent un redémarrage sur le continent nord-américain et une stabilisation sur de nombreux marchés européens.

Quant à l'année écoulée, elle s'est traduite par un léger tassement du chiffre d'affaires ramené à 9,59 milliards de francs contre 9,71 milliards en 1992. Le résultat d'exploitation s'est en revanche amélioré de 1,1 % à 593 millions de francs et le bénéfice net a progressé de 22,5 % à 434 millions de francs en raison d'une plus value exceptionnelle due à la cession de l'entreprise américaine Colombo.

Ces comptes n'intègrent pas la Compagnie laitière européenne (CLE), qui a repris en 1992 les actifs de l'ULN (Elle-et-Vire, Cœur de Lion). Opérateur industriel de ce groupe de 12,5 milliards de chiffre d'affaires, tout en n'ayant que 10 % de son capital, Bongrain envisage de l'intégrer par équivalence dans ses comptes en 1995. Pour l'heure, en raison principalement des difficultés en Espagne, la CLE a encore enregistré de forte pertes en 1993 : 693,9 millions de francs dont 602 millions pour les seules activités espagnoles.

D. G.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani
gérant, directeur de la publication
Dominique Alduy
directeur général
Noël-Jean Bergeroux
directeur de la rédaction
Eric Pialloux
directeur financier
Anne Chaussebourg
directeur délégué

Directeur de l'information :
Philippe Labarde
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Camas, Laurent Greilsamer
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre
Edwy Plenel, Luc Rosenzweig

Bruno Frappat
directeur éditorial
Manuel Lucbert
directeur du « Monde des débats »
Alain Rollat
délégué auprès du directeur général
Michel Tatu
conseiller de la direction
Daniel Vernet
directeur des relations internationales
Alain Fourment
secrétaire général de la rédaction

Médiateur :
André Laurens

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)
Jacques Lesourne (1991-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

VENTE

MÉRIDIEN : la décision est *« dans les mains du pouvoir politique »*, selon Accor. – La décision finale pour la reprise des Hôtels Méridien est maintenant *« dans les mains du pouvoir politique »*, ont indiqué, mardi 26 avril, les dirigeants du groupe Accor, un des trois concurrents pour la reprise de cette chaîne quatre étoiles, filiale d'Air France (*le Monde* du 27 avril). L'offre d'Accor, qui valorise l'ensemble de la chaîne à 1,6 milliard de francs contre 1,8 milliard pour le britannique Forte, est *« économiquement meilleure pour l'ensemble des parties en présence »*, ont estimé les présidents d'Accor, Paul Dubrule et Gérard Pélisson, au cours d'une conférence de presse.

ACCORD

LAFARGE COPPÉE double sa capacité de production en Turquie. – Le groupe Lafarge Coppée (matériaux de construction) a annoncé, mardi 26 avril, qu'il allait doubler sa capacité de production en Turquie, pays à forte croissance dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Le groupe français a conclu un accord avec le groupe turc Yibitas Holding qui élargit le patrimoine industriel de Yibitas Lafarge, leur société commune, par l'acquisition de trois cimenteries et d'une station de broyage en Anatolie centrale. Ces quatre unités étaient auparavant contrôlées à 100 % par Yibitas Holding. Lafarge Coppée devient ainsi l'un des premiers cimentiers en Turquie avec une part de marché de 11 %. Son chiffre d'affaires va passer de 600 millions de francs à plus de un milliard.

CESSION

VOLVO vend ses parts dans Cardo aux Wallenberg. – Dans le cadre de sa stratégie de recentrage sur l'automobile, Volvo a annoncé, lundi 25 avril, avoir cédé toutes ses parts (43,8 %) dans la société suédoise d'investissements AB Cardo, pour un montant de 3,7 milliards de couronnes (2,6 milliards de francs). L'acquéreur, la société suédoise Incentive AB, fait partie du groupe suédois Wallenberg. Celui-ci souhaite développer son activité dans les technologies médicales. Or Cardo détient 43 % des parts et 58 % des droits de vote de Gambro, un des principaux groupes mondiaux dans ce domaine. Cette opération doit rapporter à Volvo un gain en capital de quelque 2,6 milliards de couronnes, a précisé le constructeur automobile suédois.

RÉSULTATS

NAVIGATION MIXTE enregistre un bénéfice net de 700 millions de francs en 1993. – Le groupe diversifié Compagnie de navigation mixte a réalisé en 1993 un bénéfice net (part du groupe) de 700 millions de francs, contre 423 millions en 1992, soit une hausse de 65 %. Le chiffre d'affaires du groupe s'est établi à 15,9 milliards de francs, en hausse de 1,6 % sur 1992.

SWISSAIR : bénéfice net en recul. – Le groupe suisse de transports aériens Swissair a annoncé un bénéfice net de 59 millions de francs suisses (239,5 millions de francs), contre 113 millions (459 millions de francs) en 1992. Son résultat d'exploitation s'élève à 216 millions de francs suisses (877 millions de francs) contre 214 millions en 1992. La seule maison mère, la compagnie aérienne Swissair, a vu son bénéfice net chuter à 6,7 millions de francs suisses (27,2 millions de francs) contre 20,8 millions de francs en 1992. Compte tenu de cette érosion de bénéfices, la société a demandé à ses actionnaires de renoncer au versement d'un dividende. Pour son exercice 1992, Swissair avait distribué un dividende amputé de moitié.

ACQUISITION

AMERICAN NATIONAL CAN (Pechiney) va racheter la société Liberty Glass Company. – American National Can (ANC), filiale américaine de Pechiney, vient de signer un protocole d'accord pour le rachat de la société Liberty Glass Company, ce qui en fera le numéro trois des producteurs de verre aux Etats-Unis. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé. Liberty, qui a déclaré en 1993 un chiffre d'affaires de 85 millions de dollars (500 millions de francs) exploite une usine d'emballage de verre à Sapulpa (Oklahoma). Le secteur verre d'ANC, commercialisé sous la marque Foster Forbes, a réalisé en 1993 un chiffre d'affaires de 577 millions de dollars. Foster Forbes, leader de la technologie du verre allégé, exploite déjà neuf usines aux Etats-Unis.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 avril ↑ En hausse

Sur sa lancée de la veille, la Bourse de Paris était à nouveau en hausse mercredi 27 avril dans le sillage des marchés obligataires qui ont salué la nouvelle baisse des taux d'intérêt allemands. En hausse de 0,68 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée un gain de 0,79 % à 2 147,70 points dans un marché plus actif que les jours précédents.

En dépit de la détente observée sur le front des taux d'intérêt, les investisseurs se montrent particulièrement frileux depuis plusieurs jours. Les montants très modestes des affaires illustrent cette attitude. Lundi, les transactions étaient inférieures à 2,5 milliards de francs et mardi inférieures à 3 milliards.

En tout cas, mercredi matin la Bundesbank a alloué lors d'une prise en pension des liquidités au taux marginal de 5,47 %, en baisse de onze centièmes de point. Dans la foulée, la banque centrale de Belgique a ramené son taux central de 5,70 % à 5,60 %. Quelques heures auparavant, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, déclarait que *l'institut d'émission* continuera à examiner la marge de manœuvre dont il dispose pour baisser ses taux d'intérêt en cherchant le moment opportun. Les milieux financiers espèrent que la Banque de France va emboîter le pas jeudi lors de son appel d'offres.

La MATIF semble jouer cette perspective, le contrat notionnel échéance juin étant en hausse de 0,68 %. Le Bund allemand progresse de 0,37 %. Mardi soir aux Etats-Unis, les taux à long terme américains sont passés de 7,15 % à 7,11 %, en dépit d'une forte hausse de l'indice de confiance des consommateurs américains en avril.

NEW-YORK, 26 avril ↓ Faible baisse

Wall Street a clôturé en légère baisse mardi 26 avril, sous la pression de prises de bénéfices après le gain de près de 60 points enregistré la veille. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes est repassé sous le seuil de 3 700 points, pour clôturer à 3 699,54 points en baisse de 6,24 points (– 0,17 %).

Quelque 288 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de quatre contre trois : 1 254 contre 922 606 actions ont été inchangées.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, a reculé à 7,11 % contre 7,15 % lundi soir.

La bonne tenue de l'indice de confiance des consommateurs dans l'économie américaine, qui a fait un bond à 91,7 %, a été tempérée par la publication d'une hausse de 3,2 % seulement des coûts salariaux sur les douze mois terminés le 31 mars.

De plus, les opérateurs ont hésité à s'engager en raison de la clôture de Wall Street mercredi, décrété jour de deuil national après le décès de l'ancien président Richard Nixon.

Du côté des valeurs, USX était en légère baisse malgré l'annonce d'un bénéfice net de 75 millions de dollars au 1er trimestre contre une perte nette de 45 millions un an auparavant. Le pétrolier Texaco, qui a publié une baisse de 27 % de son bénéfice net, était également en recul.

VALEURS	Cours du 25 avril	Cours du 26 avril
Alcoa	68 5/8	68 3/4
Allied Signal Inc.	35 1/2	34 7/8
American Express	30 1/8	29 7/8
ATT	52 3/8	52 1/8
Bethlehem Steel	20 7/8	20 7/8
Boeing	44 3/4	44 7/8
Caterpillar Inc.	111 1/8	110 5/8
Chevron	92 5/8	90 7/8
Coca-Cola	40 5/8	40 1/2
Disney Corp.	42 3/8	43 1/2
Du Pont de Nemours	58 1/8	57 7/8
Eastman Kodak	41 3/4	41 3/4
Exxon	63 1/2	62 7/8
General Electric	96 3/4	96
General Motors	57 1/4	56 3/4
Goodyear Tyre	40	40 1/8
IBM	58 1/4	58 1/2
International Paper	62 3/4	63 7/8
McDonnell Douglas	113 1/4	112 3/4
Merck and Co	30 7/8	30 1/4
Minnesota Mining	47 3/4	48 3/4
Morgan (J.P.)	62	62
Philip Morris	52 3/8	54 1/4
Procter Gamble	57	56 5/8
Sears Roeb. and Co.	46 3/4	46 3/4
Texaco	65 5/8	64 3/8
Union Carbide	25 1/8	26 1/8
United Tech.	63 3/4	63 5/8
Westinghouse El.	11 3/4	11 3/4
Woolworth	16 1/4	16

LONDRES, 26 avril ↑ Regain

Les valeurs ont repris mardi 26 avril une partie du terrain perdu la veille à la Bourse de Londres, mais les investisseurs demeuraient très prudents. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 19,2 points (+ 0,6 %) à 3 125,3 après avoir compté jusqu'à 31 points d'avance en début d'après-midi. L'ouverture faible de la Bourse américaine par la suite l'a ensuite fait un peu reculer.

La séance a été animée avec 748,8 millions d'actions échangées contre 518,1 millions la veille. Les opérateurs ont apprécié une étude trimestrielle de l'organisme patronal CBI montrant que la production et les carnets de commandes de l'industrie manufacturière ont continué à s'améliorer depuis janvier dans un environnement non inflationniste.

Du coté des valeurs, BAT Industries a progressé de 12,5 pence à 456,5 pence, les investisseurs saluent l'acquisition d'American Tobacco pour 1 milliard de dollars, qui reste soumise à l'approbation des autorités américaines...

VALEURS	Cours du 25 avril	Cours du 26 avril
Allied Lyons	5,88	5,91
BP	3,87	3,88
BTR	3,86	3,93
Cadbury	4,67	4,75
Glaxo	5,54	5,61
GUS	5,96	6,01
ICI	8,34	8,38
Reuters	5,19	5,27
RTZ	8,26	8,32
Shell	7,25	7,28
Unilever	10,72	10,88

TOKYO, 27 avril ↑ Frileux

La Bourse de Tokyo a terminé en hausse, mercredi 27 avril, le Nikkei gagnant 100,22 points (+ 0,5 %) à 19 729,15 points, alors que de nombreux investisseurs ont préféré rester à l'écart en attendant le début, vendredi, d'une semaine de congés au Japon.

Les investisseurs institutionnels ont acheté en petite quantité, tandis qu'il n'y avait aucune incitation à vendre. Les gestionnaires sont donc restés en retrait du fait de l'impasse politique en ce début de « Golden Week » marquée par de nombreux congés. « Il y avait peu de participants sur le marché. Il est normal que personne ne veuille investir activement avant les vacances », commentait un opérateur.

Sur le marché des changes, le dollar a clôturé en légère baisse à Tokyo mercredi contre yen et mark, en dépit d'interventions répétées de la Banque du Japon.

VALEURS	Cours du 26 avril	Cours du 27 avril
Bridgestone	1 510	1 500
Canon	1 660	1 660
Fuji Bank	2 280	2 280
Honda Motors	1 690	1 690
Matsushita Electric	1 680	1 680
Mitsubishi Heavy	678	615
Sony Corp.	5 840	5 890
Toyota Motors	1 990	1 980

CHANGES

Dollar : 5,7528 F ↓

Mercredi 27 avril, le deutschemark restait soutenu à 3,4356 francs sur le marché des changes parisien, contre 3,4313 francs la veille en fin de journée (cours indicatif Banque de France). Le dollar se repliait à 5,7528 francs, contre 5,7800 francs mardi soir (cours BdF).

FRANCFORT	26 avril	27 avril
Dollar (en DM)	1,6839	1,6750
TOKYO	26 avril	27 avril
Dollar (en yens)	103,11	102,68

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (27 avril) .... 5 7/8 % - 6 %
New-York (26 avril) .... 3 11/16 %

BOURSES

PARIS

	25 avril	26 avril
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 116,29	2 130,91
(SBF, *base 1000 : 31-12-90*)		
Indice SBF 120	1 464,45	1 473,18
Indice SBF 250	1 418,99	1 427,20

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	25 avril	26 avril
Industrielles	3 705,78	3 699,54

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	25 avril	26 avril
100 valeurs	3 106,10	3 125,30
30 valeurs	2 474,20	2 492,40

FRANCFORT

	25 avril	26 avril
Dax	2 202,22	2 243,20

TOKYO

	26 avril	27 avril
Nikkei Dow Jones	19 628,93	19 729,15
Indice général	1 597,92	1 602

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,7530	5,7550	5,7763	5,7798
Yen (100)	5,5764	5,5822	5,6251	5,6347
Ecu	6,6297	6,6344	6,6270	6,6347
Deutschemark	3,4329	3,4357	3,4361	3,4405
Franc suisse	4,0163	4,0192	4,0348	4,0394
Lire italienne (1000)	3,5732	3,5768	3,5549	3,5602
Livre sterling	8,6640	8,6728	8,6777	8,6906
Peseta (100)	4,2038	4,2069	4,1811	4,1868

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 3/4	3 7/8	4 1/8	4 1/4	4 1/2	4 5/8
Yen (100)	2 3/16	2 5/16	2 3/16	2 5/16	2 5/16	2 7/16
Ecu	5 7/8	6	5 7/8	6	5 13/16	5 15/16
Deutschemark	5 3/8	5 1/2	5 5/16	5 7/16	5 5/16	5 7/16
Franc suisse	3 13/16	3 15/16	3 13/16	3 15/16	3 15/16	4 1/16
Lire italienne (1000)	7 3/4	8	7 3/4	8	7 3/4	8
Livre sterling	5 1/16	5 3/16	5 1/8	5 1/4	5 5/16	5 7/16
Peseta (100)	7 3/4	8	7 3/4	8	7 3/4	8
Franc français	5 13/16	5 15/16	5 3/4	5 7/8	5 11/16	5 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU 27 AVRIL

Liquidation : 24 mai
Taux de report : 6,25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,70 % (2145,86)

Règlement mensuel

Dernier coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
01/06/93	EDF-GDF 3%	6050	6060	+0,17
30/07/93	B.N.P. (T.P)	1048	1050	+0,19
22/10/93	Cr.Lyonnais(T.P.)	1040	1040	—
24/10/93	Renault (T.P.)	2462	2475	+0,53
01/10/93	Rhone Poulenc(T.P)	2360	2398	+1,61
15/07/93	Saint Gobain(T.P.)	1221	1256	+2,87
01/08/93	Thomson S.A (T.P)	1140	1140	—
15/07/93	Accor 1	718	717	-0,14
01/07/93	Air Liquide 1	804	808	+0,50
30/07/93	Alcatel Alsthom 1	683	688	+0,73
28/06/93	Alcatel Cable 1	636	630	-0,94
25/06/93	Alspi 1	377,80	378	+0,05
—	AGF-Ass.Gen.France	530	531	+0,19
21/07/93	Axa 1	1323	1330	+0,53
12/07/93	Bail Invest. 1	938	965	+2,88
30/03/94	Bancaire (Cie) 1	561	565	+0,71
15/06/93	Bque Colbert C2#	165	161,30	-2,24
21/06/93	Bazar Hot. Ville 2	690	710	+2,90
15/09/93	Berger (M) 2	1312	1316	+0,23
21/12/93	Bertrand Faure 2	568	579	+1,94
17/01/94	BIC 1	1285	1308	+1,79
01/07/92	BIS 1	302,20	312	+3,24
—	B.N.P. 1	243	250,60	+3,13
15/07/92	Bollore Techno.1	349,90	349	-0,26
17/05/93	Bongrain 1	3315	3465	+4,52
29/12/93	Bon Marche (Au) 1	778	780	+0,26
31/01/94	Bouygues 1	685	682	-0,44
28/06/93	BSN 1	853	855	+0,23
18/08/93	Canal + 1	978	970	-0,82
10/07/92	Cap Gemini Sogeti1	166,50	166,50	—
15/06/93	Carnaudmetalbox 1	174,20	175	+0,46
26/04/94	Carrefour 1	4032	4126	+2,33
10/06/93	Casino Guichard 1	173,90	172	-1,09
10/06/93	Casino Guich.ADP 1	131	133	+1,53
21/06/93	Castorama Dl (Li)1	611	618	+1,11
28/06/93	Caumartin Part(M)2	418	—	—
22/06/93	C.C.F. 1	232	233,50	+0,65
30/06/91	CCMC-Manegio(Ly) 2	81	81,50	+0,62
21/06/93	Cegid (Ly) 1	550	568	+3,27
31/07/91	Cerestr (Ny) 2	30	30,90	+3
01/07/93	CEP Communication1	496,90	497,10	+0,04
01/07/90	Ceres Europ.Reun 1	111	111,60	+0,54
30/03/94	Cetelem 1	1172	1170	-0,17
15/06/93	CGIP 1	1175	1174	-0,09
25/06/93	Chargeurs 1	1455	1447	-0,55
03/11/93	Christian Dior 1	406	408	+0,49
30/06/93	Ciments Fr.Priv.B2	350	349,50	-0,14
15/07/93	Clarins 1	535	535	—
05/07/93	Club Mediterranee1	438	435,20	-0,64
29/06/93	Colas 1	1080	1085	+0,47
21/09/93	CGP (Papiers)(Ly)2	745	—	—
15/07/92	Comptoir Entrep. 1	219	—	—
14/06/93	Comptoir Moder. 1	1540	1538	-0,13
01/07/93	CPR Paris.Reesc. 1	459,90	459	-0,20
28/06/93	Cred.Fon.France 1	1128	1146	+1,60
15/06/93	Credit Local Fce 1	407,50	415,80	+2,04
01/07/93	Credit Lyonn.CIP 1	571	575	+0,70
01/06/93	Credit National 1	592	599	+1,18
—	CSEE 1	695	696	+0,14
28/12/93	Damart 1	5950	5920	-0,50

Dernier coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
17/06/93	Dassault-Aviation1	520	523	+0,58
06/05/92	Dassault Electro 1	437	438	+0,23
18/06/93	De Dietrich 1	2855	2870	+0,56
03/06/93	Degremont 1	584	584	—
10/06/91	Dev.R.N-P De Cal 2	84	83,50	-0,60
23/08/91	Dev.R.Sud-Est.Ly)2	107,50	99,90	-7,07
25/08/93	DMC (Dollfus Mi)1	379,40	380	+0,16
25/05/93	Docks France 1	699	710	+1,57
10/07/92	Dynaction 1	127	126,30	-0,55
05/07/93	Eaux (Gle Des) 1	2590	2593	+0,12
04/06/93	E.B.F 1	900	910	+1,11
01/07/93	Ecco 1	720	732	+1,67
31/12/93	Eiffage 1	1218	1210	-0,66
02/07/93	Elf Aquitaine 1	413,50	411,60	-0,46
03/06/93	Elf Sanofi 1	997	995	-0,20
12/07/93	Eridania Beghin 1	908	912	+0,44
02/07/93	Essilor Intl 1	763	761	-0,26
02/07/93	Essilor Intl ADP 1	548	549	+0,18
16/02/94	Esso 1	1055	1070	+1,42
08/12/93	Eurafrance 1	2100	2122	+1,05
23/02/93	Euro Disney 1	32,40	32,55	+0,46
03/09/93	Euro RSCG W.W 1	860	861	+0,15
06/04/94	Europe 1-1	1984	1964	-1
—	Eurotunnel 1	41,45	42,55	+2,65
—	Filipacchi Medias1	895	900	+0,56
28/08/93	Finextel 1	149,10	149	-0,07
—	Fives-Lille 1	635	644	+1,42
29/07/93	Fromageries Bel 1	5180	5100	-1,54
30/06/93	Galeries Lafayet.1	2860	2860	—
05/07/93	GAN 1	426	428,50	+0,59
15/06/93	Gascogne (B) 1	561	561	—
28/07/93	Gaz Eaux(Fin.Ind)1	2100	2120	+0,95
12/07/93	Geophysique 1	575	575	—
23/07/93	G.F.C. 1	482	482	—
14/02/94	Groupe Andre S.A.1	686	685	-0,15
25/06/93	Groupe De La Cite1	871	845	-2,98
09/08/93	GTM-Entrepose 1	472	473	+0,21
08/09/93	Guilbert 1	558	560	+0,36
01/07/93	Guyenne Gascogne 1	1601	1601	—
08/09/93	Havas 1	451	453,60	+0,58
30/09/93	IDIA 1	221,50	222	+0,23
30/07/93	Imetal 1	612	623	+1,80
07/07/93	Immeubl.France 2	574	574	—
08/09/92	Immob.Phenix 1	98,30	98,10	-0,20
30/07/93	Ingenico 1	135	133	-1,48
01/09/93	Ins.Merieux Int. 1	2189	2245	+2,56
30/06/93	Interbail 1	511	501	-1,96
28/09/92	Intertechnique 1	835	840	+0,79
05/07/93	Jean Lefebvre 1	1199	1170	-2,42
31/03/94	Klepierre 1	658	634	-3,65
07/07/93	Labinal 1	770	790	+2,60
12/08/93	Lafarge Coppee 1	448,50	454,80	+1,40
13/07/93	Lagardere (MMB) 1	150	150,70	+0,47
02/08/93	Lapeyre C1	335,20	334	-0,36
08/07/93	Lebon 2	346,20	346	-0,06
01/02/94	Legrand 1	6490	6520	+0,46
01/02/94	Legrand ADP 1	4440	4360	-1,80

Dernier coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
18/09/92	Legris indust. 1	281	279,90	-0,39
01/07/93	Locindus 1	1016	1020	+0,39
30/11/93	LVMH Moet Vuitton1	895	909	+1,56
20/07/93	Lyon.Eaux-Dumez 1	580	581	+0,17
30/11/93	Marine Wendel 1	414,90	407,10	-1,88
08/07/93	Matra-Hachette 1	139	138,80	-0,14
04/07/90	Metaleurop 1	86,95	85,25	-1,96
23/08/90	Metrologie Intl 1	13,70	13,60	-0,73
07/07/93	Michelin 1	257,30	260,20	+1,12
14/09/92	Moulinex 1	139	135,50	-2,52
17/08/93	Navigation Mixte 1	1148	1141	-0,61
09/07/93	Nord-Est 1	153,50	155	+0,98
—	Nordon (Ny) 1	640	616	-3,75
—	Olipar 1	27	27	—
25/06/93	Oreal 1	1193	1206	+1,09
07/06/93	Paribas 1	407	414	+1,72
08/07/93	Pechiney CIP 1	386	390	+1,04
01/07/93	Pechiney Intl 1	172,70	171	-0,98
13/01/94	Pernod-Ricard 1	382,60	381,50	-0,29
05/07/93	Peugeot 1	899	900	+0,11
05/07/93	Pinault-Printemps1	990	994	+0,40
09/07/93	Plastic-Omn.(Ly) 1	790	790	—
30/06/93	Pollet	433	436	+0,69
10/06/93	Primagaz 1	985	985	—
10/06/93	Promodes 1	1021	1034	+1,27
20/07/93	Publicis 1	510	520	+1,96
05/08/90	Radiotechnique 1	580	580	—
05/07/93	Redoute(S.A.La)1	898	893	-0,56
01/10/93	Remy Cointreau 1	233	231,50	-0,64
01/07/93	Rexel 1	669	665	-0,60
30/07/93	Rhone Poulenc A 1	151	154,10	+2,05
25/06/92	Rochette (La) 1	50,50	50	-0,99
01/07/93	Roussel Uclaf 1	643	645	+0,31
09/07/93	Rue Imperiale(Ly)1	4489	4460	-0,65
15/06/93	Sade (Ny) 1	190	189	-0,53
07/07/93	Sagem 1	2880	2955	+2,60
30/07/93	Saint-Gobain 1	700	703	+0,43
07/07/93	Saint-Louis 1	1730	1747	+0,98
01/10/93	Salomon (Ly) 1	2100	2110	+0,48
30/09/93	Salvepar (Ny) 2	465	455	-2,15
07/07/93	Sat 2	3000	—	—
28/12/93	Saupiquet (Ns) 1	1220	1220	—
21/07/93	Schneider 1	452	452,90	+0,20
—	SCOA act.regroup.	150	152,80	+1,87
20/08/92	SCOR S.A 1	515	513	-0,39
09/08/93	S.E.B.1	567	589	+3,88
19/07/93	Sefimeg 1	492	500	+1,63
12/07/93	Selectibanque 1	176,90	173	-2,20
09/08/93	SFIM 2	1200	1200	—
10/06/93	SGE 1	252,40	254	+0,63
05/08/93	Simco 1	553	559	+1,08
12/07/93	S.I.T.A 1	804	810	+0,75
30/09/93	Skis Rossignol 1	2010	2020	+0,50
08/07/93	Sligos 1	550	550	—
07/06/93	Societe Gale A 1	626	630	+0,64
20/08/90	Sodecco (B) 2	64	62	-3,13
25/05/92	Sodero (Ns) 2	53,70	54,50	+1,49

Dernier coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
04/03/94	Sodexho 1	1022	1035	+1,27
05/07/93	Sogenal (Ny) 2	149,50	148	-1
25/06/93	Sommer-Allibert 1	2420	2424	+0,17
30/06/93	Sophia 1	478	481	+0,63
13/05/93	Sovac 1	1670	1668	-0,12
31/07/91	Spie Batignolles 1	420	422	+0,48
15/07/93	Strafor Facom 1	665	676	+1,65
30/07/93	Suez 1	305,80	311,80	+1,96
25/06/93	Synthelabo 1	202,70	203	+0,15
12/07/93	Thomson-CSF 1	169,20	171,50	+1,36
14/06/93	Total 1	344,60	342,30	-0,67
05/07/93	UAP 1 ●	162,10	162,80	+0,43
30/03/92	UFB Locabail 1	428	430	+0,47
30/09/93	UGC DA M1	270	285	+5,56
05/07/93	UIC 1	430	425	-1,16
30/07/93	UIF 1	818	806	-1,48
08/07/93	UIS 2	1007	1007	—
18/06/93	Unibail 1	522	515	-1,34
08/07/93	Valeo 1	1380	1395	+1,09
16/07/92	Vallourec 1	313	314	+0,32
29/12/93	Via Banque 1	408,40	414,90	+1,59
14/06/93	Worms & Cie 1	304	296	-2,63
18/02/94	Zodiac 1	2210	2230	+0,90
28/06/93	Elf Gabon 1	1231	1210	-1,71
15/12/93	American Barrick 1	131,70	130,50	-0,91
10/05/94	American Express 1	173,60	171,40	-1,27
02/05/94	A.T.T. 1	300,10	302	+0,63
14/01/94	Anglo American 1	280,50	281,50	+0,36
17/12/93	Angold 1	461	452,10	-1,93
31/01/94	Banco Santander 1	244,90	248,80	+1,59
30/04/93	B.A.S.F. 1	1139	1150	+0,97
29/04/93	Bayer 1	1362	1375	+0,95
03/12/93	Blenheim Group 1	31	30,30	-2,26
18/03/94	Buffelsfontein 1	53,20	52,90	-0,56
15/02/94	Chase Manhattan 1	193,20	195,90	+1,40
27/05/93	Daimler Benz 1	3096	3100	+0,13
03/11/93	De Beers 1	139	138,10	-0,65
21/05/93	Deutsche Bank 1	2699	2701	+0,07
17/05/93	Dresdner Bank 1	1370	1410	+2,92
03/02/94	Driefontein 1	64,80	64,90	+0,15
14/03/94	Du Pont Nemours 1	334,60	332,40	-0,66
01/04/94	Eastman Kodak 1	250	240,10	-3,96
—	East Rand 1	6,65	6,80	+2,26
30/12/93	Echo Bay Mines 1	83	83,90	+1,43
01/06/93	Electrolux 1	298	—	—
24/05/93	Ericsson 1	256,70	253,60	-1,21
10/03/94	Exxon Corp. 1	387	384,90	-0,57
01/03/94	Ford Motor 1	333,20	—	—
17/12/93	Freegold 1	71,70	72,50	+1,12
30/03/94	Gencor Limited 1	11	11,30	+2,73
25/04/94	General Electric 1	554	554	—
10/03/94	General Motors 1	333	328,50	-1,35
25/05/93	Generale Belgique1	431	—	—
11/04/94	Grd Metropolitan 1	40	40,50	+1,25
08/11/93	Guinness Plc 1	41,75	41,40	-0,84
08/04/94	Hanson Plc 1	23,80	24	+0,84
28/02/92	Harmony Gold 1	29,40	29,65	+0,85

Dernier coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
13/04/94	Hewlett-Packard 1	459,30	458,80	-0,11
—	Hitachi 1	53	53,30	+0,57
27/04/94	Hoechst 1 ■	1176	1199	+1,96
10/03/94	I.B.M 1	340	339,80	-0,06
04/10/93	I.C.I 1	72,85	74	+1,58
01/04/94	I.T.T. 1	515	512	-0,58
—	Ito Yokado 1	303,20	299,60	-1,19
—	Matsushita 1	94,90	93	-2
18/03/94	Mc Donald's 1	348	342,50	-1,58
01/04/94	Merck and Co 1	178	176	-1,12
12/03/94	Minnesota Mining 1	552	560	+1,45
—	Mitsubishi Corp. 1	65,30	64	-1,99
10/03/94	Mobil Corporat. 1	444,50	—	—
15/04/94	Morgan J.P. 1	357,20	360	+0,78
01/06/93	Nestle SA Nom. 1	4920	4923	+0,06
—	Nippon MeatPacker1	93,10	—	—
26/05/94	Norsk Hydro 1	194,50	195,20	+0,36
25/05/93	Petrofina 1	1778	1762	-0,90
11/04/94	Philip Morris 1	310,10	311,60	+0,48
25/04/90	Philips N.V 1	169	168,50	-0,30
28/03/94	Placer Dome Inc 1	120,40	118,90	-1,25
16/05/94	Procter Gamble 1	327,60	—	—
15/07/93	Quilmes 1	300	300	—
01/02/94	Randfontein 1	56	55,80	-0,36
28/02/94	Rhone Poul.Rorer 1	202	197,90	-2,03
21/09/93	Royal Dutch 1	636	639	+0,47
08/09/93	R T Z 1	74	73,30	-0,95
—	Saatchi & Saatchi1	11,60	11,50	-0,86
—	Sega Enterprises 1	427	425	-0,47
18/03/94	Saint-Helena 1	48,90	49,40	+1,02
08/04/94	Schlumberger 1	324	322	-0,62
01/11/93	Shell Transport 1	63,45	64	+0,87
11/03/94	Siemens 1	2544	2590	+1,81
—	Sony Corporation 1	329,40	330,10	+0,21
—	Sumitomo Bank 1	122,70	121,30	-1,14
—	T.D.K 1	258,10	—	—
17/02/94	Telefonica 1	78	77	-1,28
—	Toshiba 1	42,50	42,80	+0,71
30/12/93	Unilever 1	656	652	-0,61
10/03/94	Unit.Technologie 1	363,10	365,50	+0,66
18/03/94	Vaal Reefs 1	476,50	485	+1,78
04/06/93	Volkswagen A.G 1	1855	1818	-1,99
03/05/93	Volvo (act.B) 1	523	523	—
18/03/94	Western Deep 1	211	208	-1,42
01/04/94	Xerox Corp. 1	545	—	—
—	Yamanouchi 1	107	107	—
—	Zambia Copper 1	4,85	4,80	-1,03

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	112,90	4,290
CEPME 8,5% 88 CB	105,85	6,986
CEPME 9% 89 CA#	118,75	6,185
CEPME 9% 92-06 TSR	113	7,595
CFD (CCCE)9,7%90CB	115,75	2,153
CFD exCCCE8,6%92CB	112,38	1,791
CFF 10% 88-98 CA#	113,35	5,123
CFF 9% 88-97 CA#	107,51	5,079
CFF 10,25% 90 CA#	118,14	1,208
CLF 8,9% 88 CA#	110,65	8,144
CLF 9%88-93/98 CA#	109,05	2,088
CNA 9% 4/92 CB	112,55	8,827
CRH 8,6% 92-93 CB	107,30	7,116
CRH 8,5% 87-88 CA#	108,30	1,234
EDF 8,6% 88-89 CA#	109,83	1,673
EDF 8,6% 92 CA#	111,48	0,424
Emp.Etat 10,8%79	101,50	6,953
Em.Etat10,28%86 CA	—	1,293
Emp.Etat 6%7/93-97	99,60	4,685
Finansder 9%91CB#	113,70	3,748
Finansd.8,6%92 #CB	109,30	2,121
Floral9,75% 90 CA#	113,87	7,399
OAT 9,90%12/97 CA#	111,75	3,862
OAT TMB 01/99 CA	99,49	1,588
OAT 10% 5/00 CA#	117,23	9,178
OAT 01 TME CA	100,90	1,399
OAT 8,5%11/02 CA #	111,48	3,563
OAT 8,50% 19 CA #	112,78	4,286
OAT 8,50%92-23 CA#	112,84	0,047
PTT 11,2% 85 CB#	107,50	4,225
SNCF 8,8% 87-94CA	108,28	2,025
Lyon.Eaux 6,5%90CV	680	—

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arbel 2	490	504
Bains C.Monaco 2	842	848
Bque Hypoth.Europ.	64	—
B.N.P.Intercont.2	361	360,10
Bidermann Intl	145	—
B T P (la cie) 2	29,50	29,30
Cambodge	998	997
Carbone Lorraine 2	669	680
Case Poclain 2	2,65	—
CBC 1	377	380
Centenaire Blanzy	377	—
Ceragen Holding	19,60	—
Champex (Ny)	10,40	—
CIC Un.Euro.CIP 1	374	374
C.I.T.R.A.M. (B)	3500	—
Cpt Lyon Alem.2	385	385
Concorde-Ass Risq2	1080	1060
Constr.Met.Prov.	16,25	15,50
Credit Gen.Ind.	86,40	—
Darbley	600	600
Didot Bottin	679	651

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Eaux Bassin Vichy	2880	—
Ecia 1	750	751
Ent.Mag. Paris	5000	—
Eridania Beghin CI	782	790
Fidei(exfrancofica)2	316	320
Finalens	430	430
F.I.P.P.	220	—
FNAC 2	3200	3250
Fonciere (Cie)	755	755
F.Euris (ex Loca.)	320	—
Foncina	514	514
France I.A.R.D	499	499
France S.A 1	2308	2310
From. Paul-Renard	2050	—
Gaumont 2	840	830
Genefim	355	355
Gevelot	910	902
G.T.I (Transport)	482	485
Immobail 2	507	486,50
Immobanque 2	879	875
Im.Marseillaise 2	7370	7500
Invest.(Sté Cle.)	1060	—
Lille Bonnieres	1500	1485
Locafinanciere	500	500
Louvre 1	245,10	245
Lucia	150	—
Machines Bull 2	26,10	—
Mag.Uniprix	173	—
Metal Deploye	394,90	400
Mors 2	34,15	34
Navigation (Nle)	149,90	149,90
Optorg 2	335	335
Oreal (CI)	1033	1030
Origny-Desvroise	1050	1039
Monoprix	1552	—
Paluel-Marmont	437	—
Parfinance	222	225,50
Paris Orleans	280	280
Piper Heidsieck	740	750
Porcher	358	—
Promodes (CI)	880	—
Rochefortaise Com.	183	—
Rosario 2	218	—
Rougier	583	588
S.A.F.I.C Alcan	223,50	223,10
Saga	600	605
Salins du Midi 2	463	475
Savoisienne M.	161,60	—
Silic 2	680	678
S.I.P.H.	126	126
Sofal	430	—
Soffo	247,60	—
Softram	78	78
Sofragi	3910	—
Soudure Autogene	818	818
Sovabail	498	—
Taittinger 1	2905	2905
Tour Eiffel	310	309
Ufiner Cofreth	1751	1810
Vicat 2	560	548
Virax	149	—

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G. AG	585	—
Akzo Nobel Nv ■	654	674
Alcan Aluminium	123,70	—
Arbed	669	—
Asturienne Mines	135,10	137
Banco Pop. Espanol	640	650
Banque Regl.Inter.	39500	39200
Chrysler Corp.	329,90	329
C.I.R SPA	9,20	—
Commerzbank AG	1249	—
Dow Chemical Co.1	353	359,90
Fiat Ord.	24,90	24,30
G.B.L.(Brux.Lamb.)	720	720
Gevaert	1680	—
Glaxo Holdings Plc	51	50,80
Goodyear T.& R.Cy	230,50	—
Honeywell Inc	201	—
Johannesburg Cons.	101	—
Kubota Corp.	36,10	—
Noranda Mines	98	—
Olivetti Priv.	9,50	—
Pfizer Inc.	338	333,40
Ricoh Cy	47	—
Robeco	370	371,60
Rodamco N.V.	184,50	182,10
Rolinco	367,10	369,10
Saipem SPA	8,05	—
Senna Group Plc	34,20	—
SKF Aktiebolaget	108,50	111
Tenneco Inc	318	—
Torry Ind.	37,10	—
West Rand Cons.	6,05	—

Hors-cote (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Brands	171	—
Bque Hydro Energie	345	—
Berudictine*	6280	—
Blanzy-Ouest*	2220	—
Brasseries Maroc	408	—
Calciphos*	87	—
Canadien Pacifique	93,60	—
CBH Cogenhor ech.*	7	—
Cie Industrielle*	6750	—
Coparex Inter.*	569	—
Cr.Universel (Cie)	400	—
CEAC.*	77	—
Fiat Fce nom.	142	—
Grace and Co	231	—
Groupe Victoire*	1500	—
Gaintoli	725	—
Table France*	320,10	—
Koninkl. Pakhoed	120	—
Lecteurs Monde+*	137	—
Molex	144,10	—
Off.Com.Pham.*	820	—
Partic.Percier*	202	—
Rorento	281,30	—
Safaa	215	—
St-Dominique(Fin)*	154	—
St Gobain Emball.*	1852	—
Schlumberger Ind.*	528	—
SEPR*	1081	—
SPR "B" nom.	295	—
Testut-Asquitas*	180,10	—
Waterman*	390	—

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B.A.C.	23,70	—
Boiron (Ly) 2 #	720	710
Boiseat (Ly)	275	275
C.A. Paris IDF 1	1000	1000
Calberson	405	404
Cardif SA 1	1035	1055
CEGEP #	157	157
CFPI	238	240
C.N.I.M 1	1450	1430
Codetour	237	237
Creeks	218	—
Dauphin OTA	297	300
Devanlay 2	1390	—
Labor.Dolisos	180,10	180
Editions Belfond	125	—
Europ Propulsion 2	380	382
Finabail	184,90	184,90
Finacor	228	225
G.I.M. S.A.	1100	1080
Gravograph	203	202
I.C.C. 2	205,20	205
Idianova	69	68
Immob.Hotel. 2 #	296	290
Int. Computer	150	150
IPBM	79	77
N.S.C Schlum.Ny	1125	1130
Rallye(Cathiard)Ly	228,50	227,80
Seribo	523	523
Sopra	330	—
TF1-1	476,50	480
Thermador Hold(Ly)	599	590
Unilog	271	—
Viel et Cie #	268,90	265
Vilmorin et Cie#2	378	375

Sicav (sélection) 26 avril

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actimonetaire C	33232,19	33232,19
Actimonetaire D	31681,92	31681,92
Améri-gan	8463,38	8137,87
Amplia	103924,49	103924,49 ◇
Amplitude	813,45	789,78
Antigone Trésorerie	782936	782936
Arbitr. Court Terme	8457,22	8457,22
Associa Première	34200,84	34200,84
Associc	1137,52	1137,52
Atout Amérique	109,66	108,98
Atout Asie	118,15	113,32
Atout Futur C	602,89	586,19
Atout Futur D	593,78	579,28
Aurecic	1661,33	1632,38
Avenir Alizes	1962,18	1923,71
Axa Capital	210,14	204,02
Axa Court Terme	9357,87	9357,87
Axa Cro.Ex.Dr.Inve	1165,64	1131,69
Axa.Ep.Fr.Ex Apgarg	962	933,98
Axa Europa	141,26	137,15
Axa Investissements	134,92	130,99
Axa NPI	155,89	151,35
Axa Ob.Fr.Extrans	165,75	160,92
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se	149,85	145,49
Axa Prem.Ex.Agepre	131,07	127,25
Axa Sél.Ex.Dr.Sele	187,88	182,99
Axa Valeurs PER	163,31	158,56
Cadence 1	1086,54	1075,78
Cadence 2	1086,13	1075,38
Cadence 3	1083,04	1072,32
Capimonetaire	7278,97	7263,71
Capiobliq	7602,11	7526,84
Capitacic	1579,47	1558,13
Cicamonde	1303,63	1265,65
Conxis	1565,49	1536,30
Comptavalor	4102,25	4098,11
Credit Mutuel Capital	1461,74	1452,69
Cred.Mut.Ep.Cour.T	767,31	767,31
Cred.Mut.Ep.Ind. Cap	111,50	108,52
Cred.Mut.Ep.Ind. Dis	108,76	105,85
Cred.Mut.Ep.J	20238,38	20238,38
Cred.Mut.Ep.long.T	227,48	221,37
Cred.Mut.Ep.Monde	1316,63	1281,39
Cred.Mut.Ep.Quatre	1124,35	1094,26
Diezo	1683,56	1652,17
Drouot France	1082,62	1051,09
Drouot Sécurité	247,16	238,96
Ecocic	1291,99	1254,36
Ecopar	140,32	136,23
Ecur. Actions futur	209,12	203,03
Ecur. Capicourt	202,53	202,02
Ecur. Capitalisation	3025,10	2995,15
Ecur. Expansion	565590,20	564743,09
Ecur. Géovaleurs	2883,93	2799,93
Ecur. Investissement	171,34	166,35 ◆
Ecur. Monepremière	78504,87	78504,87
Ecur. Monétaire	22931,12	22931,12 ◆
Ecur. Trésorerie	2823,11	2823,11
Ecur. Trimestriel	2063,98	2043,54
Elancic	135,94	131,98
Elicash	821040,18	821040,18 ◇
Emergence Poste	111,24	108
Energie	386,49	368,96
Epargic	4230,92	4230,92
Epargcourt-Sicav	4059,56	4049,44
Epargne-Unie	1570,32	1532,02
Eufi Cash capi.	9269	9268 ◆
Euroc Solidarité	1203,11	1191,20
Eurocic Leaders	1387,53	1347,12
Eurodyn	1542,06	1504,45

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Euro Gan	8632,81	8380,59
Fonsicav	16982,34	16948,44
France-gan	14587,84	14026,77
France Garantie	284,69	284,15
France Obligations	462,59	458,01
Francic	568,28	551,71
Francic Pierre	135,55	131,60
Francic-Regions	1532,23	1487,60
Fructi-Associations	40,72	40,72
Fructi-Capi	50,77	50,02
Fructidor	254,12	250,36
Fructifrance action C	235,16	233,33
Fructifrance action D	228,86	223,28
GAN Rendement	5069,27	4994,35
Gestilion	17597,40	17597,40
Horizon	1619,52	1572,35
HLM Monétaire	16336	16336 ◆
Indicia	1247,69	1217,03 ◆
Indust.Fse.Court.T	1730,26	1730,26
Intansys	105,32	105,08
Interepar	116676,54	113278,19
Interoblig	17580,43	17408,37
Intersélection Fce	591,33	579,74
Japacic	202,95	197,04
Jeunepargne	335,97	331
Latitude	2615,48	2611,58
Lion Association	11321,16	11321,16
Lion Institution	36055,70	35965,79
Lionplus	1199,24	1175,73
Lion Trésor	2233,84	2211,52
Livret Bourse Inv.	684,34	644,99
Livret Portefeuil	842,52	817,98
Méditerranée	227,84	221,20
Mensuel CIC	10334,73	10232,41
Monedeu	79945,54	79945,54
Mone.J	10501,80	10501,80 ◇
Monévalor	47989,02	47989,02
Mutualité dépôts	16018,79	15986,82
Natio Court Terme	36957	36847
Natio Court Terme2	334106	334106
Natio Epargne	21061,10	20852,57
Natio Ep. Capital	13165,77	13035,42
Natio Ep. Croissance	2130,74	2073,71
Natio Ep. Obligations	212,88	207,18
Natio Epargne Retraite	147,99	144,03
Natio Epargne Trésor	9265,51	9247,02
Natio Epargne Valeur	521,24	507,29
Natio France Index	1167,19	1135,95
Natio Immobilier	1433,92	1395,54
Natio Inter	1775,44	1727,92
Natio Monétaire	9723,02	9723,02
Natio Opportunités	156,72	152,53
Natio Patrimoine	1568,30	1526,33
Natio Perspectives	1336,86	1301,08
Natio Placements	68929,62	68929,62
Natio Revenus	1086,76	1076
Natio Sécurité	11842,89	11842,89
Natio Valeurs	1012,30	985,21
Nippon-Gan	7853,10	7551,06
Nord Sud Dévelop	1940,87	1937
Oblicic-Mondial	3153,78	3107,15
Oblicic-Régions	1168,30	1149,06
Oblifutur	3387,31	3324,15
Oblig. tres caté.	211	207,88
Oblilion	1706,89	1689,99
Oblisécurité Sicav	15145,17	15145,17
Oblitys	521,49	513,78
Oraction	1630,43	1590,88
Patrimoine Retraite	263,06	257,92
Pervalor	688,47	655,38

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Planinter	1551,03	1513,28
Plénitude	168,06	161,22
Poste Croissance	3171,88	3168,49
Poste Gestion	77178,23	77178,23
Première Oblig. C	11452,93	11452,93 ◆
Première Oblig. D	11458,66	11452,93 ◆
Prévoy. Ecureuil	101,26	100,26
Priv'Associations	34256,80	34256,80
Proficius	1031,81	1012,57
Rentacic	173,43	170,87
Revenus Trimestr.	5583,12	5440,83
Revenu-Vert	1183,99	1161,91
St Honoré Vie & Santé	1190,89	1136,89
St Honoré Bons du Tr.	13060,61	12985,68
St Honore Invest.	1019,20	972,98
St Honoré Pacifique	917,59	875,98
St Honoré Real	17478,94	17409,38
Sécuricic	2013,81	2013,81
Sécuri-Gan	12612,43	12561,21
Sécuritaux	1614,84	1614,84
Sensivalor	31073,55	31073,55
SEVEA	107,26	104,64 ◆
SFI-CNP Assur	784,63	761,78
S.G. France opport. C	1624,04	1592,20
S.G. France opport. D	1609,24	1577,69
Sicav Associations	2139,85	2139,85
Sicav 5.000	524,84	510,01
S.I. Est	1528,05	1483,54
Silvafrance	847,29	824,61
Silvarn	468,56	454,07
Silvarente	235,84	231,02
Silvinter	568,86	551,49
Sogenfrance C	1451,82	1423,35
Sogenfrance D	1380,44	1353,37
Sogéparqne	330,18	328,91
Sogintar	1687,04	1653,96
Soleil Investissements	722,36	694,58
Solstice	2303,82	2298,07
State Street Act. Eur	13053,65	12612,22 ◆
State Street Act. Frce	13293,19	12906,81
St. Str. Act.Japon	16195,42	15647,75
State Street Emer. Mts	18058,69	17182,87 ◆
St.Street OAT Plus	12818,24	12559,06
Stratégie Actions	1066,42	1025,40
Stratégie Rendement	1677,67	1624,86
Synthesis	13473,57	13209,38
Techno-Gan	6853,16	6589,58
Thesora	798,62	782,79
Trésor Plus	1533,27	1518,09
Tresor Trimestriel	1060,38	1049,88
Trésoricic	152909,37	152909,37
Trilion	5350,17	5281,51
Uni-Associations	121,58	121,68 ◇
Uni-Foncier	1477,75	1441,71
Unifrance	689,21	672,40
Uni-Garantie C	1442,44	1415,54
Uni-Garantie D	78704,10	78704,10
Uni Regions	1703,43	1681,88
Univar	271,22	271,22 ◇
Univers Actions	1665,29	1624,67
Univers Obligations	2024,50	1986,75
Valorg	2360,18	2357,80
Valrest	62161,84	62130,77
Winterthur St-Honore	261,05	249,21

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 26/04	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,7870	5,7800	5,55	6,05
Ecu	6,6290	6,6300	—	—
Allemagne (100 dm)	343,3800	343,1300	331	354
Belgique (100 F)	16,6735	16,6690	16,15	17,15
Pays-Bas (100 fl)	305,4900	305,1600	295	316
Italie (1000 lires)	3,5830	3,5905	3,35	3,80
Danemark (100 krd)	87,4400	87,4000	83	91
Irlande (1 iep)	8,3755	8,3805	8,05	8,80
Gde-Bretagne (1 L)	8,6160	8,6315	8,25	9,05
Grèce (100 drachmes)	2,3405	2,3400	2,10	2,65
Suisse (100 f)	403,1500	401,6400	391	413
Suède (100 krs)	73,3000	73,5800	69	78
Norvège (100 k)	79,0500	79,0400	75	84
Autriche (100 sch)	48,8110	48,7760	47,30	50,30
Espagne (100 pes)	4,2105	4,2090	3,95	4,50
Portugal (100 esc)	3,3500	3,3450	3,05	3,80
Canada (1 $ can)	4,1745	4,1976	4	4,45
Japon (100 yens)	5,5920	5,6073	5,43	5,78

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 26/04
Or fin (kilo en barre)	68900	69300
Or fin (en lingot)	68000	69500
Napoléon (20f)	398	400
Pièce Fr (10 f)	330	—
Pièce Suisse (20 f)	396	400
Pièce Latine (20 f)	395	400
Souverain	506	508
Pièce 20 dollars	2540	2520
Pièce 10 dollars	1307,50	1310
Pièce 5 dollars	715	—
Pièce 50 pesos	2555	2580
Pièce 10 florins	416	418

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

☏ 44-43-76-26

Matif (Marché à terme international de France)
26 avril 1994

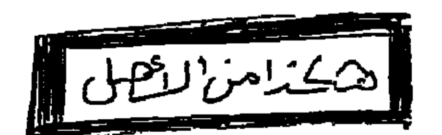
NOTIONNEL 10 % — Nombre de contrats estimés : 334 802			
Cours	Juin 94	Sept. 94	Déc. 94
Dernier	120,58	119,62	118,60
Précédent	120,08	119,24	118,50

CAC 40 A TERME — Volume : 48 231			
Cours	Avril 94	Mai 94	Juin 94
Dernier	2130	2128	2110
Précédent	2108	2106,50	2090

RÈGLEMENT MENSUEL (1)
Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation



CARNET

Anniversaires de naissance

Gilberte, Jeanne, Lucienne, Madeleine, Renée, Oksana, Jean-Claude et Alexis souhaitent à

Yvette

un heureux anniversaire.

Décès

– Montpellier.

M. et Mme Jacques et Françoise Meunier, née Boutigny,
et leurs enfants, Jean-Baptiste et Emmanuel,
M. et Mme Raymond Force,
Mme Yvette de Serrant,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marcelle BOUTIGNY,
née Combe,

dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Le convoi partira du complexe funéraire de Grammont, et l'inhumation aura lieu à 11 h 15, au cimetière Saint-Lazare, *à Montpellier, le 29 avril 1994.*

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Jacques Caïn,
Natacha et Didier Raoult,
Sacha et Lola,
ses petits-enfants,
Léon et Ginette Zeitlin
et leurs enfants,
Martine Caïn,
Les familles Roux, Jequel, Leibovitz, Sherman et Sadik,
ont l'immense douleur de faire part du décès, survenu le 24 avril 1994, de

ANNE CAÏN,
psychanalyste.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Castellet (Var).

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques CETER,

survenu le 25 avril 1994, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 avril.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 16 heures.

Un car sera à la disposition des personnes désirant assister à l'inhumation.

Départ à 15 h 30, place de la République, devant l'hôtel Holiday Inn.

Retour assuré.

De la part de
Mme Chuma Ceter,
son épouse,
Hélène et Léo Mohr,
Jeannine Bernard,
Annie et Gilbert Karo,
ses enfants,
Ses petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Et de toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes.

– Tignes.

Isabelle, son épouse,
Jean-Luc, son fils,
Nathalie et Guillaume,
Pascale, sa fille,
Bertrand et Samuel,
Roger, son frère,
Hélène et Karen,
Suzanne, sa tante,
Les familles Chauchaix, Martin, Balestro,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

André DIARD,
le 25 avril 1994, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 27 avril en l'église de Tignes-les-Boisses.

Les dons peuvent être adressés à une association de recherche contre le cancer.

[André Diard était né le 5 décembre 1933 à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie). Après avoir été instituteur dans la commune de Saint-Bon-Courchevel, il avait quitté cette profession pour participer à la création de la station de ski de Tignes, au début des années 60. Directeur de l'office du tourisme de 1964 à 1968, André Diard, qui était également moniteur de ski et guide de haute montagne, avait dirigé jusqu'en 1984 l'une des plus importantes agences immobilières de la station. Alpiniste chevronné, il avait ouvert de nombreuses voies dans les aiguilles du massif de la Vanoise (Savoie) et notamment à la Grande Casse (3 850 mètres) qui s'élève au-dessus des pistes de Tignes. Il était également l'un des précurseurs des déposes héliportées de skieurs sur les cimes, pratique interdite à partir de 1980 dans les Alpes françaises.
La direction et la rédaction du *Monde* s'associent à la peine de sa fille, notre collaboratrice Pascale Robert-Diard, et de sa famille, et leur présentent leurs condoléances émues.]

– Montpellier. Suresnes.
Aix-en-Provence. Saint-Cloud.
Clermont-Ferrand.

Georges Dumas,
son époux,
Jean-Louis Gras, Paul Louradour, Denise Sureau, Colette Gras, Elisabeth Frouin,
ses enfants, et leurs conjoints,
Catherine, Cécile, Jean-François, Jérôme; Cédric, Tiphaine, Othilie, Laure, Pauline; Patrick, Christophe, Brice, Emilie; Gaëlle, Cyril,
ses petits-enfants,

Marie-Emilie Guire,
sa mère,

Edith Benayon,
sa sœur, et son époux,
ont la douleur de faire part du décès de

Odette DUMAS,
née Guire,

survenu le 16 avril 1994, à Montpellier.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 20 avril, en l'église de Montferrand (Puy-de-Dôme).

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
45-66-77-13
Téléphone :
40-65-29-94
40-65-29-96

– Francine Fardoulis-Lagrange,
Monique Fardoulis,
Juliette, Olivier, Julien et Pauline,
Laure Fardoulis,
Sibylle, Rachel,
Eric Bourde,
Anne Vitart,
Judith et Raphaël Fardoulis,
Mme Couitéas et Jean Fardulli,
Nathalie Papayanopoulos,
Edward et Thérèse Klejman,
Laurence et Olivier,
Ainsi que tous ses amis,
ont l'immense chagrin d'annoncer la mort de

Michel
FARDOULIS-LAGRANGE,
écrivain,

survenue le 26 avril 1994.

Et vous prient d'avoir une pensée pour son fils

PASCAL,
qui nous a quittés en 1988.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), avenue Pompadour (par la gare Saint-Lazare), vendredi 29 avril à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

61, avenue Mozart,
75016 Paris.

– Les directeurs,
Et les membres du Laboratoire de psychologie clinique de Paris-VII,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme le docteur
Juliette FAVEZ-BOUTONIER,
directeur honoraire,

Fondatrice du Laboratoire, professeur émérite de Paris-VII, elle a su, par son intelligence et sa personnalité chaleureuse, donner une impulsion décisive à la psychologie clinique et à la psychanalyse dans la recherche et l'enseignement universitaires.

– Ses amis,
Et l'Association des amis d'Antoine Vitez,
ont la douleur de vous apprendre que

Murray GRÖNWALL

nous a quittés, le 12 avril 1994, à Oakland (Nouvelle-Zélande).

Nous nous réunirons, à sa mémoire, le dimanche 29 mai, à 20 heures précises, au Collège franco-britannique, Cité universitaire, 9 *bis*, boulevard Brune, Paris-14e.

« J'éprouve un plaisir purement personnel, intime, à entendre la langue française parlée par des gens dont ce n'est pas la langue maternelle – de préférence bien parlée –, par exemple à entendre Murray Grönwall... »
Antoine Vitez

(Le Monde *du 27 avril.*)

– Mme veuve Prod'homme,
sa mère,
M. et Mme Lionel et Elodie Dulout,
son gendre et sa fille,
M. et Mme Jean-Claude
et Christiane Arnaudet,
son beau-frère et sa sœur,
ainsi que leurs enfants,
Les familles Prod'homme, Blin, Serres, Guibert, Simonet,
parents et alliés,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa quarante-septième année, de

Jeanne PROD'HOMME,
journaliste au *Monde.*

Ses obsèques auront lieu au temple du Port-Royal, 18, boulevard Arago, Paris-13e, le vendredi 29 avril 1994, à 10 h 30, suivies de l'incinération, dans l'intimité, au cimetière du Père-Lachaise.

(Le Monde *du 26 avril*).

Remerciements

– M. et Mme Jean-Paul Chapson,
Cyril et Céline,
Et toute la famille,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors des obsèques de

Mme Paulette CHAPSON,
collaboratrice du *Monde*
(juin 1949-janvier 1983),

expriment leurs sincères remerciements.

Avis de messes

– *Une messe à la mémoire de*

Suzanne GAUDIN,
née Albarran,

sera célébrée le mercredi 4 mai 1994, à 18 h 30, avec la participation d'amis musiciens, en l'église Saint-Médard, 41, rue Mouffetard, Paris-5e.

Anniversaires

– Il y a trente ans, le 27 avril 1964, disparaissait

Bertrand BOCCON-GIBOD,
avoué au tribunal de grande instance de la Seine.

Son souvenir reste vivant.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Jean Castelli
Et ses enfants,
rappellent le souvenir de leur épouse et mère,

Claudine,

ravie à leur amour le 28 avril 1984.

« Son rayonnement nous inspire : comme elle, nous nous efforçons de vivre complètement l'éphémère instant. »

– Il y a quinze ans disparaissait

Jean-Alain LESOURD.

Pensant à ces vers qu'il aimait, nous mettrons sur sa tombe

« Un bouquet de houx vert et de [bruyère en fleur. »

Il demeure dans notre souvenir

« Tel qu'en lui-même enfin l'éternité le change. »

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Son épouse,
Ses enfants,
Et toute sa famille.

– A la haute mémoire de

Jean du POYET
(1300-1376),
chancelier de Forez,

et de

Guillaume POYET
(1474-1548),
chancelier de France.

« Forez hurle Espérance ! »
(Roanne, Lucien Poyet)

Communications diverses

– Le jeudi 28 avril 1994, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e : « Israël-Diaspora, relations nouvelles ? » Débat avec le Cercle Gaston-Crémieux, avec le professeur R. Marianstras, A. Rozenkier, D. Goren de l'ambassade d'Israël.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

AUTOMOBILE

SAAB 900 : coupé et suralimenté

Six mois après le lancement de ses nouvelles 900, Saab livre désormais une version « coupé », en trois portes donc, qui vient compléter heureusement la gamme jusqu'ici disponible en cinq portes (*le Monde* du 21 octobre 93). Les initiés se réjouiront de ce petit événement reservé *a priori* aux inconditionnels de la marque, pour qui il n'était peut-être pas vraiment utile de modifier en quoi que ce soit l'ancien modèle.

En effet, la silhouette s'est affinée et surtout la motorisation suralimentée qui peut être choisie parmi les groupes disponibles (2 litres, 2,3 litres et V6, tous en multisoupapes) fait merveille sur ce véhicule en lui donnant au passage un coup de jeunesse.

Les effets de couple à la mise en route de la turbine (en version suralimentée) se chargeront au passage et à ce propos de rappeler au conducteur que la jeunesse peut être fougueuse. A lui de savoir maîtriser l'engin par la suite quand l'accoutumance au train avant et à la direction assistée lui aura permis d'éviter les classiques démarrages cirés qui peuvent surprendre dans les premiers temps. La sécurité active de la voiture, sa tenue sur le pavé, fût-il mouillé, ne sont pas pour autant mise en cause et aucune autre mise en garde ne s'impose dans la conduite de cette automobile à caractère sportif, dont les freins puissants et néanmoins contrôlés par un antiblocage strict enchanteront sur les itinéraires rapides.

Cette version coupé bénéficie comme les berlines d'une finition parfaite. Bien que les sièges soient fermes, le confort à l'intérieur de l'habitacle est un modèle du genre. Destiné à un couple sans enfants plutôt qu'aux membres de familles nombreuses, le coupé dispose de places avant qui ont fait l'objet d'attentions particulières. Excellente position, réglage précis, emplacement du levier de vitesse idéal. Le tableau de bord incurvé favorise le conducteur et, très complet, bénéficie en conduite nocturne d'un éclairage spécifique qui privilégie le seul tachymètre sans que d'autres informations utiles soient totalement exclues si la surveillance électronique du moteur l'exige. L'accès aux places arrière comme dans d'autres modèles de la concurrence n'est pas aisé et les vitres sont à leur hauteur fixe. En revanche, le coffre est vaste et la banquette réservée aux passagers à l'arrière est rabattable de façon asymétrique. Insonorisation poussée, consommations raisonnables (de *8 à 14 litres aux 100 km*), vignette à 8 CV fiscaux, ce coupé Saab aurait tout pour plaire si les tarifs (de 142 800 F à 212 395 F, en version turbo avec climatisation et radio) ne venaient quelque peu refroidir les enthousiasmes. Mais les plaisirs égoïstes n'ont, dit-on, pas de prix.

CLAUDE LAMOTTE

LETTRES

Pascal Quignard quitte Gallimard

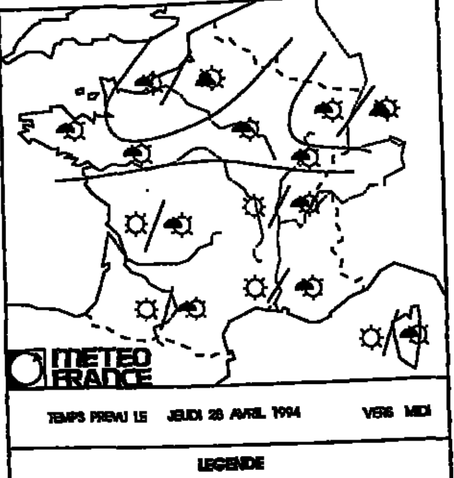
L'écrivain Pascal Quignard a annoncé mardi 26 avril sa décision d'abandonner les fonctions de secrétaire général pour le développement éditorial qu'il occupait chez Gallimard depuis 1988. De plus, son prochain roman, intitulé *l'Occupation américaine*, sera publié par les éditions du Seuil, probablement cet automne. Agé de quarante-six ans, Pascal Quignard était entré chez Gallimard en 1969, comme lecteur puis membre du comité de lecture (à partir de 1977). La plupart de ses livres, et en particulier ses romans – dont certains, comme *le Salon de Wurtemberg* (1986), *les Escaliers de Chambord* (1989) ou *Tous les matins du monde* (1992) ont obtenu un très notable succès –, ont paru dans cette maison.

« Je ne veux plus avoir de rôle institutionnel, nous a déclaré Pascal Quignard. *Après vingt-cinq ans, j'ai la chance de pouvoir le faire. Je renonce à l'édition ; je suis plus heureux d'être libre et solitaire. »* Quant à son passage au Seuil, il n'est le signe *« d'aucune hostilité, d'aucun reniement à l'égard de Gallimard ». « Pascal Quignard a travaillé vingt-cinq ans à nos côtés dans cette maison qui l'a toujours soutenu*, nous a précisé Antoine Gallimard, PDG du groupe Gallimard. *La décision qu'il vient de prendre lui appartient et n'appelle pas de commentaire particulier de ma part. »*

Pour Olivier Cohen, conseiller éditorial à la direction du Seuil, l'arrivée de Pascal Quignard *« symbolise une nouvelle politique qui souhaite faire la distinction entre les grands écrivains qui rencontrent un succès public et les écrivains « grand public »*. S'opposer à la *« confusion »*, c'est aussi, nous a-t-il dit, *« s'opposer à la politique d'inflation générale »* suivie par une partie de l'édition française et *« adopter une politique d'auteurs plus rigoureuse. »* Si la décision de Pascal Quignard est « symbolique » pour le Seuil, elle l'est évidemment aussi, en sens inverse, pour la maison Gallimard. Pas seulement parce qu'elle perd l'un de ses « barons », mais parce qu'elle se prive d'un écrivain important. Ce qui signifie qu'elle n'a sans doute pas suffisamment pris la mesure de la *« confusion »* dont parle Olivier Cohen.

P. K.

MÉTÉOROLOGIE



Jeudi : temps de plus en plus ensoleillé. – Le matin, le ciel sera nuageux sur la moitié nord avec tout de même un peu de soleil. Dans l'après-midi, les éclaircies se feront de plus en plus belles et le soleil dominera. Quelques nuages persisteront sur le Nord-Picardie.
Sur la moitié sud, le soleil dominera tout au long de la journée. Quelques nuages se développeront sur les massifs et des brises côtières apporteront un peu de fraîcheur sur les côtes méditerranéennes.
Les températures matinales seront de l'ordre de 8 à 10 degrés, localement 5 à 9 degrés sur Rhône-Alpes.
L'après-midi, les températures seront très supérieures aux normales saisonnières : 20 à 24 degrés en général, localement 17 à 20 degrés de la Bretagne au Nord-Picardie et 18 degrés près des côtes méditerranéennes.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

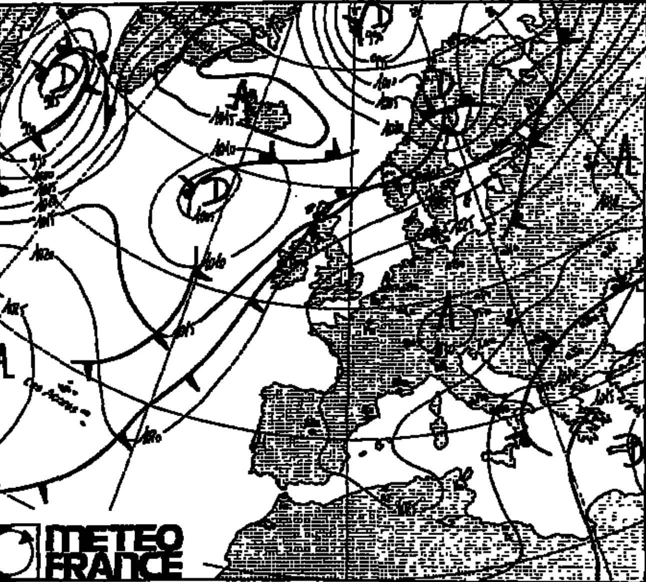
TEMPÉRATURES maxima – minima

FRANCE	
AJACCIO	18/ 7
BIARRITZ	18/ 9
BORDEAUX	19/ 9
BOURGES	14/11
BREST	12/11
CAEN	19/13
CHERBOURG	18/12
CLERMONT-FER.	16/10
DIJON	16/11
GRENOBLE	21/ 6
LILLE	16/11
LIMOGES	12/ 9
LYON, BRON	17/ 9
MARSEILLE	21/ 8
NANCY, ESSEY	16/11
NANTES	13/12
NICE	18/12
PARIS-MONTS.	17/13
PAU	20/10
PERPIGNAN	21/16
POINTE-A-PITRE	32/23
RENNES	15/12
ST-ETIENNE	16/11
STRASBOURG	19/ 7
TOULOUSE	19/10
TOURS	15/12
ÉTRANGER	
ALGER	21/ 7
AMSTERDAM	16/11
ATHÈNES	21/12
BANGKOK	37/28
BARCELONE	20/11
BELGRADE	23/10
BERLIN	18/12
BRUXELLES	15/11
COPENHAGUE	17/ 6
DAKAR	24/19
GENÈVE	17/ 5
ISTANBUL	20/11
JÉRUSALEM	20/ 6
LE CAIRE	26/15
LISBONNE	23/11
LONDRES	19/11
LOS ANGELES	16/ 7
LUXEMBOURG	12/10
MADRID	23/ 8
MARRAKECH	32/20
MEXICO	28/12
MILAN	21/ 6
MONTRÉAL	10/ 5
MOSCOU	18/ 3
NAIROBI	23/15
NEW-DELHI	40/24
NEW-YORK	12/ 8
PALMA-DE-MAJ.	23/ 9
PÉKIN	28/16
RIO-DE-JANEIRO	–/–
ROME	18/10
HONGKONG	31/26
SÉVILLE	28/13
SINGAPOUR	32/25
STOCKHOLM	16/ 6
SYDNEY	26/14
TOKYO	23/15
TUNIS	20/12
VARSOVIE	15/ 9
VENISE	20/12
VIENNE	20/11

Valeurs extrêmes relevées entre le 26-04-1994 à 6 heures TUC et le 27-04-1994 à 6 heures TUC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL 1994 A 0 HEURE TUC



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6288

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II							■		
III		■							
IV							■		
V				■	■				
VI									
VII		■				■	■		
VIII					■				
IX			■						
X	■			■	■				■
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Avec elle, combien de lettres se perdent ! – II. Emprunte de préférence des portes dérobées. Lettres de dénonciation. – III. En France. – IV. Pour elles, il n'est pas question de se mettre à table quand elles sont au régime. Conjonction. – V. Même fauché, il symbolise la richesse. Quand il demande réparation, il faut s'attendre à payer l'ardoise. – VI. Economiquement faible. – VII. Changea de registre. Pronom. – VIII. Contestée. Se manifester d'une certaine manière. – IX. En trop. Un trait suffit à les rendre belles. – X. Degré. Prénom. – XI. Assistance à personnes en danger.

VERTICALEMENT

1. Ouvrage qui nécessite une entrée en matière. – 2. Partie de la Sologne. Fruit. S'élève de la mer pour flotter dans l'air. – 3. Ses victimes n'arrêtaient pas de pomper. On s'accommode finalement très bien de les avoir toujours dans les jambes. – 4. N'est donc pas superflu. D'un auxiliaire. – 5. Il est fort bien pourvu en moyen de locomotion. Disque d'or. – 6. Matricide. Eventuellement corrigé. – 7. Quartier de Toulon. Pigeonnées. – 8. Appuieras fortement. – 9. Certains passent une partie de leur existence en prison.

Solution du problème n° 6287

Horizontalement

I. Statue. Pi. – II. Malice. – III. Toi. Trace. – IV. Urémie. Hp. – V. RF. AM. Peu. – VI. Ee. La Tour. – VII. SVP. Terra. – VIII. Rature. – IX. Vélum. Sal. – X. Usée. SO. – XI. Tension.

Verticalement

1. Sutures. Vue. – 2. Orfèvres. – 3. Amie. Palet. – 4. Ta. Mal. Tuée. – 5. Ultimatum. – 6. Eire. Ter. Us. – 7. Ca. Pores. – 8. Pêcheur. Aso. – 9. Epuration.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 27 AVRIL

TF 1

14.35 Club Dorothée vacances.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 0.20). Invité : Agnès Sorel.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.10).
19.55 Journal et La Minute hippique.
20.20 Sport : Football. *Ligue des champions : Milan AC-AS Monaco, demi-finale en direct de Milan ; à 21.15, mi-temps et Météo ; à 21.30, 2e mi-temps ; à 22.25, FC Porto-Barcelone.*
0.05 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise.
1.15 Journal et Météo.
1.25 Série : Passions.
1.45 TF 1 nuit (et à 2.45, 3.50, 4.30).
1.50 Feuilleton : Cités à la dérive (5e épisode).
2.50 Documentaire : Ernest Leardée ou le Roman de la biguine.
3.55 Documentaire : Histoires naturelles (et à 5.10). Thon blanc, thon rouge en Méditerranée ; Tronçais : l'arbre et la forêt.
4.35 Série : Intrigues.
5.00 Musique.

FRANCE 2

14.50 Série : L'Enquêteur.
15.40 Variétés : La Chance aux chansons (et à 4.55).
16.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : La Famille Jackson.
17.40 Série : Les Années collège.
18.10 Jeu : Un pour tous.
18.45 Divertissement : Rien à cirer.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.40).
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : Jonathan. De George Kaczender.
22.40 ► Première ligne. *Pour saluer Pierre Bérégovoy.*
23.35 Journal et Météo.
23.55 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
1.05 *Moyen métrage :* Histoire courte. Offre d'emploi, d'Emmanuelle Cuau.
1.25 Magazine : Bas les masques (rediff.).
2.35 Emissions religieuses (rediff.).
4.10 24 heures d'info.
4.25 Dessin animé.

FRANCE 3

14.20 Documentaire animalier.
14.45 Le Magazine du Sénat.
14.55 *Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.*
16.55 Jeu : Les Délires d'Hugo.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Les Derniers Jours de Corinthe,* d'Alain Robbe-Grillet.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Batman.
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.
20.50 Magazine : La Marche du siècle. M. et Mme Villemin.
22.25 Journal et Météo.
22.55 Mercredi chez vous.

CANAL PLUS

14.30 Série animée : Léa et Gaspard.
14.35 Documentaire : Steve et les chauves-souris. De Gauthier Flauder.
15.05 Le Journal du cinéma.
15.10 *Téléfilm :* Meurtres sur la voie 9. De Robert Iscove.
16.40 Documentaire : Le Cinéma des effets spéciaux.
17.05 Les Superstars du catch.
18.00 Canaille peluche.

— *En clair jusqu'à 21.00* —

18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. *Invités : Mano Solo ; Robert Knobelspiess.*
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00 *Cinéma : Coup de jeune.* ■ Film français de Xavier Gélin (1991).
22.29 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Avril enchanté. ■ *Film britannique* de Mike Newell (1992) (v.o.).
0.04 Pin-up.
0.05 Cinéma : Vent d'Est. □ Film français de Robert Enrico (1992).
1.55 Documentaire : Les Animaux modèles du peintre.
2.45 Surprises : Le Proverbe du jour.

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

17.00 Série : Slapstick (rediff.).
17.30 Magazine : Transit. Jacques Delors face à l'Europe (rediff.).
18.45 Chronique : Le Dessous des cartes. Comment devient-on une grande puissance ? (rediff.).
19.00 ► Série : Le Petit Vampire. De Christian Görlitz.
19.35 Magazine : Mégamix.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Musica.
20.41 Documentaire : *Le Baron tzigane.* Opérette de Johann Strauss fils.
21.50 Concert : Le Boléro. De Ravel, par l'Orchestre philharmonique de Berlin.
22.05 Documentaire : Un film bref sur la réalité. De Tony Palmer.
23.10 Cinéma : Le Village au bord de la rivière. ■ *Film néerlandais de Fons Rademakers (1958) (v.o.).*

M 6

13.30 M 6 Kid.
16.00 Magazine : E = M 6. *Présenté par Mac Lesggy.*
16.30 Magazine : Fax'O (et à 0.50, 5.10).
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Sonny Spoon.
19.00 Série : Mission impossible.
19.54 Six minutes d'informations, *Météo.*
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ecolo 6 *(et à 1.15).*
20.45 Téléfilm : A corps et à cris. De Josée Dayan.
22.30 Téléfilm : *L'Homme à abattre.* De Noël Black.
0.10 Magazine : Emotions.
0.40 Six minutes première heure.
2.30 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. *La langue de la manche, des clochards, saltimbanques ou SDF.*
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. 1993, Année internationale des peuples autochtones (3).
22.40 Les Nuits magnétiques. Exercices de pouvoir (2).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Alain Bonfand (l'Art abstrait).
0.50 Musique : Coda. Les Marrons, musique de la liberté. 3. Jamaïque.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 12 mars à Nice) : Transcription de la fantaisie et fugue en sol mineur de Bach, de Liszt ; Landler, de Schubert ; Variations sur une valse viennoise, de Czerny ; Transcription de la Soirée de Vienne no 3 de Schubert, Lyon, Réminiscences de Simon Boccanegra de Verdi, Hexameron, de Liszt, par François-Joël Thiollier, piano.
22.30 Soliste. Victoria de Los Angeles.
23.07 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes, de Tailleferre ; Sonate pour violoncelle et piano op. 2, d'Emmanuel ; Quatuor à cordes et hautbois op. 2, de Britten ; Caprice pour clavier en si bémol, de Bach.
0.00 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le concert : le Quartette de Gildas Scouarnec, contrebasse, avec Sylvain Beuf, saxophone, Alain Jean-Marie, piano, George Brown, batterie et Pete King, saxophone.

Câblez vous juste !
Avec le supplément
radio-télé du *Monde*

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Poubelles, balayeuse et amitié

POUR récompenser la poignée de stoïques qui avaient résisté aux appels de Jamie Lee Curtis et de Meryl Streep, officiant respectivement sur TF 1 et France 2, ARTE offrait une petite réception amicale. On était entre soi, entre Européens, autour de Jacques Delors, dans le confortable salon d'un grand hôtel bruxellois, et chaque convive avait contribué aux agapes : plusieurs télévisions européennes avaient été sollicitées par l'émission « Transit » d'apporter leur amicale participation à la soirée. *« Nos amis italiens »,* comme les présenta Daniel Leconte, avaient planché sur les problèmes paysans. Le reportage sur le temps de travail était signé de nos amis allemands. Nos amis espagnols, pour leur part, s'étaient chargés d'une enquête sur l'immigration clandestine de nos amis africains. Ce n'est pas ce soir que les amis allemands pourraient accuser l'émission de ne s'intéresser qu'à la France !

A cette fête de quartier, avaient même été conviés des voisins nouvellement installés : les Polonais. Des gens sympathiques, certes, pleins de bonne volonté, très corrects d'apparence, avec institutions démocratiques irréprochables, et sans mafia ni guerre civile. On les avait invités en signe d'ouverture, et eux-mêmes avaient apporté en cadeau un très beau, très touchant reportage. Il y était question de l'amitié d'une ville polonaise au nom imprononçable avec sa voisine allemande de l'autre côté de l'Oder, Francfort-sur-Oder. Entre les deux cités, donc, tout se passait pour le mieux. Les décharges polonaises faisaient l'admiration des Allemands, et les deux voisines s'étaient livrées à un échange hautement symbolique : les Allemands avaient offert aux Polonais une balayeuse mécanique, et des poubelles publiques polonaises trônaient dans les rues allemandes. *« Et nous espérons qu'ils en sont satisfaits »,* ajouta le responsable des poubelles polonaises avec le sourire de celui que n'effleurait aucun doute sur le sujet.

La parabole était limpide : nous sommes propres, plus propres même que les Allemands. Ne sommes-nous donc *pas dignes d'être des vôtres ?* Cette parabole se fût d'ailleurs suffi à elle-même. Mais face à Jacques Delors, le correspondant à Paris de la télévision polonaise se montra plus insistant. Quand deviendrait-il, lui aussi, un ami à part entière ? Il exigeait des promesses, une date, du solide. Infortuné Delors ! Comment expliquer à ces braves gens sans les froisser que des décharges écologiques et de belles poubelles d'exportation ne suffisent pas à créer l'amitié ? Pour votre propre bien, ne soyez pas trop pressés ! conjura-t-il, paternel. Mais le voisin polonais insistait. En l'an 2000, par exemple ? Va pour l'an 2000, concéda Delors, avec une générosité d'autant plus remarquable que son mandat prend fin l'an prochain. On se quitta donc presque amis.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 28 AVRIL

TF 1

6.00 Série : Intrigues.
6.28 Météo (et à 6.58, 8.28).
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.00 Journal.
7.15 Club Dorothée avant l'école.
8.30 Télé-shopping.
9.00 Club Dorothée vacances.
11.30 Feuilleton : Santa Barbara.
11.55 Jeu : La Roue de la fortune.
12.25 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Série : Côte Ouest.
16.20 Jeu : Une famille en or.
16.45 *Club Dorothée vacances.*
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 23.35). Invité : Jango Edwards.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.30).
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.
20.50 Série : La Guerre des privés. Tchao poulet, de Josée Dayan, avec Robert Lamoureux, *Daniel Prévost.* *Une cargaison de cinq mille volatiles vivants disparaît...*
22.30 Débat politique. Edouard Balladur, un an après : échec ou réussite ?
0.25 Magazine : L'Europe en route. Présenté par Sophie Rack.
0.35 Journal et Météo.
0.45 Série : Passions.
1.10 TF 1 nuit (et à 2.05, 3.05, 4.05).
1.20 Feuilleton : Cités à la dérive (6e épisode).
2.15 Documentaire : Histoires naturelles (et à 4.10, 5.05). Un grand pas... vers la Louisiane ; La chasse au chamois ; Les contes de la bécasse et de la bécassine.
3.15 Documentaire : La Pirogue.
4.40 Musique.

FRANCE 2

5.50 Dessin animé.
6.00 Feuilleton : Monsieur Belvédère.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.35 Feuilleton : Amoureusement vôtre.
9.00 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.25 Série : Les deux font la paire.
10.10 Dessin animé.
10.20 Mister.
10.45 Série : Les Mille et Une Nuits.
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Motus.
11.50 Jeu : Pyramide (et à 4.40).
12.20 Magazine : C'est tout Coffe. Présenté par Jean-Pierre Coffe.
12.50 Météo (et à 13.35).
12.55 Loto, Journal et Bourse.
13.40 INC.
13.50 Série : Le Renard.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.35 Tiercé, en direct de Longchamp.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.10). Emission présentée par Pascal Sevran. Rendez-vous avec Colette Renard. Avec Robert Ripa, Nellie Laurence, les Objets, Enrico Macias, Odile Ezdra, David *Marouani.*
16.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : La Famille Jackson.
17.35 Série : Les Années collège.
18.05 Jeu : Un pour tous.
18.40 Divertissement : Rien à cirer.
19.10 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.50 ► Magazine : Envoyé spécial. Le grand saut, d'Agnès Brunet et *Jérôme Caza ; Toujours* branchés, de Laurence Graffin et Ahmet Sel ; Les pilotes cobayes, de Marie-Jeanne Husset et François Landesman.
22.25 Expression directe. UDF.
22.40 Cinéma : Le Train. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1973). Avec Jean-Louis Trintignant, Romy Schneider, Nike Arrighi.
0.05 Magazine : La France en films. Présenté par Claude-Jean Philippe. Invité : *Pierre Granier-Deferre.*
0.15 Journal et Météo.
0.40 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Soirée cinéma.
1.45 Téléfilm : Une rumeur si banale.
3.15 Dessin animé (et à 5.05).
3.20 Magazine : Mascarines (rediff.).
4.20 24 heures d'info.

FRANCE 3

6.00 Euronews.
7.00 Premier service. Présenté par *Brigitte Vincent.*
7.15 Bonjour les petits loups. Les Petits Malins ; Souris, souris ; Les Histoires du père Castor ; Les Aventures de Tintin : Les Sept Boules de cristal.
8.05 Les Minikeums. Les Pastegums ; Les Animaux du bois de quat'sous ; Denis la malice ; Peter Pan ; Widget ; Le Vilain Petit Canard ; Jeu : Génies en herbe.
11.00 Magazine : Français, si vous parliez. Présenté par André Bercoff. L'amitié est-elle vraiment possible entre un homme et une femme ?
11.45 La Cuisine des mousquetaires.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Série : Capitaine Furillo.
13.55 Magazine : Votre cas nous intéresse. Présenté par Marie-Dominique Montel. Cuisines : ne vous laissez pas avoir.
14.25 Série : La croisière s'amuse.
16.10 Magazine : La Fièvre de l'après-midi. Présenté par Vincent Perrot. Invité : Paul-Loup Sulitzer.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez, en direct de Hyères.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. *Club Dumas,* d'Arturo Perez-Reverte.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Batman.
20.30 Tout le sport.
20.40 Keno.
20.50 Cinéma : Tête à claques. ■ Film français de Francis Perrin (1981). Avec Francis Perrin, Fanny Cottençon, Antoine Bessis.
22.35 Journal et Météo.
23.05 Hommage à Robert Doisneau : Doisneau des villes... Doisneau des champs... De Patrick Cazals. *Rediffusion d'un documentaire sur le photographe récemment disparu.*
0.00 *Magazine : Le Divan.* Présenté par Henry Chapier. Invité : Jean-Michel Gaillard, ancien directeur général d'Antenne 2 *(Tu seras riche, mon fils).*
0.30 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

— *En clair jusqu'à 7.24* —

7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.24 Le Proverbe du jour.
7.25 Canaille peluche. Orson et Olivia.

— *En clair jusqu'à 8.10* —

7.55 Ça cartoon.
8.10 Documentaire : Autoportraits des quatre coins du monde.
9.05 Le Journal du cinéma.
9.10 Cinéma : La Sévillane. ■ Film franco-belge de Jean-Philippe Toussaint (1992). Avec Mireille Perrier, Jean-Claude Adelin, Jean Yanne. *Un humour à la Buster Keaton.*
10.39 Flash d'informations.
10.45 Téléfilm : Otages à Beyrouth. De David Wheatley, avec Colin Firth, Ciaran Hinds. *Prisonniers du Hezbollah.*
12.28 Le Proverbe du jour.

— *En clair jusqu'à 13.35* —

12.30 Magazine : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delarue.
13.30 Le Journal de l'emploi. Présenté par Martine Mauléon.
13.35 Cinéma : Les Fantômes du chapelier. ■■ Film français de Claude Chabrol (1982). Avec Michel Serrault, Charles Aznavour, Monique Chaumette. *Serrault, génial dans le défi ; Aznavour, pathétique dans la sujétion.*
15.30 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).
16.00 Cinéma : Avril enchanté. ■ Film britannique de Mike Newell (1992). Avec Josie Lawrence, Miranda Richardson, Joan Plowright.
17.30 Magazine : L'Œil *du cyclone (rediff.).*
18.00 Canaille peluche. Les Enfants du Mondial.

— *En clair jusqu'à 20.35* —

18.30 Ça cartoon. Présenté par Valérie Payet.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas, Antoine de Caunes, Jérôme Bonaldi et Philippe Vandel.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Cœur de métisse. □ Film australo-canadien de Vincent Ward (1992). Avec Jason Scott Lee, Anne Parillaud, Patrick Bergin.
22.19 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : Arrête ou ma mère va tirer ! □ Film américain de Roger Spottiswoode (1991). Avec Sylvester Stallone, Estelle Getty, JoBeth Williams (v.o.). *Comédie qui part dans tous les sens.*
23.50 Cinéma : The Borrower, le voleur de têtes. ■ Film américain de John McNaughton (1991). Avec Rae Dawn Chong, Don Gordon, Tom Towles. *Entre horreur et science-fiction.*
1.18 Pin-up.
1.20 Cinéma : Mortelle randonnée. ■■■ Film français de Claude Miller (1982). Avec Michel Serrault, Isabelle Adjani, Guy Marchand. *Un rôle formidable pour Isabelle Adjani, épiée, protégée par un Michel Serrault halluciné.*

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

18.20 Théâtre : La Place Royale. De Pierre Corneille (rediff.).
19.00 Série : Naked Video.
19.30 Documentaire : Une heure avant... le trac ! De Claus Rafle. *Un matador, un champion du monde de boxe, une diva... Avant le moment triomphal, le trac dans les coulisses, les rituels.*
20.20 Court métrage : Dialogues de sourds. De Bernard Nauer.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : L'Espoir de Palestine. Soirée proposée par Friedrich Wilhelm Timpe.
20.50 Documentaire : Jéricho et la bande de Gaza avant l'autonomie. De F. Schreiber et M. Wolfsohn. *La situation actuelle dans les territoires occupés.*
21.20 Documentaire : Cent ans de lutte pour la Terre sainte. De F. Schreiber et M. Wolfsohn. *Montage d'archives.*
22.15 Débat. Animé par Marek Halter. *Quel est l'avenir de la « Déclaration de principes pour une autogestion provisoire », y aura-t-il un nouvel Etat palestiniens ? Avec des invités israéliens et palestiniens.*
22.35 Documentaire : Scènes de fiction à Gaza. De Jean-Pierre Brusseau.
22.45 Cinéma : Noces en Galilée. ■■ Film franco-belgo-palestinien de Michel Khleifi (1987). Avec Ali M. El-Akili, Buchra Karaman, Makram Khouri (v.o.).

M 6

7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05 Contact 6 Manager.
7.10 Les Matins d'Olivia (et à 8.05). Emission présentée par Olivia Adriaco.
9.05 M 6 boutique. Télé-achat.
9.30 Infoconsommation.
9.35 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 1.25, 6.05).
11.00 Série : Campus Show.
11.30 Série : Lassie.
12.00 Série : Papa Schultz.
12.30 Série : Les Enfants d'Avonlea.
13.30 Série : Drôles de dames.
14.20 M 6 Kid. Prostar ; Conan, l'aventurier.
15.10 Variétés : Musikado. Emission présentée par Valérie Pascale.
17.00 Variétés : Multitop. Emission présentée par Yves Noël et Laura Marine.
17.30 *Série : Les deux font la loi.*
18.00 Série : Sonny Spoon.
19.00 Série : Mission impossible.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Zoo 6.
20.50 Cinéma : Le Fils du Mékong. □ Film français de François Leterrier (1991). Avec Jacques Villeret, Tchee, Tu Huai-Qing.
22.35 Téléfilm : La Fièvre des sens. *De Brian Grant, avec Steven* Bauer, Edward Herrmann. *Des détenus évadés prennent un couple en otage.*
0.20 Six minutes première heure.
0.30 Magazine : Fréquenstar (et à 3.50).
2.30 Rediffusions. Les Enquêtes de Capital ; Nature et civilisation ; Arles, le secret des pierres ; Culture pub.

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction. *Embarquement immédiat,* d'Elisabeth Janvier.
21.30 Profils perdus. Comité France-Maghreb (1).
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Jacques Rouchouse (Hervé (1825-1892), le père de l'opérette).
0.50 Musique : Coda. Les Marrons, musique de la liberté. 4. Panama et Pérou.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : *Symphonie no 4 en ré* mineur op. 120, de Schumann ; L'Apprenti Sorcier, de Dukas ; La Tragédie de Salomé, de Schmitt, par l'Orchestre de Paris.
22.30 Soliste. Victoria de Los Angeles.
23.07 Ainsi la nuit. Variations sur des chansons enfantines américaines op. 92 a, de Eisler ; Six épigraphes antiques pour piano à quatre mains, de Debussy ; Quatuor à cordes no 81 en sol majeur, de Haydn.
0.00 L'Heure bleue.

Gardez les yeux ouverts !
Avec le supplément
radio-télé du *Monde*

Le Monde

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Ex-Yougoslavie : *« D'engrenages en désarrois »*, par Bertrand Ballarin, et « Des mots et des morts », par Christian Lambert ; Politique : « La gauche a-t-elle besoin de Bernard Tapie ? », par Jean-Marie Le Guen ***(page 2)***.

INTERNATIONAL

Macédoine : prévenir la tempête

Une identité nationale commune est-elle en train de se forger en République de Macédoine, cocktail de nationalités qui a prouvé, dans le passé, son caractère explosif ***(page 7)***?

Le rapprochement français avec Pékin a été accueilli sereinement à Taïwan

Le pragmatisme règne dans la capitale de l'île chinoise non communiste, et c'est de Taïpeh qu'émane un appel à la France à se montrer elle aussi *« réaliste »* ***(page 8)***.

POLITIQUE

Les députés RPR prônent le retour au « gaullisme social »

L'Assemblée nationale a entamé mardi l'examen du projet de loi sur l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise, présenté par Michel Giraud, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Les députés RPR ont appelé de leurs vœux un retour aux sources du gaullisme social ***(page 9)***.

SOCIÉTÉ

L'excessive consommation de médicaments psychotropes des Français

Selon une étude de l'INSEE, du CREDES et du ministère de la santé, plus de 11 % des adultes consomment en France, de manière régulière et souvent sur de longues périodes, des médicaments psychotropes ***(page 11)***.

ÉDUCATION • CAMPUS

Profession président

La nouvelle génération de « gestionnaires » qui accède au pouvoir à la tête des universités revendique davantage d'autonomie ***(page 14)***.

ÉCONOMIE

L'ouverture du procès des Lloyd's

Le procès « historique » des Lloyd's s'est ouvert mardi à Londres. 3062 « Names », ces riches particuliers membres d'un ou de plusieurs « syndicats » d'investisseurs, vont tenter de récupérer une partie des fonds qu'ils ont perdus ***(page 18)***.

La bataille autour de la privatisation des télécommunications en Italie

Enorme opération financière, lourde d'enjeux industriels, la privatisation de la STET – le holding appelé à contrôler la totalité des télécommunications italiennes – est devenue une affaire politique ***(page 20)***.

Services

Abonnements VII
Annonces classées... 18-19
Automobile 22
Carnet, Mots croisés 22
Marchés financiers.... 20-21
Météorologie 22
Radio-télévision 23

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier « Arts et spectacles » folioté I à XII

Demain

Le Monde des livres

Un dossier sur le Portugal vingt ans après « la révolution des œillets » : une littérature qui se porte bien, des œuvres originales, mais des éditeurs moroses. « Le mal du livre d'art » : un livre de Pascal Quignard sur l'Antiquité, *le Sexe et l'effroi. Musca depicta* d'André Chastel, Giulio Romano, l'art roman...

Le numéro du « Monde » daté mercredi 27 avril 1994 a été tiré à 462 788 exemplaires

litec

Jacques LAFOND
Docteur en droit
Avocat à la Cour de Paris

Francis LAFOND
Notaire

LES BAUX D'HABITATION
après la loi du 6 juillet 1989

648 pages
270 F
(Franco : 300 F)

- un exposé complet des règles actuellement en vigueur ;
- des formules d'application : formules d'actes et formules de baux ;
- et sous forme de cas pratiques ou des questions-réponses, la solution aux principales difficultés que peuvent rencontrer bailleurs et locataires...
- ... ainsi que l'ensemble des textes parus à ce jour et régissant la matière.

En vente chez votre libraire spécialisé ou
litec
27, place Dauphine 75001 PARIS / 26, rue Soufflot 75005 PARIS
158, rue Saint-Jacques 75005 PARIS

Après l'intervention de l'ex-FLNC dans un centre d'examens à Nice

11 500 candidats devront repasser l'une des épreuves du concours de l'agrégation

Onze mille cinq cents candidats, inscrits dans onze disciplines différentes, devront *repasser*, vendredi 3 juin, l'une des quatre épreuves écrites du concours de l'agrégation annulée par le ministère de l'éducation nationale, à la suite de l'intervention d'un commando de l'ex-FLNC, mardi 26 avril, dans le centre d'examens du collège Jean-Giono de Nice.

Les sujets venaient à peine d'être distribués aux deux cents candidats inscrits au concours de l'agrégation dans onze disciplines différentes, répartis dans les différentes salles du collège Jean-Giono de Nice (Alpes-Maritimes). Mardi 26 avril, peu après 9 heures, trois jeunes gens, revêtus de survêtements noirs, cagoulés et armés de pistolets-mitrailleurs, se sont introduits dans l'établissement. Tandis que l'un d'eux tenait en respect la gardienne, les deux autres ont pénétré dans une salle de classe où une trentaine de candidats composaient en histoire en présence de deux surveillants.

« Sortez, leur ont-ils crié, *sinon, on va tout faire sauter. Il y a une bombe à l'intérieur... Les profs, c'est fini !... »* Ils ont alors lancé deux grenades fumigènes, puis « bombé » les lettres « FLNC » sur les murs de la classe avant de prendre la fuite. La fumée commençant à envahir les locaux, un surveillant a actionné la sirène d'incendie et l'ensemble des candidats et des examinateurs a évacué le collège.

En fin de journée, cette opération a été revendiquée, à Ajaccio, par l'ex-FLNC-canal historique. *« Le peuple corse, et en tout premier lieu la jeunesse, n'accepte plus un système éducatif dont la seule réussite est de fabriquer des diplômés-chômeurs décorsisés »*, a notamment déclaré le mouvement autonomiste corse dissous dans un long communiqué qui a été authentifié. *« Chaque nouvelle rentrée scolaire*, a t-il ajouté, *est un pas de plus vers la disparition programmée de la langue corse* (...). »

Egalité de traitement

L'ex- FLNC avait déjà revendiqué deux attentats à Nice, contre l'inspection académique, il y a deux ans, et contre le rectorat, en juin 1993. Le recteur de l'académie de Nice, Pierre Ferrari, a indiqué que les examens prévus sur toute la semaine devaient reprendre, mercredi 27 avril, avec une présence policière aux abords des deux centres d'examens de la ville. Au nom de l'égalité de traitement entre tous les candidats, cette interruption, au centre de Nice, a obligé le ministère de l'éducation nationale à annuler l'épreuve passée, au même moment, dans tous les centres de France et les 18 centres à l'étranger dans onze disciplines (lettres modernes, lettres classiques, grammaire, histoire, géographie, anglais, allemand, arabe, italien, espagnol et bio-chimie-génie biologique), y compris, comme dans le cas de l'arabe, lorsqu'un seul candidat était inscrit à Nice.

Cette décision concerne 11 500 des 29 772 candidats aux 5 000 places offertes au concours de l'agrégation dans toutes les disciplines. Ce report, le 3 juin prochain, va perturber l'ensemble du dispositif des concours et épreuves passés ce jour-là, déjà réservé pour le concours de professorat des écoles. Outre le coût financier prévoyant l'impression de 17 000 sujets, il faut aussi ajouter la location des salles, notamment à Paris, où les examens s'enchaînent de jour en jour.

L'an dernier, à la suite d'incidents de distribution de sujets dans un centre, deux épreuves du CAPES avaient également dû être annulées pour l'ensemble des candidats. Geneviève Zehringer, présidente de la Société des agrégés, a aussitôt *« condamné cette agression contre l'institution républicaine qu'est le concours de l'agrégation. »*

GUY PORTE
et MICHEL DELBERGHE

Si le MSI participait au nouveau gouvernement italien

Les règles de l'Union européenne n'autorisent pas le boycottage de ministres néofascistes

observe-t-on à Paris

A l'hôtel Matignon, on ne s'est pas encore vraiment préparé à l'arrivée de néofascistes dans un gouvernement de l'Union européenne, et Edouard Balladur, semble-t-il, n'a pas prévu de consignes précises à l'intention de ses ministres sur la conduite à tenir dans les conseils européens. On observe, toutefois, dans l'entourage du premier ministre – *sans que ces premières réflexions* vaillent décisions – que, bien entendu, l'attitude du gouvernement français ne pourra que varier avec les positions que prendront les ministres italiens membres du MSI. S'ils défendent des positions néofascistes, la France ne pourra que les combattre, explique-t-on, mais, sinon, les règles de l'Union européenne ne permettent pas le boycottage d'un gouvernement démocratiquement désigné. Alors que Jack Lang avait défendu, devant la convention nationale du Parti socialiste, le 17 avril, l'idée d'un tel boycottage, on estimait, rue de Solférino, que cette position ne paraissait guère réaliste. Michel Rocard a tenu à mettre les choses au point dans un communiqué. Selon le premier secrétaire du PS, la présence de ministres néofascistes, si elle se confirmait, serait *« un fait grave »*. *« L'idée est déjà inacceptable*, a-t-il déclaré. *Cinquante ans après la seconde guerre mondiale, il n'est pas possible d'oublier où le fascisme et le nazisme ont conduit l'Europe. »* Le PS a décidé d'ouvrir une concertation avec les autres partis socialistes et sociaux-démocrates européens *« pour adopter une position commune dans les instances européennes, tout particulièrement au Parlement européen. »*

De son côté, Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a évoqué, de son côté, la perspective d'un gouvernement italien composé en partie de ministres issus des rangs néofascistes, en souhaitant, le 24 avril, sur Radio-J, *« que les membres de l'Union européenne fassent savoir très clairement au président de la République italienne que le gouvernement qu'il sera amené à appeler* [devra être] *fidèle aux valeurs de la civilisation européenne, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme, de la personne, des principes démocratiques »*.

M. Millon a ajouté que, si les valeurs *« sont toujours les valeurs de fascisme, qui ne correspondent pas à la philosophie européenne,* (...) *cela posera un problème majeur »*. *« L'Union européenne est un mariage; lorsque l'on veut se marier ensemble, il faut avoir la même conception de la vie sociale et politique »*, avait conclu le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui a été, jusqu'à présent le seul, à l'UDF, à prendre position.

Au RPR, on observe, dans l'entourage de Philippe Séguin, que Jacques Chirac s'entretient au téléphone avec Gianfranco Fini, ancien secrétaire national du MSI, fondateur de l'Alliance nationale, que Richard Cazenave, député de l'Isère, assistait au congrès constitutif du nouveau parti de M. Fini, et que Charles Pasqua fait état, de son côté, des rapports étroits qu'il a avec Silvio Berlusconi. En revanche, M. Séguin n'a jamais fait mystère du fait qu'à ses yeux *« le seul parti sérieux d'Italie est le PDS »* (Parti démocratique de la gauche, ex-PCI). De même, il n'a jamais caché qu'il entretenait de bonnes relations avec Giorgio Napolitano (PDS), prédécesseur d'Irene Pivetti (Ligue lombarde) à la présidence de la Chambre des députés.

5 JOURS
pour en finir avec la crise
du jeudi 28 au lundi 2 Mai (Dimanche 1er Mai inclu)
COSTUMES
super 100'S
valeur ~~4000F.~~ 1790F.
DAVID SHIFF
13, rue Royale Paris 8e T.L.J. DE 10H À 18H

Se démarquant des Etats-Unis

La Bundesbank abaisse son taux de pension à court terme

La Banque centrale d'Allemagne a ramené, mercredi 27 avril, son taux de pension à court terme (Repo) de 5,58 % à 5,47 %. Après la hausse de 15,2 % de la masse monétaire allemande en mars, les marchés financiers craignaient que la Bundesbank ralentisse le mouvement de baisse des taux.

Il n'en est rien, au contraire, et cette diminution importante de onze points de base marque la volonté des autorités monétaires allemandes de se démarquer des Etats-Unis et de poursuivre une politique de diminution des taux d'intérêt.

CARICATURE : « Rivarol » condamné pour injure à Laurent Fabius. – Marie-Luce Wacquez, directrice de l'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol*, et Françoise Pichard, dessinatrice de presse, ont été condamnées par le tribunal correctionnel de Paris à 15 000 F d'amende pour la diffusion d'une caricature que les juges ont estimée injurieuse à l'égard de l'ancien premier ministre Laurent Fabius. Le numéro du 27 novembre 1992 montrait un dessin de M. Fabius *« s'offrant en victime expiatoire et portant épinglée sur sa poitrine une énorme étoile juive »*, explique le tribunal. Les magistrats de la 17e chambre correctionnelle, sous la présidence de Martine Ract-Madoux, ont estimé qu'en *« représentant M. Fabius en victime geignarde, exhibant son origine juive pour se protéger de coups que pourraient lui porter ses adversaires, le dessinateur suggère que M. Fabius est un pleutre et lui manifeste ainsi son mépris »*.

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE



SCIENCE & VIE MICRO

Les prodiges de la micro...

DÉCOUVREZ DES ORDINATEURS PAS COMME LES AUTRES

• 25 logiciels à moins de 150 F.
• Faut-il acheter un Power Mac ?

SVM, toute la vie de la micro

Le Monde

ARTS & SPECTACLES

Le casse-tête du restaurateur d'art contemporain

La restauration d'œuvres d'art est née en même temps que la création elle-même. Elle a soulevé des débats passionnés, comme on l'a vu avec la chapelle Sixtine. La controverse rebondit, plus complexe encore, pour la réfection des œuvres modernes et contemporaines, de Picasso à Joseph Beuys. Avec la multiplication des matériaux – certains éphémères –, les spécialistes s'affrontent : faut-il restaurer, maquiller, refaire entièrement ?

QUI fut le premier restaurateur ? Quelque grec réparant une statue ou un vase endommagé peut-être, à moins que ce ne soient ces artisans romains qui injectaient dans les orifices prévus à cet effet de l'huile de nard afin d'entretenir une figure en bois de l'Artemis d'Ephèse. Ces incertitudes ne changent rien à un fait : la restauration des œuvres d'art est une activité aussi ancienne que la création artistique elle-même.

L'une et l'autre ont fleuri à la Renaissance. En 1513, Raphaël fut nommé commissaire des antiquités de Rome. Michel-Ange ne manqua pas de donner son sentiment sur la restauration du *Laocoon*, critiquant si durement celle qu'avait exécutée Bandinelli sur les conseils de Raphaël et de Bramante qu'une deuxième fut entreprise. Quelques décennies plus tard, ses fresques de la chapelle Sixtine étaient à leur tour la proie de ceux qui les badigeonnèrent de colle avec des queues de renard. En France, à partir du XVIII[e] siècle, la tradition est prise de désigner un artiste pour surveiller les collections royales, le peintre Antoine Paillet en 1699, puis Godefroid en 1740. Première technique : en 1750, Picault fit la démonstration de ses talents en transposant la *Charité* d'Andrea del Sarto de son panneau de bois à une toile moderne.

Depuis, innovations et débats n'ont plus cessé, parfois d'une belle violence. Quand la National Gallery de Londres organisa une exposition de *« cleaned pictures »* – peintures nettoyées – en 1946, les attaques du *Times* et du *Burlington Magazine* furent si aigres que le débat devint international, attirant artistes, historiens d'art, conservateurs et experts, tous mobilisés pour savoir s'il convient de procéder au dévernissage total des œuvres ou seulement à un allègement qui ne prétende pas en revenir aux couleurs originelles. Amateurs et ennemis de la patine se déchirèrent en cette occasion. Depuis, la querelle renaît régulièrement, comme l'a prouvé il y a quelques semaines la polémique inutile autour du *Jugement dernier* de Michel-Ange à la chapelle Sixtine.


GÉRARD RONDEAU

Une toile de Fernand Léger en cours de restauration.

Elle renaît et elle s'élargit. Non contente d'affecter les restaurations d'œuvres anciennes, elle touche désormais cette discipline singulière : la restauration des œuvres exécutées depuis le début du XX[e] siècle. Celles-ci posent des problèmes de plus en plus complexes, aussi complexes que les matériaux et les assemblages employés.

« La fracture entre la conservation de l'art ancien et moderne survient dans les années 1900 avec les fauves, affirme Isabelle Merly, historienne d'art et spécialiste de la question. *Pour la première fois, des artistes ont rompu avec les règles du « beau métier » : peu ou pas de préparation des couleurs, des supports plus lâches (comme la toile de jute), volonté de rendu mat et donc suppression du vernis. Les couches de peinture s'en trouvent fragilisées, cassantes. Un exemple : Matisse a utilisé une détrempe à la colle sans préparation pour réaliser son* Intérieur aux aubergines. *La couche picturale n'est plus solidaire du support, on ne peut donc que freiner la dégradation.*

» Avec Jackson Pollock se pose un autre problème : l'œuvre est peinte à plat sur le sol, mais exposée au mur. Avec le temps, des flaques et des affaissements apparaissent. Les surcharges de matières chez De Kooning ou Olivier Debré provoquent des fissures difficilement restaurables si on veut conserver la matité. Mais c'est l'abstraction géométrique, avec la recherche de surfaces parfaites, qui pose des problèmes insolubles, car l'ensemble doit rester intact. »

HARRY BELLET
PHILIPPE DAGEN
et MICHEL GUERRIN

Lire la suite page II

CINÉMA

QUATRE MARIAGES ET UN ENTERREMENT *de Mike Newell*

Les plaisirs de l'état civil

Sur le modèle hollywoodien mais dans des décors britanniques, Mike Newell, le réalisateur de* Dance with a Stranger *et* d'Avril enchanté, *bâtit une comédie sentimentale tout en virtuosité de scénario et en bonheurs d'acteurs.

EN sortant de la salle, on peut compter sur ses doigts et s'apercevoir qu'on n'a pas été trompé sur la marchandise. En une heure et demie, Mike Newell a montré quatre mariages et un enterrement, pas moins, et à peine plus. On retrouve ici la géométrie comique de certaines comédies hollywoodiennes, avec leur énoncé abracadabrant qui trouvait toujours une solution. Comment marier Cary Grant à Katharine Hepburn en un week-end, alors qu'elle est à la veille d'en épouser un autre ? Ici, Charles (jeune Anglais comme il faut, Hugh Grant) et Carrie (Américaine affranchie, Andie MacDowell) doivent se trouver en cinq cérémonies.

Ne s'autorisant qu'une seule scène intercalaire (consacrée à l'essayage d'une robe de mariée), le scénario de Richard Curtis fait des cabrioles sur une corde raide tendue entre satire sociale et comédie sentimentale. *Quatre Mariages et un enterrement* se passe chez les Anglais (avec une incursion en Ecosse), et comme il se doit, chaque personnage entre dans le champ en arborant sa généalogie, son état civil, son histoire personnelle et ses inclinations. Richard Curtis et Mike Newell s'en amusent. Ils se servent de cette classification sans en faire la matière de leur film. Les malentendus de classe, les allusions au Royaume-Uni d'aujourd'hui servent à faire rire, et surtout à mieux placer les personnages, à donner aux acteurs des outils pour mieux travailler.

Car le plaisir très fort que procure ce film tient avant tout aux comédiens. Hugh Grant est issu de la famille Ivory (il incarnait le petit ami de *Maurice*, on peut le voir en ce moment dans *les Vestiges du jour*). Il partage avec Andie MacDowell (la madone de *Sexe, mensonges et vidéo*) un physique lisse, une beauté symétrique qui souvent appelle l'indifférence. Mike Newell les a pourris de faiblesses, traquant leurs défauts (il manque de force, elle, de grâce) mettant en valeur leurs défaillances. Et puis, il les a entourés d'une tribu composite faite d'acteurs confirmés ou méconnus.

Simon Callow, autre ancien de chez Ivory, compose un personnage très attachant de grande gueule. Kristin Scott Thomas trouve un rôle de vierge edwardienne qu'elle lézarde d'un coup, lors d'une scène très impressionnante. Sans poursuivre l'énumération trop longtemps, il faut aussi mentionner Charlotte Coleman en espèce de Caliban grunge.

Au fil des cérémonies, des petites catastrophes et des vrais désastres, il s'organise au sein de cette tribu tout un trafic de sentiments assez complexe pour donner l'impression d'échapper aux stéréotypes, assez reconnaissable pour que l'on puisse rentrer dans le film comme dans une réunion de famille. C'est sans doute là que Newell et Curtis finissent par creuser le piège dans lequel ils trébuchent. Leurs arrangements de personnages sont si exquis que, lorsqu'il s'agit de tout casser pour finir le film, ils sont obligés de procéder avec une relative grossièreté, qui contraste un peu douloureusement avec ce qui précédait. Le défaut est mineur, inévitable peut-être, et ne gâche en rien les joies que suscite cette exploration de l'état civil britannique.

THOMAS SOTINEL

ROCK

PHIL COLLINS LA VOIX ET LA CAISSE

L'ancien batteur du groupe Genesis a commencé par taper sur ses caisses, ses toms et ses cymbales. Devenu chanteur, il fit feu de tout bois, s'empara des excès de la pop noire américaine, pour la vendre aseptisée, à moindre frais émotionnel. Cette manière d'appropriation-castration est vieille comme la coexistence entre musique noire et musique blanche. Aujourd'hui, Phil Collins effectue une tournée qui l'amène à Paris-Bercy le 29 avril. L'artiste s'est définitivement embourgeoisé. Le public passe à la caisse.

Lire page XII

LA CRITIQUE DE TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Deux doigts sur la gachette
de Deran Sarafian

Ghost in the machine, le Tueur du futur
de Rachel Talalay

M. Butterfly
de David Cronenberg

Les Ombres du cœur
de Richard Attenborough

Quatre mariages et un enterrement
de Mike Newell

Salades russes
de Youri Mamine

Sans pouvoir le dire
de Liliana Cavani

La Scorta
de Ricky Tognazzi

Wendemi, l'enfant de Dieu
de Pierre Yameogo

Pages VI, VII et ci-contre

DISQUES

Gloria RV 589 de Vivaldi par le Concentus Musicus de Vienne dirigé par Nikolaus Harnoncourt. Une biographie du musicien italien par H.C. Robbins Landon vient d'être traduite en français : *Vivaldi, 1678-1741.*

Page IV

THÉATRE

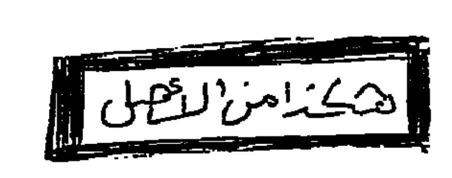
« Monsieur Jourdain au Tonkin » ou quand Molière est associé au Caï Luong pour aboutir à la première réalisation franco-vietnamienne de « théâtre croisé ». Un événement qui a surtout lieu dans la salle.

Page V

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

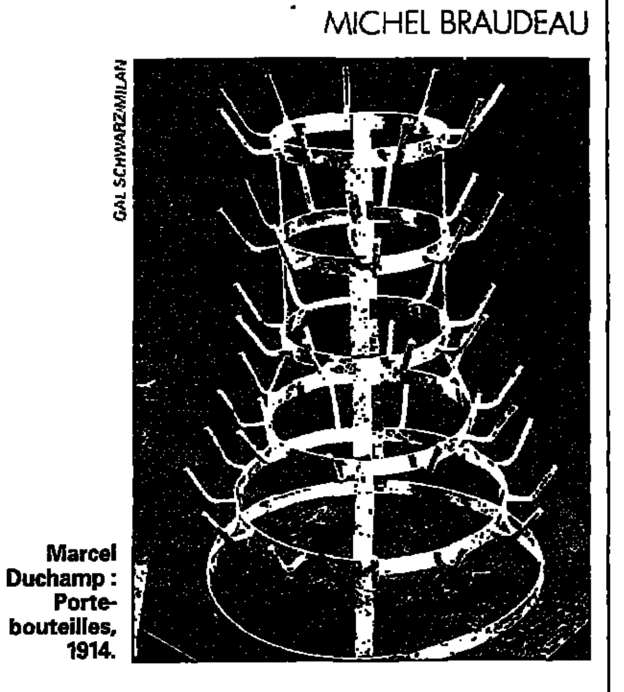
Cinéma, théâtre, danse, musique et arts : une sélection des rendez-vous de la semaine

Pages VIII à XI



LE SPECTATEUR

MICHEL BRAUDEAU


GAL SCHWARZ/MILAN

Marcel Duchamp : Porte-bouteilles, 1914.

Outrages

LA cathédrale de Strasbourg est en travaux depuis le début de sa construction. Elle est fragile, elle se casse la figure. On la restaure, c'est normal. Le château de Versailles a été sauvé à deux reprises, par Louis-Philippe et par J. D. Rockefeller. Depuis on le restaure, c'est normal. On vient de restaurer la chapelle *Sixtine à grands frais et on a bien fait*, pour une infinité de raisons qu'il est inutile de developper et dont la plus prosaïque est sans doute que c'est de l'argent bien placé. Si l'on était dans la position d'un restaurateur d'art qui, frottant sa lampe comme chaque jour avant de s'endormir, voit jaillir le génie d'Aladin qui lui propose d'exaucer l'un de ses vœux, on s'imagine volontiers lui dire qu'on aimerait, par exemple, se trouver aux côtés de Léonard de Vinci en 1495, dans le réfectoire du couvent des dominicains à Milan, quand il s'apprête à peindre *la Cène* sur un mur préparé à la colle et au plâtre, et pouvoir d'un doigt arrêter son génial pinceau, l'avertir : n'importe où, Léonard, mais pas sur ce mur, il est humide et plein de salpêtre ! Car, de fait, *la Cène* de Léonard, on la restaure depuis le XVII[e] siècle. On aurait gagné beaucoup de temps.

Des multiples ennemis qui menacent l'œuvre d'art, outre l'imbécillité de la critique et du public, qui ne font jamais défaut sur le moment, le pire est assurément le temps. Pas le temps qui *juge, démode et fait le tri. Le temps qui use*, ronge, *pâlit. On n'a* pas toujours su faire les bons mélanges, en peinture comme en cuisine. Les secrets des peintres flamands sont, pour quelques-uns, restés des secrets. Des hommes de talent ont dû se résoudre à n'utiliser que de mauvais outils, faute de mieux. Et des médiocres solennels ont pu s'offrir les moyens de durer outrageusement dans leur médiocrité. On vend de ces petits poulbots larmoyants, place du Tertre, à Montmartre, si copieusement vernis que leur espérance de vie dépasse celle de bien des toiles impressionnistes.

TOUTEFOIS, la question de la durée de l'œuvre d'art contemporaine se pose de manière ambiguë. Certains peintres, par enthousiasme ou fureur gestuelle, n'ont pas respecté les délais de séchage entre les couches. Assez tôt après leur exécution, des toiles de Fautrier, de Tal-Coat, de Riopelle, tombent partiellement en poussière. On ne sait combien de temps les petits boudins de peinture qu'a fait jaillir Georges Mathieu resteront accrochés à la surface de ses grandes batailles. Mais pour d'autres, c'est la nature des matériaux employés qui fait problème, dans la mesure où peintres et sculpteurs ne s'en tiennent plus aux traditionnels pinceaux et châssis, marbre et bronze, mais s'emparent d'objets ordinaires dont ils détournent la fonction. Un tube au néon, un téléviseur, intégrés à un ensemble, ne sont pas prévus pour affronter les siècles. Le Musée des Sables-d'Olonne avait acquis une « *installation* » de Nam June Paik comportant un téléviseur, qui au bout de sa brève vie de brave téléviseur rendit l'âme et le tube. Grave question : fallait-il le remplacer par un modèle identique, ou en prendre un autre, plus fiable ? On téléphona à l'artiste qui répondit : mettez une télé, n'importe laquelle. On changea l'appareil en imitant le boîtier d'origine. Tout est là, dans cette incertitude de l'original, ce respect qui tombe avec le temps sur les crânes les plus irrespectueux naguère.

Un jour, Marcel Duchamp, esprit radical libre, inventa le *ready-made*. Ne nous cassons plus la tête, l'œuvre d'art existe déjà, il suffit de la nommer, comme Adam nomma les animaux du Paradis. Et Duchamp d'indiquer une pissotière et un porte-bouteilles métallique d'un modèle assez banal. Les amateurs de Duchamp collectionnèrent ce porte-bouteilles, jusqu'au jour où le vendeur du Bazar de l'Hôtel de Ville, au bout de son stock, dut s'excuser : « *Nous ne faisons plus le modèle de M. Duchamp...* » *Commerce, quand tu nous tiens... Au nom de la* conservation ou de la restauration, allait-on rééditer ce simple porte-bouteilles, ce qui aurait bien fait rire Duchamp dans sa tombe ? Certains acceptent, comme Boltanski, que leur œuvre se dégrade, cela fait partie du projet. D'autres y travaillent, tel ce peintre chinois qui, au lieu de l'encre éternelle, peint avec de la sauce de soja, dont le pouvoir d'agression acide sur le papier est rapide et sans pardon. Refus de la restauration.

QUAND Yves Klein peint ses tableaux monochromes bleus, la critique se divise. Pour les uns, c'est trop facile, une seule couleur, des toiles peintes au rouleau. Pour les autres, c'est inouï, ce bleu est sublime, et quel culot, etc. Klein meurt, ses toiles s'abîment. Que faire ? Puisqu'on a la formule chimique de son bleu spécial, il suffirait d'en faire tirer quelques litres, de prendre un rouleau neuf et de refaire du Klein, selon les besoins. Non, on préfère soigner les anciennes toiles. Pourtant le même Klein avait vendu des « certificats de cession de zones immatérielles », attitude extrêmement zen, qui devrait décourager les spéculateurs. Il n'y a que les artistes conceptuels qui soient à l'abri. Ils vendent un bout de papier, une idée : peindre quatre bandes de X centimètres sur Y en bleu, jaune, ocre, vert, et signer le tout du nom de l'artiste. Rien à retoucher, rien à restaurer. On est là au sommet de la modernité : tout est à réinventer, les illusions, les espoirs, les châteaux de sable et la vague qui les ruinera. ■

RESTAURATION

Le casse-tête du restaurateur

Suite de la page I

On peut faire remonter plus loin dans le temps la fracture dont parle *Isabelle Merly*, *avec l'apparition* des jeunes gens pressés de peindre que furent Géricault ou Delacroix, et avec les impressionnistes et leur refus de vernir. Et toutes les œuvres sont périssables, à des degrés divers.

Mais il est vrai que le XX[e] siècle pose bien des problèmes spécifiques de conservation et de restauration. Que faire de ces toiles en partie laissées à nu, sans enduit ni peinture, signées de Braque, de Miro et de Barnett Newman ? Non seulement les fibres non protégées par une couche de préparation recueillent toutes les poussières qui passent, mais le soleil les oxyde et *la lumière en change* la *couleur*. Que faire des papiers collés chers aux cubistes et aux dadaïstes, à Picasso et à Ernst, à Schwitters et à Motherwell ? Les divers morceaux qui les composent jaunissent – à des rythmes différents naturellement –, et leurs colles se révèlent tantôt instables tantôt agressives. Avec les constructivistes et les surréalistes apparaissent le verre, le celluloïd, le métal – l'aluminium surtout –, la photographie, la sérigraphie... Le plastique viendra plus tard. Avec chaque matériau, de nouveaux problèmes de conservation se posent. Les matériaux utilisés sont parfois incompatibles. Ils peuvent aussi être détournés de leur fonction d'origine : jamais la peinture à l'huile n'a été conçue pour permettre de travailler vite, contrairement à ce qu'ont tenté, un siècle après les romantiques, les expressionnistes figuratifs et abstraits. Les fabricants de résines polyesters *n'ont pas davantage pensé* en concevant leur produit à l'utilisation expansive qu'en ferait César et ne se sont pas inquiétés des craquelures et émiettages que le dessèchement ne pouvait manquer de provoquer.

L'acrylique a été étudié pour servir les peintres. *Mais*, à son apparition dans les années 50, il eut à affronter une véritable levée de boucliers. Il était accusé de tous les maux, le moindre étant de ne pas rester longtemps sur la toile où on l'avait posé. Le problème venait surtout de la mauvaise éducation des artistes, et de leur indécrottable sens des traditions : *ils essayaient* la nouvelle peinture sur leurs anciens supports, enduits grassement à la céruse. Sur des fonds poreux, l'acrylique tient beaucoup mieux. Il offre un merveilleux avantage, en dehors de sa rapidité de séchage : son élasticité. Et un énorme inconvénient : son élasticité. Souple, *il suit mieux* que l'huile les déformations de son support. Trop tendre, la chaleur et l'acidité de la main suffisent à y inscrire une trace. Et il est difficile de le vernir de façon réversible.

Où finit la dégradation voulue par l'artiste ?

Autres plans sensibles aux doigts et aux taches, les monochromes. Le moindre choc leur est fatal, à moins de les repeindre entièrement, ce qu'aucun restaurateur ne saurait accepter sans souffrir d'abominables remords. Car, alors, il ne restaurerait plus, mais reconstituerait, en produisant un objet différent de celui qui lui avait été confié : on est proche du maquillage. *Les monochromes bleus* d'Yves Klein sont ainsi devenus le cauchemar de la profession, qui conseille de les recouvrir d'un verre avant qu'il ne soit trop tard – solution excellente et détestable, qui sauve l'œuvre et, si le verre est mal choisi, la dérobe au regard. A *l'inverse, et à condition toutefois de* l'avoir au préalable repérée, comment réparer une déchirure dans une affiche lacérée par un « nouveau réaliste » ? Où finit la dégradation voulue par l'artiste, où commence la dégradation provoquée par une agression ou le vieillissement ? Et que faire d'œuvres dont le vieillissement, sinon la destruction, fait partie intégrante ?

« *Un autre tournant intervient*, explique Isabelle Merly, *avec l'apparition d'œuvres éphémères, incarnées par les mouvements de l'arte povera, Fluxus, les nouveaux réalistes et Supports Surfaces* [dans certains cas] *et le land art. Les œuvres portent parfois leur propre destruction. On peut constater que tous ces artistes, qui mettaient en cause la matérialité même de l'œuvre et donc s'opposaient au musée, sont devenus des artistes consacrés par le musée – voire officiels – et cherchent aujourd'hui à stopper la destruction... A terme, l'œuvre est condamnée. L'arte povera utilise des matériaux organiques comme le bois, la filasse, jusqu'à la salade à arroser tous les jours... Joseph Beuys a introduit de la graisse et Manzoni des excréments. Dans tous ces cas, il n'y a pas de solution, ou refaire totalement l'œuvre, ce qui est une façon de fabriquer un « faux ». Quand le public a contribué à détériorer le piano à queue enrobé de feutre de Joseph Beuys, ce dernier a accepté de fournir un nouvel emballage mais a exigé que l'on pende à côté la dépouille meurtrie.* »

Le cas des œuvres composées de matériaux industriels n'est pas moins délicat, lorsque l'objet « tombe en panne » des années après que le fabricant a interrompu la fabrication des pièces (*lire l'encadré à propos* d'Oracle *de Rauschenberg*). Les musées anglo-saxons prennent leurs précautions, et leurs « restaurateurs-conservateurs » n'hésitent pas à démonter, avec l'accord de l'artiste autant que possible, une œuvre de ce genre pour commander d'avance, et en plusieurs exemplaires, les pièces de rechange. Les musées français – moins prévoyants ? – oscillent entre bricolage et maquillage.

Face à la multiplicité des matériaux, les restaurateurs ont quelques armes. Opérer un gros travail de prévention : accumuler de la documentation sur les œuvres ; connaître la formule exacte des produits (certains sont couverts par des secrets de fabrication) ; anticiper sur les réactions, souvent imprévisibles, de matières hétérogènes ; contacter l'artiste, quand il est vivant, et l'associer à la restauration.

Ces questions techniques, très techniques même pour quelques-unes d'entre elles, annoncent une incertitude plus grave – affaire de principe et non plus de procédés. Quel impératif doit l'emporter, du respect absolu de l'œuvre d'art telle qu'elle a quitté l'atelier de son auteur ou de l'« efficacité » de ladite œuvre ? Un exemple simple : une sculpture mobile de Jean Tinguely comprend un anneau de bois dans lequel coulisse une barre de métal. Après plusieurs années de fonctionnement, le bois présente des signes d'usure qui annoncent la rupture de l'anneau. Deux raisonnements s'opposent : l'un affirme que l'intégrité de l'objet originel l'emporte et que ce serait le dénaturer que de remplacer la pièce usée. Il peut aller jusqu'à suggérer que le vieillissement et la panne étaient inscrits en germe dans l'assem-

Jean-Paul Ledeur, roi des bleus

Jean-Paul Ledeur est le plus connu des restaurateurs d'art contemporain en France : trente ans de métier, le soutien de la grande majorité des galeries, des amitiés avec Yves Klein, Fautrier, Mathieu, Dubuffet, une réputation internationale. Mais ses méthodes sont parfois contestées.

AVEC sa « gueule d'artiste », Jean-Paul Ledeur a fière allure. On le *surprend au travail*, portant une blouse de lin blanc (sur laquelle est brodé « Art Doctor ») et un pistolet qui fait gicler une peinture bleue. « *Les Sioux vous accueillent en rouge, moi c'est en bleu. Je suis obsédé par le bleu.* » Pas n'importe lequel. Le fameux bleu d'Yves Klein, auquel on réduit souvent cet artiste disparu en 1962, et dont la formule (dénommée IKB) ne peut être utilisée que par Jean-Paul Ledeur, restaurateur exclusif des œuvres du nouveau réaliste.

« *Faites attention, c'est salissant.* » Klein est partout. Dans l'atelier, où une œuvre « malade » attend d'être restaurée, mais aussi dans son bureau où quatre sculptures, propriété du restaurateur, cohabitent avec une carpette du même bleu. Dans son bureau toujours, de l'art africain, et des œuvres de Jean-Pierre Raynaud, Arman, Poliakoff... Dans l'atelier, un immense monochrome rouge voit sa couche altérée. Un béton d'Arman, avec violoncelle en bois et cordes en crin, est fissuré. « *Chaque tableau est un malade différent* », dit-il.

Jean-Paul Ledeur a plusieurs casquettes : restaurateur, collectionneur, expert auprès des tribunaux, mais aussi de la FIAC, ami de nombreux artistes. Il prépare également la monographie et le catalogue raisonné de Fautrier. Le personnage est truculent, charmeur, un brin poseur. On l'a surnommé « Jet restaurateur », toujours entre deux avions pour se rendre au chevet d'un tableau – « *Depuis 1970, je voyage cinq mois par an* » – ; il se fait photographier en bateau dans les îles Grenadines et collectionne les voitures anciennes. L'homme a son franc-parler, fulmine contre le terme de restaurateur : « *On me prend pour un cuisinier, je préfère le mot américain de conservateur.* » Il peste contre l'absence d'échanges avec les restaurateurs d'Etat : « *Ils ont des machines ultra sophistiquées et nous un savoir-faire. Pourquoi ne pas collaborer ?* »

Les profils sont en effet différents : Jean-Paul Ledeur est un autodidacte, sans diplôme. Passer le concours ? « *Je ne me vois pas me faire noter par mes anciens assistants.* » On l'a accusé de fabriquer des Klein à la chaîne avec son pistolet de peinture ou son rouleau. Il s'explique : « *Yves Klein voulait couvrir le monde de son bleu. Sa veuve a décidé que trois sculptures originales* (la Vénus d'Alexandrie, la Terre bleue, l'Esclave mourant) *seraient tirées à 300 exemplaires et* la Victoire de Samothrace *à 175 exemplaires. J'ai donc réalisé autour de 1 500 éditions. Pas une de plus.* » Mais le travail de restauration est différent entre une œuvre réalisée par Klein lui-même et une édition : « *Cette dernière peut être repeinte si elle est altérée ; en revanche, on ne touche jamais à un original. Ce serait modifier l'œuvre.* » On comprend pourquoi : avec le temps, le bleu noircit. « *Si je modifie la couleur du pigment, je modifie la nature de l'œuvre.* » Cette distinction se retrouve dans les prix : autour de 4 millions de francs pour un original, 100 000 à 300 000 francs pour une édition de Klein.

L'atelier Ledeur est installé depuis 1959 dans cette cour du XIV[e] arrondissement à Paris. « *Après être passé par l'Ecole des beaux-arts,*


D.R.

Jean-Paul Ledeur devant un moulage de Klein.

j'ai eu la lucidité de reconnaître que j'étais un mauvais peintre. » Il sera donc restaurateur, comme son grand-père. Il a d'abord accumulé les restaurations d'ouvrages anciens, à Fontainebleau (notamment le Rosso et les statues du parc), l'église Saint-Vincent-de-Paul, l'ambassade de France au Canada... Quarante personnes travaillaient alors à ses côtés. Il a ensuite recentré son activité sur l'art contemporain. Il fréquentait Riopelle, Fautrier, Manessier, Mathieu, Tapies... « *J'étais très* matière. *Malraux m'a emmené chez Fautrier. Ce fut un choc. Le peintre n'arrêtait pas de me demander : comment conserver l'art contemporain ?* ».

Six personnes travaillent aujourd'hui dans son atelier. Cent à cent cinquante tableaux y entrent chaque mois, dont une quarantaine viennent de l'étranger. Il y a une liste d'attente de six ans pour faire un stage chez lui, on y vient du monde entier. Mais ça reste une petite entreprise qui avoue un chiffre d'affaires d'environ 3 millions de francs. Les devis sont calculés à l'heure et tiennent compte de la complexité d'intervention. « *Les factures varient de 700 francs à 80 000 francs* », affirme-t-il. Cet atelier traite « *tout ce qui est polychrome, du sarcophage égyptien à une compression de papiers de César* », peintures, monochromes, sculptures, installations. Sauf la photographie. Le châssis (le squelette) est autant traité que ce qui est donné à voir. « *Prenez les sculptures de Klein qui sont en résine, plâtre ou bronze. Ou bien certains Tapies, où de la poudre de marbre est mélangée à la chaux. Il est impossible de restaurer la partie visible si on ne traite pas en même temps son support.* »

Pour lui, les tableaux sont des victimes des temps modernes : 50 % des œuvres entrent chez lui à la suite d'un accident, notamment lors d'un transport (les caisses lais-

du restaurate

d'art contemporain



Une sculpture de Derain « Nu debout »... couché pour être restauré.

blage signé de Tinguely. L'autre raisonnement objecte qu'un mobile qui ne peut plus se mouvoir, perd l'essentiel de sa nécessité, et que c'est trahir plus gravement l'artiste que de présenter, inerte et invariable, ce qu'il avait imaginé animé et changeant. Pour finir, après hésitations et concertations, la seconde position l'a emporté, et l'anneau de bois a été revêtu d'une pièce métallique.

A l'opposition des démarches correspond l'opposition, tantôt avouée tantôt dissimulée, entre restaurateurs et conservateurs. Les premiers ont tôt fait d'accuser les hommes de musée d'incompétence scientifique et les soupçonnent de ne pas tenir compte de leurs prescriptions quand il s'agit de décider d'un prêt et du déplacement d'une œuvre. Combien d'expositions ont ainsi pâti des décrets de tel expert jugeant intransportable un tableau capital, à la plus grande colère des commissaires, mais au plus grand bonheur de l'œuvre ? Et, réciproquement, combien de conservateurs ont allégué le prétexte de la fragilité pour déguiser leur refus ?

Les conservateurs ne sont pas en reste. Ironisant sur les « névropathes du fétiche » et la religion de la réversibilité, ils aiment à avouer comment ils brusquent les praticiens trop timorés à leurs yeux. Un exemple là encore : une toile de Martial Raysse, de 1967, menaçait ruine parce que le peintre avait employé une peinture argentée de mauvaise qualité. « *Elle s'était oxydée*, raconte Didier Semin, conservateur au Musée national d'art moderne (MNAM), qui suit les dossiers de restauration. *Elle tombait en poussière, l'œuvre en était totalement dénaturée. Le principe de la réversibilité était en la circonstance inapplicable. Il fallait repeindre avec une peinture argentée de bonne qualité, tout simplement. Les restaurateurs du musée l'ont fait, admirablement, mais avec bien des scrupules. Ils étaient obligés de travailler contre leurs principes.* »

Pour résoudre la question, la délégation aux arts plastiques (ministère de la culture) a décidé l'an dernier de confier à l'AFCOREP (Association française des conservateurs-restaurateurs de peinture) une mission d'information et de réflexion. Financée par l'Etat, la Ville de Paris et le mécénat d'International art transport, cette mission veut « *définir une approche déontologique* » et « *formuler des propositions en matière de conservation préventive* ». « *La décision de restaurer*, dit Claude Wrobel, président de l'AFCOREP, *ne peut être que collective. Le rôle du restaurateur devient de plus en plus important et les questions de plus en plus délicates. Elles ne peuvent être tranchées que par une concertation qui réunisse l'artiste – quand il est vivant –, le conservateur, le restaurateur, les historiens, les techniciens, les scientifiques. Il faut désormais s'habituer en France à parler de conservateur-restaurateur, comme on le fait couramment dans d'autres pays occidentaux.* »

HARRY BELLET
PHILIPPE DAGEN
et **MICHEL GUERRIN**

N le maudit

MALÉDICTION, coïncidence, répulsion ? Le *grand tableau de Barnett Newman* du Stedelijk Museum (Amsterdam), *Who's afraid of red, yellow and blue III*, a été lacéré puis violemment repeint par un *restaurateur peu scrupuleux*. Celui que la National Galerie de Berlin venait d'acquérir a été vitriolé par un visiteur indigné par le prix payé. Quant à celui du Musée national d'art moderne de Paris (Centre Pompidou), *Shining Foirth (To Georges)*, il a été cruellement accidenté. Pendant longtemps, les responsables du musée se sont efforcés de tenir la chose secrète, fort embarrassés d'avoir à reconnaître le drame, au point d'interdire aux restaurateurs du musée d'évoquer publiquement le problème.

En 1989, des ouvriers travaillaient sur les eclairages dans les salles du musée. Pour atteindre au plafond, ils utilisaient une « girafe », nacelle montée sur un mât articulé. D'un vérin défectueux, un jet d'huile de moteur s'est *échappé et a tracé sur la toile* une ligne sombre d'huile mêlée de particules métalliques. Or cette toile n'avait été recouverte par l'artiste d'aucune couche préparatoire, de telle sorte que les débris métalliques et les molécules d'huile ont fortement pénétré *les fibres du tissu.*

Depuis, toutes les compétences scientifiques et toutes les techniques de restauration connues ont été expérimentées sur des maquettes, *morceaux de la même toile imprégnés* de la même huile sale. Les diluants parviendraient sans doute à dissoudre les molécules huileuses, mais seraient sans effet sur le métal. Le laser, celui-là même qui sert au nettoyage des statues des cathédrales, en détruit une partie mais « cuit » et fixe ce qu'il ne détruit pas. Quant à l'idée de refaire, à l'identique, l'œuvre (Newman « vaut » plusieurs millions de dollars), elle suscite, à peine suggérée, des frissons d'horreur à la perspective d'un sacrilège si monstrueux.

Pour l'heure, rien n'est fait et la toile est hospitalisée loin des visiteurs. Seul espoir : un laboratoire travaille sur l'hypothèse d'une manipulation associant diluant d'un côté de la toile et aspirateur surpuissant *de l'autre. Le corps* chimique détacherait le corps gras et l'aspirateur – du genre de celui qui sert au dentiste – absorberait les particules métalliques. Tout cela au conditionnel.

L'oracle ressuscité

COMMENT faire quand une œuvre d'art comprend des matériels périmés ? La question s'est posée récemment au Musée *national d'art moderne (Centre* Pompidou) à propos d'*Oracle*, vaste installation de Robert Rauschenberg. A l'origine, telle qu'elle se présentait dans la galerie de Léo Castelli à New-York, elle se composait, posées sur le sol, d'une baignoire et de pièces métalliques faisant office de haut-parleurs à l'intérieur desquelles des postes radio captaient, de manière aléatoire, les émissions musicales diffusées en ondes courtes à Manhattan.

Transportée à Paris, cérémonieusement installée sur un socle, elle est devenue silencieuse, faute d'ondes courtes, et la baignoire a cessé de glouter, pour cause d'étanchéité insuffisante. Le Musée a demandé son sentiment à Rauschenberg. Souhaitait-il une restauration et comment ? *La réponse a été radicale : que* l'on change et modernise tout ce qui méritait de l'être. La baignoire a donc été étanchéifiée énergiquement, les postes de radio d'origine remplacés par des contemporains réglés sur la bande FM parisienne et le système de choix aléatoire du son est désormais determiné par un système informatique. La baignoire, il est vrai, a perdu dans l'affaire la patine de rouille qui la tapissait et lui donnait un air d'antiquité respectable, la musique n'est plus la même, ni le fonctionnement d'ensemble. Mais *Oracle* parle et chante de nouveau. Ce que l'artiste souhaitait.

Ph. D.

leur, roi des b



sées au soleil sur une piste d'aéroport) ; 20 % à 30 % arrivent pour un nettoyage classique ; « *le reste, c'est de la prévention* ». Parler avec les artistes, donner des conseils, anticiper sur le vieillissement des matériaux. Dubuffet était un des premiers à utiliser des feutres : « *Il m'a envoyé des dizaines de lettres pour me demander si j'avais trouvé un produit qui fixe le marqueur.* » Autres questions : comment conserver le pigment sur tissus ? Comment faire tenir une sculpture en mie de pain ? Comment fixer du feutre sur du papier hygiénique ? Fixer la couleur blanche sur de la terre glaise ? Des galets sur du bois ? Le bois gorgé d'eau tombe en miettes quand il sèche. « *Le Centre atomique de Grenoble a trouvé un moyen de fossiliser le bois et de lui donner 1 à 2 millions d'années de vie.* »

Jean-Paul Ledeur a dû prendre la mesure des dizaines de procédés, techniques, et matériaux, parfois incongrus, qui sont apparus au cours du siècle : peinture acrylique, vinylique ou glycérophtalique, feutre, stylo-bille, papier marouflé, variétés de colle, galets, faïence, chiffon, verre, cire, lave à l'état brut, mie de pain... « *Mon rôle est de faire en sorte que cet art tienne l'épreuve du temps. De quoi est fait le jaune Stabylobos et quelle est sa faiblesse ?* » Il est ainsi allé dénicher des couleurs à Ceylan, des terres à Dakar ou en Arizona, des rouges à lèvres à Londres.

Reste sa philosophie de la restauration, différente de celle des musées : pour Jean-Paul Ledeur, elle doit être toujours réversible, mais ne doit pas être perceptible, suivant ainsi, « *la demande des artistes* ». Il prône « *l'intégrité de l'œuvre : Vasarely, César, Arman, Poliakoff ne veulent pas que la restauration se voie* ». Les collectionneurs privés non plus. On les comprend, un œuvre abimée perd de sa valeur. Habilement restaurée, « maquillée » diront certains, le problème ne se pose plus.

MICHEL GUERRIN

Les vaccins du Dr Cueco

David Cueco est fils de peintre et restaurateur. Il a animé l'équipe qui a restauré « la Danse », de Matisse. Formé à l'université Paris-I, il insiste sur la nécessité d'appuyer les connaissances artisanales sur une réflexion théorique.

« LES restaurateurs sont des gens frustrés, *dit David Cueco*. Autrefois, la profession était dévolue à des artistes ratés qui revivaient leur échec en permanence. Aujourd'hui, nous sommes formés pour un métier que nous embrassons volontairement, mais la frustration persiste : on a *une œuvre comme personne* ne l'a jamais, on vit avec, on la touche, on la caresse parfois. Et elle repart vers sa cimaise où elle n'est pas forcément à l'abri.

» Les conservateurs des musées français ne vont pas apprécier – et *je risque de perdre leur clientèle* –, mais nous sommes mieux formés qu'eux pour assurer la conservation des œuvres. Lorsqu'ils sont, pour les plus jeunes, passés par l'Ecole du patrimoine, ils en ont *quelques notions, guère plus.* Chaque grande collection publique devrait s'adjoindre, comme c'est le cas dans les pays anglo-saxons, les services d'un « conservateur-restaurateur », intervenant dans le cadre général de la conservation. En fait, si une pièce était bien conservée, on ne devrait jamais avoir à la restaurer.

» Plus on intervient sur une œuvre, plus on multiplie les *risques de la dégrader*. Il faudrait *développer, non pas la restauration* préventive, qui est une bêtise, mais la « conservation préventive », c'est-à-dire entourer l'œuvre du maximum de précautions physiques. Car dans certains *cas, particulièrement pour les* œuvres contemporaines, la restauration est impossible et, en cas d'accident, l'œuvre est perdue. Une craquelure sur un monochrome ne se répare pas sans faire *perdre l'essence du tableau*, à moins de le repeindre entièrement, ce qui n'est plus de la restauration mais du maquillage. La conservation préventive, c'est mettre des gants blancs et propres pour manipuler *un tableau, ou le doter de* poignées adaptées, le protéger par une vitre spéciale, tendre une toile sur le chassis au revers. Quelques-unes de ces mesures sont onéreuses, mais moins qu'une restauration. »

Filières

Etudes. On imagine le restaurateur d'œuvres d'art, au mieux, comme un chimiste un peu fou, au pire, comme un peintre raté. On a tort : il existe deux formations spécifiques, qui revendiquent haut et fort leur compétence. L'Unité de formation et de recherche (UFR) d'art et d'archéologie de l'université de Paris-I a créé en 1973 une maîtrise de sciences et techniques de conservation-restauration des biens culturels. D'une durée de quatre ans, elle intègre chaque année une vingtaine d'étudiants qui ont déjà suivi de un à trois *ans d'études supérieures* (1). L'Institut français de restauration des œuvres d'art (IFROA) a été fondé en 1977. On y accède sans diplôme, mais sur concours. Les études durent quatre ans (2).

L'avenir du statut. Un temps concurrentes, les deux formations sont aujourd'hui d'autant plus solidaires que la profession demeure floue. En fait, elle *n'existe pas : elle n'est protégée par aucun statut et n'importe qui* peut s'installer comme restaurateur. Les jeunes diplômés représentent en outre une concurrence inquiétante pour les anciens restaurateurs autodidactes, et déjà établis dans *les musées. Le statu quo est pour* l'instant maintenu d'autant que, depuis 1988, la direction des musées de France ne délivre plus de certificat d'aptitude aux nouveaux candidats *restaurateurs : elle est suspendue* au projet de loi sur les musées qui doit définir enfin la profession.

Un paradoxe demeure : les restaurateurs sont des travailleurs indépendants *qui peuvent* intervenir dans le cadre d'un service public (un musée). Mais les intérêts sont contradictoires. En raisonnant par *l'absurde*, on peut imaginer que le restaurateur, profession libérale, tire profit d'une mauvaise conservation des œuvres. En revendiquant un nouveau titre, *celui de* « conservateur-restaurateur », ils refusent cette logique et réclament le droit d'intervenir *avant que l'accident ne survienne*. Ils craignent, à tort ou à raison, que les conservateurs en titre n'aient pas les compétences techniques suffisantes pour assumer la « conservation préventive » qu'ils réclament (3).

(1) UFR Paris-I, 17, rue de Tolbiac, 75013 Paris. Tél. : 45-83-33-57.
(2) IFROA, 1, rue Berbier-du-Mets, 75013 Paris. Tél. : 43-37-93-37.
(3) Fédération des associations de conservateurs-restaurateurs, 15, rue Burq, 75018, Paris.



PHOTOS GÉRARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

DISQUES

CLASSIQUE

Guido Cantelli
(chef d'orchestre)

Rossini : Ouverture de la Pie voleuse – Mendelssohn : Symphonie italienne – Beethoven : deuxième, troisième et quatrième mouvements de la Cinquième Symphonie
Orchestre Philharmonia, Guido Cantelli (direction)

La mort de Guido Cantelli, le 24 novembre 1956, dans un accident d'avion a été, selon la formule consacrée, *une perte irréparable pour la musique*. Né en 1920, Cantelli aurait aujourd'hui soixante-treize ans. Sa mort, celle d'Argenta, de Mitropoulos et de Fricsay quelques années plus tard, puis le retrait d'Igor Markevitch (il est devenu peu à peu sourd), l'exil de Reiner, Szell et Monteux aux Etats-Unis ont laissé le champ *libre à Karajan pour asseoir son empire* en Europe. Le jeune Italien avait beaucoup de points communs avec l'Autrichien première manière. Comme leur idole Toscanini, ils refusaient de se plier aux mauvaises traditions, ils se soumettaient au texte, ils illuminaient les phrases, les faisaient chanter sans perdre de vue ni la construction d'ensemble ni la précision rythmique. Dans l'absolu, excellemment enregistrées, ces interprétations de 1952, 1955 et 1956 (le Rossini et le Beethoven sont publiées pour la première fois) sont à connaître. Pour mesurer ce qui sépare Cantelli des chefs qui ont aujourd'hui l'âge qu'il avait à l'époque de ces enregistrements. – A. Lo.
1 CD Testament SBT 1034. Distribué par Concord.

JAZZ

Jimmy Scott
All The Way

Déchirant comme un cri de femme qui apprend son amour mort, infiniment lent et pourtant porté par le secret plaisir de vivre (le chant), ce disque a la beauté sereine et mortelle d'un recueil de poésie. C'est du blues, si l'on veut, mais sans le folklore (comme Billie Holiday) ; ce sont des ballades en tempo medium (le tempo des dieux) ; il y a là assez d'envoûtement et de mystère pour tenir une vie. Celle de Jimmy Scott se résumerait à une litanie de malheurs et de malédictions (*le Monde* du 9 avril) s'il n'y avait ceci : l'incarnation de la douleur et la confiance heureuse dans la voix. Aux splendeurs douloureuses que l'on perçoit en scène, lors du passage à Paris, il faut ajouter ce qui constitue la beauté de cette séance : les arrangements de Johnny Mandel et de John Clayton, la perfection d'accompagnement (Kenny Barron, piano ; Ron Carter, basse ; Girady Tate, batterie ; John Pisano, guitare ; c'est ce qu'on appelle un « allstars »), les interventions tranchantes de David « Fathead » Newman (ténor de Ray Charles naguère) et la qualité du son – masses orchestrales ou présence de la voix. Bref : toutes discothèques, *tout de suite ! Aimer le jazz*, c'est en aimer les classiques et les défricheurs ; aimer vraiment le jazz, c'est aimer les chanteuses et les big bands ; aimer à se damner, c'est aimer certains chanteurs comme Jimmy Scott. – F. M.
1 CD WEA 833 7599-26955-2.

Bernard Margarit/ J.-P. Llabador
Friendship

C'est une façon aussi de faire de la musique, fréquente, bien partagée. Bernard Margarit vit à Cepie (Aude), monte des concerts à Limoux, accueille les musiciens de passage et, selon affinités, grave un disque. Son duo de guitares avec Jean-Pierre Llabador (plus Joël Allouche aux percussions sur deux titres) est de cette farine : amical (« friendship »), précieux et instructif. On y entend le goût harmonique et la liberté de ton qui signent les grands duos (Larry Coryell, etc.). *On y entend aussi, dans le son* comme dans l'énergie, une pointe d'accent. Les compositions sont convenablement réparties, les solos également. Le disque, une vingtaine de minutes au total, n'est pas inutilement ambitieux. C'est une rencontre photographiée sous son meilleur angle et sans remplissage. Avis aux jeunes guitaristes : les harmonies intéressantes de *Friend* (composition de J.-P. Llabador) et la grâce de *Ship* (de Bernard Margarit). – F. M.
1 CD Ausfhart/Efa 06304.

Une biographie, un enregistrement

Vivaldi, inconnu célèbre



« Le Prêtre roux compositeur de musique. » Vivaldi en 1723. Caricature par Pier Leone Ghezzi.

« L'*ÉQUIVALENT des* Quatre Saisons *dans son domaine* ». Ainsi est désigné le *Gloria RV 589* de Vivaldi dans la biographie du musicien italien, signée par H. C. Robbins Landon, qui vient d'être traduite en français. *Gloria* célébré par un nombre record d'enregistrements, comme son équivalent instrumental – pas moins de vingt et une versions sur instruments modernes, six sur instruments anciens (1).

Gloria béatifié cette fois par le père de la révolution baroque, Nikolaus Harnoncourt, son Concentus Musicus de Vienne, les chœurs Arnold Schoenberg, les sopranos Sylvia Mc Nair, Elisabeth von Magnus et la contralto Marjana Lipovsek. L'exécution est plus sérieuse que fervente, mis à part le *In terra pax*, qui doit compter parmi ce que Vivaldi a écrit de plus beau et de plus audacieux harmoniquement. Curieusement, pour cette musique d'un tel allant rythmique, le chœur central, en valeurs pointées, et le *Cum spiritu* final, avec ses trompettes en fusées, donnent un peu l'impression de traîner. Mais tout est parfaitement en place, les voix des chanteuses ne vacillent pas d'un comma. C'est peut-être la rigueur de cette discipline qui rend l'ensemble un peu froid.

Comme il l'avait déjà fait pour Mozart et pour Haydn, Robbins Landon a donc réservé sa légendaire curiosité à un musicien dont on croit tout savoir et dont on ne connait rien : Antonio Vivaldi. Plus chercheur que musicologue, plus fouineur (à la façon des biographes anglo-saxons) que conteur, l'auteur aligne en douze chapitres le fruit de travaux précis, qu'il ne cherche pas à relier dans une narration suivie.

Ecrit avec clarté et enthousiasme, l'ensemble progresse à la diable entre analyses d'œuvres, informations chiffrées sur le train de vie de Vivaldi, anecdotes amusantes (la rencontre avec Goldoni), informations stupéfiantes. Ainsi des quatre-vingt-quatorze opéras que Robbins Landon et son complice en musicologie Karl-Heinz Füssl ont exhumés pour finalement renoncer à les faire éditer : *« On peut douter si les auditoires des années 90 adopteraient les opéras de Vivaldi de la même façon qu'ils l'ont fait pour* les Quatre Saisons *et* l'Estro armonico. *Si l'avenir devait nous donner tort, nous serions les premiers à applaudir.* » Les recherches vivaldiennes ont encore de belles années devant elles.

ANNE REY

(1) D'après le Guide de la musique ancienne et baroque, Robert Laffont/Bouquins.

***Gloria RV 589* de Vivaldi, avec le *Stabat Mater* de Pergolèse : 1 CD Teldec 9031-76989-2. Distribué par Warner.**

***Vivaldi, 1678-1741, biographie* par H. C. Robbins Landon, traduit de l'anglais par Dennis Collins, éditions Jean-Claude Lattès/ Musiques et musiciens, 228 pages, 129 F.**

ROCK

Nick Cave and the Bad Seeds
Let Love In

Dans la bouche de Nick Cave, cette invitation – *Let Love In* (« Faites entrer l'amour ») – hésite entre béatitude et maléfice. L'amour, thème central de son neuvième album, offre un parfait miroir à la dualité du chanteur australien. Sa fascination originelle pour les noirceurs de l'âme – concrétisée par l'extrémisme de son premier groupe, Birthday Party – s'est muée avec le temps en une approche plus subtile des émotions et des formes musicales. Il a transcendé sa passion du blues en retenant la substance plus que l'apparence, comprenant ses pulsions et sa force incantatoire. Il a détourné le romantisme des crooners, l'âpreté du folk, les délices baroques et le cabaret européen, pour servir ses obsessions ténébreuses comme ses recherches d'apaisement. Il a ainsi bâti une œuvre unique, d'une constance remarquable. Ce nouvel album le confirme comme un auteur-compositeur au sommet de son art. Il y saisit l'ambivalence de passions amoureuses où plaisir et souffrance s'entremêlent constamment. Porté par l'ampleur *de son piano, il parvient parfois à une* extase quasi religieuse (*Nobody's Baby Now, Lay Me Low, I Let Love In*) mais peut aussi céder à un désir animal, à la violence exhubérante d'une incantation vaudoue (*Jangling Jack, Thirsty Dog*). Le plus souvent, un même titre oscillera entre bluette et film noir, tendresse et cruauté (*Loverman, Do You Love Me ?*). Le calme trompeur de sa voix laisse entendre des orages intérieurs. Une subite exaltation peut mener à la lumière. Son groupe, les Bad Seeds, a depuis longtemps assimilé cette somptueuse gravité capable de coups de sang. Tantôt sorciers du bayou, tantôt musiciens en smoking, ils accompagnent Nick Cave au bout de ses obsessions. – S. D.
1 CD Mute, 74321197282. Distribué par Vogue/BMG.

Les Objets
Qui est qui ?

En se baptisant Les Objets, en intitulant leur premier album *la Normalité*, Jérôme Rousseaux (parolier et chanteur) et Olivier Libaux (compositeur et guitariste) faisaient preuve d'un humour distancié qui les distinguait de la vague pop française contemporaine. Sur des mélodies graciles, ils contaient l'agonie des mouches *« molles et écrasées »*, se référaient à Perec et à Ponge autant qu'à Monochrome Set (incarnation du *nonsense* anglais appliqué à la pop). L'ironie et la pudeur faisaient bon ménage. Sur *Qui est qui ?* leur seconde production, la fantaisie des textes est moins perceptible. Reste *cette réserve, une esthétique* de la retenue. Pour certains, cette voix légère, ces textes sages et ces guitares limpides passeront pour l'inconsistance de jeunes gens trop lisses. Mais on peut aussi céder au charme de cette simplicité, de ces sourires en coin et de petits frémissements qui, peut-être, cachent de plus grands secrets. Musicalement, Les Objets ont étoffé la sobriété originelle de leur ligne claire. Tout en finesse, avec l'aide du producteur anglais Mark Wallis, ils ont décoré plusieurs chansons d'arrangements de cordes et tenté quelques audaces plus électriques. Le résultat est parfois enchanteur – la flûte et les violons de *Qui est qui ?* Un titre comme *Ma violence* prouve aussi, à l'occasion d'une envolée au lyrisme inattendu, que s'il se livrait un peu plus, le duo n'en pâtirait pas. – S. D.
1 CD Columbia, Col 476503 2. Distribué par Sony.

CHANSON

Nino Ferrer et Cie
La Vie chez les automobiles

Nino Ferrer roule à toute vitesse sur cette planète qu'il voudrait tranquille, mais que même sa vie campaganarde ne parvient à calmer. La pochette, signée Ferrer, représente des humains à tête d'automobile. Nouvelle version du centaure ou de la tête de chou, malaise d'un musicien lancé sur la pente vertigineuse de la civilisation des médias, de l'électronique, du téléphone et des avions qui passent sur les piqueniques. Eclectique Nino Ferrer qui, après *la Désabusion* l'an passé, a cueilli au gré de ses envies et prestations quelques fleurs d'ambiance pour ce nouvel album : une *Planète magique* ultra-énergique et fluo, mixée façon *dancemusic*, un *Il pleut, il pleut bergère* et autre *Besame mucho* (avec Kinou, sa femme, et *« les gens de Montcuq »*, le village dont Nino est le patriarche de fantaisie), dans lesquels l'auteur des *Cornichons* s'amuse à naviguer entre menuet et blues rocailleux. Rien ne manque à ce tableau : les *« versions alternatives »* du *Sud*, nonchalant, et *Z'avez pas vu Mirza* – version gospel *« avec les Chérubins de Sarcelles »* –, des inédits (*Caroline aux yeux bleus, Planète magique, Autre temps, Marée noire, Amar's Bar*). Les dix morceaux ont été enregistrés entre 1987 et 1992. Musiciens et proches, conviés par l'homme aux yeux bleus, y chantent tour à tour. C'est la loi de la famille. – V. Mo.
1 CD Fnac Musique 592313. Distribué par Wotre Musique.

Florent Pagny
Rester vrai

Cheveux courts, petite moustache ombrée, Florent Pagny dédie son nouvel album au PDG de sa multinationale, *« qui nous donne les moyens d'être des Artistes et non pas des produits »*. Artiste s'écrit ici avec un grand A et l'album s'appelle *Rester vrai*. A une encablure de la sortie du nouveau disque de Patrick Bruel (le simple, *Bouge*, vient de faire son entrée sur le marché), Florent Pagny distille onze chansons de variété-rock méritoire, voix bien placée, propos limpides (*Si tu veux m'essayer, Est-ce que tu me suis, les Hommes qui doutent*). La vie est belle comme une rose (mais *« ça pique aussi »*), et nous sommes bien peu de choses (*« Terrien, t'es rien – dans le mot tout est dit »*, on l'avait compris). Mais qu'un excellent musicien (Richard Galliano au bandonéon) se mêle de cette *danse convenue*, et Pagny *change de* rôle : le voici chanteur consistant, et l'émotion appuie des talents vocaux que son concurrent français le plus proche ne possède pas. – V. Mo.
1 CD Phonogram 522 284-2.

MUSIQUES DU MONDE

Cap-Vert
Les plus belles mornas (1)

Bau
Töp d'coroa (2)

Parcours sans faute pour la très belle compilation des meilleures *mornas* du Cap-Vert réalisée par Delabel, à l'ordinaire plus occupé au rock, au ragamuffin ou *au rap*. Le *fado* des îles africaines dégage un parfum de joie nostalgique, de gaîté délicieusement torturée. Que ce rassemblement de dix titres à balancements langoureux commence par Cesaria Evora, rien d'étonnant. Qu'il se poursuive par Bana, *crooner* aux cheveux blancs qui a régné sur la musique lusophone à Lisbonne pendant des années, témoigne d'un goût certain. Dès lors, le succès du voyage est assuré, d'autant que vient s'y ajouter une autre grande chanteuse de morna, Titina, qui vit au Portugal, au style plus policé que la bohème Cesaria. Il y a aussi quelques fraîches incursions dans la musique instrumentale du Mindel Band de Sao-Vincente, ou vers le piano sentimental de Chico Serra. Tous ont quelque chose de tendre et de cérémonieux, qui entraîne dans l'univers du cabaret, des nuits de lune claire et de rhums bien tassés. *« Vouloir rester, devoir partir »*: la définition du sentiment dominant dans l'archipel du Cap-Vert est donné dans un livret malheureusement réduit au minimum.

Bau a emprunté le titre de son album au point culminant de l'île de Santo-Antao, dont on dit qu'elle est l'une des plus vertes de l'archipel. Longtemps isolée, Santo-Antao a gardé d'innombrables traditions musicales, jusqu'aux mazurkas européennes et au fox-trot débarqué des bateaux anglais qui faisaient alte sur cette île où l'eau ne manquait pas. Bau (guitare, cavaquinho, violon) et ses trois comparses mélangent les rythmes: la *morna* se dédouble, les percussions africaines la portent en douceur. Là encore, les *mornas* bouleversantes (*Miss Perfumado*) composée avant-guerre par le poète B. Leza trouvent leur profondeur, même quand elles ne sont pas chantées, mais jouées à la guitare à dix cordes, comme ici. – V. Mo.

1 CD Delabel 72438395502-2 distribué par Virgin.

1 CD Lusafrica 08649-2 distribué par Mélodie.

Baby-blues

LE fœtus, c'est maintenant chose entendue, s'initie à la voix du père et, plus faiblement, à celle de la mère à travers la poche placentaire. Les rythmes frontaux, les harmoniques graves du rock lui feraient l'effet d'excitants dangereux. Alors, des berceuses, des *Ah ! vous dirais-je maman*, des *Il était une bergère* à haute dose ? La marque EMI s'est associée avec le magazine *Parents* pour, sous le patronnage du pédiatre Aldo Naouri, lancer, sur un des rares marchés encore non explorés, le produit miracle : *le Disque de Bébé*, soit *« une heure de musique classique soigneusement sélectionnée pour détendre, bercer et éveiller les tout jeunes enfants »*. Au-delà d'un succès commercial annoncé, le contenu de ce CD a cela d'intéressant : *via* les commerciaux d'une multinationale, il réunit tous les présupposés de papas et de mamans virtuels sur les goûts musicaux de bébés potentiels.

Stimulants ou somnifères, on ne le saura jamais. Mais les morceaux choisis ont tous, comme par hasard, un caractère positif et désincarné. Grieg ? *Au matin*. Chabrier ? *Idylle*. Vivaldi ? *le Printemps*, c'était trop tentant. Puccini ? un chœur de *Madame Butterfly*, mais à bouche fermée, par peur d'un traumatisme radical. Tchaïkovski ? On va lui voler sa *Danse de la fée Dragée* : il y a pénurie de fées par les temps qui courent. Quant à Massenet, savait-il qu'il réservait aux bambins son *Dernier sommeil de la Vierge*, suggestif, et forcément non consommé : l'idéal, pour une certaine forme d'éveil ?

Les petits préféreraient-ils à ces sucres d'orge Gainsbourg, Wagner, ou Stockhausen ? Cela doit dépendre comme pour chacun de nous, pauvres grands-guignols, de leur mentalité individuelle et de leurs perversités personnelles. Des vraies préférences de bébé (un singulier qui dit tout) personne, jamais, ne saura rien. Mais EMI, grand label, s'est mis à l'abri de tout reproche de négligence éventuel en choisissant, pour chaque page sélectionnée, parmi les meilleures interprétations qu'il ait pu puiser dans son fonds. La pouponnière sonore se termine avec l'adagio du *Concerto pour clarinette* de Mozart par la Staatskapelle de Dresde, avec en soliste Sabine Meyer. La première *Gymnopédie* de Satie aura depuis longtemps endormi les nourissons. Relax les parents !

A. Ry.

1 CD EMI CDC 5 55165 2.

Çase passe près de chez toi...
écoute le nouveau Sonic Youth avant tout le monde...
fêtes soniques du 28 au 30 avril...
Sonic Youth
experimental jet set, trash and no star
dans un bar/club rock près de chez toi...
infos locales... 3615 mcq music*
DISC

Gloria !
Premier enregistrement du Gloria de Vivaldi et du Stabat Mater de Pergolèse par Nikolaus Harnoncourt.
Couplage unique. Une nouveauté événement de la collection Das Alte Werk, la référence baroque depuis 1958.
TELDEC
EUROPE 1
DISC

Molière des rives du Mékong à Cergy-Pontoise

Quand Monsieur Jourdain commerce à Ho-Chi-Minh-Ville

Pour les Vietnamiens, ceux du Vietnam comme ceux de la diaspora, et pour les Français attachés à ce pays, la pièce « Monsieur Jourdain au Tonkin » est un événement. Le sujet ? Un mélange de Molière et de Cai Luong, poèmes chantés très populaires à Ho-Chi-Minh-Ville. Mais l'événement a surtout lieu dans la salle : on rit, on a le cœur serré, on pleure.

VIETNAMIENS et Français pas forcément habitués des théâtres, mais venus sans hésitation à La Villette, au coude à coude, en famille avec les grands-parents et les derniers-nés, serrés sur les bancs ou assis par terre et sur les marches, buvant chaque parole du texte, puis applaudissant à se mettre les paumes en feu : tel est le spectacle que contemplent, chaque soir, de la scène, les acteurs de la pièce *Monsieur Jourdain au Tonkin*. Triomphe assez particulier, puisqu'il n'échappe aucunement à ces publics enthousiastes que cette œuvre ne casse pas trois pattes à un canard (au soja). Mais, dit avec raison Voltaire, « *je considère la tragédie et la comédie comme des leçons de vertu, de raison, et de bienséance. C'est presque la seule manière d'assembler les hommes pour les rendre sociables* ».

C'est que, pour les Vietnamiens, ceux du Vietnam comme ceux de la diaspora, et pour les Français fortement attachés d'une manière ou d'une autre au Vietnam, ce *Monsieur Jourdain au Tonkin* est un événement capital, une date historique : le tout premier haut fait d'imagination créatrice, « culturelle », à parts égales, vietnamien-français (car les films récents comme *Indochine* ou *l'Amant*, qui ont participé à la « relance culturelle » du Vietnam, sont avant tout l'œuvre d'Européens).

Sur scène, il y a sept acteurs qui appartiennent à l'Association des acteurs de Ho-Chi-Minh-Ville : Ngoc Huyen, Kim Tu Long, Thanh Loc, Nguyen Hong Dung, Van Hai, Pham Van Mon, et Pham Nhat Dung. Et deux comédiens français, Sylvie Chenus et Jean-Yves Chatelais. Deux auteurs : Tran Minh Ngoc, qui sort de *l'école de théâtre de Ho-Chi-Minh-Ville*, et le Français Vincent Colin. De leur part, c'est vraiment un exploit que d'avoir su mener à terme une réalisation de « théâtre croisé », créée d'abord au Vietnam en janvier 1994, puis autorisée à se produire en France à partir d'avril 1994. Car il ne faut surtout pas croire que les écrivains et artistes, à Hanoï, ont les coudées franches. Certes, en 1986, le congrès du Parti communiste se prononça pour le *doi moi*, c'est-à-dire le changement. Et, à partir de 1989, il devint permis, aux acteurs comme aux autres citoyens, d'aller d'une ville à l'autre sans passeport spécial, de même que tout un chacun ne fut plus obligé d'adhérer publiquement au marxisme-léninisme.

Et le « changement » eut lieu, essentiellement économique. Le Vietnam est à présent le théâtre d'un capitalisme sauvage, plus individualiste et fou que celui de la Russie. Cassure de la société vietnamienne en milliardaires et crève-la-faim. Arrivée d'affairistes étrangers, surtout des Australiens qui rêvent d'organiser cette région de l'Asie en zone d'échanges préférentielle. Le dollar promu devise locale numéro un. Brochant sur ce « libéralisme déchaîné » : l'obligation générale de tenir sa langue. Toute contestation, quelle qu'elle soit, est interdite.

Le principe d'un projet de spectacle franco-vietnamien une fois accepté par le ministère vietnamien de la culture et de l'information, et par l'Institut vietnamien de développement et d'échanges culturels avec la France, les deux coauteurs, Tran Minh Ngoc et Vincent Colin, durent faire preuve d'une agilité d'esprit rare.

On se mit d'accord, en premier lieu, sur un « *garant officiel classique sans danger* », pour un pays comme pour l'autre. Pour la France, ce fut Molière, la gloire universelle, sans discussion. Pour le Vietnam, ce fut le Cai Luong, une forme de théâtre qui date de la fin du dix-neuvième siècle, devenue une expression populaire quasi nationale – ce sont des poèmes chantés, souvent sur des vers au rythme 6/8 très entraînant, très facile à reprendre en chœur, avec des paroles qui frôlent par moments, sans en avoir trop l'air, des problèmes actuels, ce qui est le cas, justement, du grand poème *Luc Vân Tiên*, de Nguyèn Dinh Chiêu, choisi pour notre spectacle. A la grande fête vietnamienne du Têt, qui dure trois jours (avec d'innombrables explosions de pétards), c'est le Cai Luong que donnent les acteurs, exclusivement.



Bluette pâlichonne pour fête de patronage

Ecartant la participation d'une comédie proprement dite, d'un auteur dramatique récent et d'une valeur incontestable comme Luu Quang Vu, dont la pièce *L'âme de Truong Ba revit dans la peau d'un boucher* est très populaire au Vietnam (elle effleure, par allusions, la vie actuelle du pays), les autorités vietnamiennes accordèrent donc le visa, intérieur et extérieur, à ces deux « expressions théâtrales » de toute sûreté, Molière et le Cai Luong.

Restait à inventer le scénario neuf, brassant notre Molière et leur grand poème. Tran Minh Ngoc et Vincent Colin ont imaginé qu'une bienveillante représentante de nos affaires étrangères débarque à Ho-Chi-Minh-Ville dans l'intention de faire interpréter, par des acteurs vietnamiens, *le Bourgeois gentilhomme*. Enthousiasme général, à la condition que ce Monsieur Jourdain soit récrit au goût du jour : les étrangers, qu'ils soient français ou non, ne viennent pas au Vietnam pour faire les clowns sur des planches, mais pour se remplir les poches en réussissant de bonnes affaires. Monsieur Jourdain, en vers comme en prose, s'en va donc faire, à Hanoï, du commerce.

Quel commerce ? Il y a, aujourd'hui, au Vietnam, une véritable folie des serrures, des fermetures (pour mettre à l'abri tous les objets de troc, de trafic, ainsi que les coupures-dollars). N'importe quelle gourde de chez nous qui prend l'avion pour Hanoï avec quatre ou cinq grosses valises pleines de cadenas de précision fait fortune en un seul voyage. Les réviseurs-correcteurs du ministère vietnamien de la culture ont donc accepté, fine allusion au « marché libre », que Monsieur Jourdain soit le représentant de commerce d'une maison dite Securitas. Il vaut mieux rire, ont-ils pensé, c'est plus léger, plus gentil. Mais en revanche, ou plutôt en échange de bons procédés, Monsieur Jourdain sera un petit peu ridicule (il l'est déjà chez Molière), et ses ridicules, pas méchants, seront ceux des Français, d'autrefois et d'aujourd'hui, qui se conduisent en mignons touristes, curieux de beaux paysages et de curiosités typiques.

Tout cela restant on ne peut plus innocent, tant et si bien qu'en fin de compte *Monsieur Jourdain au Tonkin* se présente non pas comme une pièce de théâtre, mais comme une petite fête assez débile de patronage, une petite revue de distribution des prix dans une pension pas terrible. Cela malgré le talent évident, endiablé, des acteurs diplômés de Ho-Chi-Minh-Ville, qui savent danser, chanter, jouer, mimer les choses les plus subtiles, très vite.

Bluette un peu pâlichonne que notre Jourdain vendeur de cadenas de sûreté ? Peu importe. L'événement a lieu dans la salle. Là, on rit, puis on ne rit plus. On a le cœur serré. On est en larmes. On est vietnamien, on vit ici, en France, mais on est né là-bas, on a sa mémoire et des parents là-bas. Ou bien on est français et, aussi, né là-bas, on a laissé son cœur là-bas. On écoute les passages, chantés bien sûr en vietnamien, du Cai Luong. Et cette toute première manifestation d'une parenté retrouvée, ou survivante, c'est une note d'espoir. Pourrait-on même dire, en exagérant peut-être, que plus le spectacle est naïf, plus il est grave. En toute spontanéité, c'est la « *leçon de vertu, de raison, et de bienséance* », que disait Voltaire, l'un des fans de Molière, justement.

MICHEL COURNOT

★ *Après avoir donné* Monsieur Jourdain au Tonkin *dans le pavillon du Théâtre international de langue française, à La Villette, les comédiens vietnamiens-français vont jouer au Théâtre des arts de Cergy-Pontoise, parvis préfecture. Tél. : 30-30-33-33. Du 26 au 30 avril*

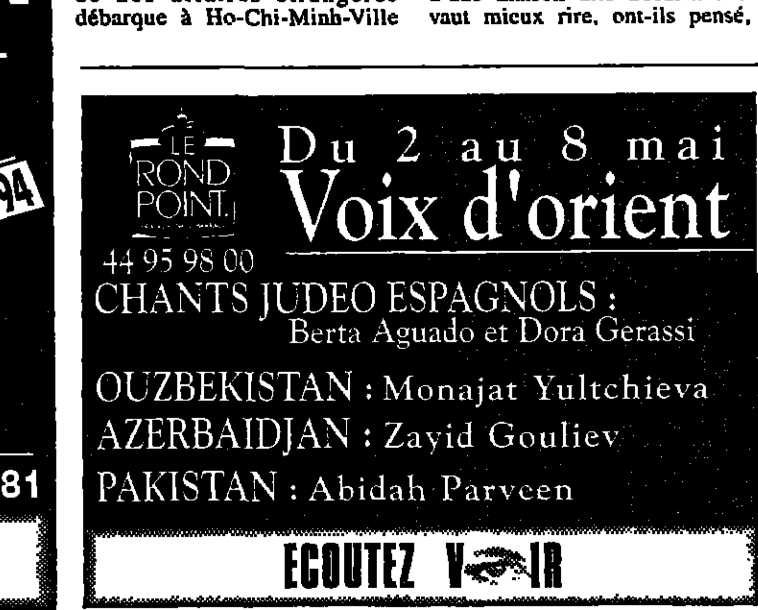


BRIGITTE ENGUERAND

BRIGITTE ENGUERAND

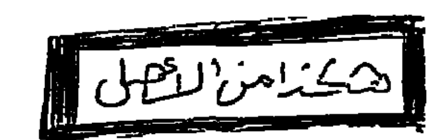
Français ou vietnamien, on est né là-bas, on y a laissé son cœur ou sa mémoire. Et cette parenté retrouvée, ou survivante, est une note d'espoir. En haut : l'arrivée des comédiens. En bas : sur scène.











LES OMBRES DU CŒUR

de Richard Attenborough

DANS un décor de meubles cirés, Anthony Hopkins nourrit un tendre sentiment pour une femme plus jeune que lui, mais sa rigidité intellectuelle, sa soumission à un cérémonial contraignant, et une certaine froideur que les Britanniques ne détestent pas s'attribuer, l'empêchent de laisser parler ses sentiments. *Les Vestiges du jour* ? Non, *les Ombres du cœur*. Hopkins n'est plus valet de chambre mais professeur de littérature à Oxford, et ce n'est pas Emma Thompson mais Debra Winger qui aura la rude tâche de réchauffer ce cœur congelé par le célibat et les rituels universitaires. Qu'elle soit américaine, pétulante, juive, féministe, gaffeuse et « de gauche » n'y suffirait pas. Elle devra être en danger d'expulsion par la police de Sa Gracieuse Majesté pour se faire épouser, mais toujours chastement. Il faudra un cancer pour qu'enfin l'honorable professeur veuille bien consentir à manifester ses sentiments. Des sentiments que tout spectateur doté d'un QI supérieur à 2,5 a compris qu'il finirait par exprimer depuis le milieu de la première bobine.

On ne sait pas bien ce qui est le plus déplaisant dans *les Ombres du cœur*. La description des personnages et de leur environnement caricatural et autosatisfait ? Le sentimentalisme teinté d'une religiosité frelatée dont le scénario fait sa pitance ? Ou l'utilisation mécanique d'une maladie mortelle pour tirer les larmes du public. Et si Debra Winger joue avec quelque crédibilité son rôle d'emmerdeuse durant la première partie, Anthony Hopkins est – ce doit être le sens caché du titre – l'ombre de lui-même. – J.-M. F.

GHOST IN THE MACHINE, LE TUEUR DU FUTUR

de Rachel Talalay

C'EST le genre de film que la marionnette de Jean-Pierre Papin raconte aux « Guignols de l'info ». L'histoire d'un *serial killer*, très fort en informatique, qui vole des carnets d'adresses et entreprend d'éliminer les malheureux qui y sont répertoriés. Un jour, il vole le carnet d'adresses d'une mère célibataire (Karen Allen), qui a bien du mal à se débrouiller avec son grand fils, lui aussi fou de petits ordinateurs. Sur le chemin du premier meurtre de cette nouvelle série, le *serial killer*, emporté par son enthousiasme, enfreint le code de la route et se retrouve en salle de réanimation, où les médecins jugent indispensable de lui faire subir un examen par résonance magnétique nucléaire. Par une coïncidence troublante : premièrement, un violent orage produit une brusque saute de courant dans les circuits de l'appareil à RMN ; deuxièmement, le *serial killer* meurt juste à ce moment. Son âme, digitalisée par la machine, s'échappe de modem en modem et poursuit sa carrière de tueur, en s'appuyant sur les dernières découvertes de l'informatique.

Cette authentique série B (budget modeste que tente de compenser un scénario audacieux, acteurs de seconde zone ou qui ont connu des jours meilleurs) démarre avec beaucoup d'allant, mêlant les trouvailles énumérées plus haut à un sens de l'humour macabre et iconoclaste assez rare. Malheureusement, vers la moitié du film, réalisateur et scénariste ont épuisé toutes leurs munitions. L'équipe se replie alors sur ses bases arrières : trucages ordinaires, poncifs du film d'horreur et psychologie de *talk show*. Une demi-réussite, donc, au pourcent près. – T. S.

DEUX DOIGTS SUR LA GACHETTE

de Deran Sarafian

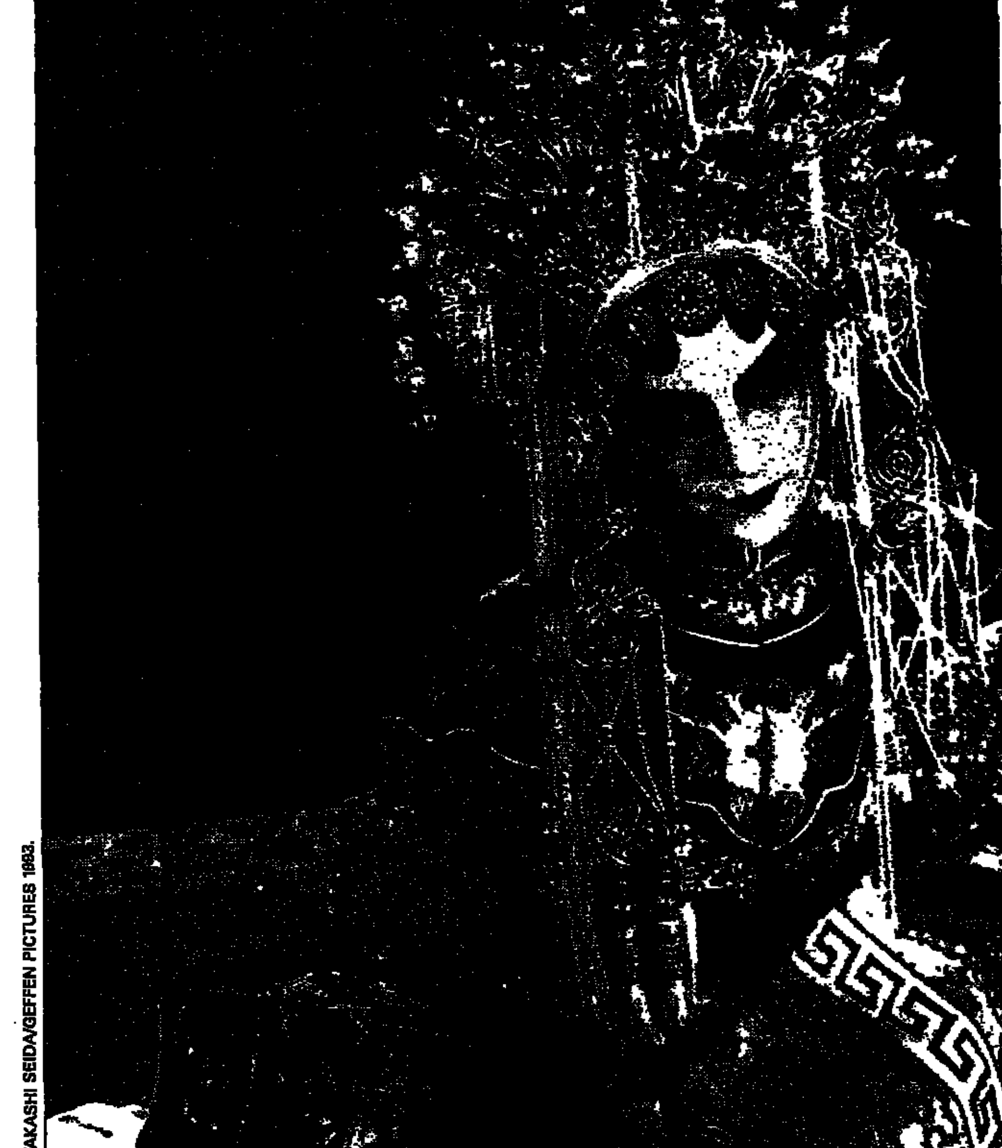
FILM d'action et d'aventure plutôt routinier, tourné au Mexique avec un budget minime, *Deux Doigts sur la gâchette*, de Deran Sarafian, se voudrait une sorte de *Butch Cassidy et le Kid*, accollant malgré eux un vagabond contrebandier – Christophe Lambert – et un chasseur de primes plus ou moins affilié à la lutte anti-drogue – Mario Van Peebles. Leur ennemi commun : un abominable roi de la drogue (Patrick Stewart, par ailleurs gentil capitaine du vaisseau spatial de *Star Trek, la nouvelle génération*), qui aurait tué le père du chasseur de primes et à qui le frère du contrebandier aurait piqué 400 millions de dollars. L'intrigue n'a aucun intérêt. Les interprètes si, et particulièrement Christophe Lambert, qui aborde l'esquisse de son personnage de façon délibérément comique, peu soutenu en cela par une réalisation approximative. Ça fonctionne bien entre Lambert et Van Peebles, les deux hommes ne manquent pas de charme. Il leur manque un scénario.

HENRI BÉHAR

M. BUTTERFLY *de David Cronenberg*

Les métamorphoses du vide

En adaptant une comédie musicale inspirée d'un fait divers rocambolesque, David Cronenberg poursuit sa recherche trouble sur les mutations du corps et de l'esprit.



TAKASHI SEIDA/GEFFEN PICTURES 1993.

John Lone.

RAREMENT un cinéaste se sera mis, volontairement, dans une situation aussi inconfortable : raconter une histoire reposant sur un gigantesque malentendu (selon la formule consacrée, le matériel publicitaire demande aux spectateurs de ne pas révéler la fin), mais une histoire dont le grand public connaît pourtant à l'avance la chute.

Le public français la connaît parce qu'il s'agit d'une affaire qui fit grand bruit, lors du procès auquel elle donna lieu : celle de ce diplomate français en poste à Pékin, qui eut une liaison (et un enfant) avec une chanteuse chinoise à laquelle il livra des informations confidentielles, avant de découvrir qu'il s'agissait en fait d'un homme. Et le public anglo-saxon, auquel cette production est prioritairement destiné, eut l'occasion d'être largement informé de ce fait-divers franco-chinois, grâce à l'immense succès de la comédie musicale *M. Butterfly*, dont le film est adapté.

Le moins qu'on puisse dire est que David Cronenberg ne fait aucun effort pour sortir de ce dilemme. Son piètre héros, joué par un Jeremy Irons à l'innocence décavée, passe donc très vite aux yeux du spectateur pour un parfait crétin. D'autant que John Lone, l'ancien « Dernier Empereur », apparaît vite d'une très relative féminité en Mlle Song. Si on ajoute le folklore superficiel de la reconstitution de la Chine dans les années 60 (sans parler de l'évocation ridicule de Mai 68 à Paris), lorsque l'amant transi cuve son chagrin après avoir été séparé de sa « belle ».

M. Butterfly est donc un film décevant, jusqu'au malaise. Il l'est de manière si évidente, si inévitable, qu'il apparaît vite qu'un cinéaste aussi fin que Cronenberg n'a pu que le vouloir tel. Depuis son premier court-métrage de science-fiction, *Transfer* (1966), ce réalisateur a souvent changé de registre ou d'ambition, jamais de thème. Qu'il filme des mutants capables de faire exploser les cerveaux à distance (*Scanners*), un homme-magnétoscope (*Videodrome*), un savant contaminé par la bestialité (*la Mouche*), des jumeaux adeptes du transformisme chirurgical (*Faux semblants*) ou qu'il adapte Burroughs (*le Festin nu*), cet ancien étudiant en biologie met en scène une seule et même idée. Ce thème unique est une idée scientifique et philosophique : une matière unique compose tout ce qui existe, seule la diversité des apparences différencie un homme d'un autre, un homme d'une bête, d'une machine, d'un monstre... ou d'une femme. Une idée poétique aussi, selon laquelle les sentiments ont le pouvoir de modifier ces formes, et donc les êtres eux-mêmes. Une idée moderne enfin, à l'heure où la numérisation peut effectivement tout enregistrer selon un code unique, qui permet de passer sans solution de continuité de l'image d'un caillou à la *Messe en ut* de Mozart, où la différence entre Rita Hayworth et Quasimodo tient à une infime et hasardeuse modification du code génétique.

Dès lors, si on consent à abandonner tout espoir d'un spectacle distrayant et crédible, *M. Butterfly* devient une étonnante étude de métamorphoses, celles que peut et ne peut pas le cinéma. Son enjeu ? Le corps de l'acteur et le mécanisme de la fiction, face au rationalisme du bon sens et de la politique. « Aux yeux » des services de renseignements chinois comme des flics et des juges français, le diplomate français est un abruti miro. Mais « aux yeux » de celui-ci, Song est une femme, puisqu'elle est l'amour de sa vie.

La fascination pour le mystère oriental et le statut de comédien de Song ont-ils contribué à cette erreur ? De son point de vue, la question est hors sujet. Son désir et son regard ont créé une femme, à partir de cette « matière » qu'était l'acteur chinois. C'est le mécanisme même de tout spectacle, et de la fascination qu'il engendre, qui est ainsi démonté. Mais quand des foules immenses croient que John Wayne meurt à la fin d'*Alamo*, cette croyance, proche de la religion, ne dure que ce que dure le film. Quand un pays croit que Silvio Berlusconi est un démocrate qui sauvera son pays, par exemple, la fascination se poursuit hors du temps de programme. La mutation inquiétante est celle qui ne fait plus de césure entre le spectacle et la vie, qui abolit la frontière symbolique de la rampe.

Ce respect de la césure passe par l'utilisation de « conventions ». Encore faut-il employer celles qui conviennent. *M. Butterfly* s'enlise en utilisant celles du théâtre, telles qu'elles étaient mises en œuvre à Broadway. Le cinéma réclame d'autres procédés, que Cronenberg lui-même sut jadis excellemment manipuler, lorsqu'il réalisait des « films de genre » (horreur ou fantastique). En les négligeant cette fois, il se retrouve non plus dans le fécond faux-semblant, mais dans un stérile porte-à-faux.

JEAN-MICHEL FRODON



JEAN-PIERRE BOUYXOU

« Force et beauté », de Wilhelm Prager et Nicholas Kaufmann, Allemagne, 1925.

Bibliographie

Dans le plus simple appareil critique

Figure de style majeure et ambiguë du cinéma, la scène de nu est une épreuve de vérité dont un ouvrage collectif, « Une encyclopédie du nu au cinéma », explore sans rougir les multiples manifestations et significations.

IL en va des livres sur le nu et ses représentations (au cinéma, entre autres) comme du nu lui-même : tout est affaire de point de vue. Entre l'opuscule cochon et l'ouvrage savant, la différence passe par la position adoptée par l'auteur, et celle qu'il requiert du lecteur. Les maîtres d'œuvre de cette *Encyclopédie du nu* ont cherché à s'installer de guingois sur cette frontière. Ils se veulent sérieux et documentés sans encourir l'accusation de pruderie ni d'hypocrisie. Avec quelque deux cent soixante-dix entrées, textes et photos explorent les voies les plus triviales comme les plus sublimées de la représentation du corps humain à l'écran. Sans viser à l'exhaustivité, la multiplicité des approches (et des signatures) déjoue de son mieux le label « coquin » comme l'étiquetage « pensum ».

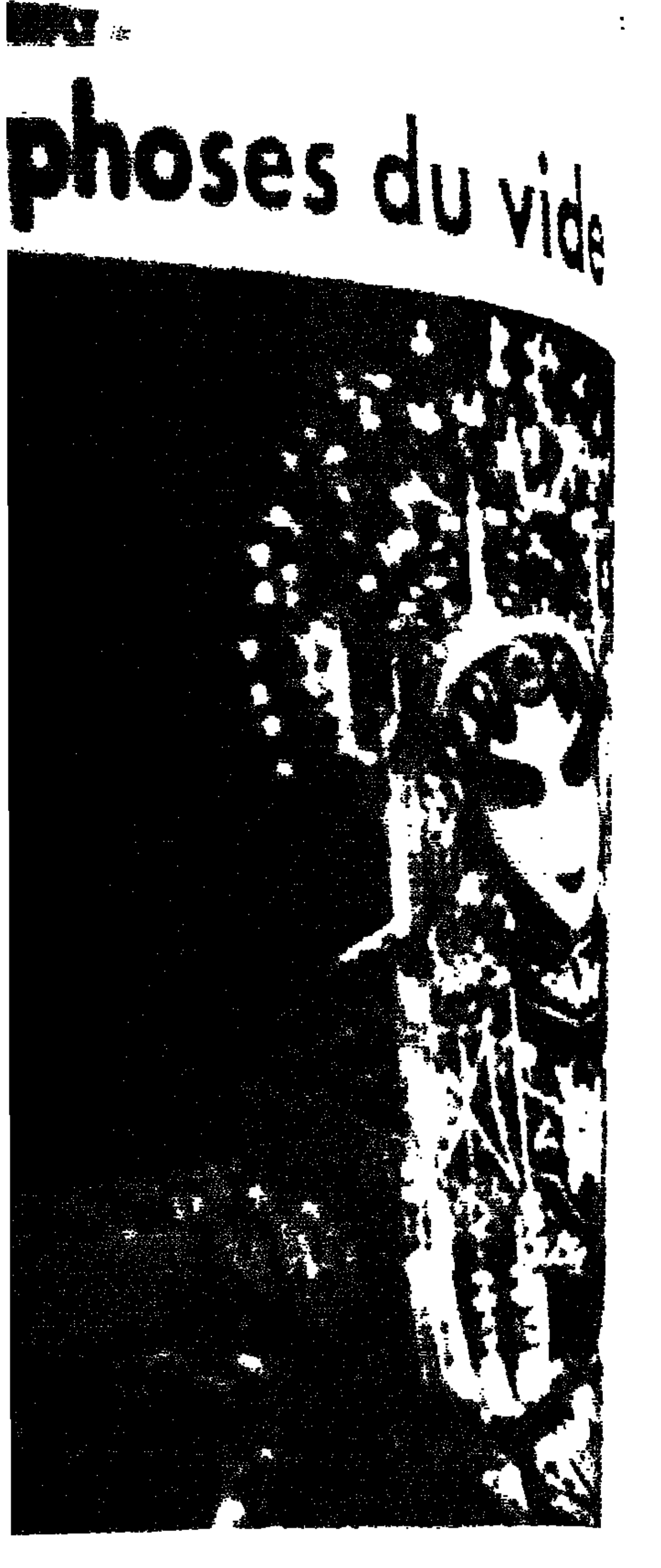
La conception du livre repose sur l'idée que le nu est, au cinéma plus encore que dans les autres arts visuels, épreuve de vérité. Test majeur pour les cinéastes, dans la mesure où c'est l'occasion la plus parlante d'évaluer la dignité, ou au contraire la complaisance d'une mise en scène. Test pour les interprètes, qui fait la différence entre le « modèle », qui n'a que sa plastique à offrir à la caméra, et l'acteur dont le corps sans accessoire est appelé à « jouer un rôle », à tous les sens de l'expression. Test particulier pour les vedettes, qui se dépouillent ou pas de leur prestige, de leur « aura », en même temps que de leurs vêtements. Et, bien sûr, test différent selon qu'il s'agit, c'est l'immense majorité des cas, de jeunes femmes aux formes agréables, ou d'hommes, ou d'individus disgracieux, ou âgés, ou encore d'enfants. Le nu est alors aussi une épreuve de vérité pour le spectateur, les images qu'il est prêt à voir, et la manière dont il les contemple.

La représentation du nu est également révélatrice de l'état de la censure, non seulement sous ses formes juridiques, mais comme l'ensemble des contrôles qu'une société donnée entend à un moment donné opérer sur les images. A tous ces points de vue, la représentation du corps humain n'est qu'un cas particulier, plus exemplaire, de questions qui se posent en permanence au cinéma. En sous-estimant cet aspect parcellaire d'une question qu'ils traitent comme si elle était autonome, les auteurs du livre se condamnent à ne pas inscrire la somme de leurs recherches et de leurs analyses dans une perspective plus vaste. Du moins, en multipliant les textes courts, certains très sérieux, certains anecdotiques, rigolos ou dandys, d'autres proches de la fumisterie, ils proposent une approche de la question qui a le mérite de ne pas la figer.

Ce fort volume appelle donc plutôt une promenade buissonnière qu'une lecture « dans l'ordre », ou une consultation utilitaire (le plus utilitaire de l'ensemble, c'est encore l'abondante bibliographie commentée). On y trouvera, au détour d'une rubrique frappée de délire fétichiste ou de logorrhée théoricienne, de fortes études sur des thèmes peu prévisibles, et qui s'avèrent les plus féconds, tels les films de Godard, l'accouchement à l'écran, ou la nudité dans le cinéma arabe.

J.-M. F.

★ *Une encyclopédie du nu au cinéma*, ouvrage collectif sous la direction d'Alain Bergala, Jacques Déniel, Patrick Leboutte. Edition Yellow Now/Studio 43 - MJC/Terre-Neuve, Dunkerque, 456 pages (ill.), 285 F.



SANS POUVOIR LE DIRE *de Liliana Cavani*

Les gestes qui sauvent

Loin des outrances de ses films précédents, la réalisatrice italienne conte une histoire d'amour, modeste et limpide, entre deux jeunes sourds.

DES images et des sons. Ce pourrait être la définition minimaliste du cinéma depuis qu'il s'est mis à parler. Pour les personnages de *Sans pouvoir le dire*, il arrive que les sons deviennent images. Par exemple lorsque Fausto utilise un ordinateur qui transforme la musique en impulsions lumineuses. Sa surdité l'a placé, enfant, au centre d'un conflit, entre sa mère qui voulait l'empêcher d'utiliser le langage des signes, et sa tante qui l'a incité à l'apprendre et lui a fait découvrir la musique, comparée à une pelote de laine invisible qui se déroule à l'infini dans l'espace. La scène de cette découverte est une des plus belles du film, d'une simplicité et d'une retenue auxquelles Liliana Cavani ne nous avait pas habitués.

Sans pouvoir le dire (le titre français ne dépare pas l'original, *Dove siete ? Io sono qui* (« *Où es-tu ? Je suis là* ») fait le portrait de deux jeunes sourds, Fausto (Gaetano Carotenuto), qui évolue dans la bonne société romaine, et Elena (Chiara Caselli), issue d'un milieu modeste. Pour le jeune homme, sa rencontre avec Elena marque l'acceptation de sa différence, que sa mère s'efforce toujours de gommer, encourageant aujourd'hui sa liaison avec une jeune fille « normale », comme elle lui interdisait hier de jouer avec les autres enfants souffrant du même handicap que lui.

Pour Elena, l'amour de Fausto est un encouragement à poursuivre ses études dans un lycée comme les autres. Des lois prévoient bien un enseignement approprié pour les sourds, mais les moyens manquent pour les faire appliquer, et ces élèves « différents » doivent s'adapter aux méthodes d'enseignement traditionnelles.

Elena doit donc lire sur les lèvres du professeur et réciter un poème en latin : à la scène où elle ne réussit plus à contrôler sa voix, répond celle, très belle, où elle reproduit, grâce à la scansion, grâce à l'apprentissage des signes écrits, des mots qu'elle n'a jamais entendus et n'entendra jamais. Pour elle, la notion de langue morte est vide de sens, et s'il est vrai que les langues meurent parfois, elles continuent de vivre par la poésie. A l'affirmation d'une nécessaire solidarité, pour briser l'isolement, le film ajoute ainsi la force de l'imagination.

Pour Fausto, l'imagination prend la forme d'un spectacle de bhuto, concrétisation du pouvoir du geste. Les scènes sont plastiquement très réussies, mais font courir au film le risque de devenir pesant. La réalisatrice réussit pourtant à maintenir l'équilibre, parvenant à passer d'un personnage à l'autre sans mettre en péril la fluidité de ce film étonnant de limpidité et de modestie. Comme si cette histoire de mots à jamais étouffés et de gestes dont la portée dépasse la signification première l'avait conduite à repenser sa manière d'envisager le cinéma. Le cinéma ? Des images et des sons, en effet. Et aussi des mots, mais qui n'ont pas toujours besoin d'être prononcés pour être entendus.

P. M.



D.R.

Chiara Caselli et Gaetano Carotenuto.

Entretien avec la réalisatrice

Les mots qu'il faut

Plus de vingt ans après le succès de scandale remporté par* Portier de nuit*, Liliana Cavani réalise un film simple et délicat sur le langage et le silence, la parole et le geste.

ELLE parle d'une voix douce et précise, et, pour trouver le mot juste, passe sans s'en émouvoir du français à l'italien. Liliana Cavani ne ressemble pas aux films qui firent d'elle, voilà une vingtaine d'années, une réalisatrice à la sulfureuse réputation.

Description des relations perverses qu'un ancien officier SS (Dirk Bogarde) et une rescapée des camps de la mort (Charlotte Rampling) recommençaient à entretenir douze années après la fin de la guerre, *Portier de nuit* (1973) avait choqué et irrité. *Au-delà du bien et du mal* (1977), évocation de la personnalité de Lou Andreas Salomé (Dominique Sanda) et de sa liaison avec Nietzsche (Erland Josephson), puis *la Peau* (1981), adaptation du roman de Malaparte, avaient achevé de donner de Liliana Cavani l'image d'une cinéaste provoquante, éprise de situations outrancières.

Ses mises en scène d'opéra, à la Scala de Milan, à l'Opéra Garnier ou au Théâtre communal de Florence ne furent pas de nature à dissiper le parfum de scandale qui flottait autour d'elle. Mais le public finit par se lasser et ses derniers films, *Derrière la porte* (1982), *Berlin Affair* (1986) et l'étrange *Francesco* (1989), avec Mickey Rourke dans le rôle de François d'Assise, furent des échecs. En 1989, la mort de sa tante, qui l'avait élevée, la plongea dans un profond désarroi.

« *Je ne parvenais plus à communiquer*, murmure-t-elle, *ni avec moi-même ni avec les autres. Je me sentais comme à la recherche d'un nouveau langage. Et puis, par hasard, j'ai assisté à un spectacle donné par et pour des sourds, et qui a provoqué en moi un choc très violent. L'idée de* Sans pouvoir le dire *est venue de là : en racontant cette histoire, je me suis racontée moi-même.* »

Drame personnel, crise d'inspiration et d'identité sont donc à l'origine de ce film produit sans trop de difficultés (« *Tout se passe à Rome, les acteurs ne sont pas très connus et donc pas très chers* »), sorti à l'automne dernier en Italie, alors que la vague *Jurassic Park* déferlait sur l'Europe : « *Sur les cinquante et une salles de cinéma romaines, quarante et une présentaient un film américain. Le distributeur n'avait pas les moyens de faire de la publicité, et le film n'est resté que deux semaines à l'affiche.* » Il vient de ressortir à Rome, dans une seule salle, et la réalisatrice espère qu'il va, cette fois-ci, trouver son public.

« *Ce n'est pas un film « sur » les sourds, même si leurs problèmes particuliers sont abordés. C'est un film sur le langage, sur la communication. Bien sûr, j'aurais pu réaliser un documentaire, mais j'ai eu envie de raconter une histoire émouvante, qui reprend des situations sans doute bien connues, mais dont la couleur est modifiée par la singularité des personnages.* »

L'isolement, l'incompréhension, le cloisonnement, l'exclusion sont les thèmes abordés par Liliana Cavani, qui retrouve ainsi le chemin d'un cinéma plus simple, plus direct, moins marqué par la volonté de choquer à tout prix. Un cinéma qui l'éloigne aussi des grandes productions à vocation internationale. Mais, pour un temps seulement : « *En Italie, la tendance est aux films minimalistes, je ne sais pas faire ce genre de cinéma. Prenez un personnage qui part chaque matin pour le travail et rentre chaque soir chez lui, où il retrouve sa femme, ses enfants, sa sœur... Vous pouvez imaginer plusieurs films à partir de cette situation banale. Mais, pour moi, c'est lorsque ce personnage ne rentre pas chez lui le soir que son histoire commence à m'intéresser. Que se passe-t-il alors ? C'est ce que j'ai envie de savoir.* »

Pour s'éloigner de ce quotidien qui ne l'intéresse guère, pour aborder des sujets à la hauteur de son ambition, Liliana Cavani sait qu'il lui faut trouver des solutions qui ne soient pas exclusivement italiennes, l'état de la production nationale n'incitant pas à l'optimisme. Il est indispensable, pense-t-elle, de construire un cinéma européen : « *Il ne sert à rien d'essayer d'empêcher les Américains d'affirmer leur domination économique. C'est à nous de savoir qu'il existe en Europe un potentiel de trois cents millions de spectateurs. Si on se débarrasse des questions bureaucratiques trop compliquées, trop contraignantes, nous pourrons peut-être nous en sortir.* » Pour l'heure, elle prépare un film sur les relations entre Mozart et sa sœur Léopoldine. La musique, langage universel ? Elle y croit depuis toujours.

Mais quelle langue parleront les personnages ? « *Cela n'a pas vraiment d'importance. Après tout, nous lisons bien les grands auteurs étrangers en traduction.* » Quel que soit le langage choisi, celui des signes ou celui des mots, celui des images ou celui des sons, l'important est de communiquer, de rompre l'isolement. C'est aussi ce qu'affirme le nouveau film de Liliana Cavani. Un film italien qui parle italien et qui est aussi le meilleur que Liliana Cavani ait réalisé depuis longtemps.

Propos recueillis par
PASCAL MÉRIGEAU

SALADES RUSSES

de Youri Mamine

IL en est des fenêtres comme des portes : il faut qu'elles soient ouvertes ou fermées. Le réalisateur russe Youri Mamine, dont on se rappelle le délicieusement absurde *Délit de fuites*, en ouvre une sur Saint-Pétersbourg, qui permet aux personnages de son film de passer à volonté, ou presque, d'Est en Ouest, soit de la grisaille au soleil parisien.

L'idée est amusante, mais un peu courte. Elle contraint Tchijov, anticonformiste professeur de musique et d'esthétique, et son voisin le rondouillard Gorokhov à s'agiter dans tous les sens : ils s'enivrent dans un bistrot parisien et soignent leurs maux de tête du lendemain dans le capharnaüm d'un appartement pétersbourgeois, se perdent dans les rues, ne retrouvent plus l'échelle qui devrait leur permettre de rentrer chez eux. Ils en viennent d'ailleurs à ne plus très bien savoir où ils habitent.

A Paris, ils polluent l'existence d'une jeune taxidermiste (Agnès Soral), dont la terrasse, pour son malheur, donne accès à la fameuse fenêtre et qui, toujours pour son malheur, sera amenée à effectuer le voyage en sens inverse. Soit de Paris à Saint-Pétersbourg. Les scènes russes sont les plus réussies, Youri Mamine trouvant le ton et la lumière justes plus aisément que dans la partie française, où l'agitation tient souvent lieu de rythme et où de nombreuses redites alourdissent une succession de péripéties déjà bien convenues. Lorsqu'il juge que tout cela a assez duré, le réalisateur décide que les personnages doivent rentrer chez eux, parce qu'ils ne peuvent abandonner leur pays à son sort. Oubliée alors la fenêtre, dont on ne sait plus si elle est restée ouverte ou fermée : tout le monde repart par avion. On aurait peut-être pu y penser plus tôt. – P. M.

WENDEMI, L'ENFANT DE DIEU

de Pierre Yameogo

LES cinéphiles curieux découvrirent en 1991 un premier film africain qui ne ressemblait à aucun autre, promenade néoréaliste dans les rues de Ouagadougou en compagnie d'adolescents confrontés aux difficultés quotidiennes, croqués avec vivacité et humour. *Laafi* (*Tout va bien*) inspirait grand espoir sur la carrière future de Pierre Yameogo, espoir à demi déçu par son deuxième film.

Après avoir si bien réussi, lors de ses débuts, une chronique urbaine, il paraît devoir faire aussi bien en retrouvant un cadre plus traditionnel, un village de brousse. Le récit de la naissance d'un bébé dont la mère refuse de nommer le père, puis l'enfance de proscrit du garçon nommé Wendemi, retrouve les qualités d'observation chaleureuse du réalisateur. Jusqu'à l'idylle avec une adolescente, la croissance du film, sinon celle du jeune homme, se passe bien. Mais pour se marier avec l'élue de son cœur, il lui faut apprendre son vrai nom, donc découvrir son père, donc retrouver sa mère, donc aller en ville. En ville règnent la combine et l'arrivisme, la prostitution et la perte des liens communautaires. En ville règnent aussi les pièges de la dénonciation démonstrative, dans lesquels le cinéaste, voulant dénoncer le proxénétisme et le mépris de soi et des autres, tombe à pieds joints, en même temps que son héros se fait rouler par les malhonnêtes. Le final mélodramatique ne fera qu'alourdir cette chronique, dévoyée en fable pesante. Et laissera le sentiment amer qu'à trop vouloir prouver, Yameogo a perdu sa légèreté de regard. Cela se soigne très bien. – J.-M. F.

LA SCORTA

de Ricky Tognazzi

LA Scorta signifie « l'escorte » en italien, ça irait aussi bien en le disant. *La Scorta* raconte donc l'histoire d'une escorte, chargée de protéger un « petit juge » sicilien, menacé de mort par la Mafia. Ce pourrait être un sujet, et même un sujet grave, c'est un « concept ». C'est-à-dire une astuce pour combiner un phénomène de société, le combat de la justice contre le crime organisé, et une approche simple et sentimentale, en mettant au centre le petit monde de ses gardes du corps. Figurez-vous qu'un cœur bat sous l'uniforme, que ces moines combattants de la police ont commencé petits et qu'ils ont une famille, des rêves et des faiblesses...

C'est ainsi qu'on fabrique au mètre du téléfilm. Un autre cinéaste que Ricky Tognazzi – un cinéaste, donc – aurait pris à bras-le-corps les contraintes de cette commande pour en faire autre chose, autrement. Lui se contente d'exécuter les scènes prévisibles, où viennent faire un tour des protagonistes utilitaires, selon le schéma de base qui aurait pu servir aussi bien à raconter les aventures d'une équipe de foot ou d'une bande de faux-monnayeurs. Avec en prime une bonne dose de machisme. Il y a du sang sur la route de l'escorte, le sien. Dans les scènes de violence, l'inefficacité de la réalisation s'aggrave de complaisance, pour fournir une bien piètre épitaphe cinématographique à Falcone, à ses confrères et à ceux qui les protègent. – J.-M. F.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Édité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11.
Index - Microfilms : (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Le Monde
PUBLICITE
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-29-04-56

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvement mensuels. Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (USPS = pending) is published daily for $ 892 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry – 94852 Ivry-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to IMS of NY Box 1518, Champlain N. Y. 12919 - 1518.
Pour les abonnements souscrits aux USA, INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451 - 2983 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal :
Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

401 MQ 01 PP. Paris RP

…ple appareil critique

Cinéma

Casquette en plomb

Dix films français sont sortis en *quatre mercredis* successifs, du 23 mars au 13 avril. *Pas très catholique* obtient un succès réjouissant, les neuf autres sont des échecs cuisants. Parmi eux, six premiers *films, promis à la* confidentialité par la confusion, et le nombre dérisoire d'écrans dévolus à chacun. Et des titres en principe voués à une vaste audience (*le Parfum d'Yvonne, Elles n'oublient jamais*) connaissent un destin tout aussi funeste. Six de ces neuf films ne sont déjà plus à l'affiche, les autres se dirigent lentement vers une disparition sans *gloire. Est-ce pour cuver* cette « gueule de bois » qu'aucun film français ne sera apparu les 20 et 27 avril ? Ou n'aurait-il pas été plus judicieux de mieux répartir les sorties ? – J.-M. F.

NOUVEAUX FILMS

Les critiques des nouveaux films se trouvent en pages I, VI et VII. Nous publions ci-dessous les salles correspondantes.

DEUX DOIGTS SUR LA GACHETTE. Film américain de Deran Sarafian, VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (36-65-70-83) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; George V, THX, dolby, 8e (36-65-70-74). VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (36-65-70-23) ; U. G. C. Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (36-65-70-45) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (36-65-70-47) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

GHOST IN THE MACHINE. Film américain de Rachel Talalay, VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55). VF : Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, dolby, 14e (36-65-70-42).

M. BUTTERFLY. Film américain de David Cronenberg, *VO : Forum Horizon, handicapés,* dolby, 1er (36-65-70-83) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (36-65-70-68) ; U. G. C. Biarritz, 8e (36-65-70-81 ; 36-65-70-81) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24). VF : Rex, dolby, 2e (36-65-70-23) ; Les *Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33)* ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (36-65-70-41).

LES OMBRES DU CŒUR. Film britannique de Richard Attenborough, VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (36-65-70-83) ; Gaumont Opéra Impérial, handicapés, dolby, 2e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; U. G. C. *Rotonde, dolby,* 6e (36-65-70-73 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (36-65-70-81 ; 36-65-70-81) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Grand Ecran Italie, handicapés, dolby, 13e (36-68-75-13) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15) ; U. G. C. Maillot, handicapés, 17e (36-65-70-61). VF : Rex, 2e (36-65-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (36-65-70-44) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

QUATRE MARIAGES ET UN ENTERREMENT. Film britannique de Mike Newell, VO : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, dolby, 7e (36-68-75-07) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; U. G. C. Maillot, handicapés, dolby, 17e (36-65-70-61). VF : Rex, dolby, 2e (36-65-70-23) ; U. G. C. Montparnasse, handicapés, 6e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (36-65-70-44) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis, dolby, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

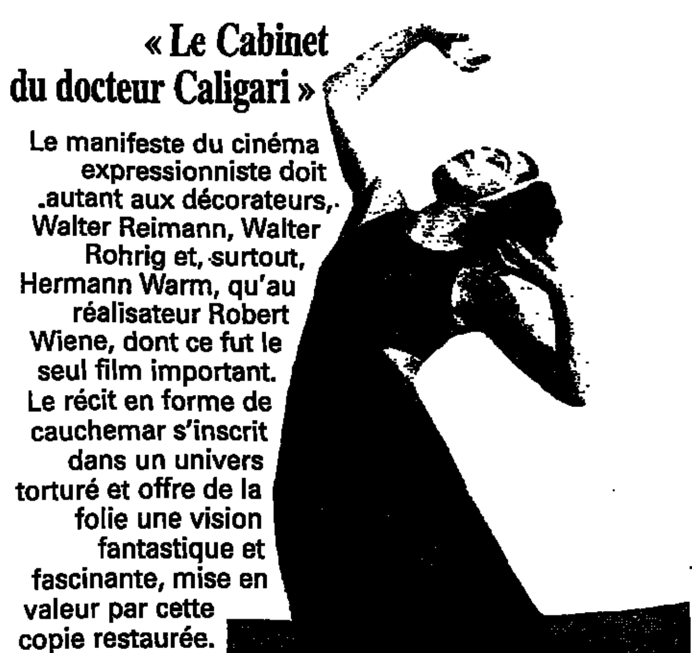
SALADES RUSSES. Film français d'Youri Mamine, VO : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

SANS POUVOIR LE DIRE. *Film italien de* Liliana Cavani, VO : Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).

LA SCORTA. Film italien de Ricky Tognazzi, VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1er (36-68-75-55) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5e (43-54-15-04) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20). VF : Gaumont Gobelins bis, dolby, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, dolby, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, handicapés, 15e (36-68-75-55).

WENDEMI, L'ENFANT DU BON DIEU. Film burkinabé-français de S. Pierre Yameogo, VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

« Le Cabinet du docteur Caligari »



Le manifeste du cinéma expressionniste doit autant aux décorateurs, Walter Reimann, Walter Rohrig et, surtout, Hermann Warm, qu'au réalisateur Robert Wiene, dont ce fut le seul film important. Le récit en forme de cauchemar s'inscrit dans un univers torturé et offre de la folie une vision fantastique et fascinante, mise en valeur par cette copie restaurée.

Allemand, 1919 (1 h 16). Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55).

FILMS SANS FRONTIÈRES

SÉLECTION

A la belle étoile

d'Antoine Desrosières,
avec Mathieu Demy, Julie Gayet, Chiara Mastroianni, Camila Mora, Aurélia Thierrée.
Français (1 h 25).

Comment le jeune Thomas Thomas, amoureux entreprenant et maladroit, trouvera l'âme sœur au terme de tribulations burlesques et cinéphiles, cela compose ce premier film modeste et enjoué.

Reflet Médicis II (ex-Logos II), handicapés, 5e (43-54-42-34).

Le Ballon d'or

de Cheik Doukouré,
avec Aboubacar Sidiki Soumah, Salif Keita, Habib Hammoud, Mariam Kaba, Agnès Soral.
Français (1 h 30).

Entre brousse et stade, un conte pour enfant sans mièvrerie pour dire en jonglant avec les balles, les rires et les mots comment l'Afrique est toujours marquée à la culotte par la misère.

VO : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75). VF : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Reflet République, 11e (48-05-51-33) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

Déjà s'envole la fleur maigre

de Paul Meyer,
avec Domenico Mescolini, Valentino Gentili, Luigi Favotto, Giuseppe Cerqua, Attilio Sanna, Pietro Sanna.
Belge, noir et blanc (1 h 25).

Trente-cinq ans après sa réalisation, un document passionnant, et inédit, tourné dans des conditions « limites » à propos des conditions de vie de familles immigrées dans une région minière.

Studio des Ursulines, handicapés, 5e (43-26-19-09).

L'Impasse

de Brian De Palma,
avec Al Pacino, Sean Penn, Penelope Ann Miller, Luiz Guzman, James Rebhorn, Viggo Mortensen.
Américain (2 h 23).
Interdit – 12 ans.

Un thriller post-classique où De Palma, loin de ses coquetteries de styliste cinéphile, compose un chant funèbre et violent aux années 70.

VO : UGC Danton, 6e (36-65-70-68) ; George V, dolby, 8e (36-65-70-74). VF : UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14).

Jeanne la Pucelle, les Batailles et les Prisons

de Jacques Rivette,
avec Sandrine Bonnaire.
Français (2 h 40 et 2 h 56).

Pas à pas aux côtés de Jeanne magnifiquement incarnée, l'épopée la plus célèbre de l'Histoire de France redevient une aventure passionnante, étonnante, bouleversante, et proche.

L'Arlequin, 6e (45-44-28-80).

Le Maître d'escrime

de Pedro Olea,
avec Omero Antonutti, Assumpta Serna, Joaquim de Almeida, José Luis Lopez Vasquez, Alberto Closas, Miguel Rellan.
Espagnol (1 h 31).

Dans la tradition du roman feuilletonesque, un récit plein de mystères et de rebondissements.

VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Pas très catholique

de Tonie Marshall,
avec Anémone, Roland Bertin, Grégoire Colin, Michel Didym, Denis Podalydes, Bernard Verley.
Français (1 h 40).

Détective loufoque et déterminée, Anémone résout moins d'énigmes qu'elle ne suscite de nouvelles affaires sous ses pas, avec une santé comique et rigoureuse qui fait plaisir à voir.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38) ; UGC Maillot, 17e (36-65-70-61).

Zhao Le, jouer pour le plaisir

de Ning Ying,
avec Huang Zongluo, Huang Wenjie, Han Shanxu, He Ming, Feng Shihua, Wang Shuyang.
Chinois (1 h 37).

Joyeuse, vivante et dure, l'histoire des vieux chanteurs dans le jardin public de Pékin murmure sa fable rebelle sans rien perdre des vérités du quotidien.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

REPRISES

Le Fleuve

de Jean Renoir,
avec Nora Swinburne, Esmond Knight, Arthur Shields, Thomas E. Breen, Patricia Walters, Radha.
Anglo-indien, 1950 (1 h 40).

Sur le chemin du retour en Europe, au lendemain de son exil américain, Jean Renoir s'est arrêté en Inde. Il en a rapporté ce film unique, au confluent de la fiction et du documentaire, sublimé par les images de son neveu Claude.

VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, handicapés, 5e (43-54-51-60).

La Nuit de l'iguane

de John Huston,
avec Richard Burton, Ava Gardner, Deborah Kerr, Sue Lyon.
Américain, 1964 (2 h).

Plus proche de John Huston que de Tennessee Williams, qui détesta cette adaptation de sa pièce, notamment la fin heureuse inventée par le cinéaste, un film empli d'ironie, qui fait la part belle à ses prestigieux interprètes.

VO : Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63).

Trois femmes

de Robert Altman,
avec Shelley Duvall, Sissy Spacek, Janice Rule, Robert Fortier, Ruth Nedlson, John Cromwell.
Américain, 1977 (2 h 05).

A force de voir leurs univers et leurs destins se décalquer et se compléter, Pinky, Millie et Willie en viennent à se confondre et à se fondre dans l'image de la femme américaine telle que Robert Altman a choisi de la peindre.

VO : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

Un mariage

de Robert Altman,
avec Géraldine Chaplin, Lilian Gish, Vittorio Gassman, Mia Farrow, Carol Burnett, Lauren Hutton.
Américain, 1978 (2 h 05).

Organisé sur le principe, cher à Robert Altman, de la multiplicité des personnages (ils sont ici une cinquantaine) et des points de vue, cette grand-messe de la bonne société américaine offre aux interprètes d'improviser en liberté surveillée, sous le regard ironique d'un cinéaste attentif et cruel.

VO : Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63).

FESTIVALS

Vietnam

Des classiques (*Barrage contre le Pacifique*, de René Clément, d'après Marguerite Duras, *le Ciel et la Terre* et *17e parallèle*, de Joris Ivens, *Voyage au bout de l'enfer*, de Michael Cimino), mais aussi des films vietnamiens, qui évoquent l'occupation française (*Lumière éteinte*), la guerre contre les Américains (*Terre dévastée*) ou l'après-guerre (*Pardonne-moi*). Egalement au programme de ce « Vietnam à l'écran » présenté dans le cadre de « Fenêtres au Sud », les films de Tran Anh Hung *l'Odeur de la papaye verte* et de Robert Kramer *Point de départ*. Le 29 mai, une table ronde animée par le critique N. T. Binh réunira notamment la réalisatrice Viet Linh, Robert Kramer, Marceline Loridan (collaboratrice de Joris Ivens) et Raymond Depardon.

Du 27 avril au 10 mai, au cinéma Utopia de Saint-Ouen-l'Aumône. Tél. : 30-30-33-33.

Werner Herzog

De *la Défense sans pareille de la forteresse Deutschkreutz* (1966), son premier court-métrage, à *la Transformation du monde en musique* (1993), voyage dans les coulisses du Festival de Bayreuth, Werner Herzog a arpenté depuis près de trente ans les mondes réels et imaginaires. Le Goethe Institut propose une découverte de l'intégrale de l'œuvre du cinéaste, autour des films-phares que sont *Aguirre, la colère de dieu* (1972), *l'Enigme de Kaspar Hauser* (1974) et *Fitzcarraldo* (1981).

Du 27 avril au 20 juin, « Werner Herzog : la quête du sublime », à l'auditorium du Louvre, tél 40-20-51-86, et au Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, Paris 16e, tél. : 44-43-92-40.

Images et signes

« Commenter visuellement les représentations du sourd dans l'audiovisuel », tel est l'objectif du festival « Images, signes et ponctuation », organisé par la Vidéothèque de Paris et l'Institut national de jeunes sourds de Paris, et qui présente notamment des films de Joseph L. Mankiewicz (*La porte s'ouvre*), François Truffaut (*l'Enfant sauvage*) et Randa Haines (*les Enfants du silence*), ainsi que la dernière réalisation de Liliana Cavani, *Sans pouvoir le dire*. Tous les films sont présentés en version sous-titrée.

Les 29 et 30 avril, à la Vidéothèque de Paris, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris (1er). Tél. : 43-29-24-13.

Le court en dit long

Paul Meyer (*Déjà s'envole la fleur maigre*), et Jaco Van Dormael (*Toto le héros*) comptent parmi les nombreux cinéastes belges dont les courts-métrages sont présentés dans ce deuxième festival organisé par le Centre Wallonie-Paris.

Du 27 avril au 4 mai, au Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, Paris (4e). Tél. : 42-71-26-16.

Le court toujours

L'association 20e Court organise le Festival du court-métrage francophone de Paris, qui met en compétition une trentaine de films. Un jury composé de techniciens et de comédiens doit décerner quatre prix et le public est invité à exprimer son « Coup de cœur ».

Juqu'au 29 avril, au cinéma Gambetta, 6, rue Belgrand, à Paris (20e). Tél. : 47-97-95-02.

Un autre cinéma

A lui seul, Norman McLaren a inventé un autre cinéma. Un art qui s'est définitivement émancipé du monde matériel, de ses formes, de ses bruits et de ses mouvements. Un art qui ne se soucie de narration que lorsque bon lui semble, qui invente une autre dramaturgie rythmée par la rencontre de deux lignes, la coïncidence de deux points. La compilation d'œuvres de McLaren aujourd'hui présentée sera classée à la rubrique animation. Effectivement, il s'agit toujours d'un cinéma élaboré image par image, que ce soit des dessins, des personnages réels photographiés, ou des graphismes inscrits directement sur la pellicule, avec – parfois – une partition musicale obtenue grâce à des signes tracés sur la bande sonore de la pellicule. Mais, on le comprend vite, ne serait-ce que par l'émerveillement des enfants qui découvrent ces courts-métrages, Norman McLaren n'avait pas vraiment l'esprit de système. Entre abstraction et figuration, entre mathématiques et chorégraphie, son cœur balançait sans cesse, guidé par un esprit d'aventure hors du commun.

Aux cinémas Trois Luxembourg (tél. : 46-33-97-77), et Reflet Républic (Tél. : 48-05-51-33).

LES ENTRÉES A PARIS

Médaille d'or de bobsleigh pascal aux Jamaïcains de *Rasta Rockett*, seul film à obtenir un score conséquent cette semaine, avec 80 000 entrées grâce à dix écrans supplémentaires, soit un total de 163 000 en quinze jours.

Mauvaise tenue, donc, aussi bien des champions des semaines précédentes que des nouveautés. Et un total de 632 000 entrées sur Paris-Périphérie, en recul à la fois sur la semaine dernière et sur la semaine correspondante de 1993, malgré les cinq derniers jours de vacances.

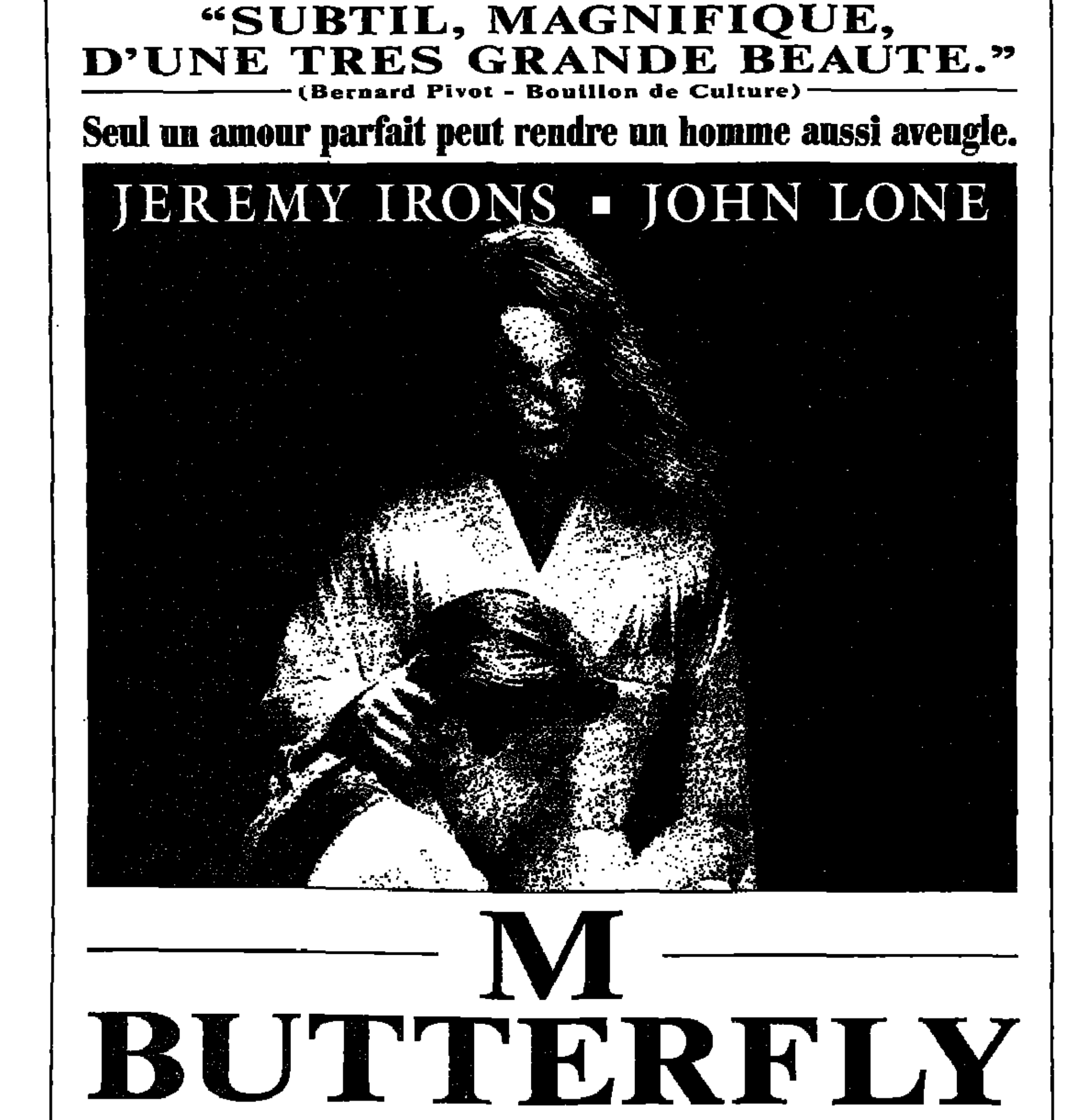
Sans grand espoir, les nouveaux films sont sortis dans des combinaisons modestes, qui ne leur laissaient aucune chance de « casser la baraque » : avec 48 000 *admirateurs dans ses 15 salles, et grâce à une active campagne promotionnelle, Il était une fois le Bronx* s'en tire honorablement. *Etat second* à 28 000 dans 11 salles résiste aussi, alors que *l'Etudiant étranger* sombre à 12 000 devant ses dix écrans. Les films européens ? Deux salles pour *les Napolitaines*, autant pour *le Maître d'escrime*, une seule pour *Déjà s'envole la fleur maigre*. Que voulez-vous qu'ils fissent ? Qu'ils mourussent, ou qu'un beau désespoir vînt à la rescousse d'un documentaire belge esseulé sur son unique écran, et gagne la curiosité de 1 600 Parisiens.

En continuation, *les Aristochats* se fatiguent un peu vite à 60 000 mais atteignent tout de même les 358 000 en quatre semaines. *Philadelphia* poursuit son chemin avec 42 000 entrées en septième semaine (total : 555 000), alors qu'*Intersection* baisse gravement dès sa deuxième semaine. *Pas très catholique* reste bien vaillant avec encore 24 000 convertis dans seulement 13 salles (total : 84 000 en trois semaines). Pendant ce temps, *la Liste de Schindler* dépassait les 500 000 entrées en huitième semaine, et *la Cité de la peur* les 400 000 en sept semaines.

J.-M. F.

★ *Chiffres* : le Film français.

"SUBTIL, MAGNIFIQUE, D'UNE TRES GRANDE BEAUTE."
(Bernard Pivot - Bouillon de Culture)
Seul un amour parfait peut rendre un homme aussi aveugle.



GEFFEN PICTURES Présente
Un film de DAVID CRONENBERG JEREMY IRONS JOHN LONE "M. BUTTERFLY" BARBARA SUKOWA et IAN RICHARDSON
RONALD SANDERS CAROL SPIER PETER SUSCHITZKY HOWARD SHORE DAVID HENRY HWANG
GABRIELLA MARTINELLI DAVID CRONENBERG
DISTRIBUÉ PAR WARNER BROS. (TRANSATLANTIC), INC.

AUJOURD'HUI
VO : UGC BIARRITZ - UGC DANTON PRESTIGE - FORUM HORIZON
LE GRAND BRETAGNE - ESCURIAL - LA BASTILLE
14 JUILLET BEAUGRENELLE
VF : REX - NATION - MISTRAL

Théâtre

Attention, festivals !

Retour du printemps, retour de ces grands rassemblements de publics avides de découverte. Au programme de mai, entre autres rendez-vous, « Exit » à Créteil et le Festival de Maubeuge, deux inventions d'un jeune producteur, Didier Fusillier, qui voyage toute l'année sur tous les continents pour concevoir des affiches reflétant la plus actuelle création hors de nos frontières. A Créteil, il a misé sur l'Amérique, d'est en ouest, présentant pour la première fois en France les créations d'artistes en marge, forcément, dans un pays où la vie culturelle se régénère aux lisières des villes et des institutions, sans trop de moyens ni de reconnaissance. Théâtre, danse, musique sont mêlés, étroitement souvent, pour des spectacles sauvages comme celui du New-Yorkais Reza Abdoh, dont *Tight Right White,* violente charge antiraciste, qui succédera à la découverte d'un artiste de San-Francisco, Rinde Eckert, précédé d'une réputation flatteuse. Le *New York Times* le compare à Laurie Anderson du temps de ses premières performances...

O. S.

NOUVEAUTÉS

Baraque de foire

(en russe, surtitres en français)

d'après Alexandre Blok, mise en scène d'Ivan Popovski, avec la troupe des anciens élèves du GITIS, atelier dramatique de Moscou dirigé par Piotr Fomenko.

Retour à Paris d'une troupe singulière découverte l'année dernière pour le Festival de Maubeuge par Didier Fusillier et ici reçue et coproduite par Lluis Pasqual. *Baraque de foire* rassemble différents textes d'Alexander Blok, poète russe du début du siècle, familier du Théâtre d'art de Moscou et de Meyerhold. Ivan Popovski a vingt-quatre ans, il a appris son métier – très bien – à Moscou alors qu'il est né en Macédoine. Avec des moyens simples, presque rudimentaires, il dirige en maître un groupe d'une vingtaine d'acteurs de son âge.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. A partir du 3 mai. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. Durée : 1 h 15. De 50 F à 165 F.

Combats dans l'Ouest

de Vsevolod Vichnevsky, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Yveline Ailhaud, Bernard Chartreux, Jean-Pol Dubois, Etienne Lefoulon, Stanislas Nordey, Richard Sammut et Jean-Pierre Vincent.

Le directeur de Nanterre-Amandiers s'aventure en banlieue sud pour une proposition de « mise en espace », c'est-à-dire d'esquisse, d'ébauche, d'atelier de théâtre, pour présenter « en création mondiale » ce texte inconnu de Vichnievsky, officier de l'armée soviétique né et mort avec le stalinisme, qui s'en prend ici par une œuvre fleuve et radicale au mouvement ouvrier dans les années 30...

Les Gémeaux, 49, av. Clemenceau, 92 Sceaux. Du jeudi au samedi à 20 h 45. Tél. : 46-61-36-67. De 50 F à 135 F.

Dernière représentation le 30 avril.

L'Enfant d'Obock

de Daniel Besnehard, mise en scène de Claude Yersin, avec Françoise Bette, Gauthier Baillot, Karim Belkhadra, Gilles Dao, Jules-Emmanuel Eyoum-Deido, Patrick Moutreuil et Yves Prunier.

Une sorte de Bovary, superbement incarnée par Françoise Bette, traîne à Djibouti, au milieu de quelques spécimens de la légion étrangère, sa détresse de femme solitaire.

Le Théâtre, rue Jean-François-Millet, 77 Combs-la-Ville. Les 29 et 30 avril, 20 h 45. Tél. : 64-88-69-11. Durée : 2 h 50. 60 F et 85 F.

Enfantillages

5e Festival pour les petites et grandes personnes

Voilà l'un des meilleurs rendez-vous conçus pour les jeunes spectateurs. Il y aura du théâtre, mis en scène par de bons spécialistes (Laurent Pelly, *la Famille Fenouillard*, Catherine Anne, *Ah la la ! Quelle histoire*, Olivier Py, *la Jeune Fille, le Diable et le Moulin*, Thierry Bédard, *Leçon de morale*, Bruno Stori, *Il Grande Racconto*), des marionnettes (*Lir*, de Michel Laubu), du théâtre musical (*Archipel*, mise en scène de Laurent Dupont, et *Câlins*, de Brigitte Lallier-Maisonneuve). Le même rendez-vous est proposé également aux publics du Cargo de Grenoble et de la Scène nationale d'Albi.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. A partir du 3 mai. Tél. : 42-43-17-17. De 30 F à 50 F.

L'Eunuque de Zanzibar

d'après Cami, mise en scène de Nicolas Rossier et Geneviève Pasquier, avec Camille Le Foll, Geneviève Pasquier, Véronique Piller, Nicolas Rossier et Raoul Teuscher.

C'est la première production du Festival Jeunes Talents qui réunit tout le mois de mai à Sartrouville des acteurs, des clowns, des chanteurs et des musiciens. Une œuvre qui réunit soixante personnages interprétés par sept comédiens et un pianiste au service d'un texte foisonnant du fondateur de l'Académie de l'humour, apprécié de Chaplin et Prévert...

Théâtre, place Jacques-Brel, 78 Sartrouville. Le 3 mai, 21 heures. Tél. : 39-14-23-77. Durée : 0 h 50. 100 F.

MAISON DES ARTS DE CRETEIL
FESTIVAL AMERICAIN
EXIT
REZA ABDOH Theatre-Dance-Music-Video
RINDE ECKERT Theatre
SEAN CURRAN Dance
DONALD BYRD Dance
RICHARD MOVE Cabaret and Drag
MARLIES YEARBY Dance
ANTHONY BRAXTON Music
PATRICK MARTIN Magic show
CHICO MACMURTRIE Performing arts
THE WOOSTER GROUP Theatre-Music-Video
SUGAR BLUE Music
Télérama
2-17 MAI 94
LOCATION
45 13 19 19
ECOUTEZ VOIR

CLAUDE LE-ANH

Partage de midi

Reprise attendue à Vitry de la mise en scène d'Alain Ollivier, déjà présentée à la fin de la saison dernière. Sans le soutien de décoration inutile, d'appareils techniques démesurés, il réalise une nouvelle fois un spectacle de très haute intensité qui donne à l'œuvre de Paul Claudel une respiration remarquable. Christian Cloarec (Mesa), Hélène Lausseur (Ysé), Xavier Helly (De Ciz) et Philippe Girard (Amalric) apportent une intense énergie spirituelle à cette quête de la foi et d'une image acceptable de Dieu.

Studio-Théâtre de Vitry, 18, avenue de l'Insurrection, 94 Vitry-sur-Seine. Métro : RER (ligne C) Vitry-sur-Seine. Jusqu'au 14 mai, tous les jours à 20 h 30 sauf le dimanche. Durée : 2 h 45. Tél. : 46-81-75-50. 70 F et 120 F.

Fragments des carnets du sous-sol

d'après Dostoïevski, mise en scène d'Etienne Pommeret, avec Pascal Ternisien et Jean-François Peyret.

Suite de « Théâtre Feuilleton », cycle quasi annuel de création théâtrale qui connaît dans la petite salle de l'Odéon un succès public mérité. Aux commandes de cet événement remarquable, Jean-François Peyret, écrivain, philosophe et metteur en scène, qui, pour ce Dostoïevski claustrophobique, est lui-même sur le plateau.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6e. Les 29 et 30 avril, 18 h 30. Tél. : 44-41-36-36. Durée : 1 heure. De 50 F à 70 F.

La Glycine

de Serge Rezvani, mise en scène de Jean Lacornerie, avec Jean-Luc Boutté, Catherine Salviat, Roland Bertin, Claude Mathieu, Martine Chevallier, Jeanne Balibar, Eric Ruf et Eric Doye.

Au milieu d'un parc à l'abandon, trois hommes tombent amoureux d'une « folie » du siècle dernier en ruine. Une sorte de conte entre beauté et folie, contemplation et action, très belle pièce de Rezvani, parolier entré en littérature aux côtés de Truffaut et Godard, romancier, dramaturge et poète, servi ici par un jeune metteur en scène en pleine ascension et qui se distingue par son goût pour la poésie.

Comédie-Française, Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 6e. A partir du 3 mai. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 44-39-87-00. Durée : 2 heures. De 45 F à 130 F.

The Gardening of Thomas D.

de Rinde Eckert, mise en scène de Melissa Weaver et Rinde Eckert, avec Ellie Klopp et Jim Kassis (musique).

Après un coup d'envoi avec Bill T. Jones au début du mois d'avril, voici le vrai commencement d'« Exit », festival américain conçu par le nouveau directeur de la Maison des arts, Didier Fusillier. Il a arpenté l'Amérique d'aujourd'hui, plutôt par ses salles et ses artistes en marge, inconnus ici, mais dont il a choisi personnellement chacun des spectacles. Ici, celui de Rinde Eckert, qui vient de San-Francisco, une performance mêlée de musique inspirée de *la Divine Comédie*, de Dante.

Maison des Arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. 2 et 3 mai, à 21 heures. Le 4 mai à 19 h 30. Tél. : 45-13-19-19. Durée : 1 h 30. De 55 F à 100 F.

PARIS

La Femme changée en renard

d'après David Garnett, mise en scène de Didier Bezace, avec Christophe Grundmann, Serpentine Teyssier et Benoît Muracciole.

Adaptation au théâtre d'un roman fascinant de l'Américain David Garnett, un genre dans lequel Didier Bezace est passé maître.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-74-99-61. Durée : 1 h 30. De 50 F à 110 F.

Fin de partie

de Samuel Beckett, mise en scène de Charles Tordjman, avec Philippe Fretun, Daniel Martin, Gilette Barbier et Jean-Claude Perrin.

Distribution exceptionnelle et exceptionnellement jeune pour cette nouvelle mise en scène de Tordjmann qui s'installe à Paris après une tournée à succès en France. Il donne à ce chef-d'œuvre de Beckett une violence, une acidité, une actualité en somme peu commune.

Théâtre Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 50. De 65 F à 135 F.

Gustave n'est pas moderne

d'Armando Llamas, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jacques Gamblin, Roger Mirmont et Robert Rimbaud.

Voilà un dramaturge d'origine argentine, proche de Jorge Lavelli, qui est trop rarement porté à la scène. Il faut dire que son théâtre requiert beaucoup d'habileté, tant sa langue, entre poésie et crudité, lyrisme et trivialité, est une perpétuelle chausse-trape. On sait toute la finesse et la précision du travail de Philippe Adrien et donc les chances de succès de cette aventure à risques.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée mercredi à 12 h 30, dimanche à 16 heures. Tél. : 44-62-52-52. Durée : 1 h 50. De 60 F à 150 F.

Oleanna

de David Mamet, mise en scène de Maurice Bénichou, avec Charlotte Gainsbourg et Maurice Bénichou.

Débuts remarqués à la scène de Charlotte Gainsbourg aux côtés d'un vieux renard des scènes pour cet affrontement entre une jeune étudiante et un professeur d'université.

Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-16-18. Durée : 1 h 25. De 110 F à 200 F.

Le Retour

de Harold Pinter, mise en scène de Bernard Murat, avec Patrick Chesnais, Jean-Pierre Marielle, Roger Dumas, Marie Trintignant, François Berléand et Guillaume Depardieu.

Jean-Pierre Marielle, prudemment absent d'une Nuit des molières indignes de la richesse et de la vitalité des scènes françaises, a tout de même reçu une récompense pour son interprétation, il est vrai exceptionnelle, du monstre né de l'imagination de Pinter au milieu des années 60. Des acteurs comme lui, il ne faut pas manquer de les fréquenter, assidûment.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 50 F à 270 F.

RÉGIONS

Calais

Les Sept Voyages d'Abel Priscott

d'après Abel Priscott, avec Royal De Luxe, Ilotopie, Délices Dada, le Xarxa Théâtre, le Théâtre La Licorne et Katertone.

En attendant d'emprunter nous-mêmes le nouveau lien entre la France et l'Angleterre, coup d'envoi des réjouissances trans-Manche avec ce regroupement de quelques-unes des meilleures troupes de théâtre de rue. Promesse de spectacles délirants dans toute une ville et jusqu'au cœur du déjà célèbre tunnel.

Le Channel, 13, bd Gambetta, 62 Calais. Le 30 avril, le 1er mai et du 3 au 7 mai, 21 heures. Tél. : 21-36-67-14. 65 F et 100 F.

Orléans

Docteur Faustus

d'après Thomas Mann, Marlowe, Goethe, Andersen et Baudelaire, mise en scène de Stéphane Braunschweig et Giorgio Barberio Corsetti, avec Pierre-Alain Chapuis, Claude Duparfait, Jean-Marc Eder, Flore Lefebvre des Noettes et Léon Napias.

D'ores et déjà, ce nouveau spectacle de Braunschweig est promis à une belle carrière. Il sera présenté à Théâtre en mai à Dijon, puis au Hebbel Theater de Berlin, en franco-italien au Festival RomaEuropa et repris fin novembre à Gennevilliers dans le cadre du Festival d'automne. Qui dit mieux ? Le jeune metteur en scène prend des riques, un texte non théâtral, le mélange de deux langues pour certaines représentations, le recours à la vidéo, il prétend à l'émotion forte. A découvrir au plus vite.

Centre dramatique national d'Orléans, Carré Saint-Vincent, 45 Orleans. Du 3 au 6 mai, du 9 au 11 mai et du 17 au 19 mai à 20 h 30. Tél. : 38-62-15-55. 70 F à 100 F.

Strasbourg

La Colonie *et* l'Ile des esclaves

de Marivaux, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Dominique Charpentier, Jonathan Duverger, Geneviève Esménard, Karine Fellous, François Frapier, Dominique Marcas, Sylvie Moussier, Didier Niverd, Bernard Waver et Marc Zammit.

Deux courtes pièces de notre meilleur spécialiste du théâtre préclassique qui s'aventure ici dans les méandres amoureux de notre décortiqueur des raisons du cœur.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67 Strasbourg. Le 3 mai, 20 h 30 (et les 4, 5, 6, 7, 9 et 10). Tél. : 88-35-44-52. Durée : 2 h 45. 65 F et 95 F.

Théâtre et Danse :
Olivier Schmitt.

du 22 AVRIL au 29 MAI
FIN DE PARTIE
BECKETT
Mise en scène
CHARLES TORDJMAN
Production du
Théâtre de la Manufacture
CDN Nancy Lorraine
42.02.02.68
THEATRE PARIS-VILLETTE
Mairie de Paris
ECOUTEZ VOIR

Danse

Compagnie Stéphanie Aubin

Orphée, mettez-y du vôtre

Coup d'envoi avec ce spectacle de Stéphanie Aubin sur des musiques de Nicolas Frize, de Presqu'îles, « festival » d'un mois organisé par la chorégraphe et la compagnie Larsen au Théâtre de la Cité internationale. Dix soirées baptisées Soirées d'Ariane (du 10 au 22 mai), recevront six chorégraphes (Georges Appaix, Stéphanie AUbin, Odile Duboc, le groupe Dunes, Daniel Larrieu et Mark Tompkins) et quatre solistes (Anne Koren, Matha Moore, Roser Montillo Guberna et Brigitte Seth) qui donneront à voir, à écouter et à... lire leur danse. En avant-première à cette manifestation atypique, du 28 au 30 avril, sont organisées des rencontres autour de la danse ouvertes aux professionnels comme au public.

Cité internationale, 21 heures, les 2, 3, 4, 5, 6 et 7 mai ; 17 heures, le 8 mai. Tél. : 45-89-38-69. 100 F.

Ballet national de Géorgie

De ces grands rendez-vous « grand-public » avec les splendeurs formelles et les traditions populaires magnifiées ici par une troupe de premier plan venue de l'ex-empire.

Palais des Congrès, 20 h 30, les 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10 mai. Tél. : 40-68-00-05. Location Fnac, Virgin. De 140 F à 260 F.

Créteil

Sean Curran

Bill T. Jones : *Dances with Brahms*. Kelli Davis : *103 %*. Sean Curran : *Speeding and Tantrum*.

Sean Curren est un jeune danseur de la compagnie de Bill T. Jones, à qui il emprunte d'ailleurs une chorégraphie. Coup d'envoi avec ce soliste virtuose de la partie danse de la programmation d'« Exit », festival américain concocté dans les banlieues des grandes villes des Etats-Unis par Didier Fusillier.

Créteil. Maison des arts, 19 h 30, les 2 et 3 mai ; 23 heures, le 4 mai. Tél. : 45-13-19-19. 100 F.

Les Ulis

Nuit danse

Gérald Weingand : *la Bête dans la jungle*. Dominique Boivin : *J'ai peur*. Bruno Genty : *Pour qui travaillent les abeilles*. Charles Cré-Ange : *Chaos, dompteur de monstres*. Jean-Christophe Paré : *Pas d'autoportrait sans miroir*.

Eclectisme total pour cette nuit de la danse alléchante. Au cœur du programme, la dernière chorégraphie de Charles Cré-Ange, *Chaos*. Et le travail d'un danseur inspiré, Jean-Christophe Paré.

Les Ulis. Centre culturel Boris-Vian, 19 h 45, le 29. Tél. : 69-07-65-53. De 45 F à 90 F.

Noisiel

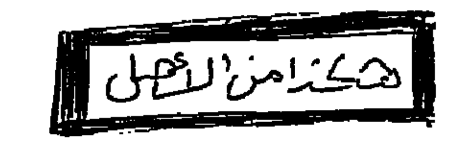
Les Danses d'avril

Cette quatrième édition d'un des meilleurs rendez-vous français de danse contemporaine s'articule autour de deux thèmes : Nijinski et la rencontre de la danse et du théâtre. Nijinski sera servi par l'acteur Redjep Mitrovitsa (le Hamlet de la Comédie-Française) qui lira, jouera plutôt, son *Journal*, découverte choc du dernier Festival d'Avignon. Jean-Christophe Paré interprète *l'Après-Midi d'un faune* et deux pièces de Daniel Larrieu et Andy Degroat. Rencontre du verbe et des corps avec *K de E*, de Xavier Marchand et Olivia Grandville, inspiré de Kurt Schwitters, *la Plus Forte*, de François Raffinot, inspiré de Strindberg. Trois familiers du festival présenteront leurs dernières créations : Valérie Riviere (*Un carré d'immortelles*), Vera Mantero (*Sob*) et Hervé Robbe (*Flowing Alone*). Trois jeunes chorégraphes complètent le programme : Dimitri Chamblas et Boris Charmatz (*A bras le corps*) et Sidonie Rochon (*la Peau dure*). Une section danse et cinéma permettra enfin de revoir Pina Bausch, Béjart, Martha Graham, Mary Wigman et Merce Cunningham.

La Ferme du buisson, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Les 29 et 30 avril, les 3, 5 et 7 mai. Horaires variables. Tel. : 64-62-77-77. De 70 F à 110 F.







Musique

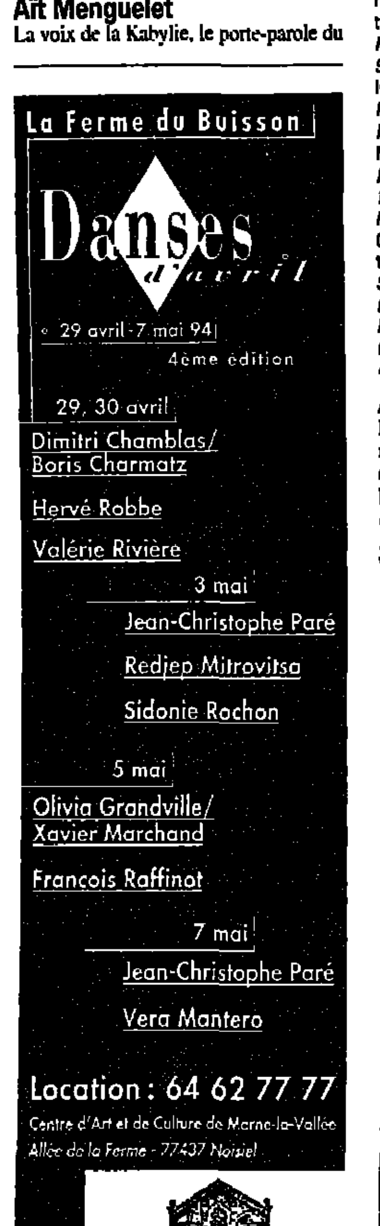
Hasard ou dissonance

Combien y a-t-il d'auditeurs à Paris qui ne renonceraient à aucun prix à un concert de musique contemporaine ? Beaucoup moins, on le sait, que pour l'opéra et les grands concerts symphoniques. Il y a donc bien, sur le terrain des musiques de ce siècle, quelques précautions à prendre pour étaler les prestations. La journée Aperghis de Radio-France, fixée au 28 juin, est bienvenue. Mais à quelques encablures commence, ce même jeudi, le cycle « Contrastes » de l'IRCAM, destiné au même public. S'il s'agit de jouer la concurrence, qu'on nous le dise une bonne fois. On cessera de relever avec agacement ce genre de « coïncidences ». – A. Ry.

ÉVÉNEMENTS

Grétry franco-suédois
Le Théâtre de Drottningholm ? C'est dans ce petit palais qu'Ingmar Bergman a tourné sa *Flûte enchantée*. Construit tout en bois, et donc non chauffé, le bâtiment n'ouvre qu'en été. Ses troupes se déplacent donc pour nous offrir un opera qui est une sorte de rareté, sous la direction d'un jeune chef français. Langrée aime cette musique rousseauïste, bien chantante, toute axée sur l'expression directe des sentiments. Il s'attachera donc forcément à nous la faire aimer. *Grétry :* Zemire et Azor. *Anna Eklund-Tarantino (Zemire), Bengt-Ola Morgny (Azor), Carl Johan Falkman (Sander), Ballet et Orchestre du Théâtre du château de Drottningholm, Louis Langrée (direction), John Cox (mise en scène), Kim Brandstrup (chorégraphie). Théâtre des Champs-Elysées, 19 h 30, les 2, 4 et 6 mai ; 17 heures, le 8 mai. Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 670 F.*

Aït Menguelet
La voix de la Kabylie, le porte-parole du bonheur d'exister et du mal-être des montagnards qui parlent le berbère et ne se reconnaissent *pas dans l'unité arabe.* Fier du passé des premiers habitants de la région, Aït Menguelet écrit des poèmes métaphoriques. Il compose des chansons qui font vibrer ceux qui les comprennent et touchent les autres par leur infinie délicatesse. Aït Menguelet fait chaque fois salle comble, et l'Olympia l'accueille chaque fois comme une vedette de la chanson à part entière. *Olympia, 15 heures, le 1er mai. Tél. : 47-42-25-49. 140F.*



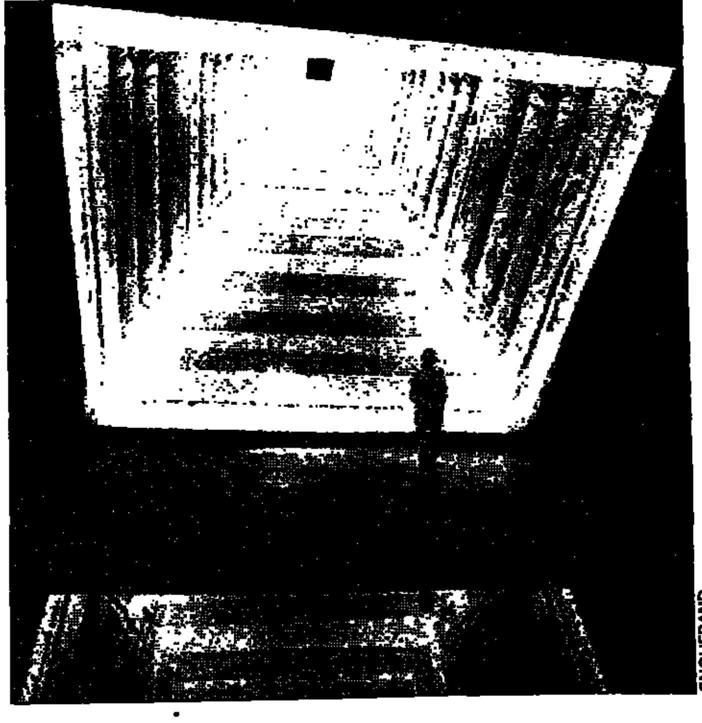
CLASSIQUE

Peter Jablonski. Jeune recrue de la marque Decca, recommandée par Vladimir Ashkenazy, un pianiste dont la perfection technique est tellement plombée qu'elle peut, à la limite, glacer. *Haydn : Andante et variations en fa mineur. Liszt :* Ballade n° 2. *Copland :* El Salon Mexico. *Chopin :* Mazurkas op. 56 n° 2, op. 41 n° 2 et op. 68 n° 2. *Peter Jablonski (piano). Auditorium du Louvre. 12 h 30, le 28. Tél. : 50 F.*

Journée Aperghis à Radio-France
Dernier de la série « Portraits de notre temps » organisée tout au long de l'année par la Maison de la Radio, et peut-être le plus surprenant : l'œuvre du musicien d'origine grecque a tant de facettes qu'on le retrouve toujours là où l'on ne l'attend pas. Ici, hors de son contexte le plus habituel, celui du théâtre musical. Et encadré par Berg et Varèse lors du concert du soir : enviables sympathies. *Aperghis :* Monomanies, Sans titre, Tingel Tangel. *Valérie Philippin (soprano), Elena Andreiev (violoncelle), Frédéric Daverio (accordéon), Françoise Rivalland (cymbalum, percussions). Maison de Radio-France, 19 heures, le 28. Tél. : 42-30-15-16. 40 F. Berg :* Concerto de chambre. *Aperghis :* Déclamations pour baryton, clarinette-contrebasse et orchestre, L'Adieu, *création. Varèse :* Densité 25,1. *Madeleine Jalbert (contralto), Spyros Sakkas (baryton), Geneviève Amar (flûte), Armand Angster (clarinette-contrebasse), Guy Comentale (violon), Catherine Cournot (piano), Orchestre philharmonique de Radio-France, Mark Foster (direction). Maison de Radio-France, 21 heures, le 28. Tél. : 42-30-15-16. 60 F.*

Trois jours de « contrastes » avec l'IRCAM. L'intitulé du cycle (« Contrastes ») auquel participent massivement l'InterContemporain et, pour une soirée, le Quatuor Arditti dit bien ce qu'il veut dire : le parcours, réparti sur trois jours, n'aura pas forcément de fil d'Ariane. Il y aura des créations du Français Antoine Bonnet, des Italiens Fedele et Melchiorre. Bonnet aura son atelier, ainsi que Steve Reich. La pièce de Maderna que proposent les Arditti est très rarement jouée. *Kurtag :* Scènes d'un roman. *Benjamin :* Upon Silence, Antara. *Rosemary Hardy (soprano), Emmanuelle Ophèle, Marine Perez (flûte), Maryvonne Le Dizès (violon), Fréderic Stochl (contrebasse), Pierre-Laurent Aimard (synthétiseur), Michel Cerutti (cymbalum), Ensemble InterContemporain, David Robertson (direction). IRCAM, 20 h 30, le 28. Tél. : 44-78-48-16. 90 F. Maderna :* Quatuor. *Carter :* Quatuor à cordes n° 3. *Saariaho :* Nymphea. *Francesconi :* Quatuor n° 3. Quatuor Arditti. *Centre Georges-Pompidou, 18 h 30, le 29. Tél. : 44-78-13-15. 90 F. Bonnet :* Epitaphe, *création.* Ensemble InterContemporain, *Pascal Rophé (direction). IRCAM, 20 h 30, le 29. Tél. : 44-78-48-16. 90 F. Reich :* Music for Pieces of Wood, Clapping Music, Different Trains. *Solistes de l'Ensemble InterContemporain. IRCAM, 16 heures, le 30. Tél. : 44-78-48-16. 50 F. Fedele :* Richiamo, création. *Melchiorre :* La Citta invisibili, création. *Huber :* La Terre tourne sur les cornes d'un taureau. *Jean Sulem (alto), Marie-Thérèse Ghirardi (guitare), Ensemble InterContemporain, Ensemble Al Kindi, David Robertson (direction). IRCAM, 20 h 30, le 30. Tél. : 44-78-48-16. 90 F.*

A Sei Voci. Josquin (1440-1521) est l'une des spécialités des Sei Voci, un musicien qu'il est bien rare de croiser dans les programmes et dont les austères beautés trouveront, dans les *Thermes de Cluny, leur décor naturel. Josquin Des Prez :* Messe Ave Maris Stella, Motets à la Vierge. *A Sei Voci. Musée national du Moyen Age-Thermes de Cluny, 20 h 30, le 28. Tél. : 43-25-62-00. De 70 F à 100 F.*


ENGUERAND

Voyage cosmique

Ne se laisser impressionner ni par le titre : *Ou bien le débarquement désastreux*. Ni par l'alliance au générique des noms de Joseph Conrad et de Francis Ponge. Ne croire qu'en ce qu'on voit : murs de lianes en laines tissées, cheminées dont on sort la tête en bas, cales et soutes illuminées comme des cuves infernales. Ecouter la voix d'André Wilms raconter les étapes d'un voyage au bout de soi. Et se laisser prendre au dispositif musical mêlant chant de griot africain, bidules frottés et grattés, bruits concrets. C'est autre chose que du théâtre, même musical. C'est chic, contemporain. C'est la reprise d'un spectacle absolument réussi de Heiner Goebbels, compositeur, metteur en scène, magicien.

Une production de l'Atem au Théâtre des Amandiers de Nanterre, Salle polyvalente, jusqu'au 18 mai, 20 h 30, tél. : 46-14-70-00.

Boris Pergamentchikov, François-René Duchable. Deux artistes peu expansifs mais dont l'alliance peut faire des merveilles. Dans un style sobre, évidemment. *Beethoven :* Sonates pour violoncelle et piano op. 69 et op. 5 n° 2, Variations sur « Ein Mädchen oder Weibchen » de la Flûte enchantée de *Mozart. Boris Pergamentchikov (violoncelle), François-René Duchable (piano). Théâtre des Champs-Elysées, 11 heures, le 1er mai. Tél. : 49-52-50-50. 90 F.*

Marie-Catherine Girod. Après Tournemire et Lourié, Girod persiste dans ses programmes buissonniers. Qui est Bowen ? Inconnu dans les dictionnaires. *Chopin :* Préludes. *Bowen :* Préludes. *Marie-Catherine Girod (piano). Théâtre Grévin, 20 h 30, le 2 mai. Tél. : 48-24-16-97. De 90 F à 200 F.*

Orchestre de Paris. James Conlon a fait ses débuts à Paris dans *l'Enlèvement au sérail*, au Palais Garnier, en 1984. Puis la France l'a laissé échapper alors qu'il allait occuper les meilleurs places en Europe et y faire une carrière sans faute. Maintenant que l'Américain est une valeur sûre, peut-être trouvera-t-il ici la reconnaissance qui lui est due. *Mozart :* Concerto pour piano et orchestre KV 488. *Bruckner :* Symphonie n° 4 « Romantique ». *Jean-Philippe Collard (piano), Orchestre de Paris, James Conlon (direction). Salle Pleyel, 20 h 30, les 4 et 5 mai. Tél. : 45-63-07-96. Location FNAC, Virgin. De 60 F à 240 F.*

Quatuor Anton. Fondée à Moscou en 1986, cette formation, lauréate du concours d'Evian, a donné l'an dernier aux Champs-Elysées l'intégrale des quatuors de Tchaïkovski. La Salle Cortot l'accueille pour quatre programmes russes successifs (outre le 4, les 9, 19 et 25 mai). *Tchaïkovski :* Quatuor à cordes n° 3. *Chostakovitch :* Quatuor à cordes n° 4. *Borodine :* Quatuor à cordes n° 2. *Quatuor Anton. Salle Cortot. 20 h 30, le 4 mai. Tél. : 60-66-45-05. Location FNAC, Virgin. 100 F.*

Marseille

Performances, créations. Un concert-parcours « Des hommes et les bêtes » (le 2), des créations de Risset et de Portella (le 4), l'accordéon de Pascal Contet et la contrebasse de Joëlle Léandre en duo (le 5), un quatuor de Georges Bœuf et deux du Canadien Murray Shafer (le 5), dont le spectacle de théâtre musical la *Testa d'Adriana* sera donné le 7, avant une rencontre avec le compositeur et un concert Steve Reich. Beaucoup de créations encore, et en tout genre. *Du 2 au 7 mai, Festival des musiques d'aujourd'hui, organisé par le Groupe de musique expérimentale de Marseille. Tél. : 91-39-29-00, 60 F par concert, 400 F pour l'ensemble.*

Beauvais

Violoncelles en famille. Violoncelle jazz ou piccolo, violoncelle de campagne ou muet, violoncelle pochette... drôles d'instruments qui formeront un quintette le 3 mai, en ouverture des deuxièmes Rencontres internationales d'ensembles de violoncelle. En trio, en quatuor, en quintette, en octuor, mais aussi en solo (Anner Bylsma), le grand frère du violon s'expose avec son équipe. Classes de maîtres et débats complètent les réjouissances. *Du 3 au 11 mai. Tél. : 44-79-40-00.*

JAZZ

René Bottlang, Jean Querlier. Un pianiste helvète (René Bottlang) à la personnalité affirmée et un souffleur (Jean Querlier) au long cours, c'est le rythme même du jazz et de son abandon à l'improviste. *Cité internationale, 20 h 30, le 28. 20 F.*

George Gruntz Concert Jazz-Band. Régulièrement, George Gruntz, pianiste et compositeur helvète, prend la route (Cologne, Munich, Lausanne, Thun, Vancouver, Toronto, New-York) avec un big band de luxe, un modèle du genre (Lew Soloff au pupitre des trompettes, Ray Anderson et Gary Valente dans les rangs des trombones, Tim Berne et Larry Schneider, fantassins des saxophones, l'immense Howard Johnson, cavalier seul au tuba, etc.). Révision des troupes, du répertoire et des boutons à Paris, vendredi soir. *Maison de Radio-France, 20 h 30, le 29. Tél. : 42-30-15-16. 30 F.*

Lou Donaldson Quartet. Chaque semaine, l'amateur du premier cercle vérifie ses convictions, la vanité des modes et la relativité du jugement auprès d'un client sérieux, saxophoniste de préférence, une carte de visite lourde comme un casier judiciaire de multi-récidiviste et un parfum de légende suavement flottant. Cette semaine, l'oiseau rare se nomme Lou Donaldson. Avis aux amateurs des cercles suivants. *New Morning, 20 h 30, le 2 mai. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

Bobby Few Trio. Un pianiste de blues à réputation d'homme libre (Bobby Few fut du quartet si nuancé de Frank Wright) ne peut qu'attirer l'attention. Avis aux goûteurs de nuances. *Latitudes Saint-Germain, 22 h 30, le 3 mai. Tél. : 42-61-53-53. De 110 F à 130 F.*

Philippe Catherine Trio. Puisqu'il n'est pas tant d'occasions d'entendre Philippe Catherine, guitariste belge à la carrière internationale (Mingus, Larry Coryell) et puisque le voir est une leçon de musique, tous au Duc (brasserie pour noctambules qui n'aiment pas trop être poussés à la consommation ou traités comme des ecclésiastiques qui auraient gagné aux courses). Avis aux guitaristes. *Au Duc des Lombards, 22 h 30, les 4 et 5 mai. Tél. : 42-33-22-88.*

Festival de jazz de Boulogne-Billancourt. Le festival du TBB s'est taillé une réputation par des prestations de pianistes particulièrement remarquées (Phineas Newborn, Ahmad Jamal, McCoy Tyner, Martial Solal). Cette année, il leur accorde toute la place : Laurent Cugny, le nouveau, et Denis Badault, le sortant, se passent le relais de l'Orchestre national le jeudi ; Chick Corea présente son tout électrique le samedi ; Tete Montoliu (légende catalane) et Laurent de Wilde (le Paul Auster des claviers) alternent le mardi. Avis aux pianistes. *Boulogne-Billancourt. TBB, 20 h 30, les 28 et 30 avril et les 3, 4, 5 et 10 mai. Tél. : 46-03-60-44. De 130 F à 160 F.*

ROCK

Les Ablettes. En quinze ans, les ex-punks de Fumel (Lot-et-Garonne) ont fait du chemin sans jamais que leur pop rock énergique ne trouve de véritable consécration. Le succès tardif des Innocents les fera peut-être espérer à nouveau. *Passage du Nord-Ouest, 19 heures, le 29. Tél. : 47-70-81-47. 60 F.*

Phil Collins. Pour certains, le batteur de Genesis incarne le nec plus ultra de la technique et de l'émotion musicale, pour d'autres il symbolise ce que le rock embourgeoisé peut produire de plus factice. *Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures, le 29. Tél. : 40-02-60-02. 215 F.*

George Clinton. Trente musiciens dont sept guitaristes sur la scène du Zénith pour près de cinq heures de concert, le père du P. funk n'a jamais craint la surenchère. Une promesse de célébration orgiaque du groove et de la danse. *Zénith, 20 h 30, le 29. Tél. : 42-08-60-00. 140 F.*

IAM. Toute la France aujourd'hui danse le Mia et découvre la verve des rappeurs marseillais. Leur faconde méridionale mais aussi la crédibilité et la pertinence de leurs observations ont fait la force de leur dernier (double) album, *Ombre est lumière. Olympia, 20 h 30, les 29 et 30. Tél. : 47-42-25-49. 90 F.*

Loreena McKennitt. On croirait Loreena McKennitt sortie d'une toile préraphaélite. Accompagnée de sa harpe, cette chanteuse canadienne au timbre pur et romantique aime ressusciter l'Europe médiévale et les racines du folk sans négliger l'apport des nouvelles technologies. *Passage du Nord-Ouest, 22 heures, le 30. Tél. : 47-70-81-47. 110 F.*

Meat Loaf. La France semble rester un des seuls pays imperméables à la grandiloquence kitsch du hard rock de Jim Steinman interprété par Meat Loaf, montagne humaine révélée il y a vingt ans par le Rocky Horror Picture Show. *Zénith, 20 h 30, le 3 mai. Tél. : 42-08-60-00. 150 F.*

CHANSON

Au P'tit Bonheur. Djamel Laroussi et sa joyeuse troupe ont un bel appétit scénique. Qu'ils chantent leur tube *(Y'a du soleil)*, jouent la carte du swing kabylo-manouche, de la bonne humeur ou de la tendresse, qu'ils mélangent les instruments (violon, guitare, derbouka, etc.) comme il est aujourd'hui naturel de le faire dans nos banlieues, ils ne sont jamais ennuyeux. *Le Balajo, 20 h 30, les 2, 3 et 4 mai. Tél. : 47-00-07-87. Location FNAC, Virgin.*

Catherine Lara. Au violon, au chant, Catherine Lara fait tenir n'importe quel opéra rock grâce à son inépuisable énergie. Elle sait porter des spectacles entiers à bout de bras, des *Romantiques* au plus classique des récitals. Nouvel album, retour en scène, mais ce n'est pas la révolution. *Casino de Paris, 20 h 30, les 3, 5, 6 et 7 mai. Tél. : 49-95-99-99. De 100 F à 200 F.*

Michel Buhler. Suisse, artisan inlassable de la chanson contestataire, Michel Buhler appartient à la classe des chanteurs francophones aimant les mots, les idées, la voix juste et la diction impeccable. C'est un plaisir de le voir revenir, guitare à la main, au royaume de la chanson à texte. *Sentier des Halles, 22 heures, les 3, 4, 5, 6 et 7 mai. Tél. : 42-36-37-27. 80 F.*

MUSIQUES DU MONDE

Jacques Pellen Celtic Procession. Formation iconoclaste qui s'inscrit dans le courant européen des musiques d'aujourd'hui, la Celtic Procession offre une suite de thèmes et de mélodies issus du répertoire traditionnel écossais, irlandais et breton. Pour cette procession celtique, son fondateur Jacques Pellen (compagnon de route d'Annkrist et de Kristen Noguès) revendique le choix d'instrumentistes aux personnalités fortes, différentes mais complémentaires. *Passage du Nord-Ouest, 22 heures, le 28. Tél. : 47-70-81-47. 80 F.*

Tao Ravao, Vincent Bucher. Un duo de guitares (le Malgache Tao Ravao) et d'harmonica (le Français Vincent Bucher) qui ne manque pas d'originalité. Même sur l'esprit du blues, cela ne suffit pas à lui donner toute la vigueur et la fantaisie nécessaires. *Au Duc des Lombards, 22 h 30, les 1er et 2 mai. Tél. : 42-33-22-88.*

Benvinida Berta Aguado, Loretta Dora Gerassi. Deux chanteuses aux voix superbement travaillées nous livrent quelques-uns des fleurons de la chanson judéo-espagnole, forgée par cinq siècles d'histoire croisée. Mariage des mélodies ottomanes et de la poésie espagnole, chants de mariage, de deuil, romances sensuelles et ballades éthérées. *Théâtre du Rond-Point-Renaud-Barrault, 19 heures, le 2 mai. Tél. : 44-95-98-00. 90 F.*

Denez Prigent, Annie Ebrel, Bernard Subert. *Gwerz* et *Kan ha diskan* chantés dans l'esprit du rock n'roll, mais sans dérogation à la tradition du pays du Léon, avec la rudesse des vents du Finistère et des histoires très contemporaines entonnées *a cappella* ou en petite formation *Maison de Radio-France, 20 h 30, le 4 mai. Tél. : 42-30-15-16. 20 F.*

Classique : Anne Rey.
Jazz : Francis Marmande.
Rock : Thomas Sotinel.
Chanson et Musiques du monde : Véronique Mortaigne.

Saison musicale de l'Orchestre de Paris

QUATRE créations sont inscrites cette saison au programme de l'Orchestre de Paris : le *Concerto pour violoncelle* de Jean-Louis Florentz, par Yvan Chiffoleau et Semyon Bychkov (12 et 13 octobre 1994) ; une pièce symphonique de Smirnov par Semyon Bychkov (25 et 26 janvier 1995), le *Concerto pour violon* de John Adams, par Gidon Kremer et Semyon Bychkov (15 et 16 janvier) et *Trakl Lieder pour mezzo-soprano et orchestre*, par Anna Katharina Behnke et Heinz Holliger (8 et 9 mars). A part cela, la programmation ne s'écarte guère du grand répertoire : Mozart, Brückner, Mahler, Schumann, Tchaïkovski, Schubert, Beethoven, Brahms, Moussorgski/Ravel, Chostakovitch, Stravinski, Dvorak, Saint-Saëns, Mendelssohn, Debussy, Berlioz. Mais l'Orchestre de Paris le confie à des grands noms : Radu Lupu, Günther Herbig, Itzhak Perlman, Wolfgang Sawallisch, Frank Peter Zimmermann, Kurt Sanderling, Waltradu Meier, Katia et Marielle Labèque, Gidon Kremer, Christoph Eschenbach, Thomas Allen, Yuri Bashmet, Brigitte Engerer, Emmanuel Krivine, Carlo Maria Giulini, Barry Douglas et Charles Mackerras, qui dirigera *la Petite Renarde rusée*, de Janacek, dans la fosse du Théâtre du Châtelet (29 mai, 1er juin, 6, 8 et 11 juin 1995). A noter la présence du chef baroque Frans Brüggen à la tête de l'Orchestre de Paris, pour un programme Mendelssohn, Mozart et Haydn (19 et 20 avril 1995), et la reconduction de la série de concerts organisés au Châtelet pour les moins de vingt-cinq ans. Cette année, pour 30 F le fauteuil, ils auront le choix entre cinq concerts symphoniques dirigés par Sawallisch (17 décembre 1994), Gilbert Varga (7 janvier 1995), Kurt Sanderling (14 janvier), Semyon Bychkov (28 janvier) et des extraits de *la Petite Renarde rusée* de Janacek (14 juin) Quelques raretés sont tout de même à l'affiche : le *Kontzerstück pour quatre cors*, de Schumann, par les cornistes de l'orchestre (19 et 20 octobre 1994) ; le *Troisième Concerto pour piano*, de Bartok, par Peter Frank, trois poèmes symphoniques de Smetana et les *Rhapsodies roumaines*, d'Enesco, par Lawrence Foster (30 novembre et 1er décembre) ; *le Chasseur maudit*, de Franck, et la suite *Harry Janos*, de Kodaly, par Gilbert Varga (4 et 5 janvier 1995), la *Symphonie concertante* de Prokofiev, par Michael Sanderling (11, 12 et 13 janvier) et le *Poème de l'amour et de la mer*, de Chausson (12 et 13 avril).

A. Lo.

★ Renseignements Orchestre de Paris, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré 75008 Paris. Tél. : 45-63-07-40. Réservations, tél. : 45-63-07-96, de 13 heures à 17 heures. Pour tous les concerts donnés par l'Orchestre de Paris, salle Pleyel, il est possible de trouver des places à 60 F ou 90 F le soir même du concert, directement aux caisses et lors d'un achat par correspondance d'acquérir deux places pour le prix d'une (dans la limite des places disponibles).



Arts

Transparence politique

Le premier paysage est né d'une interrogation sur l'indépendance de la cité. C'est le tableau le plus connu de la Confédération helvétique et, selon Ernst Gombrich, *« la première représentation exacte, le premier « portrait » d'un site ».* Le retable de saint Pierre, peint par Konrad Witz en 1444, représente l'apparition du Christ à saint Pierre pêchant sur le lac de Tibériade. Witz avait placé la scène sur le lac Léman, et tous les Genevois pouvaient reconnaître la silhouette du mont Salève.

Or les conservateurs du Musée d'art et d'histoire de Genève l'ont passé aux rayons X. La figure du Christ – qui apparaît la tête penchée et les bras cachés sous un manteau rouge, d'où émerge une main désignant l'apôtre – a subi les attaques des iconoclastes de la Réforme en 1535, et a été repeinte. La radiographie révèle un dessin bien différent : le visage et la main, paume ouverte vers le haut, sont levés, tournés non plus vers saint Pierre mais vers le paysage au fond, où galopent des soldats porteurs du drapeau de Savoie. Genève était une République indépendante qui excitait les convoitises du duc Amédée VIII. Eidgenots ou Mamelus, les Genevois étaient, de ce point de vue, politiquement divisés, et Witz a choisi son camp.

Ha. B.

« L'œuvre d'art sous le regard des sciences ». Musée d'art et d'histoire, Genève, jusqu'au 15 mai.

VERNISSAGES

Lucio Fontana

Rétrospective qui, par respect pour un artiste qui les avait en horreur, ne veut pas avouer son nom, l'exposition montre des céramiques, dont une, murale et gigantesque, totalement inédite. Lucio Fontana considérait la céramique comme *« aspiration vers un art pur, aspiration vers une forme, une couleur et lumière vibrante ».* Les *« concetti spaziali »* ne sont pas oubliés, et c'est un bel hommage qui est rendu là au premier des « spationautes » italiens.

Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures. Du 30 avril au 2 juillet.

dessiner une collection d'art contemporain

œuvres du Fonds régional d'art contemporain de Picardie

du 6 mai au 3 juillet 1994

Musée du Luxembourg
19 rue Vaugirard
Paris VIème

Le Jubé de Bourges

Que faire des œuvres morcelées, déplacées par le temps et les hommes ? A ce thème trop vaste, le Louvre tente de répondre de la meilleure manière qui soit : en reposant de nouvelles questions, sur un sujet très précis, le jubé construit au XIIIe siècle à l'entrée du chœur de la cathédrale de Bourges, détruit cinq cents ans plus tard, perdu, retrouvé, dispersé en trois endroits différents. Un colloque (le 29 avril) et une exposition pour creuser le délicat et très politique problème des sculptures hors contexte.

Musée du Louvre, aile Richelieu, entrée par la Pyramide, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi, de 9 heures à 17 h 15, nocturnes les mercredi et lundi jusqu'à 21 h 15. Du 29 avril au 25 juillet. 40 F de 9 heures à 15 heures, 20 F après 15 heures et dim., gratuit pour les moins de 18 ans. Colloque international « Sculptures hors contexte », vendredi 29 avril à 9 h 30.

39e Salon d'art contemporain de Montrouge

Chaque année, on s'en plaint, chaque année, on y retourne, souvent on y découvre : le Salon de Montrouge, bientôt quadragénaire, reste un passage presque obligé pour les jeunes artistes, le dernier Salon, hélas !, où il se passe encore, parfois, quelque chose.

Centre culturel et artistique, 2, avenue Emile-Boutroux, Montrouge, 92120. Tél. : 46-56-52-52. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Du 27 avril au 29 mai.

PARIS

Art/Pays-Bas/XXe siècle

La première partie, « La beauté exacte », propose un parcours du symbolisme à De Stijl. Outre la plus belle rétrospective de Mondrian depuis longtemps, on y découvre aussi les figures méconnues des réalistes de l'entre-deux-guerres, dont l'exceptionnelle Charley Toorop. C'est une exposition qui fera date, à ne pas manquer (jusqu'au 17 juillet). L'autre volet, « Du concept à l'image », dans les salles de l'ARC, réunit dix artistes d'aujourd'hui. Elle est construite sur le même balancement entre réalité et abstraction, et montre une certaine permanence des caractéristiques néerlandaises (jusqu'au 12 juin).

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 10 heures à 17 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Ateliers pour enfants, rens. : 47-20-07-80. Jusqu'au 12 juin. 45 F (comprenant l'exposition « De Van Gogh à Mondrian »).

Impressionnisme, les origines

Revoici le temps des files d'attente. On se consolera en pensant que Manet, Degas, Monet, Renoir et les autres, eux aussi, eurent à patienter avant de voir leurs œuvres enfin acceptées par le public. Juste retour des choses, l'exposition présente la partie de leur travail qui fut la moins aimée, la moins regardée, mais aussi celle où tous les enjeux de l'impressionnisme se mettaient en place. Histoire d'une rupture.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Général-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 8 août. 55 F, lun. : 38 F, visit. sur réservations à partir de 14 heures : 60 F.

Joan Miro

« Ces toiles sont l'aboutissement de tout ce que j'avais essayé de faire », disait Joan Miro, en 1961, de ses Bleus à peine secs. Les trois grands champs d'azur ponctués de rouge furent longtemps dispersés : II et III au Musée national d'art moderne, I dans une collection privée. Peu de temps avant son décès, Dominique Bozo avait signifié sa volonté de rassembler enfin les éléments du triptyque. Une souscription fut lancée : l'ultime vœu du président du Centre Pompidou est exaucé, et le musée en profite pour présenter la quasi-intégralité de « ses » Miro. Un double hommage à un grand artiste et à la pugnacité d'un grand conservateur.

Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 6 juin.

Michel Parmentier

Dix grands calques calmes et sereins d'un homme inquiet. L'exposition marque le retour sur la scène artistique parisienne, qui par ailleurs l'indiffère totalement, d'un des animateurs du groupe BMPT. Un travail très dérangeant, mais superbe, pour qui voudra bien lui accorder un peu d'empathie.

Carré des arts, parc floral de Paris, bois de Vincennes, entrée château, Paris 12e. Tél. : 43-65-73-92. Tous les jours sauf lundi et mardi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mai. 5 F (prix d'entrée du parc).

D.R.

Anne Rochette et Bernard Borgeaud

Deux artistes qui semblent n'avoir pour point commun que le lieu qui les réunit. A y regarder de près, ils ont aussi une exigence et un sens de la pureté, qui n'exclut pas une certaine violence bien revigorante par ces temps d'asthénie. (Ci-dessus, Anne Rochette : « Elle / Lait », 1992).

Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais, Paris 6e. Tél. : 47-03-50-00. Jusqu'au 23 mai.

Stéphane Duroy

Photoreporter au long court, secret et exigeant, Stéphane Duroy poursuit sa quête de l'Est. Après Berlin et l'ex-RDA, traités avec des couleurs sourdes et tristes, le voici en Pologne où il renoue avec le noir et blanc, pour aborder les traumatismes du communisme, du nazisme et des camps.

Centre photographique d'Ile-de-France, La Graineterie, Ferme briarde, hôtel de ville, 77340, Pontault-Combault. Tél. : 64-43-47-10. Jusqu'au 29 mai.

Susanna Fritscher Iris Sara Schiller Francisco Ruiz de Infante

Confrontation de l'obsession d'Iris Sara Schiller pour la Génèse, des toiles silencieuses de Susanna Fritscher et de l'invention poétique de Francisco Ruiz de Infante, lauréat de la 9e bourse d'art monumental, qui a retrouvé *les Frères de Pinocchio*.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 49-60-25-06. Tous les jours sauf lundi, jours fériés de 14 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Ouverture exceptionnelle dimanche 8 mai. Jusqu'au 15 mai.

Vercingétorix et Alésia

Pour en savoir plus sur nos ancêtres les Gaulois, la société dans laquelle ils vivaient, qui n'était pas si barbare que cela – voir son artisanat –, et la fortune critique de notre premier grand homme, qui fut particulièrement bonne sous le règne de Napoléon le petit, archéologue amateur et gaulois lui-même.

Musée des antiquités nationales, château de Saint-Germain, Saint-Germain-en-Laye, 78103. Tél. : 34-51-65-36. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 18 juillet. 21 F (billet donnant accès aux expositions permanentes).

Et aussi

L'Art des sculpteurs Taïnos. *Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 29 mai. 40 F.*

Walter Benjamin : le passant, la trace. *Centre Georges-Pompidou, mezzanine nord, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 mai.*

La Chimère de M. Desprez. *Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard, côté jardin des Tuileries, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturne mercredi jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 2 mai. Accès libre avec le billet du musée : 40 F de 9 heures à 15 heures, 20 F après 15 heures.*

Cicero Dias. *Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1er. Tél. : 42-96-37-96. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, samedi jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 7 mai.*

Fagniez. *Galerie Bellint, 28 bis,* bd de Sébastopol, Paris 4e. Tél. : 42-78-01-91. Tous les jours sauf dimanche de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 mai.

Eugène Leroy, Jean-Pierre Bertrand. *Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 juin.*

François Stahly. *Musée d'art et d'histoire, 11, rue des Pierres, Meudon, 92000. Tél. : 45-34-75-19. Tous les jours sauf lundi, mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 juin. Fondation Jean Arp, 21-23, rue des Châtaigniers, Clamart, 92140. Tél. : 45-34-22-63. Vendredi, samedi, dimanche de 14 heures à 18 heures et sur rendez-vous. Jusqu'au 22 mai.*

RÉGIONS

Arles

Le Dessein photographique

Dessin et photographie sont deux activités parallèles. Cette judicieuse exposition montre les relations étroites, complémentaires ou conflictuelles entre les deux procédés, à travers des œuvres diverses : les peintres Corot et Daubigny, Brassaï et Cartier-Bresson, Man Ray et Drtikol, Witkin et Georges Rousse.

Espace Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-37-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin. 30 F.

Chantilly

Roger Fenton

Avec ce photographe anglais (1819-1869), nous sommes bien aux origines de la photographie de guerre. Parti en Crimée pour y « couvrir » la guerre en 1855, Roger Fenton réalise 360 clichés remarquables (essentiellement des portraits de militaires) dont une cinquantaine sont réunies au musée Condé.

Musée Condé, château de Chantilly, 60500 Chantilly. Tél. : 44-57-03-62. Jusqu'au 30 juin.

Grenoble

Ilya Kabakov

On se perdra dans *l'Album de ma mère*, labyrinthe conçu par Kabakov, on voguera dans *le Bateau de ma vie*, encombré de ses souvenirs, ou sur *la Rivière souterraine dorée*. L'Ukrainien mélange habilement un genre désuet – l'autobiographie – et une conception très efficace des modernes installations. A cet artiste confirmé, le Magasin de Grenoble confronte un très jeune sculpteur lyonnais, Matthieu Manche, prix Georges Boudaille 1992, et un presque aussi jeune architecte athénien, Andréas Angelidakis.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 juillet. 15 F.

Le Havre

David Bœno

Cet artiste expérimentateur d'une quarantaine d'années opère volontiers avec la lumière, naturelle ou artificielle, calculant exactement ses plans d'eau et ses miroirs, afin de permettre au spectateur attentif de découvrir la beauté de phénomènes de réfraction et de diffraction.

Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy, 76600. Tél. : 35-42-33-97. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 juin. 10 F.

Fréjus

Anne et Patrick Poirier

Rétrospective d'un couple d'artistes qui, pensionnaires à la Villa Médicis en 1967, découvrirent le charme des ruines antiques au point d'en semer partout sur leur passage. Un monde tour à tour enchanté et lugubre qui ravira les amateurs d'archéologie, et peut-être ceux d'art contemporain.

Centre d'art contemporain du Capitou, Z. I. du Capitou. 83600 Fréjus. Tél. : 94-40-76-30. Jusqu'au 19 juin. 25 F.

Morlaix

Constant Puyo Gérard Traquandi

Constant Puyo (1857-1933) fut une figure majeure de la photographie pictorialiste en France. Gérard Traquandi est un artiste français, installé à Marseille, qui pratique peinture, dessin, gravure et photographie. Tous deux utilisent la gomme bichromatée et traitent de la beauté des choses. Leur rapprochement est audacieux. Et excitant.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29600. Tél. : 98-88-68-88. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 juin.

Nîmes

Juan Munoz

Première exposition personnelle dans un musée français d'une nouvelle vedette de la sculpture espagnole. Le Madrilène, né en 1953, théâtralise des éléments d'architecture dans lesquels des personnages tragiques ou grotesques jouent une pièce à la fois grandiose et dérisoire, entre l'ancienne tradition baroque et l'ironie surréaliste.

Carré d'art-Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 33000. Tél. : 66-76-35-70. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 29 mai.

Rennes

Dufrêne, Hains, Rotella, Villeglé, Vostell

Travaux pratiques des étudiants de l'université de Rennes, un accrochage des œuvres de Dufrêne, Hains, Rotella, Villeglé et Vostell rend la parole aux murs. Affiches lacérées et autres travaux, pour beaucoup inédits, accompagnés d'une documentation abondante qui devrait livrer non seulement une information complète sur les affichistes, mais ouvrir de surcroît bien des pistes nouvelles.

Galerie du Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hédier, 35000. Tél. : 99-31-55-33. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 20 heures, samedi de 14 heures à 22 heures, dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin.

Toulouse

Vu, Magnum, Contact

Le début des années 90, les rapports Est-Ouest après la chute du mur de Berlin, vus par des photographes de trois agences d'« auteurs », qui font la réputation de la France en la matière : Magnum, la plus ancienne et la plus prestigieuse, mais aussi Vu et Contact où l'on photographie également avec du recul, « à côté » de l'événement.

Galerie du Château d'eau, place Laganne. 31300 Toulouse. Tél. : 61-42-61-72. Jusqu'au 5 juin.

Vence

Pour la chapelle de Vence, pour les chapelles de Vence

Henri Matisse et Yvon Lambert (un célèbre marchand de tableaux parisien) ont en commun l'esprit de chapelle. Le premier réalisa celle du Rosaire, célébrissime, dont les esquisses et dessins préparatoires sont exposés ici ; le second, vençois d'origine, se propose de ressusciter les neuf chapelles du calvaire de sa ville natale, construites en 1720 mais depuis longtemps oubliées de ses paroissiens. Dix-sept artistes, et non des moindres, présentent leurs projets pour cet acte de foi.

Château de Villeneuve, Fondation Emile-Hugues, place du Frêne, 06140. Tél. : 93-58-15-78. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 juin.

Et aussi

Pour la vie : Peter Fischli & David Weiss à Bordeaux. *CAPC Musée d'art contemporain, 160, cours Victor-Hugo, 33000. Tél. : 56-31-30-04. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 8 mai.*

Poèmes de marbre, art des Cyclades dans la collection Barbier-Mueller à Marseille. *Centre de la Vieille-Charité, chapelle, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, à partir du 1er juin : jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 12 juin.*

Max Beckmann (1884-1950) aux Sables-d'Olonne. *Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Tous les jours sauf lundi de 14 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 5 juin. 30 F.*

Baroque napolitain : la peinture à Naples au XVIIe siècle, à Strasbourg. *Palais des Rohan, galerie Robert Heitz, 2, place du Château, 67000. Tél. : 88-52-50-00. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, dimanche de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 23 mai.*

Jochen Gerz à Strasbourg. *Ancienne douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-52-50-00. Tous les jours de 11 heures à 18 h 30. Jusqu'au 8 mai.*

Arts : Harry Bellet
et Geneviève Breerette
Photo : Michel Guerrin

(Publicité)

MUSÉE NATIONAL FERNAND LÉGER
BIOT 06410

24 AVRIL - 30 JUIN

Exposition « FERNAND LÉGER DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES 1905-1955 »
tous les jours, sauf mardi
10 heures – 12 h 30
et 14 heures – 17 h 30

Association pour la Promotion des Arts
Salle Saint-Jean Hôtel de Ville de Paris
NICOLAS DE STAEL
16 mars au 19 juin 1994
Tous les jours sauf le lundi, de 11h à 19h. Entrée rue de Lobau.

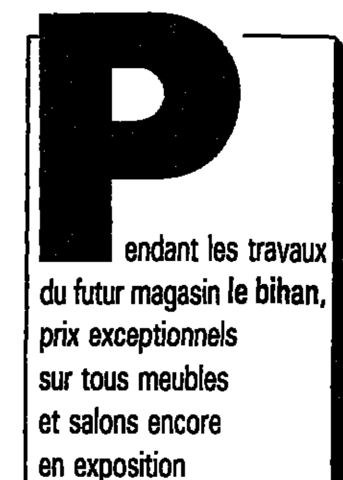




Le Monde
PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements :
44-43-76-17

ALSACE À PARIS T.l.j. 43-26-89-36
9, pl. St-André-des-Arts, 6e - SALONS
CHOUCROUTES, GRILLADES
FLAMMEKÜECHE, POISSONS
HUITRES ET COQUILLAGES

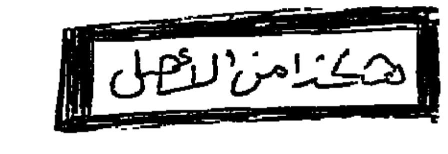
LE MONIAGE GUILLAUME
Terrasse-Verrière-Cheminée
Poissons - Homard - Langouste
Spécialité de bouillabaisse
Menu, carte : 180 F/240 F
88, rue Tombe-Issoire, 14e - T. 43-22-96-15



endant les travaux du futur magasin le bihan, prix exceptionnels sur tous meubles et salons encore en exposition

28, rue du faubourg-saint-antoine
75012 paris
tél. : 43-43-06-75

LE BIHAN



ROCK

La tournée de Phil Collins en France

Un batteur monté en neige

Après la sortie de « Both Sides », son dernier album, Phil Collins a pris la route. En France, il devrait se produire devant 120 000 personnes. En treize ans, son succès commercial ne s'est jamais démenti. C'est que l'ancien batteur du groupe Genesis applique une recette classique du rock : la pasteurisation de la musique noire.

Phil Collins, l'art de transformer l'émotion en produit de consommation.

BEN WATTS/IDOLS

LES batteurs de rock'n'roll n'ont pas reçu le monde en héritage. Il traine à leur sujet des plaisanteries idiotes (Comment appelle-t-on un type qui traîne toujours avec des musiciens ? Le batteur), et des préjugés tenaces qui en font des péquenots à peine sortis de la forêt (d'où l'association avec les bûcherons, sauf le respect que l'on doit à cette profession) ou, au mieux, des chics types sans problème. On trouvera l'origine de cette dernière figure chez les Beatles, au sein desquels Ringo Starr tenait le rôle du joyeux drille, ce qui ne l'a pas empêché de sombrer dans l'alcoolisme, avant d'en ressortir.

Preuve *a contrario* de l'ingratitude de la profession, le parcours d'Iggy Pop ou de James Brown, batteurs qui passèrent dès que possible de l'autre côté de la grosse caisse. Mais cette transition se fit discrètement, avant que l'un ou l'autre n'arrive à la notoriété. Reste le cas Phil Collins. Après une carrière d'enfant acteur (il paraît qu'on peut l'entrevoir dans *Hard Day's Night* et *Chitty Chitty Bang Bang*). Phil Collins fut engagé comme batteur par le groupe Genesis, en 1970.

En autant d'années que d'albums (*Nursery Cryme*, 1971, *Foxtrot*, 1972, *Selling England By The Pound*, 1973, et *The Lamb Lies Down On Broadway*, 1974), Genesis devint un grand groupe de rock. Ce fut bien sûr le chanteur Peter Gabriel qui bénéficia de l'essentiel de l'attention. Mais il faut se souvenir qu'en ce temps le rock était une Musique, avec un « M » majuscule, et que l'art passait avant les artistes. Il n'était pas de mise de moquer la compétence instrumentale, les ambitions poétiques, la longueur des morceaux ou les costumes ridicules (de fleur, de magicien...) qui dissimulaient le physique plutôt séduisant de Peter Gabriel. Le rock progressait alors à pas de géant vers de nouveaux sommets d'où il pourrait considérer le jazz, la musique classique et le chant grégorien d'égal à égal.

En 1975, Peter Gabriel, que personne n'a jamais pris pour un imbécile, décida de sauter du train en marche. Il se lança avec un bonheur certain – artistique et commercial – dans une carrière solo qui l'a placé dans la catégorie des stars qui pensent aussi bien qu'elles chantent, entre Paul Simon et Sting. Mais en 1975, les survivants de Genesis – Collins, Tony Banks, Mike Rutherford et Steve Hackett – ne virent pas la nécessité d'achever la poule aux œufs d'or. L'on assista alors au spectacle inédit d'un batteur, un type râblé, blond, au front haut, qui quitta son tabouret pour se planter devant le micro. Et l'on s'aperçut que Collins était doué d'une voix claire et souple, et que – avec ses camarades – il était capable de tenir le fonds de commerce que l'on avait cru condamné par le départ de Gabriel.

En même temps, Collins, qui était aussi un bon batteur, entretenait un groupe de jazz-rock, intitulé Brand X. Il y pratiquait une version assez tolérable de cette musique qui procédait à la fois d'une écoute erronée des albums « électriques » de Miles Davis et du désir de respectabilité des rockers déjà évoqué.

Tout cela nous amène au début des années 80. Entre-temps est passée la vague punk qui a sonné l'arrêt de mort du jazz-rock et du rock progressif. Le rock a retrouvé son désir d'urgence, son impertinence. Il ne s'agit plus de faire aussi bien que Carl Orff mais de battre Elvis Presley à son propre jeu. Pour la vieille garde, entrée dans la carrière entre 1963 et 1970, les temps sont rudes. Certains font le gros dos et ne changent rien à leur manière ou prennent de très longs congés sabbatiques. Comme les pendules arrêtées, Yes, Emerson Lake and Palmer ou Supertramp savent que leur heure reviendra. Phil Collins n'a pas envie ou pas le temps d'attendre.

En 1980, il publie un 45 tours, *In the Air Tonight*. Une mélodie extrêmement simple, un texte tellement insignifiant (*« Je sens qu'il va se passer quelque chose, je le sens dans l'air, ce soir, mon Dieu »*) qu'il peut se charger de toutes les craintes, chanté d'une voix rendue menaçante par l'abondance des effets sonores, un tempo lent brusquement carbonisé par l'irruption d'une avalanche de batterie. Le succès est immédiat, il sort du ghetto progressif pour rentrer au hit parade, côté 45 tours. En même temps, ou presque, il offre à Genesis son premier succès de pop avec *Abacab*.

Deux ans plus tard, Phil Collins se classe une nouvelle fois en tête des ventes de 45 tours avec une reprise de *You Can't Hurry Love*, créé par les Supremes en 1965. C'est l'ultime clarification, à un moment où la redécouverte de la pop noire américaine – dont *You Can't Hurry Love* est un joyau – commence à peine. La reprise est exécutée avec un soin maniaque.

Ballades tristes et charité bien ordonnée

Collins, d'ordinaire un batteur qui privilégie les toms pour mieux les frapper, retrouve la délicatesse du toucher de caisse claire de Benny Benjamin, batteur original des studios Motown. Et, une fois de plus, sa voix claire est transformée par la technologie pour retrouver un peu de l'entêtante acuité qui fut celle de la jeune Diana Ross. Mais les efforts de Collins et de Hugh Pagdham, son co-producteur habituel, n'aboutissent qu'à moitié. La forme y est légère dans l'intention et perfectionniste dans l'exécution. Manquent l'excitation, l'euphorie adolescente à peine teintée d'impatience inquiète qui caractérisaient le disque des Supremes. On peut en partie expliquer cette peur des émotions par le désir de contrôle de Phil Collins qui a souvent expliqué qu'il s'était embarqué dans sa carrière solo pour ne laisser à personne d'autre la possiblité d'intervenir sur le plus infime détail de sa production. C'est ainsi qu'il met un point d'honneur à écrire de sa main les textes de ses chansons et les titres de ses albums pour qu'ils soient reproduits sur les livrets accompagnant les CD.

Ces deux premiers succès marquent bien le territoire que Collins arpente depuis : ballades dignes et tristes, suaves mais pas sirupeuses, titres à danser sur des tempos rapides qui doivent tout aux créateurs noirs américains. Sur *Face Value*, Phil Collins s'est assuré les services de la section de cuivres d'Earth Wind and Fire. Le groupe vient de passer le sommet de sa gloire. Il demeure un formidable assemblage de musiciens qui a produit une série de disques irréprochables vendus dans un habillage délirant de mauvais goût, de mysticisme à bon marché. D'Earth Wind and Fire, Phil Collins garde la technique, la dynamique des morceaux. Mais pourquoi lui, petit bourgeois londonien, porterait-il des costumes en lamé ? Pourquoi célébrerait-il les vertus thérapeutiques de la forme pyramidale ? Phil Collins est raisonnable.

Ce tour de passe-passe est réédité sur *Face Value*, le troisième album, avec *Sussudio*, pastiche de Prince (et plus précisément de *1999*). Là encore, Collins s'empare de la méthode d'un musicien noir américain, la débarrasse de tout ce qui pourrait heurter la sensibilité d'un consommateur moyen (adulte, employé à plein temps, hétérosexuel). Il ne faut pas croire que Phil Collins procède ainsi en fonction d'études de marketing. Cette appropriation-castration est vieille comme la coexistence entre musique noire et musique blanche. Phil Collins est de la famille de Glenn Miller et des Bee Gees... De tous ces artistes fascinés par les mécanismes de la musique afro-américaine qui répugnent à l'engagement physique et émotionnel qu'elle suppose.

Au cours des ans, Phil Collins a fait le tour de son inspiration. On retrouve de plus en plus souvent dans ses disques des formes qu'il a déjà utilisées. C'est peut-être là qu'il faut chercher la source de son intérêt pour les affaires sociales. En la matière, son baptême du feu fut célébré le 13 juillet 1985, lors des concerts de *Band Aid*, organisés par Bob Geldof et le promoteur américain Billy Graham en faveur des victimes de la famine en Ethiopie. Ce jour-là, Phil Collins chanta à Wembley, prit le Concorde et s'installa derrière la batterie pour jouer avec Led Zeppelin. On reconnaît là un sens certain de l'aventure confortable, une manière assez effrontée de s'amuser en faisant la charité.

Sur... *But Seriously*, Phil Collins avait consacré une chanson aux sans-abri, *Another Day In Paradise*. Un texte doux-amer pour dire que, quand même, ce n'était pas des manières de laisser tous ces gens dehors. Lors de la dernière élection générale, il a appelé à voter conservateur, victime de cette *20 % Amnesia* que chante Elvis Costello sur son dernier disque, cette amnésie subite qui a effacé les sans-abri et les chômeurs de la mémoire collective, lorsque le gouvernement de John Major a promis une réduction d'impôts.

Pour la tournée de 1994, il va plus loin dans sa conception d'une charité bien ordonnée. A chacun de ses concerts, cinquante personnes paieront dix fois plus que les autres spectateurs pour : arriver six heures avant le début du concert dans la salle ; assister à la balance de la sonorisation ; avoir une place réservée ; et remporter chez eux un tee-shirt, un programme, une photo dédicacée et une cassette TDK, puisque cette firme est le sponsor de la tournée. En 1992, les concerts de Genesis étaient placés sous la haute bienveillance des automobiles Volkswagen. A Paris, les privilégiés paieront 2 000 francs (1 850 francs pour les concerts en région) dont 1 800 francs iront à l'Association Emmaüs. C'est-à-dire que les 200 francs restants – soit le prix d'un ticket de concert ordinaire – iront aux destinataires habituels de la recette d'un concert, artiste, promoteur, propriétaires de la salle, etc.

Phil Collins est aussi acteur, c'est sans doute l'aspect le plus sympathique de sa carrière. Dans *Buster* – adaptation romancée de l'attaque du train postal – ou dans le film australien *Frauds*, il donne une image drôle et assez complexe de lui-même. Cette fantaisie transparaît aussi sur scène, mais entre les chansons. Car il est trop raisonnable pour mettre en danger son fonds de commerce, celui de fournisseur agréé en soul sans âme de la génération arrivée à maturité pendant les années 80.

THOMAS SOTINEL

★ Tournée : 28 avril, Lyon, Halle Tony-Garnier ; 29 avril, Paris, Bercy ; 1er mai, Toulon, Zénith ; 2 mai, Toulouse, Palais des sports ; 9, 10, 11 et 12 septembre, Paris, Bercy.

★ Discographie : Face Value ; Hello, I Must Be Going ! No Jacket Required !... But Seriously ; Both Sides, chez WEA.

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par *le Monde* depuis janvier 1990.
Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrira (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

39e SALON DE MONTROUGE - 27 AVRIL - 29 MAI 1994
ART CONTEMPORAIN
peinture, sculpture, dessin, travaux s/papier, photo, etc.
PICABIA œuvres de 1902-1951
et
MONTROUGE - BARCELONE
40 catalans
2, av. Emile Boutroux (face Mairie) et 32, rue Gabriel Péri
tous les jours 10-19 h. Tél. 49.65.90.74 - Métro Pte d'Orléans - Bus 68-126-128

en avril : Vent de folie sur les FOLIES
TARIF JEUNES (-25 ans) **120 F** mardi - mercredi jeudi - dimanche
Hélène MARTINI présente un Spectacle de Alfredo Arias
Folies Bergère
44 79 98 98
2
103.5